

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU DROIT DES SALARIÉS SUR LEURS INVENTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 14 Mars 1934, à 14 heures

PAR

Denise CHATAIGNIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. RIPERT, *Professeur*

Suffragants { M. NIBOYET }
 { M. AMIAUD } *Professeurs*

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, 96

PARIS

1934

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU DROIT DES SALARIÉS SUR LEURS INVENTIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 14 Mars 1934, à 14 heures

PAR

Denise CHATAIGNIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. RIPERT, *Professeur*

Suffragants { M. NIBOYET }
 { M. AMIAUD } *Professeurs*

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, 96

PARIS

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Les limites du problème Aperçu d'ensemble et Méthodes

PREAMBULE (n° 1).

CHAPITRE PREMIER. — *LES LIMITES DU PROBLEME* (n° 2 et s.).

SECTION I. — *INDUSTRIE* (n° 4 et s.).

§ 1^{er}. — *Etendue et diversité du domaine de l'industrie moderne* (n° 4).

§ 2. — *Caractéristiques :*

A) *Science et industrie* (n° 5 et s.) :

Le laboratoire dans l'usine (n° 6). — Quelques exemples typiques (n° 7 et s.). — Usines à brevets (n° 9). — Frais et dépenses (n° 10).

B) *La recherche d'inventions dans l'industrie moderne* (n° 11 et s.) :

Recherche normale et recherche systématique (n° 12).

SECTION II. — *SALARIÉS* (n° 14 et s.).

§ 1^{er}. — *Exode des inventeurs libres vers la grande industrie. Causes* (n° 15 et s.) :

La misère des temps et le métier d'inventeur (n° 16 et s.). — Liberté et sécurité d'esprit, aide matérielle dans l'accomplissement du travail (n° 18).
— Concours et capitaux indispensables à l'exploit-

tation de l'invention (n° 19). — La loi de la guerre (n° 20).

§ 2. — *L'échelle des salariés* (n° 21 et s.).

§ 3. — *Salariés spécialistes de l'invention* (n° 24 et s.).

CHAPITRE II. — *APERÇU D'ENSEMBLE ET METHODES* (n° 26 et s.).

SECTION I. — *COLLABORATION* (n° 26 et s.).

§ 1^{er}. — *Conditions du travail dans l'usine moderne*
(n° 26 et s.) :

Travail en commun (n° 27). — Chaîne des recherches (n° 28). — Instructions, directives et conseils (n° 29).

§ 2. — *Difficultés d'une ventilation dans le mérite où le profit de l'invention* (n° 30).

SECTION II. — *L'ÈRE DES DIFFICULTÉS* (n° 31 et s.).

§ 1^{er}. — *Opinions libres et controverses* (n° 31 et s.) :

Essais d'assimilations juridiques (n° 32 et s.). —
Essais de classification des inventions (n° 38).

§ 2. — *Abondance et obscurité des sources* (n° 39 et s.) :

La loi (n° 40). — La coutume : le contrat de travail et le règlement d'atelier (n° 41). — La jurisprudence (n° 42). — La doctrine (n° 43). — L'opinion publique (n° 44).

§ 3. — *Essai de construction positive* (n° 45 et s.). —
Divisions (n° 46 et s.).

INTRODUCTION

Préambule

1. — Un salarié, appartenant au personnel d'une entreprise, réalise une invention. De quels droits cette invention est-elle susceptible ? La question résolue, — à qui — au salarié ? à l'entreprise ? à la Collectivité ? — ces divers droits doivent-ils être attribués ?

CHAPITRE PREMIER

Les limites du problème

2. — La question telle qu'elle est posée, ne représente qu'un aspect particulier d'un problème plus vaste, dont elle dépend, celui des droits des auteurs ou inventeurs sur les œuvres, inventions ou découvertes dans un domaine quelconque (scientifique, industriel, artistique, littéraire...).

3. — Notre étude, on le voit, se trouve à dessein *limitée* de la manière suivante :

1^o Elle se confine dans le *seul domaine de l'industrie* ;

2^o Elle ne vise, parmi les inventeurs dans ledit domaine, que les *salariés appartenant au personnel d'une entreprise*.

Ces deux limitations ne restreignent qu'en apparence le champ de nos investigations.

SECTION I. — INDUSTRIE

4. — § 1^{er}. — *Etendue et diversité du domaine de l'industrie moderne*. — Il s'agit, ici, de l'industrie prise dans son ensemble, c'est-à-dire sans distinction entre ses groupes fondamentaux, ceux-ci se trouvant empreints des mêmes traits caractéristiques, animés des mêmes phénomènes généraux. Or, le domaine de l'industrie moderne est relativement vaste : sans énumérer à cette place les multiples branches qui en dérivent, on peut, à titre d'exemples, rappeler qu'il existe une industrie minière, avec moteurs et procédés perfectionnés : pompes, ventilateurs, appareils de sécurité ; une industrie de l'acier, du fer, de la fonte ; une industrie agricole, avec machines à battre, moissonneuses-lieuses, engrais chimiques ; une industrie technique alimentaire avec traitements mécaniques, abattoirs frigorifiques ; une

industrie mécanique du vêtement avec métiers à tisser et filatures ; une industrie chimique avec d'innombrables méthodes de synthèse ; une industrie des moyens de transport par air, par eau, par fer... Que de découvertes, d'inventions possibles, surtout que d'améliorations, de perfectionnements réalisables, dans cet empire du machinisme, de l'air comprimé, de la vapeur et de l'électricité !

5. — § 2. — *Caractéristiques* : A) *Science et industrie*. — Rien, d'ailleurs ici, — même pas l'invention, souvent, — n'est laissé au hasard. L'empirisme des premiers temps a cédé le pas, à peu près partout, à une organisation méthodique, rationnelle, scientifique. Une étroite collaboration s'est établie entre la science et l'industrie. Cette collaboration a connu, pendant la guerre, un développement particulièrement marqué ; elle n'a fait que s'accroître depuis 20 ans (1). Un simple coup d'œil sur une installation moderne suffit pour s'en rendre compte.

6. — *Le laboratoire dans l'usine*. — Le laboratoire fait partie intégrante de l'usine. C'est de lui que sont sorties presque toutes les découvertes récentes qui ont renouvelé l'industrie dans la chimie, la physique, la mécanique.

7. — *Quelques exemples typiques*. — On cite volontiers, à ce propos, en Allemagne, le laboratoire de physique et de chimie des usines Krupp, dont l'édification a coûté, avant-guerre, 2.000.000 de marks, et qui représente une institution de recherches scientifiques comme n'en possède aucune Université du monde ; plusieurs institutions gouvernementales d'essais mécaniques, d'analyses et de recherches ; les laboratoires d'Essen, de Berlin, de Gross-Lichter-

(1) Voir H. Le Chatelier, E. Fourneau, Berlemont, Wahl, *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, t. II, pp. 174 et 228.

feld : les écoles techniques et les polytechnicums qui forment des milliers d'ingénieurs par an, véritables états-majors des usines d'outre-Rhin (1).

8. — Mais, si l'Allemagne a, depuis des années, érigé en système cette conception scientifique de l'industrie, elle n'en a point cependant le monopole. On pourrait, en France notamment, citer plus d'un exemple de cette alliance entre la science et ses applications pratiques : la Sucrerie française d'Escandœuvres (près Cambrai), où la fabrication est suivie par un corps entier de chimistes ; les Aciéries de la Marine, dont le laboratoire occupe tout un bâtiment et où chimistes et physiciens se consacrent à de multiples études techniques avec des appareils industriels en réduction ; les Etablissements Kuhlmann, qui abritent dans leurs vastes usines tout un groupe d'ateliers et de laboratoires de recherches spécialisés dans l'industrie des matières colorantes et des produits chimiques, etc., etc.

9. — *Usines à brevets.* — Aux Etats-Unis, ce sont parfois, des armées entières de chercheurs, d'inventeurs, qui, dans un établissement, travaillent à donner à l'industrie des moyens de production toujours plus intenses et moins coûteux. La spécialisation des fonctions de ces travailleurs y est si nette, si marquée, que les cantonnements de ces derniers représentent de véritables « usines à brevets », étroitement rattachées d'ailleurs à l'entreprise elle-même, laquelle s'efforce de *systématiser* les recherches, de mettre au point les perfectionnements intéressants, de se couvrir aussi contre les brevets venant de l'extérieur et pour lesquels il lui

(1) Victor Cambon, *l'Allemagne au travail*, voir notamment : « *partout des laboratoires* ». — Paul de Rousiers, *Hambourg et l'Allemagne contemporaine*. — Blondel, *L'essor commercial et industriel du peuple allemand*.

faudrait payer des redevances très élevées. Au hasard, parmi les usines de ce genre les plus marquantes, on peut mentionner celles d'Edison ou de Tesla, celles des Etablissements Ampère Electro-chemical Company, de Niagara Falls ; de la General Electric Company, de Schenectady, etc. (1).

10. — *Frais et dépenses.* — Pour la création et l'installation de tels édifices, ce sont des millions et des millions qu'on ne craint point, aujourd'hui, d'exposer ; ce sont des années et des années qu'on décide de consacrer à la poursuite d'une recherche, d'un procédé nouveau, d'une synthèse. Et c'est juste : quels services n'ont pas rendus les laboratoires Schott dans la fabrication du verre d'optique ? la découverte des métaux alcalins, par Davy ; celle de la fabrication à bon marché et en quantité de l'acier, par Bessemer ; les inventions de Thomas et de Gilchrist, de Martin et de Siemens ; le four électrique de Moissan, d'où est sortie l'électro-metallurgie ; la découverte de la fuchsine par Verguin ; l'invention de Nobel révolutionnant les travaux publics, la vulcanisation du caoutchouc, la fabrication de l'air liquide, celle des nitrates artificiels ? (2).

11. — B) *La recherche d'inventions dans l'industrie moderne.* — Quels milieux appropriés pourraient mieux que

(1) Daniel Bellet, *L'évolution de l'industrie*, p. 199.

(2) Daniel Bellet, *L'évolution de l'industrie*, pp. 203 et s. Ces laboratoires, d'ailleurs, ne servent pas seulement au personnel de l'entreprise, chargé de faire des découvertes ; ils sont fréquentés par des stagiaires : élèves venant se perfectionner dans leur art ou leur métier, et qui, plus tard, garderont l'empreinte de l'enseignement qu'ils auront reçu, — clients désireux d'assister à des essais ou à des vérifications, — sans parler des expériences quotidiennes pour la mise au point ou au type des produits fabriqués dans l'usine. Tant et si bien qu'il n'est plus, aujourd'hui, un industriel sérieux, qui ne se rende compte de ces nécessités, surtout en présence de la concurrence internationale, qui sévit particulièrement depuis la guerre, se trouve aggravée du fait de la crise, et conduit à rechercher sans cesse et par tous moyens l'abaissement du prix de revient.

les laboratoires scientifiques de l'industrie moderne convenir à la naissance de l'invention ? Tout y est conçu dans ce but et la tâche des chercheurs apparaît moins difficile à réaliser avec le maximum de circonstances extérieures favorables dont ils sont entourés. D'ailleurs, quand il n'y a pas d'inventions, on en provoque, semble-t-il. Seulement, cette recherche d'inventions, tous les établissements industriels ne la pratiquent pas avec la même régularité, avec la même intensité :

12. — Recherche normale et recherche systématique. — Toutes les entreprises ne sont pas également intéressées ou placées pour effectuer la recherche d'inventions : les unes n'ont point l'importance ou les ressources suffisantes pour procéder à l'aménagement et à l'entretien d'installations aussi coûteuses ; parmi les autres, les unes sont arrivées, depuis un temps déjà, à peu près au terme de leur évolution scientifique ; d'autres, au contraire, — comme les industries de l'automobile, de l'aviation, de la T. S. F., ou encore l'industrie chimique, — doivent, pour se maintenir au niveau des industries concurrentes et progresser elles-mêmes, consacrer des sommes importantes à la création et à l'entretien de services de perfectionnements et de recherches, d'ateliers et de laboratoires spécialisés, en vue d'améliorer leur matériel, leurs produits, leurs méthodes, leurs procédés de fabrication, leurs applications de toutes sortes ; — enfin, les dernières, on l'a vu, se sont annexé de véritables « usines à inventions », qui, à certains points de vue, finissent par devenir la raison d'être de l'entreprise dont elles dépendent. A cet égard, le Dr Lothar Beckmann précise : « Les plus importants de ces laboratoires spécialisés, sont divisés en plusieurs départements, placés dans la dépendance d'un département-directeur. Ce département-

directeur et la direction de l'entreprise répartissent la tâche entre de petits groupes de 5 à 10 chimistes, qui travaillent chacun dans un domaine de recherches déterminé. C'est de ces organisations, de ces brigades, dont toute la charge — *frais et risques* — incombent à l'employeur ou à l'entreprise, que sortent les progrès les plus remarquables et l'état-major scientifique de la grande industrie » (1).

13. — A noter, en terminant cette section, que parfois, l'invention — déjouant toute prévision, devançant toute recherche, défiant toute surveillance, tout contrôle — surgit soudain dans l'entreprise, de la manière la plus désinvolte, la plus inattendue, et pose le problème avec une vigueur, une acuité singulières.

L'invention, en effet, n'est asservie à aucune puissance, elle n'est prisonnière ni de la science ni du hasard, elle ne connaît point d'entraves, elle se joue de tout et de tous ; elle n'est le privilège, encore moins le monopole de qui-conque. C'est là un aspect du problème — un peu moins familier peut-être que le précédent, mais qui n'en est pas moins attachant ; nous y reviendrons ; pour l'instant, nous avons vu le cadre ; voyons les hommes.

SECTION II. — SALARIÉS

14. — En visant exclusivement, parmi les auteurs d'inventions dans le domaine de l'industrie, *les salariés faisant partie du personnel d'une entreprise*, nous n'avons cédé à aucune considération sociale, idéologique ou autre. Nous sommes allés chercher simplement les inventeurs là où ils étaient — en majorité. C'est un fait constant, en effet, que, dans l'industrie, l'inventeur libre, indépendant, n'est plus,

(1) *Erfinderbeteiligung*, 1927, p. 165.

de nos jours, qu'une rareté, un cas exceptionnel. Les raisons en sont apparentes :

15. — § 1^{er}. — *Erode des inventeurs libres vers la grande industrie. Causes.* — Ce serait méconnaître la mentalité des véritables inventeurs, que de prêter à ceux-ci, avant toute pensée, un mobile intéressé, une idée de lucre : quantité de savants, qui ont illustré la science par leurs découvertes, parfois, même ont sauvé l'humanité de certains périls, sont morts dans la pauvreté, voire dans la gêne. N'a-t-on point, également, surtout après la guerre, dénoncé la grande misère de nos laboratoires ?

16. — *La misère des temps et le métier d'inventeur.* — La misère, quelquefois, chasse l'inventeur libre, isolé, vers l'usine...

On répète volontiers, à ce sujet, que le métier ne nourrit pas son homme. Mais, raisonnablement, quelqu'un peut-il prétendre exercer « le métier d'inventeur », s'il n'a encore rien inventé ; mieux : s'il n'invente jamais rien ? « Pas plus que le mot *savant*, le mot *inventeur* ne correspond à une *profession* : c'est un qualificatif, un titre, qu'on acquiert, en apportant une ou plusieurs pierres, petites ou grosses, à l'immense édifice, jamais achevé, qu'« on appelle la science pure » (1).

Ce qui paraît certain, c'est que, parmi les chercheurs et inventeurs, il en est de deux sortes :

Ceux qui, sans connaissances spéciales, sans préparation particulière, s'ingénient, chaque fois que l'occasion s'en présente, à appliquer leur « esprit inventif » à la décou-

(1) Extrait de *La Propriété scientifique*, conférence de M. Foillard au Congrès du génie civil, 25-29.9.1931. Cf., dans le même sens, M. de Kap-Herr, *Annexe au document du B. I. T., C. C. T. I., II* (10) § 5-B.

verte d'un perfectionnement, d'une application nouvelle, voire (le hasard est grand) d'une invention ;

Ceux qui, au contraire, possédant une culture générale et des connaissances spéciales étendues, doués d'une volonté et d'une conviction inébranlables, vouent délibérément, systématiquement, leur vie et leur carrière à la recherche d'inventions dans les différentes voies du savoir humain ouvertes à leur activité.

Les premiers sont des inventeurs amateurs, *occasionnels* ; les seconds, des savants, des techniciens *de carrière* ; les uns, des francs-tireurs, les autres, une armée régulière, à laquelle un objectif est assigné et qui s'efforce de l'atteindre.

17. — La gêne n'épargne d'ailleurs ni les uns ni les autres. Même ceux qui possèdent une certaine aisance, s'inquiètent de l'insécurité du lendemain. Ainsi, parmi les plus courageux beaucoup renoncent-ils à leur tâche hasardeuse, lourde de charges, et se rapprochent-ils des groupements ou collectivités susceptibles de leur fournir un appui, comme on voit, aujourd'hui, des auteurs, des artistes, engager, pour un temps, leur production au profit d'entrepreneurs ou d'intermédiaires, à seule fin, d'abord, d'assurer leur subsistance.

18. — *Liberté et sécurité d'esprit, aide matérielle dans l'accomplissement du travail.* — 1° Grâce à la rémunération qu'il reçoit, aux conditions d'hygiène et de confort où il travaille, le chercheur trouve dans l'entreprise la liberté et la sécurité d'esprit nécessaires pour poursuivre son travail de recherches ;

2° Souvent, aussi à portée de la main, il rencontre un ensemble de moyens matériels (outillage, produits...) propres à favoriser la réalisation de l'invention.

19. — *Concours et capitaux indispensables à l'exploitation de l'invention.* — Serait-il favorisé au point de vue des ressources personnelles, l'inventeur indépendant doit, le plus souvent, chercher à se procurer les concours et capitaux indispensables pour mettre au point et exploiter son invention. En pareil cas, à qui s'adressera-t-il ? à quel tiers français... ou étranger ? L'inventeur isolé ne sera-t-il point, parfois, exploité avant son invention ? Ses compatriotes, la Collectivité elle-même n'auront-ils point à souffrir du choix qu'il aura fait ou dû faire à ce sujet ? Par contre, s'il appartient à l'entreprise, qui donc pourra mieux s'intéresser à son invention que celui dans l'atelier duquel, par hypothèse, elle sera née, qui, souvent, y aura collaboré matériellement et moralement ? Ce « patron » d'élection n'acceptera-t-il pas avec plus de courage et de confiance qu'un autre, les surprises, les déceptions, — si fréquentes avant d'arriver à une mise au point définitive de l'invention, — et cela, sans être certain que la réalisation en grand dans l'usine réponde jamais aux espoirs des premiers essais de laboratoire ou d'atelier ?

20. — *La loi de la guerre.* — Enfin, un phénomène inéluctable, on l'a vu, a conduit les inventeurs indépendants à entrer depuis un certain temps au service des établissements industriels, à savoir : la nécessité, chaque jour plus impérieuse, d'une étroite collaboration entre la science et l'industrie. Depuis la guerre de 1914-1918 surtout, qui a obligé les peuples, les belligérants, à mettre à contribution, en vue d'un effort commun, l'ensemble des forces intellectuelles et matérielles du pays, un appel a été adressé à tous les savants, pour les inciter à trouver des produits, des dispositifs nouveaux. Afin de mettre ces chercheurs aux prises avec la réalité, avec ses exigences, on a établi un

contact direct entre eux et les agents de réalisation, les grands organismes industriels de production et de fabrication. Les savants sont entrés dans l'usine, et la liaison entre ces salariés de grande classe et les industriels s'est révélée si étroite, si complète, qu'on a vu, pour la première fois, des professeurs d'Université, des scientifiques purs, s'engager, dans les grandes affaires, comme conseils, voire comme simples techniciens (1).

21. — § 2. — *L'échelle des salariés*. — Les degrés qui séparent le plus grand et le plus obscur parmi les salariés se multiplient, que d'inventeurs possibles et divers !

22. — Presque tous les textes officiels, en notre matière, il est vrai, usent, à la place du mot « *salarié* », du mot « *employé* » (2). Le mot *employé* présente l'avantage d'avoir comme contre-partie celui d'*employeur* ; mais c'est insuffisant. Le *salarié* est la personne qui touche une rémunération, en échange d'un travail ou d'un service. Les salariés comprennent donc, ici, non seulement les employés proprement dits, mais les ouvriers. Le grade, les émoluments, n'influent point sur la qualité de salarié ; le Directeur technique et le Directeur commercial sont des salariés ; toutefois il est à rappeler que l'Administrateur-délégué n'en est pas un. Les apprentis sont, dans certains cas, assimilés aux salariés par la jurisprudence.

Peu importe la nature (publique ou privée) de l'entreprise à laquelle appartient le salarié : dans tous les projets de loi récents, l'Etat est considéré comme un patron ordinaire ; il

(1) D'un tel fait, seuls les observateurs superficiels ont pu être surpris : cette orientation scientifique de l'industrie remonte, en France, à plus d'un siècle ; — Henri Hauser, *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, p. 39.

(2) Voir notamment projet de loi français sur les brevets d'invention : « *Des droits des employés* » (Titre III, art. 33 à 35).

n'est pas, ici, de raison particulière d'appliquer à ces fonctionnaires un autre traitement que celui des salariés des entreprises privées.

23. — La classification des salariés est essentiellement variable ; au point de vue qui nous intéresse, nous distinguerons les catégories suivantes :

1° Ceux qui, de près ou de loin, n'ont aucun contact ou rapport habituel avec la partie purement technique de l'entreprise : les employés d'administration, les ouvriers non spécialisés, les manœuvres ;

2° Les salariés subalternes appartenant à un service technique, tels les ouvriers de fabrication, qui peuvent, par leurs occupations, connaître certains brevets, procédés, ou travaux en cours ;

3° Les chefs de services techniques et de fabrication, voire les chefs des services de brevets, qui, sans être nécessairement des techniciens spécialisés, ont néanmoins, du fait également de leurs fonctions, des connaissances et une orientation d'esprit qui peuvent les conduire à découvrir une amélioration ou un perfectionnement ;

4° Les techniciens proprement dits : ingénieurs, physiciens, chimistes, spécialistes de toutes sortes dans le domaine de la technique industrielle ;

5° Enfin, les membres supérieurs des diverses catégories qui précèdent : chefs de recherches, ingénieurs-conseils, directeurs techniques — véritable état-major de l'entreprise.

24. — § 3. — *Salariés spécialistes de l'invention.* — Encore, cette hiérarchie normale des salariés — fondée sur l'expérience, et si complexe déjà — ne fait-elle apparaître qu'un aspect de la difficulté. Les stipulations particulières du contrat de travail, les dispositions du règlement d'atelier, les

instructions de service de toute nature, peuvent venir déranger l'ordre préétabli, rompre l'équilibre, créer une catégorie spéciale de salariés parmi les précédentes : c'est ainsi, en particulier, que des salariés peuvent avoir été *spécialement engagés dans l'entreprise à l'effet de s'y livrer exclusivement à des travaux de recherches en vue de la découverte d'inventions*. Nous ne parlons point ici des spécialistes libres de l'invention (1), mais de ceux qui, à cette fin, sont *attachés au service de l'entreprise et rémunérés par elle*. En 1910, le directeur d'une Société de produits chimiques dénombrait ainsi devant M. Victor Cambon ses 145 chimistes, dont la moitié employés au service courant et au contrôle, et 70 occupés à des recherches. « Ces 70 chercheurs, disait le chef d'entreprise, nous coûtent 350.000 francs par an ; les neuf dixièmes ne produisent rien, mais le dernier dixième peut nous trouver de quoi gagner quelques millions chaque année » (2). Conception utilitaire sans doute, mais qui demeure quand même quelque peu troublante : car enfin, si l'on conçoit la cause et l'objet du contrat spécial ainsi conçu, comment fonder quelqu'assurance sur la bonne fin de l'engagement pris par le salarié, spécialiste de l'in-

(1) En 1898, un élève de Pasteur, le docteur Roux, qui vient de mourir, ouvrait ainsi la séance de rentrée des cours de l'Université de Lille :

« Il y a quelques semaines, disait-il, je visitais une immense usine de matières colorantes près de la Prusse rhénane. Je parcourais un laboratoire plein d'activité, merveilleusement outillé, où plus de cinquante chimistes avaient leur place. Comme je m'étonnais de leur grand nombre : « Ce ne sont point les chimistes employés de la maison, me fut-il répondu, ce sont de jeunes docteurs sortis des Universités, qui désirent poursuivre des recherches. Ils trouvent ici, gratuitement, les moyens de travail et orientent leurs recherches dans la direction qui leur plaît. Peu nous importe le but qu'ils poursuivent ; pourvu que la science progresse, nous y trouverons toujours profit. » (Henri Hauser, *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, 9^e édit., 1920, p. 33).

(2) Victor Cambon, *L'Allemagne au travail*, 1912, p. 45 ; — Henri Hauser, *op. cit.*, pp. 36 et suiv.

vention et qui peut-être, malgré toute son intelligence, toute son activité, toute son inspiration, n'inventera jamais rien ?

25. — Voilà, dans son ensemble l'innombrable et diverse armée des salariés qui revendique et réclame, tournée vers l'employeur : d'un côté tout un monde, de l'autre une seule individualité...

CHAPITRE II

Aperçu d'ensemble et Méthodes

SECTION I. — COLLABORATION

26. — § 1^{er}. — *Conditions du travail dans l'usine moderne.* — Il n'est peut-être pas, dans le domaine de l'industrie moderne, un terrain plus propice que celui des inventions et découvertes pour observer des échanges de vues plus intéressants, des réactions plus vives, des engagements plus passionnants, non seulement entre individus considérés isolément, mais encore entre catégories, groupes ou classes d'individus, — tels, d'une part, les employeurs, d'autre part, les salariés, auteurs d'inventions. Mais, il convient de souligner aussitôt, afin d'éviter toute méprise, qu'à aucun titre, il ne saurait s'agir, en l'espèce, entre les intéressés, d'une façon de conflit social, d'un quelconque épisode de lutte de classes ; dans l'industrie moderne, en particulier dans le domaine de la recherche scientifique, le travail collabore, en pleine activité, avec le capital ; le salarié, avec le chef d'entreprise. C'est de cette mise en commun de moyens, d'efforts, de sacrifices, de ce creuset de recherches et d'espérances collectives que naît l'invention : origine multiple complexe, délicate, certes, mais d'autant

plus intéressante à découvrir. Ce sont là des faits, et nous ne craignons point d'y insister.

27. — *Travail en commun.* — Si à raison de l'importance de l'entreprise notamment, le salarié ne peut travailler en commun avec l'employeur, le salarié du moins travaille souvent en commun avec les préposés du premier. En tous cas, il reste rarement isolé. Au sein de l'usine, ou du laboratoire, hormis quelques exceptions, le travail n'est presque jamais individuel. La règle générale est que ce travail s'effectue collectivement ; techniciens, ingénieurs, chimistes, vivent, sinon dans les mêmes lieux, du moins dans la même ambiance, aux heures de conférences, de lectures, de repas, de recherches. En relations constantes, ils échangent des opinions, se communiquent des observations, des résultats obtenus. Qui donc, par la suite, peut dire exactement la part revenant à chacun dans le mérite ou le profit d'une invention réalisée dans ces conditions ?

28. — *Chaîne des recherches.* — Mieux : dans le laboratoire ou l'atelier, s'effectuent, chaque jour, de nombreuses expériences, dont beaucoup n'apportent point de résultats immédiats, n'aboutissent même jamais. Ces recherches forment une chaîne, qui parfois peut remonter assez loin dans le passé et se continue dans l'avenir, en s'inspirant, quand il est possible, des précédents acquis. L'importance et l'intérêt de cette *tradition scientifique* sont tels que, dans certaines entreprises, les résultats des essais, ainsi poursuivis systématiquement, sont consignés dans des procès-verbaux de laboratoire ; les résultats négatifs eux-mêmes y figurent, comme pouvant avoir une influence sur la marche future de l'exploitation ; enfin, si une question plus urgente oblige

à interrompre le travail en cours, le point d'arrêt est noté et permet la reprise ultérieure des recherches au point précis où celles-ci en sont restées (1). Combien il est difficile, après cela, de considérer, *à priori*, une invention comme absolument libre et originale !

29. — Instructions, directives et conseils. — Enfin, en notre matière, le travail de recherches n'est généralement pas librement exécuté par le salarié. Normalement, ledit travail s'effectue suivant les ordres, les directives, les conseils, ou même sous l'inspiration du chef d'entreprise ou de ses préposés. Ainsi, l'accomplissement de la tâche est plus rationnel, le rendement plus intense (2), et le mérite de l'invention la plupart du temps partagé.

30. — § 2. — Difficultés d'une ventilation dans le mérite ou le profit de l'invention. — On voit, par ce simple aperçu, combien il est malaisé, complexe, de connaître, du premier coup, le véritable auteur d'une invention ; le connaîtrait-on d'ailleurs, on n'en serait guère moins embarrassé pour affirmer que cet auteur est le seul à avoir contribué à la naissance de l'invention. Tel est le problème à résoudre, cependant ; quelles solutions ont été proposées à cet effet ; l'une d'entr'elles, au moins, peut-elle nous satisfaire ?

SECTION II. — L'ÈRE DES DIFFICULTÉS

31. — § 1^{er}. — Opinions libres et controverses. — L'impression générale qui se dégage, des diverses ébauches de

(1) Dr Lothar Beckmann, *Erfinderbeteiligung*, 1927. chap. II.

(2) Charles Gide distingue trois aspects du travail : 1°) le travail corporel ou manuel ; 2°) le travail d'invention, purement intellectuel ; 3°) le travail d'organisation et de direction. Le travail collectif n'est supérieur au travail individuel qu'autant qu'il est rationnellement organisé. C'est pourquoi, conclut Ch. Gide, le travail de direction est le plus productif (*Cours d'économie politique*, 1930, t. I, pp. 149 et s.).

solutions rencontrées en cette matière, est qu'en aucun pays, en aucun cas, et en l'absence d'un texte de loi ou d'une disposition de la convention réglementant la question, — il ne semble avoir été adopté et suivi une méthode déterminée devant ou pouvant conduire jusqu'au résultat recherché : non seulement entre les différents systèmes, mais même au sein d'une même opinion, la plus grande confusion règne, le plus souvent. Ce n'est point qu'en soi, chaque élément ne contienne une précision ou un détail intéressants, mais l'ensemble fait songer à une vaste Tour de Babel dont la confusion des langues — et l'image ici n'excède point notre pensée — ruinerait, au fur et à mesure, le prodigieux édifice. Nous nous bornerons à donner, à cette place, quelques exemples.

32. — *Essais d'assimilations juridiques.* — Certains ont pensé trouver, dans d'ingénieuses assimilations juridiques, la solution convoitée : c'est ainsi, par exemple, que les uns ont songé à utiliser ici la théorie de la découverte d'un trésor, les autres celle du mandat ou de la gestion d'affaires.

33. — *Fouilles effectuées par ordre sur le terrain d'autrui, en vue de découvrir un trésor.* — Pouillet s'est montré très affirmatif sur ce point (1). Nous concédons volontiers que le rapprochement opéré est séduisant ; mais, si nous approu-

(1) « Si l'invention est le résultat du travail auquel l'employé était préposé, si elle en est la conséquence directe, si l'inventeur n'y a été amené que par les instructions qu'il a reçues pour l'exécution même de sa mission, on conçoit que les tribunaux décident que l'invention appartient au patron : c'est lui, qui, à vrai dire, est l'inventeur, puisque c'est en suivant ses inspirations, en exécutant les ordres qu'il en a reçus, que l'employé a été conduit à sa découverte. Dans ce cas, l'employé n'est qu'un instrument du patron. *Sa situation nous paraît tout à fait analogue à celle de l'individu qu'un propriétaire emploie à faire des fouilles sur son domaine, en vue de découvrir un trésor. Le trésor, en ce cas, appartient exclusivement à celui qui a ordonné les fouilles ; l'autre n'y a aucun droit* ». (Pouillet, *Brev. d'inv.*, éd. 1915, p. 264, n° 188).

vons les conclusions auxquelles il aboutit, nous ne saurions, par contre, en adopter la teneur. Tout d'abord, en effet, l'article 716 de notre Code civil français (1) s'applique non à une invention, mais exclusivement à une découverte (2) ; à ce point de vue, du moins, la distinction à son importance : en l'espèce, la *découverte* consiste en un trésor ; or, le trésor est ce qu'il est ; tel il est enfoui, tel on le découvre ; l'auteur de la découverte n'y changera rien. Rien de semblable dans l'*invention* (l'invention industrielle surtout) ; le plus souvent, pour ne pas dire toujours, cette invention sera le résultat d'une série de recherches, d'opérations, de travaux, qui auront permis d'arriver jusqu'à la création. Comment appliquer un seul et même traitement, une seule et même règle juridique, à cette découverte et à cette invention ?

34. — En outre, pour que l'article 716 trouvât ici son application, il faudrait que la découverte s'appliquât à une chose mobilière enfouie ou cachée, sur laquelle nul ne pourrait justifier d'un droit de propriété. Or, précisément, non seulement l'invention est susceptible d'appropriation, mais encore, dès sa naissance, elle est, en quelque sorte, grevée d'un droit de propriété au profit de la collectivité.

35. — Enfin, les tentatives d'explications ou de justifications données à l'appui du partage de la découverte par moitié entre le propriétaire du fonds et l'inventeur, n'ont semblé jusqu'à ce jour ni sensées ni décisives, pas plus

(1) « La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds : si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds. Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard ». (*Code civil français*, art. 716).

(2) Voir *infra* : Titre I, Invention et découverte, n° 48, p. 32.

d'ailleurs que celles concernant l'attribution de la découverte au seul propriétaire du fonds, lorsque le tiers réalise cette découverte de son propre chef, et en se mêlant, en quelque sorte, comme disent les commentateurs, de ce qui ne le regarde pas.

36. — Quelque tentant que soit l'essai, rien, en définitive, n'autorise et ne justifie donc, selon nous, l'assimilation des situations. Un même traitement n'est pas obligatoirement et indistinctement applicable à tous les chercheurs d'or...

37. — *Théorie du mandat et de la gestion d'affaires.* — On a tenté encore une double assimilation avec le cas du mandat et celui de la gestion d'affaires (1). Nous estimons que, lorsqu'il s'agit de la recherche d'une invention *faite en service commandé*, la théorie du mandat est éventuellement susceptible de recevoir son application ; au contraire, lorsque l'invention est *libre*, la théorie de la gestion d'affaires paraît pouvoir s'appliquer, puisque, dans la gestion d'affaires, l'immixtion du gérant dans les affaires du maître doit être spontanée.

Mais ce sont là des cas d'espèces. Et il nous semble quand même difficile d'admettre que si l'invention doit revenir à l'entreprise, par exemple, c'est uniquement parce que le mandataire doit « rendre compte de sa gestion et faire raison à son commettant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant » (Code civil français, article 1993).

38. — *Essais de classification des inventions.* — On a, aussi, longuement cherché à distinguer entre les inventions

(1) Extrait du *Dictionnaire de droit comparé pour le droit civil et commercial allemand et étranger*, vol. II, Berlin, 1928, Inventions des salariés, v° Allemagne.

d'après les conditions de leur réalisation : *division bipartite d'abord, puis tripartite* ; nous aurons l'occasion de revenir sur ce point et citons simplement ici, à titre d'exemples typiques, parmi les manifestations les plus récentes :

a) l'essai de classification, tenté en octobre 1928 par la Commission consultative des Travailleurs intellectuels du Bureau international de Genève, et qui répartit les inventeurs en *trois groupes*, selon la qualification du salarié, et *dix catégories*, selon les circonstances dans lesquelles l'invention a été réalisée (voir aux Annexes le texte de cette proposition) ;

b) le nouvel essai de classification, proposé par la même Commission, à Genève, en décembre 1929, et qui réduit à *trois catégories* seulement, toutes les divisions précédentes, ces trois catégories devant comprendre la grande majorité des cas considérés comme classiques (voir aux Annexes le texte de cette 2^e proposition). Ces trois groupes, d'ailleurs, ne concordent exactement ni avec les trois groupes de la classification précédente, ni avec ceux de la classification tripartite internationale. Suivant cette dernière proposition, cependant, on devrait distinguer parmi les inventions :

les inventions *libres*, c'est-à-dire faites en dehors du service, du champ d'activité de l'entreprise et des fonctions du salarié ;

les inventions *d'entreprise*, qui rentrent dans le cadre des préoccupations de l'entreprise et du travail ordinaire du salarié, sans toutefois être la conséquence d'une prescription précise de la part de l'employeur ou le résultat de l'activité normale de l'inventeur ;

les inventions de *service*, faites dans des bureaux d'études ou des laboratoires de l'entreprise par des salariés parti-

culièrement qualifiés ou spécialement engagés pour faire des recherches de la nature de celles qui ont conduit à l'invention.

Nous le répétons, ces définitions, d'origine française, n'ont rien d'absolu. Leur sens diffère de celui que leur prêtent les Allemands, par exemple, ou les Autrichiens. Enfin, il semble que chacun se serve de ces expressions comme « d'autres vides qu'il remplit à son gré » et selon ses besoins. Nous ne poursuivrons pas pour l'instant, plus avant dans cette voie.

39. — § 2. — Abondance et obscurité des sources. — Les sources, hélas, pour abondantes qu'elles soient parfois, ne nous rendent guère plus de services.

40. — La loi. — Un assez grand nombre de législations étrangères, il est vrai, contient des dispositions spéciales sur la matière ; telles sont, notamment, les législations autrichienne, espagnole, suisse, russe, japonaise, polonaise, grecque... Mais ces dispositions, dont l'importance varie surtout avec le développement de l'industrie dans le pays considéré n'ont, le plus souvent, qu'un caractère abstrait ou fragmentaire. D'autre part, nous démontrerons, qu'après 10, 15, 20 ans d'efforts, ni les Allemands, ni les Anglais, ni les Autrichiens, ni les Américains, ni même les Français, n'ont abouti encore à un résultat positif et pleinement satisfaisant.

41. — La coutume : le contrat de travail et le règlement d'atelier. — « Source formelle », comme la précédente, la coutume complète utilement la loi en ce sens qu'elle consacre de vivants usages, parfois même de très importants monuments, tels le *contrat de travail* ou le *règlement d'atelier*. Pour nous en tenir à ce contrat, nous étudierons, dans

leur principe et leurs applications, l'autonomie et la liberté des conventions. Nous distinguerons entre le contrat d'adhésion et le contrat librement débattu et consenti. Nous étudierons, tour à tour, selon les pays où ils sont en usage, le contrat collectif, en particulier, le contrat collectif allemand, déclaré obligatoire et qui a acquis force de loi, et le contrat individuel, tel le contrat français par exemple, avec ses clauses de style et ses modalités particulières. Nous ne devons toutefois, pas perdre de vue que, collectif ou non, le contrat de travail ne réglemente que la généralité des cas, les cas ordinaires, ou les cas exceptionnels qu'il était aisé de prévoir. De là, dans la pratique, pour les autres cas, des causes de conflits ou de frictions possibles, qui justifient l'existence d'une nouvelle source.

42. — La jurisprudence. — Décisions nombreuses et diverses, mais dont la portée est limitée à des cas d'espèce : la jurisprudence n'est pas une source formelle de droit. Dans le silence du texte, le juge doit dire le droit, en France, à peine de déni de justice (C. civ. français, art. 4). Mais, le juge n'a pas le pouvoir de prononcer par voie de dispositions générales et réglementaires (même Code, art. 5) et sa décision ne vaut que pour le cas qui lui est soumis. Chaos dans lequel la quatrième source vient parfois projeter sa lumière.

43. — La doctrine. — La doctrine, on l'a dit, apporte, dans la mesure du possible, l'unité. Sous quelle forme se manifeste son action ? Sous forme de commentaires et de critiques : la doctrine apprécie, au besoin, elle corrige. Mais elle fait plus, parfois : elle groupe, elle classe, elle synthétise. Les constructions de la jurisprudence n'apparaissent guère que quand la doctrine en a réuni, groupé les élé-

ments. La doctrine, enfin, exerce son influence sous forme d'avis donnés par ses juristes, ses professeurs, ses consultants. Il suffit de consulter les références citées ici en note ou les citations extraites des procès-verbaux des commissions compétentes des Confédérations (telles la Confédération Générale des Travailleurs intellectuels ou la Confédération Générale de la production française), pour retrouver l'influence de cette source, la plus éclairée certes sinon la plus efficace de toutes en la matière. Enfin, dernière source :

44. — *L'opinion publique.* — En cette matière où l'intérêt des salariés est en jeu, il semble que l'opinion publique devrait tenir un rôle de premier plan. Il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi : la question posée ici dépasse, par sa complexité, le niveau moyen d'entendement de la masse. Il en résulte que très souvent l'opinion publique s'égare, ou, que, du moins, cédant un peu trop aux apparences, elle se laisse gagner par des considérations superficielles ou tendancieuses, entraîner par des courants souvent irréfléchis ou contraires. Nous l'étudierons, à part, dans un Titre spécial, dans les divers pays, à travers les articles de presse, les campagnes de propagande, comme en Autriche, en Allemagne, en Espagne, les commentaires des lois existantes et les consultations juridiques, comme aux Etats-Unis, en Italie, en France en particulier, enfin à travers les projets et propositions de lois en préparation dans les divers pays du monde (en Allemagne, en Hongrie, en Norvège, en Suède, en Suisse, en Tchécoslovaquie, en France...).

45. — § 3. — *Essai de construction positive.* — De tout ceci que reste-t-il de précis, de clair, d'immédiat ? et pouvons-nous espérer apporter à l'étude de ce problème non une solution finale et définitive (que nos devanciers ont vai-

nement cherchée), mais plus modestement la voie susceptible de conduire vers elle ?

Il nous semble que, nous dégageant des chemins tracés et demeurant sur le terrain des faits et du droit commun, nous devrions pouvoir poser clairement les termes du problème et en tirer — sinon une solution unique (cela n'est pas possible) — du moins des solutions ordinaires, normales, générales, s'appliquant à la majorité des cas.

46. — *Divisions.* — A cet effet, nous voudrions partir de la *réalité*. Nous n'avons pas craint d'étendre cette introduction, précisément pour trouver les confins du problème, c'est-à-dire dessiner le cadre, le milieu très particulier où ce problème évoluait ; pour montrer qu'il ne s'agissait pas, en l'espèce, d'une controverse spéculative ou doctrinale, mais bien d'une solution à trouver, assez vivante, assez souple pour tenir compte de toutes les exigences de l'espèce, pour s'adapter à toutes les contingences de cette réalité.

47. — Le problème ainsi dégagé :

A) Dans un *Titre Premier*, nous souhaiterions définir l'*invention*, enjeu du débat ; montrer son importance dans l'industrie moderne et sa relativité ; rechercher son origine, les conditions habituelles de sa naissance et les particularités qui peuvent s'y ajouter éventuellement ; enfin dénombrer et étudier les *droits dont cette invention peut être susceptible*.

B) Dans le *Titre Deuxième*, nous désirerions examiner à part la réglementation anticipée de la question, par la *convention*. Les parties, en effet, ici sont libres et maîtresses de leurs droits ; les conventions légalement formées tenant lieu de lois à ceux qui les ont faites, il semble que, sous les réserves et restrictions d'usage, aucune difficulté ne puisse

s'élever sur ce point, et que la question se trouve ainsi résolue, *de plano*, à la satisfaction de tous. Nous verrons qu'il peut n'en être pas toujours ainsi (1), et le rôle que joue ici, souvent, en dehors du facteur juridique, le facteur économique et même le facteur social.

C) Dans le *Titre Troisième*, nous voudrions étudier le *problème lui-même*, c'est-à-dire en droit commun et en l'absence de toute convention. Par hypothèse on n'a rien prévu, rien conclu, rien décidé : l'invention naît dans l'entreprise, à qui appartient le droit de jouissance sur cette dernière ? Avec un peu de jugement et beaucoup d'impartialité, on s'apercevra bientôt que le problème n'est peut-être point aussi compliqué qu'on le voudrait faire croire. Sans doute, la solution préconisée comportera-t-elle, *dans certains cas exceptionnels*, quelques tempéraments, à cause précisément des circonstances de fait qui auront entouré la naissance de l'invention ; mais ces atténuations, ces compensations nécessaires, accordées de part ou d'autre d'ailleurs, serviront à assurer l'équilibre, à maintenir cette harmonie indispensable à la bonne marche de l'entreprise, et, plus avant, au bien être de la Collectivité.

D) Le *Titre Quatrième* sera consacré à l'examen des *législations* française et étrangères, de la *jurisprudence* et des *coutumes en divers pays*.

E) Tandis que le *Titre Cinquième* traitera des *projets de lois et tendances*, tous développements et éclaircissements qui nous conduiront naturellement vers la solution positive, que, d'ici là, d'ailleurs, nous nous efforcerons de dégager.

(1) Voir notamment Ripert, *La règle morale*, n^{os} 75 et s.

TITRE PREMIER

L'Invention

L'Invention dans l'Industrie moderne : son importance ; son origine Conditions particulières de sa naissance Des droits sur l'Invention

INVENTION ET DECOUVERTE (n° 48).

CHAPITRE PREMIER. — *L'INVENTION DANS L'INDUSTRIE MODERNE* (n° 49 et s.).

SECTION I. — IMPORTANCE DE L'INVENTION DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE MODERNE (n° 50 et s.).

Caractères distinctifs de l'invention industrielle moderne (n° 51 et s.).

SECTION II. — NAISSANCE DE L'INVENTION ; CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES (n° 55 et s.).

Relation entre l'invention et l'entreprise où elle est née (n° 56 et s.).

A) *Date et lieu d'origine de l'invention* (n° 56 et s.).

B) *Part contributive de l'entreprise à la naissance de l'invention* (n° 59).

C) *Rapport de l'invention avec l'objet de l'entreprise* (n° 60).

D) *Stipulations particulières du contrat de travail* (n° 61).

CHAPITRE II. — DES DROITS SUR L'INVENTION (n° 63 et s.)

SECTION I. — DÉNOMBREMENT ET NATURE JURIDIQUE DES DROITS SUR L'INVENTION (n° 63 et s.).

A) *Prétendues analogies juridiques* (n° 63 et 64).B) *Droit de propriété* (n° 65 et s.) :

- a) existence de ce droit (n° 65) ;
- b) abus de qualification (n° 66) ;
- c) bénéficiaire du droit de propriété (n° 67) ;
- d) traits distinctifs du droit de propriété de la collectivité (n° 68) ;
- e) attributs et avantages accessoires (n° 69).

C) *Droit de jouissance* (n° 70 et s.) :

- a) traits distinctifs du droit de jouissance (n° 71) ;
- b) bénéficiaires de ce droit (n° 72 et s.).

D) *Autres droits*. (n° 76 et s.).

SECTION II. — PROTECTION DE L'INVENTION (n° 78).

SECTION III. — ATTRIBUTION DES DROITS SUR L'INVENTION (n° 79).

Limitation du problème à l'attribution du droit de jouissance. — Renvoi (n° 79).

48. — *Invention et découverte*. — Nous avons employé, jusqu'ici, indifféremment, les mots « *découverte* » et « *invention* ». Grammaticalement, l'assimilation n'est pas exacte : l'invention produit quelque chose de nouveau et *qui n'existait pas auparavant* ; la découverte met en lumière quelque chose *qui existait* mais qui jusqu'alors avait échappé à l'observation. On *n'invente* pas un trésor, on le *découvre*. En droit, la distinction est très généralement négligée ; nous n'insisterons point davantage sur cette remarque de terminologie.

CHAPITRE PREMIER

L'invention dans l'industrie moderne

49. — Nous en arrivons à l'enjeu de cette étude : l'invention; et nous attachons à deux points particuliers : importance de l'invention dans le milieu considéré ; origine et circonstances particulières ayant accompagné la naissance de l'invention.

SECTION I. — IMPORTANCE DE L'INVENTION DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE MODERNE

50. — L'importance d'une invention est chose essentiellement variable et aléatoire. « Qui peut dire que telle invention est importante, que telle autre ne l'est pas ? L'invention qui paraît aujourd'hui la plus modeste, puisera, demain, dans les besoins nouveaux de l'industrie, une importance extraordinaire » (1). Il n'en reste pas moins que l'invention industrielle est susceptible, éventuellement, d'exercer une influence marquée, parfois décisive, sur la vie matérielle, et même sur la vie intellectuelle et morale de l'individu et de la collectivité.

51. — *Caractères distinctifs de l'invention industrielle moderne.* — Les inventions industrielles, dignes de ce nom, ne sont peut-être pas cependant aussi fréquentes qu'on pourrait le croire.

52. — Tout d'abord, pour être brevetable (2), une invention industrielle doit, notamment, présenter le caractère de *nouveauté*. Cette obligation de nouveauté se retrouve à peu près dans toutes les législations ; « elle est, dit Pouillet,

(1) Pouillet, *Brev. d'inv.*, n° 15, p. 32.

(2) Voir « Conditions de brevetabilité des inventions selon la législation française actuelle » aux Annexes (Divers) page 252 et s.

inhérente à la matière ». Or, les industries modernes sont, pour la plupart, parvenues à un degré d'évolution tel, qu'il est rare, aujourd'hui, d'y découvrir quelque chose de *nouveau* : les créations industrielles procèdent, le plus souvent, par voie de déductions de connaissances acquises, et ne constituent, le plus généralement, que des améliorations, des perfectionnements apportés à des résultats existants, des applications nouvelles d'un produit, d'une méthode ou d'un procédé déjà connus, transposés ou non d'un domaine dans un autre.

53. — D'autre part, dans bien des pays (1), l'invention doit être susceptible d'être *utilisée industriellement*. Or, combien d'inventions, qui, dans le domaine scientifique, ont une réelle importance, demeurent dans l'industrie sans application pratique. Combien, même, survivent à leur naissance !

54. — Enfin, il ne suffit pas de considérer l'invention en soi ; il importe de l'examiner dans son milieu, c'est-à-dire dans l'entreprise même, où, par hypothèse, elle est née.

SECTION II. — NAISSANCE DE L'INVENTION CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES

55. — Pour beaucoup, l'invention serait un éclair de génie, un miracle, grâce auquel l'inventeur atteindrait d'un seul coup les sommets. Cette conception quelque peu romantique de l'invention est assez éloignée de la réalité.

Certes il peut arriver, il arrive qu'une invention naisse brusquement, sous l'effet soit d'une inspiration soudaine, soit d'une circonstance fortuite, accidentelle. Plus souvent, cependant, l'invention apparaît comme le fruit de longues

(1) Voir notamment Autriche, Suisse, Japon, Roumanie, Russie soviétique, Belgique, Grèce, etc...

et patientes recherches, le résultat de coûteux sacrifices. Le mérite de l'invention, en ce cas, n'en est d'ailleurs que plus certain.

56. — *Relation entre l'invention et l'entreprise où elle est née* : A) *Date et lieu d'origine de l'invention*. — On admet couramment que l'invention voit le jour dans l'entreprise. Mais il peut se faire que cette invention ait été conçue bien avant sa révélation ou sa réalisation dans l'entreprise. De même, l'invention peut avoir été conçue dans l'entreprise, et n'être révélée ou réalisée que plus tard, dans ou hors l'entreprise. A la vérité, trois éventualités peuvent se produire :

57. — a) Ou bien, l'invention a été conçue par le salarié *avant* son entrée dans l'entreprise, et n'a été révélée que postérieurement à cette date.

b) Ou bien, l'invention a été conçue et réalisée par le salarié *pendant* la durée de l'engagement de ce dernier dans l'entreprise.

c) Ou bien, l'invention a été conçue pendant le temps de service dans l'entreprise, et n'a été réalisée *qu'après* que le salarié, auteur de l'invention, a quitté l'entreprise.

Dans le premier cas, il y a indubitablement, de la part du salarié, apport d'invention dans l'entreprise. Le second cas, le plus fréquent, met en jeu toutes les circonstances particulières de la cause et notamment la participation de l'usine à l'invention. Le dernier cas appelle une recherche d'intention, extrêmement délicate, à l'effet de savoir si, en quittant l'entreprise, le salarié a gardé le secret de son invention, avec ou sans arrière-pensée coupable.

58. — B) *Part contributive de l'entreprise à la naissance de l'invention*. — Nous ne rappelons que pour mémoire les

conditions ordinaires du travail de recherches dans l'entreprise, travail généralement effectué en commun et sous l'inspiration ou les directives de l'employeur ou de ses préposés. Nous insistons seulement sur le fait que, dans la très grande majorité des cas, on devra se préoccuper de rechercher si et dans quelle mesure l'entreprise a effectivement contribué à la naissance ou participé à la réalisation pratique de l'invention ; dans l'affirmative, quelles auront été la nature et l'étendue de cette aide, de ce concours ou de cette collaboration sous quelle forme — matérielle ou intellectuelle — ceux-ci se seront manifestés.

60. — C) *Rapport de l'invention avec l'objet de l'entreprise.* — On recherche également si l'invention réalisée est ou non en rapport avec l'objet de l'entreprise. L'invention possède-t-elle une étroite affinité avec cet objet ? est-elle, au contraire, totalement étrangère à ce dernier ? ou bien encore relève-t-elle d'un domaine connexe à celui de l'activité de l'entreprise ?

61. — D) *Stipulations particulières du contrat de travail.* — Enfin, le contrat de travail lie le salarié, auteur de l'invention, à l'entreprise et certaines de ses dispositions particulières peuvent, dans une certaine mesure, influencer sur la solution finale du problème. En particulier, en quelle qualité est entré dans l'entreprise le salarié, auteur de l'invention ? à quelles conditions ? pour y tenir quel rôle ? quel rang ? y accomplir quelles fonctions ? y recevoir quelles attributions ou missions spéciales ? y travailler de quelle manière ? isolément ou en commun, librement ou sur ordres ? etc., etc.

62. — L'invention est née. Restent à rechercher et à définir les droits dont elle est susceptible.

CHAPITRE II

Des droits sur l'invention

SECTION I. — DÉNOMBREMENT ET NATURE JURIDIQUE DES DROITS
SUR L'INVENTION

63. — A) *Prétendues analogies juridiques*. — On a longuement discuté sur la nature juridique, et même sur le nombre des droits pouvant exister sur l'invention. Ne songeant qu'à l'inventeur, certains ont parlé d'un droit *naturel* unique, au profit de ce dernier ; des critiques sévères se sont élevées contre cette opinion par trop superficielle (1). D'autres, se fondant sur ce que certaines législations ont sanctionné ce droit, ont admis qu'il s'agissait d'un droit *civil*, mais n'ont pu se mettre d'accord sur la nature de ce droit. De sorte que, depuis longtemps, et aujourd'hui encore, règne sur ce point important une grande incertitude, qui laisse place aux opinions doctrinales les plus diverses : les uns prétendent qu'il s'agit d'un droit de créance ; les autres, d'une sorte de droit de priorité ou de privilège sur l'invention (2) ; aucun cependant ne paraît avoir touché le fond de la question.

64. — D'après nous les droits fondamentaux sur l'invention s'analysent en un droit de *propriété* et un droit de *jouissance*. Et si une analogie juridique pouvait exister, il semble qu'on devrait la chercher dans la matière de la nue-propriété et de l'usufruit, au moins pendant le temps d'exercice du droit de jouissance considéré.

(1) Rapport de M. Marcel Plaisant, *Chambre des Députés*, n° 1690, annexe au procès-verbal du 9.6.1925, p. 21.

(2) Exposé des motifs de la loi française de 1844.

65. — B) *Droit de propriété.* — a) *Existence de ce droit.*
— Il n'est pas douteux que l'invention soit susceptible d'appropriation. On en trouve la preuve, notamment en France; dans l'article 1^{er} de la loi de 1791, qui dispose que « toute découverte ou nouvelle invention, dans tous les genres d'industries, est la propriété de son auteur ». Et le préambule de la loi, d'ajouter : « Ce serait attaquer les droits de l'homme que de ne pas regarder une découverte industrielle comme la propriété de son auteur. »

66. — b) *Abus de qualification.* — La notion de propriété est donc expressément inscrite dans la loi de 1791. Mais le titulaire du droit de propriété, depuis cette époque, n'est plus le même, de telle sorte que, s'il est juste, en cette matière, de parler encore d'un droit de propriété, il est devenu inexact d'attribuer ce droit à l'auteur de l'invention. Parlant de cette attribution, M. Marcel Plaisant dit très justement : « S'il faut retenir l'intention, car elle est bonne, il faut laisser le mot parce qu'il est impropre » (1).

(1) Rapport précité, *Chambre des Députés*, 13^e législature, session de 1925, n° 1690, p. 22. — Les mêmes critiques ont été formulées, à peu près dans les mêmes termes, par la presque totalité de la doctrine; consulter, notamment, sur ce point: Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 1922, t. I, n° 1317, p. 652, alinéa 5°: « Ce genre de droit est improprement appelé « propriété » (littéraire, artistique ou industrielle). Le droit de propriété en effet est exclusif », et l'on ne saurait retrouver ce caractère fondamental dans le monopole temporaire d'exploitation dont il s'agit.

Et encore, Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil*, t. III, Les Biens; propriété industrielle, nature du droit du breveté, p. 557, n° 577: « A l'époque de la Révolution, le droit de l'inventeur était considéré comme un droit de propriété. (Art. 1^{er}, décret du 7 janvier 1791), la loi de 1844 évite d'employer cette expression et se contente de parler d'un droit exclusif d'exploitation. Ainsi qu'il a été dit à propos du droit d'auteur l'idée n'est pas susceptible de cette appropriation exclusive que suppose la propriété, le concept de la propriété, tel que notre droit l'admet, ne peut s'appliquer qu'aux choses corporelles. Aussi voit-on aujourd'hui dans le droit de l'inventeur un droit privatif d'exploitation temporaire que l'on range dans la catégorie des droits intellectuels mais dont il faut noter aussi l'analogie profonde avec le droit de propriété. »

Juridiquement, le mot « propriété » a un sens parfaitement défini (Code civil, art. 544) ; on comprend que des hommes généreux tels que Boufflers et Mirabeau, dès avant la déclaration solennelle de l'Assemblée Nationale, aient proclamé le droit absolu de l'auteur sur les découvertes de l'industrie et des arts, mais ce ne fut là qu'un enthousiasme qui ne tarda pas à s'éteindre. Lorsqu'en 1844, le Gouvernement songea à substituer une loi nouvelle à celle de 1791, un droit de propriété fut bien encore reconnu sur l'invention, mais ce droit changea de titulaire et passa, délibérément, — et pour des raisons tout aussi généreuses d'ailleurs, — du patrimoine de l'inventeur dans celui de la Collectivité.

67. — c) *Bénéficiaire du droit de propriété.* — Le principe fondamental, implicitement reconnu par la loi française, s'énonce effectivement ainsi : « *La propriété de l'invention appartient non à l'auteur de cette invention, mais à la Collectivité.* » Ce principe, sainement démocratique, trouve, en France notamment, son point d'appui dans la loi et dans les faits.

Certes, le législateur de 1844, contrairement au législateur de 1791, n'a point abordé de front la question, mais, dans l'exposé des motifs, il reconnaît : « que l'inventeur ne peut exploiter sa découverte sans la Société ; que la Société ne peut en jouir sans la volonté de l'inventeur ; qu'en conséquence la loi, arbitre souverain, doit intervenir pour garantir à l'inventeur une jouissance exclusive et temporaire et à la Société, une jouissance différée mais perpétuelle. » Autrement dit, en 1844, le droit de propriété de la Collectivité n'est pas encore nettement affirmé et consacré par les textes ; par contre le droit de propriété de l'inventeur a disparu. De fait, quand la durée temporaire du droit de jouis-

sance accordé à l'inventeur est expirée, le brevet tombe dans le domaine public et la jouissance de l'invention retourne à la Collectivité, qui n'avait cessé d'en garder, en quelque sorte, la nue-propriété.

Depuis près d'un siècle bientôt, les idées ont fait du chemin, de telle sorte qu'on peut affirmer qu'aujourd'hui, le problème ne consiste plus à rechercher entre l'inventeur et la Société un équilibre qui paraît solidement établi désormais, mais à *assurer entre l'inventeur et ses collaborateurs, au moins pendant la durée de la jouissance temporaire concédée, une juste répartition des droits sur l'invention.*

68. — d) Traits distinctifs du droit de propriété de la Collectivité. — Nous en tenant, pour l'instant, à la loi française, nous attribuerons au droit de propriété de la Collectivité les caractères distinctifs suivants :

1° Le droit de propriété de la Collectivité appartient à tous, gratuitement, sans formalité, sauf durant le temps où la jouissance exclusive en est conférée à un tiers. « Pendant ce temps, dit très justement M. Marcel Plaisant, la Collectivité conserve des droits latents » ;

2° Ce droit est perpétuel, sans autre restriction que celle du temps de suspension visé à l'alinéa précédent ;

3° Ce droit subsiste, même si, pour une cause quelconque, le droit de jouissance temporaire ne pouvait être accordé au tiers ou venait à lui être retiré ;

4° Enfin ce droit revient définitivement à la Collectivité, à titre gratuit et sans formalité, après la période de jouissance temporaire, c'est-à-dire quand l'invention tombe dans le domaine public.

69. — e) Attributs et avantages accessoires — Durant le temps de la jouissance, enfin, la Collectivité bénéficie du

produit des droits et taxes annuels institués par la loi, comme aussi, de plein droit et sans bourse délier, de tous les efforts consacrés dans le même temps par le bénéficiaire du droit de jouissance à la mise au point et au perfectionnement de l'invention en vue d'en tirer un meilleur parti.

70. — C) *Droit de jouissance*. — Le second droit pouvant exister sur l'invention est le *droit de jouissance concédé pour un temps par la Collectivité*, véritable monopole temporaire d'une jouissance exclusive placée sous la protection de la loi. Ce droit offre les particularités suivantes :

71. — a) *Traits distinctifs du droit de jouissance*. — En principe, et notamment en France :

1° Le droit de jouissance est *exclusif* ;

2° Il est temporaire (en France, la durée des brevets est de 5, 10 ou 15 années ; en Allemagne, elle est de 18 ans ; en Belgique et en Espagne, de 20 ans ; aux Etats-Unis, de 17 ans ; en Angleterre, de 16 ans, etc.) ;

3° Le droit de jouissance n'est accordé, en France, que s'il est demandé (loi de 1844, art. 5) ; la demande, dans d'autres pays (1), est soumise à un examen préalable ; en tous pays, la demande peut toujours être rejetée (2) ;

4° En France le droit de jouissance n'est octroyé que si l'invention est brevetable (loi de 1844, art. 2 et 30) ;

5° Le droit de jouissance n'est accordé — et maintenu — en France, à peine de déchéance du brevet (art. 4), qu'à la condition d'acquies régulier des droits et taxes fixés par la loi (3) ;

(1) En Allemagne, en Autriche, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, etc...

(2) En France, pour vice de forme par exemple, ou infraction aux art. 12 et 30 de la loi de 1844.

(3) Exigence tout à fait légitime s'il s'agit des droits et taxes annuels en vigueur jusqu'ici, mais non s'il s'agit de la taxe unique

6° Enfin, en France notamment, le droit de jouissance peut, dans un intérêt supérieur, subir d'importantes restrictions et même être supprimé. « Il pourra exceptionnellement se présenter telle circonstance, écrit Pouillet (*Brev. d'inv.*, 1915, page XVII) où l'utilité publique demandera qu'une invention ne reste pas, même pour un temps limité, entre les mains de son auteur, soit que sa nouveauté et son importance exigent son rapide développement, soit qu'elle réponde à un besoin immédiat de l'industrie nationale, et qu'il y ait intérêt absolu à en faire profiter sur-le-champ la Collectivité ». Et Pouillet, de conclure que, dans de tels cas, « le principe d'expropriation pour cause d'utilité publique, posé par le Code civil, *devrait* recevoir son application, ce qui sauvegarderait à la fois l'intérêt de tous et celui de l'inventeur ».

72. — b) *Bénéficiaires du droit de jouissance.* — En principe, le droit de jouissance est accordé à « l'auteur de l'invention ». Mais qui donc peut, seul, se dire l'auteur d'une invention industrielle, invention généralement réalisée dans les conditions que l'on sait ?

73. — En somme, c'est tout le problème qui se trouve évoqué sous cette simple question. Récemment, un Ingénieur des Arts et Manufactures, M. Loyer, le résumait excellemment en ces termes :

« Faire une loi qui ne s'applique *qu'au chercheur isolé de génie*, lequel trouve, par ses seules ressources et produits, des inventions fondamentales touchant aux principes mêmes de la technique, c'est bien ; *mais* il faut aussi que la loi tienne compte du *cas où l'inventeur ne fait que formu-*

envisagée dans les projets et propositions de lois à l'étude et qui paralyserait d'une manière définitive, en France, l'esprit d'initiative des inventeurs et les progrès de l'industrie en général.

ler, pour un problème particulier, les données de toute une équipe de travail, en tirant les bases de son invention, en majorité sinon en totalité, des documents, travaux antérieurs, résultats déjà acquis mis comme matière première à sa disposition par son employeur. Il faut qu'elle tienne compte encore de ce que l'inventeur peut n'avoir pas eu l'initiative, et n'avoir agi que sur les directives techniques, sous la surveillance et la direction constante de ses supérieurs. Il faut qu'elle tienne compte enfin de ce qu'il aura seulement appliqué, dans un certain nombre de cas, les données d'une technicité moyenne à un problème précis posé par son employeur, et l'aura résolu comme l'aurait fait tout autre technicien placé dans les mêmes conditions, de sorte que l'invention se manifeste alors comme l'activité normale — et non plus extraordinaire — d'un technicien qui reçoit déjà une rémunération correspondant à sa valeur. Le texte, qui méprise tous autres droits que ceux de l'individu considéré seul, préjudicie à la Collectivité, comme les lois issues de l'idéologie individualiste. Dans notre cas, une telle loi serait un attentat aux droits, non moins sacrés, des autres collaborateurs, qui ont réuni obscurément toute la documentation antérieure. Le cas peut même se produire, — et il sera sans doute de plus en plus fréquent dans les industries comme la T. S. F. ou la chimie, — où des travaux purement scientifiques et non brevetables auront été l'origine de l'invention brevetable, et où celui qui est l'inventeur au regard de la loi n'aura accompli, par conséquent, qu'un travail de création dérisoire par rapport à la somme des études théoriques d'où résulte l'invention » (1).

(1) Extrait du 2^e rapport au Sénat, de M. Marcel Plaisant, au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, Sénat, 1933 session ordinaire n° 55.

74. — Cette manière de voir est assurément très discutée. C'est de la solution qu'elle consacre cependant qu'en majeure partie dépendent la marche du progrès dans le domaine considéré, et, par voie de conséquence, le mieux-être de la Collectivité.

75. — Maintenant, comment s'effectuera la ventilation éventuelle du droit de jouissance ? appliquera-t-on en cette matière, comme on l'a dit déjà, les règles de la découverte du trésor, celles du mandat et de la gestion d'affaires, celles d'une association en participation, d'une communauté, voire d'une indivision, qui, au moment du partage, donnerait lieu à une véritable liquidation d'apports et de réprises ? La question est posée, ce n'est point le lieu, à cette place, de tenter de la résoudre.

76. — D) *Autres avantages.* — À défaut du droit éventuel de jouissance sur l'invention, ou concurremment avec lui, le salarié peut, dans certains cas particuliers, et dans certains pays seulement, prétendre à deux autres avantages :

- 1° à voir son nom figurer sur le brevet ;
- 2° à toucher une rémunération équitable supplémentaire.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces deux points de brûlante actualité.

SECTION II. — PROTECTION DE L'INVENTION

77. — Le droit de jouissance est, en principe, un droit privatif et absolu ; il bénéficie donc de la protection de la loi. Qu'est-ce à dire ?

Si l'inventeur met, sans autre, en application son invention, des tiers pourront l'exploiter simultanément, soit parce qu'ils auront, de leur côté, réalisé la même découverte, soit parce qu'ayant eu connaissance de cette dernière,

ils s'en seront emparé pour en tirer profit comme l'inventeur lui-même. Lorsqu'au contraire, l'inventeur voudra, pour un temps, échapper à ce double risque, il devra immédiatement, en observant les conditions requises à cet effet, se placer sous la protection de la loi, c'est-à-dire : ou bien réclamer un brevet lorsque l'invention est susceptible d'être brevetée, ou encore le bénéfice des dispositions légales relatives au secret de fabrique lorsqu'il s'agit, non seulement d'inventions brevetables, mais encore d'inventions non brevetables et de tours de mains.

78. — Nous nous bornons ici à un simple rappel de ces notions, en mentionnant seulement pour mémoire que les deux modes de protection étant susceptibles d'être appliqués (cas des inventions brevetables), l'inventeur peut choisir à son gré l'un ou l'autre ; mais que ces deux modes s'excluent l'un l'autre ; le tout, sans préjudice, bien entendu, de la protection que l'inventeur peut toujours, le cas échéant, réclamer des tribunaux.

SECTION III. — ATTRIBUTION DES DROITS SUR L'INVENTION

79. — *Limitation du problème à l'attribution du droit de jouissance. Renvoi.* — L'attribution à la Collectivité du droit de propriété sur l'invention, ne saurait, — au moins dans la législation française, et sous le bénéfice des remarques précédentes, — soulever de sérieuses difficultés. Il n'en va pas de même pour l'attribution aux intéressés du droit de jouissance, attribution à laquelle, en définitive, se ramène le problème, qu'il nous faut maintenant aborder de front, selon les divisions connues, rappelées en fin d'introduction.

TITRE II

LA CONVENTION : Le Traité d'Inventions

La Clause d'Inventions

LE MANDAT : Inventions sur ordre

L'Invention de service en France

et à l'étranger

PREAMBULE (n° 80 et s.).

CHAPITRE PREMIER. — LA CONVENTION (n° 83 et s.).

SECTION I. — LE TRAITÉ D'INVENTIONS (n° 83 et s.).

A) *Parties en présence* (n° 83 et s.).

Contrats individuels et contrats collectifs (n° 84 et s.)

B) *Formes* (n° 86 et s.).

Circonstances de fait et de droit (n° 87 et s.).

C) *Objet du traité d'inventions* (n° 91 et s.).

a) Obligations du salarié (n° 92).

b) Obligations de l'employeur (n° 93 et s.).

D) *Limites et tempéraments* (n° 97 et s.).

SECTION II. — LA CLAUSE D'INVENTIONS (n° 102 et s.).

CHAPITRE II. — LE MANDAT (n° 109 et s.).

SECTION I. — INVENTIONS SUR ORDRE (n° 109 et s.).

SECTION II. — L'INVENTION DE SERVICE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (n° 113 et s.).

Préambule

80. — Les parties en présence ont une heureuse manière de régler le problème qui les intéresse : c'est, — *avant même que ce problème ne soit né* (et même... avant de savoir si ce problème naîtra jamais), — de *se mettre d'accord, d'avance, sur le mode de règlement dudit problème*, au besoin en constatant leur accord dans un écrit (le contrat de travail, par exemple), qui, tout comme leur accord verbal d'ailleurs (mais à la condition d'être légalement formé), tiendra lieu de loi à ceux qui l'auront fait. C'est ce que, d'un mot très simple, très clair, très large, on appelle « *la Convention* ».

81. — Les parties, dit-on, pourraient n'y pas songer ; cependant cette convention est normale, usuelle en notre matière : on sait, en effet, qu'en particulier dans la grande industrie, la recherche d'inventions a tendance à devenir, de jour en jour, plus fréquente, plus active, presque systématique. Ceci fait que l'entreprise, toutes les fois qu'elle le peut, embauche des salariés, moins pour accomplir chez elle telle ou telle partie de leur spécialité, que — *uniquement, exclusivement*, — *pour faire des recherches, rien que des recherches*, susceptibles de conduire éventuellement jusqu'à l'invention. Il est donc naturel, et absolument courant, que l'entreprise règle la question des inventions dès l'entrée du salarié à son service et dans un sens conforme à son objet et aux fins qu'elle poursuit.

82. — Le contrat de travail se transforme alors en un véritable « *traité d'inventions* », ou, s'il subsiste tel, la « *clause dite d'inventions* » en devient la partie essentielle, primordiale, et qui domine toutes les autres. Nous voudrions

montrer ce que sont en fait ce traité, cette clause, et c'est à quoi sont consacrés les développements qui suivent. Mais il nous plairait également de faire ressortir que, malgré l'existence de ce traité, de cette clause, — de « cette convention », — toutes difficultés ne sont pas, pour cela, nécessairement aplanies. D'abord, il n'existe pas toujours de conventions spéciales. Ensuite, la convention est bien susceptible de prévenir souvent et dans une certaine mesure, les surprises, les déceptions... Mais cette règle est loin d'être absolue. Enfin, ce n'est point une des constatations les moins curieuses, déjà, que la forme de cet étrange traité et la teneur essentielle de son contenu.

CHAPITRE PREMIER

La convention

SECTION I. — LE TRAITÉ D'INVENTIONS

83. — A) *Parties en présence.* — Prenons le cas le plus typique. Les partenaires en présence vont « traiter », savoir : d'une part, l'employeur, qui, souvent ici, joue le rôle d'« entrepreneur d'inventions » ; d'autre part, les salariés, considérés à tort ou non comme « spécialistes de l'invention » (nous ne manquons pas de réitérer ici les restrictions et réserves que, dans le langage de la raison et du bon sens, comporte l'emploi de ces deux expressions). Tel est le cas le plus simple.

84. — *Contrats individuels et contrats collectifs.* — Nous avons supposé l'existence d'un contrat individuel, mais en notre matière, l'usage du contrat collectif ou de la convention collective est extrêmement répandu (en Allemagne surtout), — ce contrat ou cette convention, sorte de charte

destinée à régir le contrat de travail individuel, « conclu entre, d'une part, les représentants d'un syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employés, et, d'autre part, les représentants d'un syndicat professionnel ou de tout autre groupement d'employeurs, ou bien plusieurs employeurs contractant à titre personnel, ou, même encore un seul employeur, — et qui détermine les engagements pris par chacune des parties envers l'autre, notamment les conditions auxquelles doivent satisfaire les contrats de travail individuels que les personnes liées par la convention passent, soit entr'elles, soit avec des tiers pour le genre de travail qui fait l'objet de ladite convention » (Code Trav. français, livre I, art. 31 — loi, 25 mars 1919).

85. — Disons tout de suite que cette modalité ne change rien à la question ; qu'elle ne constitue nullement une garantie supplémentaire ; que la convention collective de travail, malgré les incontestables avantages qu'elle présente, sa très large diffusion et son extrême autorité en certains pays, n'est pas nécessairement, en effet, le meilleur moyen de protéger les faibles contre les exagérations possibles du contrat individuel, et qu'il pourrait être cité bien des exemples où le règlement corporatif est devenu une arme entre les mains de ceux qui groupent les intérêts économiques et constitue alors une véritable loi privée imposée par ceux qui détiennent la puissance du jour, de telle sorte qu'il n'est d'autre défense contre ce contrat-type que l'appel à la puissance politique, c'est-à-dire au législateur (1).

86. — B) *Formes*. — Le traité d'inventions n'est pas nécessairement représenté ou constaté par un *écrit*. Il

(1) Comparer Georges Ripert, *La règle morale dans les obligations civiles*, 2^e éd., 1927, pp. 100 et s., à propos du contrat d'adhésion.

englobe sous sa dénomination toutes les dispositions conventionnelles inhérentes à la matière, qu'il s'agisse, entre les intéressés, de stipulations expresses, d'accord verbaux, ou même tacites (1).

87. — *Circonstances de fait et de droit.* — S'il est verbal, le traité d'inventions ne ressort pas automatiquement du contrat de travail ; il n'est point, en effet, de l'essence du louage d'ouvrage ou de services ; en l'absence d'une clause expresse de la convention, le traité d'inventions s'induit du concours des circonstances, au premier rang desquelles se placent : la situation du salarié dans l'entreprise et la tâche dévolue à ce dernier (2). Mais bien des incertitudes subsistent sur ce point, on va le voir.

88. — En ce qui touche d'abord la situation du salarié dans l'entreprise, comment la définir exactement ? l'employeur ne doit-il point être d'autant plus exigeant que cette situation est plus élevée ? ou que la fonction du salarié est plus technique ? Convient-il d'établir un rapport entre le montant des appointements touchés par le salarié et les obligations résultant pour celui-ci de son engagement dans l'entreprise ? Quant à la tâche dévolue au salarié, celle-ci n'est pas plus aisée à préciser, dans bien des cas : à supposer même que le salarié ait été spécialement engagé dans l'entreprise pour y effectuer des recherches déterminées, peut-on raisonnablement soutenir que l'employeur s'est interdit par

(1) Il n'en serait autrement, en droit français, que si l'on considérait le traité d'inventions comme une modalité du contrat de travail, lequel peut être verbal, (*Code du travail*, livre I, art. 19, § 1^{er}), mais doit être rédigé par écrit lorsqu'il est conclu pour plus d'une année (art. 22).

(2) Extrait du *Dictionnaire de droit comparé pour le droit civ. et comm. allem. et étr.*, vol. 2, Berlin, 1928, Weidlich, *Les inventions des salariés*, v^o Allemagne.

là de s'adresser jamais à celui-ci pour une recherche quelconque dans un domaine non prévu par la convention ?

89. — Sans doute, pourrait-on essayer de rattacher ces deux circonstances de fait et de droit à la notion d' « *obligation de service* » ? Mais ceci n'avancerait guère les choses car cette notion elle-même est assez flottante ; en effet, de deux choses l'une, ou bien ladite notion figure dans la convention, et elle varie en raison même de la liberté de contracter ; ou bien, elle n'y figure point, et elle apparaît plus indécise encore, puisqu'elle n'a plus pour limites naturelles la tradition, la coutume, et varie, alors, avec chaque cas particulier.

90. — Les autres circonstances de fait ou de droit, auxquelles nous avons fait allusion ne sont, le plus souvent, que des corollaires des deux premières. Nous les connaissons d'ailleurs ; nous les avons déjà rencontrées et les retrouverons partout (1).

91. — C) *Objet du traité d'inventions*. — Remarquons-le d'abord, l'invention n'est pas née ; elle ne naîtra peut-être jamais. A la vérité, l'objet de ce traité est une chose bien curieuse, presque paradoxale ! D'abord, est-ce qu'on peut tout prévoir ? Assurément non ! Mais il y a plus : il ne suffit pas, en effet, ici de prévoir l'invention, mais encore toutes les conditions exactes et complètes de la réalisation

(1) Voir en particulier Weidlich (*Dictionnaire de droit comparé pour le droit civ. et comm. allem. et étr.*) : « Tout ceci est une question de pur fait. Retenons comme éléments d'appréciation, non seulement le double domaine d'activité de l'entreprise et du salarié, mais encore : l'utilisation de celui-ci dans l'entreprise, ses appointements, les travaux antérieurement faits, la collaboration d'autres personnes travaillant dans l'établissement, les moyens fournis par l'employeur comme auxiliaires pour la réalisation de l'invention, l'orientation du travail reçue lors de la fixation de la tâche, enfin les instructions et conseils donnés par l'employeur ou ses préposés. »

de cette dernière. D'autre part, eût-on prévu toutes ces conditions, il n'est pas sûr qu'on ait fait par avance une équitable application des règles de droit touchant l'attribution des droits sur l'invention. Enfin, qu'on le veuille ou non, on traite ici sur des choses futures ; or, au moins en droit français, l'objet d'une convention, ou plus exactement, les obligations réciproques qui en dérivent, doivent être déterminées dans leur espèce et leur quotité, enfin être possibles (Code civ. français, art. 1126). Les obligations de l'employeur qui donne au salarié mandat d'inventer et les obligations du salarié qui accepte ce mandat, répondent-elles à ces conditions ? on en peut douter. Est-ce à dire que le traité d'inventions est impossible ? Pas le moins du monde ! mais il faut s'entendre, et savoir où l'on va, à quoi chacun exactement s'oblige.

92. — a) *Obligations du salarié.* — En principe, tous les services peuvent faire l'objet d'un contrat de travail, pourvu qu'ils soient licites : il n'y a pas lieu de distinguer, à ce point de vue, entre le travail *matériel* et le travail *intellectuel* : un artiste, un créateur quelconque, on l'a vu (et par conséquent l'auteur d'une invention industrielle) peuvent valablement engager leur production intellectuelle.

Mais, en l'espèce, quelle sera cette production ? celle-ci pourra-t-elle être déterminée dans sa quotité ? sera-t-elle importante, moyenne, ou nulle ? Le salarié ne peut rien garantir à cet égard. Et pourtant, c'est là tout ce que, pour sa part, il apporte dans le traité : une force inventive, sans certitude d'inventions.

93. — b) *Obligations de l'employeur.* — En regard, figure l'obligation corrélatrice de l'employeur : l'employeur n'est sûr d'obtenir ou de gagner quoi que ce soit, et, cependant,

durant ce temps, il s'oblige ferme à payer au salarié une rémunération déterminée, rémunération normale, et aussi peut-être rémunération exceptionnelle, — tandis que, dans le même temps, il supporte toutes les autres charges — frais et risques — et engage ses capitaux, ses installations, son expérience, et jusqu'à ses secrets de fabrication !

94. — A supposer, pour un instant, que le salarié, étant donné le caractère de ses attributions et sa position dans l'entreprise, puisse garantir à cette dernière une certaine production, tout ne serait pas encore réglé : qu'est-ce, en effet, qu'engage le salarié ? Est-ce *toute* sa production ? Mais les inventions faites par le salarié en dehors du cycle de ses attributions et sans rapport direct ou indirect avec l'objet de l'entreprise appartiennent en principe, à l'auteur de l'invention, et à lui seul ; et, s'il en est ainsi, ce n'en est pas moins encore un avantage ou une contre-partie qui échappe à l'employeur.

95. — En définitive, le salarié ne sait pas, en passant le traité d'inventions, ce qu'il pourra réellement fournir, ni même s'il fournira un jour quelque chose ; de son côté, l'employeur, qui lui verse une rémunération fixée d'avance, ne sait pas si celle-ci correspondra à la réalité ou même, seulement, à une réalité, et — charges et risques en plus, — vivra dans la même incertitude que son cocontractant. Contrat aléatoire ? C'est bientôt dit ! Sans doute, est-ce d'un événement incertain que dépendent au moins pour l'une des parties, les effets de la convention, quant aux avantages et aux pertes (Code civ. français, art. 1964). Toutefois, bien que l'entreprise ici ait couru sa chance, la jurisprudence française décide que, lorsque l'opération est conçue de telle façon que, quoi qu'il advienne et même en tenant compte de son caractère aléatoire, cette opération revêt un carac-

lère lésionnaire, la rescision en peut être demandée et obtenue...

96. — Encore le salarié spécialisé — même s'il n'a rien inventé — peut-il arguer avoir consigné, dans les procès-verbaux de laboratoires, les résultats de ses travaux, résultats négatifs sans doute, mais qui éviteront peut-être à d'autres d'inutiles recherches. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon que les travaux du chercheur-salarié, qu'ils aboutissent ou non à la découverte d'une invention, sont tous sur un pied d'égalité dans la prestation fournie, — laquelle d'ailleurs ne réussit pas généralement, à établir ou à maintenir l'équilibre entre les obligations réciproques des deux contractants.

97. — D) *Limites et tempéraments.* — Voilà donc, l'objet principal du traité d'inventions ! N'est-il pas un peu surprenant de prétendre que la question se trouve maintenant réglée « par la convention », et qu'il n'y a plus à y revenir de ce chef ? à vrai dire, la convention — (entendez par là : l'accord des volontés des contractants) — n'explique, ne justifie pas tout : ce n'est pas parce que les parties en ont décidé ainsi, et l'ont expressément déclaré peut-être, que le droit de jouissance sur l'invention revient, en fait, à l'entreprise. *C'est parce que la réalité, le bon droit, l'équité, le veulent ainsi* : l'entreprise a toutes les charges, tous les risques, toutes les pertes. Lui ôter une chance éventuelle de gain, serait injuste, inique. Et cela est d'autant plus certain, d'autant plus exact, que la convention passée par les parties à cet égard, n'est valable, n'a force obligatoire morale, qu'autant qu'elle consacre une solution de cette nature,

98. — Précisons : la convention ne saurait déroger ni aux dispositions législatives ou réglementaires qui sont d'ordre public, ni aux usages auxquels une loi aurait elle-même reconnu ce caractère, pas plus qu'à une convention collective (1). Mais, il y a plus : en dépit du principe de l'autonomie de la volonté et du postulat de l'article 1134 du Code civil français (qui veut que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites), une part d'initiative, de plus en plus grande, est laissée au juge dans l'exécution des contrats ; sans doute son intervention trouve toujours pour prétexte d'assurer le triomphe de la loi contractuelle, mais cette loi n'est pas invariablement celle qui a été voulue par les deux parties ; la décision judiciaire intervient en fonction de l'équité, bien plus que pour faire respecter la lettre de la convention (2)... La loi du contrat est refoulée, est vaincue par ce qu'on a appelé les « principes constitutionnels du commerce juridique » ; l'équité réagit contre le droit conventionnel strict (3). Toutes les solutions plus ou moins empiriques qui découlent de cette réaction, se rattachent à l'idée d'un équilibre contractuel, plus spécialement à la notion de l'abus de droit :

(1) *Code civil français*, art. 6 ; *Code civil allemand*, art. 38 ; *Ordonnance yougoslave* du 15 novembre 1920, al. 3 ; *loi tchécoslovaque* du 27 mai 1919, art. 5, al. 3 ; *loi grecque* du 24 septembre 1920, art. 4, etc...

(2) Josserand, *Cours de droit civil positif français*, t. II, 1930, p. 192, n° 403 et s. Contra : Pouillet : « S'il a été stipulé formellement entre le patron et son employé, que les inventions, que ce dernier pourra faire au cours de son engagement, deviendront la propriété du chef de la maison, pas de difficulté possible ; cette stipulation qui est parfaitement licite, fait la loi des parties et doit être exécutée, quelques dures qu'en puissent être, dans la suite, les conséquences pour l'inventeur. Il peut arriver, en effet, que l'invention réalisée ait une valeur considérable, qui ne sera pas en rapport avec les maigres émoluments de l'employé. N'importe : force est due à la convention. » (*Brev. d'inv.*, 6^e éd., p. 263, n° 187).

(3) M. Hauriou, *Police juridique et fond du droit*, rev. trim., 1926, p. 309.

en matière conventionnelle, comme d'ailleurs dans les rapports entre tiers, il n'est pas permis de pousser son droit au delà des limites tracées par la bonne foi, par la morale juridique coutumière ; le *summum jus* devient la *summa injuria* ; ainsi s'élève et se résout le conflit séculaire entre le droit strict et la super-légalité dont le juge est institué ou s'institue le gardien permanent (1).

99. — Enfin, la convention considérée, en dehors des restrictions qui précèdent, est, en quelque sorte et malgré elle, conditionnée par des lois économiques inéluctables ; en particulier dans le domaine industriel où la recherche d'inventions est devenue souvent systématique, elle subit des atteintes certaines à la liberté de ses stipulations. De même, la solution qu'elle consacre est si souvent pareille à elle-même, que certains en sont venus à penser que cette clause était devenue de style, et que le salarié ne pouvait, généralement, pas plus la discuter que s'il s'agissait d'un contrat d'adhésion (2), analogue à une convention collective de travail ou à un règlement quelconque d'atelier.

Cette conception de la carte forcée n'est point conforme à la réalité. D'une part, la solution adoptée se justifie, même en dehors de toute convention. D'autre part, les traits caractéristiques du contrat d'adhésion ne se trouvent pas réunis

(1) Sur tous ces points, voir Georges Ripert, *La règle morale*, n^{os} 75 et s., et n^{os} 84 et s.

(2) Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil*, t. VI, chap. 1^{er}, § 4, Contrats d'adhésion, p. 155, n^o 122 : « La conclusion d'un contrat est ordinairement précédée d'une libre discussion entre les deux parties. Parfois cependant la position de celles-ci est telle que suivant l'expression consacrée l'une fait à elle seule « la loi du contrat ». Elle offre et impose à la fois ses conditions à l'autre qui n'a le choix qu'entre la soumission ou le rejet pur et simple. Saleilles a donné à ces contrats le nom imaginé mais en somme peu précis de contrats d'adhésion. »

ici (1) : l'offre est sensiblement la même pour une même catégorie de salariés, mais elle n'affecte pas un caractère général et permanent ; l'employeur n'a d'ailleurs aucun monopole de droits ou de fait ; l'objet du contrat n'est pas le même ; les clauses ne sont pas toutes conçues dans l'intérêt de l'offrant ; enfin, s'il existe, dans la pratique, des formules de contrats toutes faites sur ce point comme sur d'autres, l'offre ne se présente pas néanmoins sous la forme d'un contrat-type et rien ne s'oppose, au contraire, à une large application du principe de la liberté des conventions, — principe dont la France notamment, la Grande-Bretagne, et surtout les Etats-Unis font un si large usage. La jurisprudence, d'ailleurs, ne fait aucune distinction entre les contrats d'adhésion et les autres contrats. Elle ignore cette catégorie spéciale de conventions, dont la dénomination est restée à peu près purement doctrinale.

En terminant, notons que si le pollicitant joue dans la tractation un rôle prépondérant et y occupe une situation dominante, le législateur n'exige nulle part cependant une égalité dans la collaboration des parties au contrat, la liberté économique n'étant pas une condition de validité des conventions.

100. — Quant à une sanction efficace, le traité d'inventions en est généralement dépourvu. Mais alors, comment remédier à des abus, d'ailleurs exceptionnels, et qui peuvent, remarquons-le, se produire aussi bien de la part des employeurs que de celle de leurs salariés ?

De fait, on peut concevoir qu'accidentellement, un employeur sans scrupules ait tendance à « exploiter » aussi bien l'auteur de l'invention, que l'invention elle-même,

(1) Planiol et Ripert, *op. cit.*, eod. loco. Voir aussi t. XI, Contrat de travail, p. 4, n^{os} 765 et s.

mais l'employeur ne sera-t-il pas, le premier, victime de ses agissements ? Plus fréquent, à notre avis, est le risque d'un détournement ou d'une fraude de la part du salarié, auteur d'une invention. Même, en l'absence de toute intention de nuire, le salarié peut, après avoir quitté son emploi, emporter avec lui le secret de l'invention ébauchée. Nous ne citerons qu'un exemple entré mille : si l'ouvrier d'un employeur breveté, a trouvé en travaillant chez cet employeur, un perfectionnement brevetable, les tribunaux décident que ce salarié, même après qu'il a quitté les ateliers de son patron, ne peut prendre personnellement et valablement un brevet pour ce perfectionnement (Cour de Paris, 13 mai 1863, Ponsignon c/ Bonfils et Duret, Pataille 1863).

Comment l'employeur pourra-t-il prévenir les fuites qui pourront se produire dans son établissement ? comment empêchera-t-il le salarié de trahir subrepticement les intérêts dont il a la charge, de céder à d'autres son invention ? A supposer que l'employeur découvre la fraude et la poursuive judiciairement, quelles sanctions efficaces pourront lui assurer, à l'encontre d'un insolvable peut-être, la réparation du dommage moral et matériel qu'il aura subi ?

101. — En fin de compte, nous croyons fermement que si l'invention faite « en vertu de la convention » doit, en principe, revenir à l'entreprise, qui l'a, en quelque sorte, organisée, c'est autant par l'effet de la commune volonté des parties qu'en juste et nécessaire contre-partie d'un engagement, plus large et en tous cas lourd de frais et de risques au moins dans la plupart des circonstances (1).

(1) Georges Ripert, *La règle morale*, v^o Contrats d'adhésion, pp. 100 et s.

SECTION II. — LA CLAUSE D'INVENTIONS

102. — La « clause d'inventions », d'origine allemande, n'apporte, à vrai dire, aucun élément nouveau à ce qui précède ; au point de vue de la forme, elle représente simplement la constatation *écrite* de tout ou partie du traité d'inventions ; au point de vue du fond, elle couvre un certain nombre de dispositions contractuelles, dont la substance est connue et se retrouve, très généralement, dans tous les contrats du même genre.

103. — En règle générale, cette clause implique, chez l'employeur, la volonté d'acquérir l'invention faite par le salarié, et l'acceptation de l'opération par l'auteur de l'invention. A ce point de vue, application est faite, ici, du principe de la liberté des conventions et contrats (Code civil français, article 1134).

Mais de ce que la clause d'inventions fait, comme le traité lui-même, la loi des parties, il n'en résulte pas, on l'a vu, que, dans tous les cas et de plein droit, la dite clause ait pour effet d'attribuer invariablement à l'entreprise ou à l'employeur la jouissance de toutes les inventions faites par le salarié en service commandé, selon les stipulations de son contrat de travail. La volonté des parties n'a pas ce pouvoir.

104. — En premier lieu toute erreur, exagération, extension inéquitable, tout abus ou excès, de la part de l'entreprise ou de l'employeur à l'égard du salarié au sujet de l'obligation de cession des inventions de service, doivent être sévèrement réprimés (voir notamment Code civil allemand, article 138).

105. — De même, les stipulations de la clause d'inventions ne doivent jamais déborder ni le domaine d'activité de l'entreprise, ni le cadre des obligations professionnelles et des attributions du salarié, à peine de porter atteinte à la liberté du travail et éventuellement à la liberté économique de l'individu (1) ; or une telle interprétation est particulièrement délicate, notamment quand il s'agit de déterminer dans quelle mesure le salarié est tenu de fournir son activité à l'employeur pour réaliser des inventions, « l'accomplissement de cette obligation n'étant pas, à proprement parler, entièrement dans le pouvoir de l'obligé » (2).

106. — Enfin, si la clause d'inventions est conçue et rédigée d'une manière si générale qu'on puisse être tenté d'attribuer à l'entreprise ou à l'employeur, dans des cas douteux, la jouissance de l'invention, il convient d'interpréter cette clause d'une manière stricte et même restrictive (3).

107. — En terminant, notons que bien des législations ont reconnu la validité de cette clause, tels le Japon (loi 29.4.1921, art. 14), la Pologne (loi 22.3.1928, art. 17), la Finlande (loi 21.1.1898, art. 3, al. 2), etc...

108. — Cette clause n'est d'ailleurs point d'ordre public ; les intéressés ont le droit d'y renoncer, si bon leur paraît (4).

(1) *Contrat syndical national allemand pour les employés à formation universitaire de l'industrie chimique* du 27.4.20.8.1920, art 9 II B, al. 1 a.

(2) Voir les nombreuses décisions du Tribunal d'Empire allemand citées en note au chapitre suivant, et notamment arrêts des 5.10.1903 (*Rev. des brev., marques et modèles*, 1904, p. 38) et 22.4.1898 (*Ibid.*, 1898, pp. 142 et s.).

(3) Extrait du *Dictionnaire de droit comparé pour le droit civil et comm. all. et étr.*, article précité de Weidlich.

(4) Sur la renonciation de l'employeur en tout ou partie aux droits à l'invention, malgré l'existence d'un contrat, voir loi autrichienne révisée en 1925, § 5 j, à l'inverse, lorsque la loi attribue en principe au

CHAPITRE II

Le mandat

SECTION I. — INVENTIONS SUR ORDRE

109. — Nous avons, à dessein, mis et étudié à part *le cas de la convention*. Il est certain, en effet, que, dans ce cas, — c'est-à-dire lorsque la convention a réglé valablement la question, — le problème est résolu, au moins sous les restrictions et réserves dont nous avons longuement parlé dans le chapitre précédent. Or, il est un autre cas, très voisin de celui de la convention, qui en constitue, si l'on veut, une application particulière, et qui, en tous cas, s'en rapproche par plus d'un côté et d'un effet ; nous voulons parler du *cas du mandat*, c'est-à-dire du cas où le salarié reçoit de l'entreprise — verbalement ou par écrit (et dans le contrat de travail lui-même, par exemple), expressément ou tacitement — *l'ordre*, « le mandat », de consacrer tout son temps, toute son intelligence, toute son activité, à la recherche d'inventions, et *cela en son nom et pour son compte à elle exclusivement*. Hypothèse qui, d'une part et techniquement, n'a rien d'invraisemblable (au contraire !), et qui, d'autre part, et juridiquement, se défend bien puisque le mandat est un contrat, et par conséquent *une forme*, et non la moins intéressante, de la convention.

110. — Dans un cas aussi nettement précisé, aucune difficulté possible ; lorsque l'invention se réalise, le droit de jouissance sur cette invention appartient, en principe, à l'entreprise. Là encore, en effet, on peut parler d'invention

salarié la jouissance d'une invention de service, une convention contraire est valable ; voir, par exemple, loi grecque du 24.9.1920, loi autrichienne précitée, § 5 a, 5 b, etc.

« prévue » en quelque sorte, en tous cas « voulue » par l'entreprise, elle-même fondée à prétendre droit sur « son » œuvre.

111. — Cette catégorie d'inventions n'est pas une création arbitraire de notre part ou imaginée pour la commodité de la discussion. Dans presque toutes les législations qui ont eu à s'occuper de la question, on retrouve cette notion *d'invention faite sur ordre et pour le compte de l'entreprise*. Même, cette invention porte une appellation particulière en droit comparé : on l'appelle « *l'invention de service* ». Seulement, voici en quoi notre conception diffère de celle généralement admise : nous nous refusons à créer ici, et pour ce motif, une classe à part d'inventions, une catégorie spéciale, un groupe distinct, qui porteraient le nom « *d'inventions de service* » ; nous ne retenons que l'idée *du mandat, de l'ordre donné, et qui soustrait l'invention réalisée dans ces conditions à l'aléa d'une attribution plus ou moins arbitraire, d'un partage ou d'une copropriété plus ou moins fantaisiste*.

112. — Ceci posé, nous croyons utile, mais beaucoup moins pour notre démonstration qu'à titre documentaire, de donner, dans la section suivante, quelques explications sur la notion *d'invention de service* tant en France qu'à l'étranger.

SECTION II. — L'INVENTION DE SERVICE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

113. — La notion d'invention de service varie selon les législations, la réunion des circonstances et conditions nécessaires à son existence n'étant pas la même dans tous les pays.

114. — Certaines législations ont tendance à restreindre le champ d'application de cette invention. C'est ainsi, par exemple, qu'en exigeant la réunion de deux conditions importantes (l'invention relève *à la fois* du domaine d'activité de l'entreprise et du cycle des obligations de service du salarié), la loi japonaise du 29-4-1921 (art. 14) a considérablement diminué l'étendue et la portée de l'invention de service.

115. — De même, sont très limitatives les dispositions de la loi espagnole du 12 novembre 1931, art. 24, de la loi hollandaise du 7-11-1920 (modifiée les 15-1 et 15-10-1921), art. 10, et du vœu émis par la Confédération Générale des Travailleurs Intellectuels, du mois de décembre 1929 à Genève, qui considèrent comme inventions de service exclusivement les inventions réalisées par des salariés que leur contrat de travail ou leurs fonctions particulières *obligent* à faire des recherches susceptibles de conduire à l'invention. Cette idée d'*obligation contractuelle*, se retrouve également mais isolée cette fois, dans la loi polonaise du 22-3-1928, art. 17.

116. — Légèrement plus souple apparaissent l'article 343 du Code civil suisse (complété par la loi fédérale du 30 mars 1911), la loi finlandaise du 21-1-1898, article 3, alinéa 3, qui, avec de légères nuances, classent, parmi les inventions de services, celles réalisées par un salarié *soit* en exécution d'une clause spéciale de son contrat de travail, *soit*, à défaut de convention, dans l'exercice de ses fonctions spéciales.

117. — Toutefois, autrement large et de sens pratique se révèle la conception allemande, qui se dégage du contrat syndical-national pour les employés à formation universitaire de l'industrie chimique allemande (5^e édition, 1930,

article 9 II. B), et des nombreuses décisions du Tribunal d'Empire, notamment de la décision fondamentale du 5 février 1930 (1) : « Sont considérées comme inventions de service les inventions des salariés de l'industrie lorsque : ou bien leur activité d'inventeurs relève de leurs devoirs professionnels, ou bien lorsque l'exploitation ou l'application desdites inventions rentrent dans le cadre économique de l'entreprise. » Peu importe que le mandat exprès de faire telles ou telles inventions déterminées ait été donné par contrat ou non (2) ; lorsque le contrat de service ne dit rien, c'est de l'ensemble des circonstances qu'il faut induire la volonté des parties (3) ou encore de certaines circonstances particulières tels le chiffre des appointements du salarié (4), les études faites par lui, ses fonctions de Directeur ou de subordonné (5), ou encore l'utilisation faite de ses capacités (6).

118. — Enfin, au sommet de ce bref aperçu nous placerons la loi autrichienne révisée selon l'amendement de 1925, la plus minutieuse, la plus complète, « la plus évoluée » de toutes les lois sur la matière (art. 5 b) : « Est réputée comme invention de service, l'invention d'un employé, quand son objet rentre dans la sphère d'activité de l'entreprise où l'employé travaille *et* : a) ou bien quand l'activité qui a abouti à l'invention rentre dans les obligations de service de l'employé ; b) ou bien quand l'employé a été

(1) *Collection des décisions du Tribunal d'Empire en matière civile*, vol. 127, pp. 198 et s.

(2) Tribunal d'Empire, 17.4.1907 (*Revue des brev., marques et modèles*, 1907, pp. 176 et s.).

(3) Trib. d'Empire, 4.3.1903 (*Rev. précitée*, 1903, pp. 225 et s.); 9.7.1919 (*Ibid.*, 1919, pp. 132 et s.); 5.2.1930 (*précité*).

(4) Trib. d'Empire, 5.10.1903 (*Revue préc.*, 1904, p. 38).

(5) Trib. d'Empire, 25.4.1904 et 17.4.1907 (*Revue préc.*, 1904, p. 298, et 1907, pp. 176 et s.).

(6) Trib. d'Empire, 4.3.1903 (*Revue préc.*, 1903, p. 226).

incité à faire l'invention par suite de son activité dans l'entreprise ; c) ou bien quand la réalisation de l'invention a été grandement facilitée en profitant des expériences ou de l'outillage de l'entreprise. »

119. — Cette définition, qui tient compte d'un grand nombre et d'une certaine nature de circonstances de fait, englobe nécessairement le maximum de cas, et grâce à son élasticité et à sa souplesse, se rapproche, autant que possible, de la réalité. Quoi qu'il en soit, l'invention de service, dans tous les pays du monde, revient, sans conteste, à l'entreprise. C'était là le point qu'il convenait de faire ressortir, en ajoutant que celui-ci était en harmonie parfaite avec le contrat de travail du salarié, lequel ne manque pas, lorsqu'il prévoit l'invention, de préciser les attributions et fonctions du salarié et règle ainsi indirectement et sans difficulté la question.

TITRE III

L'INVENTION DANS L'ENTREPRISE :
L'Invention pour le compte de l'Entreprise
L'Invention libre

PREAMBULE (n° 120 et s.).

CHAPITRE PREMIER. — *L'INVENTION POUR LE COMPTE DE L'ENTREPRISE* (n° 126 et s.).

SECTION I. — LA VIE DE L'ENTREPRISE ET LA SOLUTION DE PRINCIPE (n° 126 et s.).

SECTION II. — APPLICATIONS : QUALITÉ DU SALARIÉ DANS L'ENTREPRISE ET CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'INVENTION (n° 129 et s.).

SECTION III. — TEMPÉRAMEMENTS (n° 133 et s.).

SECTION IV. — L'INVENTION DITE D'ENTREPRISE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (n° 142 et s.).

CHAPITRE II. — *L'INVENTION LIBRE* (n° 151 et s.).

SECTION I. — LE DOMAINE DE L'INVENTION LIBRE (n° 153 et s.).

SECTION II. — L'INVENTION LIBRE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (n° 158 et s.).

SECTION III. — ATTRIBUTION DU DROIT DE JOUISSANCE SUR L'INVENTION LIBRE ET TEMPÉRAMEMENTS (n° 162).

Préambule

120. — Nous avons à dessein — pour dégager le terrain — écarté les inventions, dont le sort était, en quelque sorte, réglé d'avance, soit par une clause de la convention (contrat de travail ou traité d'inventions), soit par l'effet d'un mandat impératif dont l'objet et le but ne pouvaient laisser place à aucun doute sur la question d'attribution.

Mais il peut arriver que la convention soit muette sur ce point ou insuffisante ; il peut se faire aussi, que, dans la petite entreprise surtout, l'invention ait échappé aux prévisions de l'entreprise.

Bref, la survenance de l'invention peut surprendre tout le monde, au moins quant aux dispositions à prendre pour en attribuer la jouissance à l'ayant droit. C'est ici, vraiment, qu'apparaît le problème, dans toute son ampleur, c'est-à-dire dégagé de tout calcul préalable, de tout préjugé, de toute influence étrangère au sujet lui-même.

121. — A notre avis, une considération domine toutes les autres : le problème, n'est point un problème théorique ; *c'est un problème particulier, né dans un milieu tout à fait spécial et qui, à peine d'être résolu à faux, ne saurait en être isolé.* On comprend maintenant, un peu tardivement peut-être, pourquoi il nous a semblé nécessaire, indispensable de consacrer antérieurement de si longs développements à la description de ce milieu, au cadre, aux hommes, aux circonstances particulières de la naissance de l'invention. Toutes ces notions doivent être reprises maintenant, servir à éclairer nos développements, à préparer les solutions vers lesquelles nous nous acheminons.

122. — Qu'on n'attende pas de nous, d'ailleurs, l'engagement d'une polémique nouvelle au sujet de la classification tripartite des inventions. Nous avons fait allusion, il est vrai, dans le titre précédent, à la première catégorie, celle des *inventions de service* ; nous ne manquerons point de viser, dans celui-ci, *les deux autres* catégories, *celles des inventions dites d'entreprise et des inventions libres* ; ceci, non point pour fonder sur cette distinction mouvante, parfois élastique, et, par certains côtés arbitraire, notre essai de solution positive ; mais uniquement, pour critiquer, voire pour écarter ces divisions, sources d'obscurités et de complications, et qui, d'ailleurs, n'ont apporté en ce domaine ni l'apaisement souhaité par tous les intéressés, ni, à plus forte raison, la solution idéale à laquelle chacun se fût rallié volontiers, si jamais celle-ci s'était dégagée des palabres en cours et des essais de toutes sortes, législatifs ou autres.

123. — *En définitive*, d'après nous, la question se ramène, en fait, — comme en droit d'ailleurs, — à *un cas unique et extrêmement simple* : une invention naît dans une entreprise ; à qui appartient cette invention ? Et la réponse paraît couler de source : l'invention appartient à cette entreprise. Il en sera ainsi surtout si l'invention naît au sein de la dite entreprise, dans le cycle habituel, normal des travaux de cette dernière, comme une suite naturelle et logique des travaux qu'elle poursuit, et aussi si cette invention apparaît comme la résultante des efforts communs de tous les travailleurs ou chercheurs de la maison, sans qu'on puisse exactement déterminer la part de collaboration de chacun dans le travail de recherches, sa part de mérite dans la découverte de l'invention. Tel est le cas, usuel, courant, le cas-type si l'on peut dire et qui, en lui-même, ne paraît point présenter de difficultés particulières.

124. — *Mais*, dira-t-on, si, parmi les salariés, ayant pris part à la recherche, l'un d'entr'eux s'est particulièrement distingué ? si même ce salarié a seul contribué à la réussite, sans rien devoir (ce qui paraît bien un peu surprenant) à quiconque ? s'il ne s'est inspiré d'aucun précédent, aidé d'aucun conseil, et, si seul, d'un coup ou après de longs efforts, il a atteint le but ? Celui-là, attaché à l'entreprise n'aura aucun droit de jouissance sur l'invention faite dans cette entreprise, mais assurément, il pourra prétendre — s'il ne se les voit point déjà assurés par son contrat de travail — à quelque avantage particulier, moral ou pécuniaire, qui récompensera son effort, son esprit d'initiative, et l'attachera davantage à la maison qui l'emploie et ne songera certes pas à se séparer de lui.

125. — Enfin, si, par hypothèse, l'invention réalisée par ce salarié, dans l'entreprise n'avait rien de commun de près ou de loin avec l'objet de cette entreprise, le champ habituel, normal de son activité ? Alors, le salarié serait maître de son invention, sauf à indemniser l'entreprise du temps, de l'aide matérielle pris à son détriment.

Autrement dit, l'invention sera toujours en principe à la disposition de l'entreprise, *sauf cas exceptionnels* où une saine appréciation des circonstances permettra de tenir compte à l'un ou à l'autre de la part contributive fournie ou de son mérite personnel. Il n'y a pas autre chose. Les développements qui suivent, permettent de s'en rendre compte.

CHAPITRE PREMIER

L'Invention pour le compte de l'entrepriseSECTION I. — LA VIE DE L'ENTREPRISE ET LA SOLUTION
DE PRINCIPE

126. — L'entreprise forme un tout, est un être vivant, dont toutes les forces, toutes les ressources sont tendues vers un même but, un même objectif : vivre, — et, si possible, prospérer. Ce n'est point là une fin égoïste : en poursuivant son idéal, l'entreprise assure le mieux-être de chacun de ses membres, et si elle aboutit dans son dessein, elle réalise non seulement le double progrès qu'elle se proposait d'atteindre pour elle-même et pour les siens, mais encore celui qu'elle a atteint indirectement au profit du mieux-être de la Collectivité.

127. — Ce qui est vrai de sa vie en général, l'est également de ses tentatives particulières en vue de réaliser ses fins, en particulier, de découvrir des inventions. Toutes les forces, toutes les ressources de l'entreprise, ici aussi et surtout, sont groupées, organisées, coordonnées, tendues vers le but à atteindre ; aucun effort, aucun sacrifice n'est négligé ; les charges, les risques, les pertes sont acceptées d'avance ; et il est évident, il est logique, il est juste que l'entreprise garde pour elle le droit de jouir de l'invention, rançon aléatoire de sa peine et de ses frais, ceci, d'ailleurs, pendant la durée temporaire seulement où la loi, sous certaines conditions rigoureuses, lui octroie moyennant finances, un monopole exclusif et sans garantie.

128. — Mais cette constatation ne suffit pas ; à la faveur des développements descriptifs antérieurement donnés, il

convient d'aller plus loin, de pénétrer plus avant dans le domaine des réalités, pour y puiser les éléments certains de notre conviction.

SECTION II. — APPLICATIONS : QUALITÉ DU SALARIÉ
DANS L'ENTREPRISE ET CONDITIONS DE RÉALISATION
DE L'INVENTION

129. — Qu'on examine le problème sous l'angle qu'on voudra, il ne paraît pas possible d'en déterminer les modalités sans tenir compte de deux éléments essentiels, au moins, savoir :

a) *la qualité du salarié dans l'entreprise*, c'est-à-dire, en l'espèce, la nature et la portée de l'engagement de travail de ce salarié, l'objet et les limites de ses fonctions effectives dans ladite entreprise ;

b) *les conditions générales et particulières de réalisation de l'invention par le salarié*, c'est-à-dire, en toute première ligne : nature particulière de l'entreprise où est née l'invention ; en seconde ligne, objet et conditions de l'ordre ou du mandat éventuellement confié au salarié pour tenter de réaliser l'invention ; en dernière ligne, toutes circonstances de fait ayant présidé ou contribué directement ou indirectement à la naissance de l'invention.

130. — a) *Qualité du salarié dans l'entreprise*. — 1° le salarié peut être engagé dans l'entreprise avec ou sans écrit ; s'il est engagé par écrit, le contrat peut contenir une clause d'inventions ;

2° le salarié peut être engagé dans l'entreprise en une qualité déterminée (technicien par exemple, ou employé ordinaire) ;

3° le salarié peut, en plus (parfois même en dehors) des fonctions qui lui sont attribuées, recevoir un mandat parti-

culier, notamment à l'effet de faire des recherches susceptibles de conduire à l'invention ;

4° enfin le salarié, par ordre de l'entreprise, peut être appelé à travailler dans un domaine autre que celui de l'activité ordinaire de cette entreprise.

Voilà pour le salarié.

131. — b) *Conditions générales et particulières de réalisation de l'invention par le salarié.* — Nous nous sommes déjà longuement expliqués sur ces conditions (caractère scientifique du travail, chaîne des recherches, travail en commun, inspirations, conseils, directives ou instructions reçues du chef d'entreprise ou de ses préposés, aide morale et matérielle apportée par l'entreprise). Nous ne retiendrons ici que la nature de l'entreprise et son domaine d'activité :

1° L'entreprise peut être spécialisée dans la recherche d'inventions. Elle peut à l'opposé prendre place parmi les entreprises qui, faute de personnel ou de moyens suffisants, ne peuvent consacrer beaucoup à la découverte d'inventions.

2° L'entreprise a un certain domaine déterminé d'activité. Ce domaine confine à une infinité d'autres domaines similaires, ou analogues, connexes ou dérivés d'activité industrielle ou commerciale ; constatation d'autant plus fréquente de nos jours que se développent de plus en plus les phénomènes bien connus d'intégration verticale et surtout horizontale.

Voilà pour l'entreprise.

132. — Ceci rappelé, comment faire jouer ces éléments ? On sait déjà que le droit de jouissance doit, normalement et en principe, revenir à l'entreprise qui, peut-être, a commandé le travail, en a confié l'exécution à des hommes de son choix, y a sans doute collaboré directement ou indirecte-

ment, en tous cas en a supporté toute la charge et tous les risques, enfin en a éventuellement assuré la mise en exploitation.

Tenant compte maintenant des particularités qui précèdent, on peut, avec quelque certitude, avancer les solutions suivantes, qui, d'ailleurs, ne modifient rien à la solution de principe et constituent de simples applications des règles du droit commun :

« Le droit de jouissance sur l'invention réalisée par un salarié dans l'entreprise appartient en principe — *et sauf cas tout à fait exceptionnels* — à cette entreprise. Les circonstances de fait et de droit, relatées ci-dessus, ne font que renforcer cette solution, en particulier : a) lorsque l'entreprise est spécialisée dans la recherche d'inventions ; b) lorsque le salarié a été exclusivement engagé pour se livrer à la recherche d'inventions ; c) lorsque le salarié a reçu mandat de faire les recherches qui ont conduit à l'invention ; d) lorsque les fonctions du salarié, ou ses connaissances propres devaient normalement conduire ce dernier jusqu'à l'invention, etc. »

SECTION III. — TEMPÉRAMEMENTS

133. — Est-ce à dire que, hormis le cas de l'« invention libre », sur lequel nous reviendrons longuement tout à l'heure (cas de l'invention faite par le salarié dans l'entreprise hors le domaine d'activité de cette dernière et le cycle des attributions propres du salarié), le salarié, auteur de l'invention, doit renoncer à tous droits et avantages quelconques sur son œuvre, du triple fait que ladite œuvre a été réalisée au sein de l'entreprise, pour le compte de cette dernière, par un de ses propres membres, engagé et rému-

né par elle ? Nul ne saurait soutenir opinion si absolue et si manifestement injuste.

134. — Sans faire nôtres les doléances de M. le Professeur Pic sur le sort du salarié, auteur d'une invention faite au sein et pour le compte d'une entreprise (1), nous entendons attribuer à la valeur personnelle du salarié et à l'œuvre réalisée par lui le prix et l'intérêt que celles-ci appellent, nous bornant en cela, d'ailleurs, à imiter l'entreprise elle-même, heureuse de posséder parmi les membres de son personnel un tel collaborateur et de s'en attacher les services.

135. — A ce point de vue très particulier, il pourra être tenu compte d'une quantité d'éléments d'appréciation, tels que : rôle du salarié dans l'entreprise, situation matérielle, morale, importance économique de l'invention, originalité du travail de recherches et de la découverte, etc. Nous pourrions multiplier ces exemples, qui éventuellement pourront constituer, autant de prétextes à de légitimes compensations, à accorder par l'entreprise ou l'employeur au salarié. Nous nous bornerons à indiquer brièvement ici sous quelles formes, généralement, lesdites compensations ont été envisagées ou attribuées, dans les différents pays où la question — en dehors des usages, et des libéralités bénévoles toujours possibles — a été étudiée jusqu'ici.

136. — D'une manière générale, le législateur s'est montré extrêmement modéré dans cette voie : il s'est borné à parler, assez timidement d'ailleurs, du droit pour le salarié de voir son nom figurer sur le brevet ; il a, parfois, aussi envisagé l'allocation d'une rémunération équitable complémentaire au profit de l'inventeur.

(1) *La Semaine juridique*, années 1926-1927, pp. 721 et s.

137. — a) *Droit pour le salarié de voir son nom figurer sur le brevet.* — Certaines législations libérales (et la loi anglaise sur les brevets et marques du 12 juillet 1932 en premier lieu) ont, il est vrai, imposé l'obligation de faire figurer sur le brevet le nom du salarié, auteur de l'invention. L'article 7 de l'ancienne loi soviétique du 12 septembre 1924 exigeait que le nom du véritable inventeur soit, dans tous les cas, inscrit sur le brevet. La loi autrichienne, révisée selon l'amendement de 1925 (§ 5-o) dispose que l'auteur d'une invention, qui n'est ni déposant de la demande de brevet ni titulaire du brevet, a le droit d'être désigné comme inventeur. Mais les autres législations ne disent rien ou, du moins, se montrent beaucoup plus réservées. Aux termes de l'article 10, alinéa 3, de la loi hollandaise du 5 janvier et 15 octobre 1921, c'est le Conseil des brevets qui décide, après enquête, si le nom de l'inventeur doit ou non être mentionné sur le brevet. En Allemagne, le nom du salarié auteur d'une invention, peut, sur la demande du chef d'entreprise, être mentionné sur le brevet, mais le salarié n'a aucun droit à cette mention, soit vis-à-vis du « Patentamt », soit vis-à-vis de l'entreprise ou de son employeur (1). En France, aucune disposition législative ne réglemente la question, et le projet de la Commission du Sénat (1933) par ailleurs très vivement discuté, n'est pas encore voté.

138. — b) *Droit du salarié à une rémunération spéciale et équitable.* — Si l'on excepte la loi tchécoslovaque du 27 mai 1919 (ancienne loi autrichienne) qui permet d'accorder au salarié une rémunération spéciale même en cas

(1) Arrêté de l'Office des brevets du 15.2.1922, *Revue des brev., marques et modèles*, 1922, pp. 22 et s., comparer « l'honneur d'inventeur ».

d'invention de service, les rares législations qui ont traité de la question n'ont accordé au salarié, auteur de l'invention, cette rémunération spéciale et équitable que dans des cas extrêmement limités et bien déterminés : ou bien pour rétablir un certain équilibre, ou bien encore pour réparer une injustice.

La loi grecque, la loi russe, la loi polonaise sont muettes à cet égard. Le Code suisse, la loi espagnole, la loi hollandaises n'ont visé que des cas exceptionnels, comme par exemple, lorsque l'invention est tout à fait hors de proportion avec la situation du salarié dans l'entreprise, en particulier avec le montant de son salaire. La loi japonaise, du 29 avril 1921 (article 14, alinéa 4), tient compte des appointements déjà versés au salarié.

139. — Enfin, en Autriche seulement, la loi révisée en 1925, contient toute une série de dispositions :

C'est ainsi notamment que le paragraphe 5-c réglemente le droit à indemnité spéciale et équitable ; le paragraphe 5-d, le mode de calcul de cette indemnité (d'après la valeur économique de l'invention pour l'entreprise, son exploitation éventuelle en Autriche et à l'étranger, enfin la part contributive de l'entreprise qui a fourni ses conseils, son expérience, ses travaux préparatoires, ses moyens auxiliaires et ses directions de service) ; le paragraphe 5-e prévoit la modification ultérieure de l'indemnité accordée ; enfin le paragraphe 5-f subordonne le montant de ladite indemnité à l'usage fait par l'entreprise, de l'invention.

140. — En fait, en cette matière, souvent la convention règle la question, comme cela se produit en Allemagne, dans le contrat syndical-national (article 9, II, B, alinéas 3 et 4, et III), où la rémunération n'existe et ne fonctionne qu'en

application d'une clause convenue par contrat (1). En France, l'article 33 du projet proposé par la Commission du Sénat (Sénat 1933, n° 55, annexe à séance du 14-3-33) prévoit, sous certaines conditions et restrictions, et à charge de révision, comme en Autriche, l'attribution d'une rémunération spéciale en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles celle-ci aura été réalisée.

141. — Mais il faut se pénétrer de cette idée qu'aucune disposition légale impérative ne remplacera jamais un accord, librement débattu entre les intéressés, empreint de loyauté autant que de confiance. C'est l'intérêt commun des employeurs et des salariés, de s'attacher les uns aux autres, par des sacrifices ou des récompenses réciproques. Le cas devenu classique, de Verguin, chimiste de la Maison Renard à Lyon, ne doit pas, ne peut pas rester isolé (2). Ce n'est pas là, en effet, simplement, dit Pouillet, une obligation morale pour l'employeur ; c'est l'intérêt bien compris des deux parties intéressées, et, indirectement, celui de la Collectivité. Nous n'avons jamais dit autre chose.

SECTION IV. — L'INVENTION DITE D'ENTREPRISE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

142. — Pour en terminer avec ce premier Chapitre, nous voudrions, — ayant déjà fait allusion plus haut à *l'invention dite de service* et devant traiter brièvement, dans le Chapitre suivant, de *l'invention dite libre*, — dire ici quelques mots d'une troisième catégorie d'inventions dites d'entreprise.

(1) En Allemagne, la rémunération conventionnelle est généralement payée par l'entreprise pendant 18 ans à compter du jour où l'invention a fait l'objet d'une demande ou a pu en être l'objet.

(2) Pouillet, *Traité des brevets d'invention*, 6^e éd., n° 187, p. 263.

143. — A la vérité, l'existence toute récente, de cette catégorie spéciale *d'inventions dites d'entreprise*, ne se justifie pas. Les Allemands eux-mêmes expliquent que, dans l'ancienne jurisprudence du Tribunal d'Empire, on tenait pour suffisante la division des inventions en deux groupes : d'une part, les inventions qui revenaient à l'entreprise et qui portaient alors le nom d'inventions de firme ou d'établissement, et d'autre part, les inventions ne revenant pas à l'entreprise, mais au salarié et généralement appelées aujourd'hui inventions *libres*. « L'évolution contemporaine, ajoutent-ils, a conduit à abandonner la notion de l'invention dite d'établissement et à disjoindre les circonstances qui s'y trouvaient réunies », pour en faire deux catégories nouvelles d'inventions, savoir : les inventions dites de service et les inventions dites d'entreprise (1).

144. — Aux termes de la jurisprudence allemande, et notamment du contrat syndical-national pour les employés à formation universitaire de l'Industrie chimique (article 9, alinéa II, A), il y a *invention d'entreprise* lorsque les caractéristiques d'une invention relèvent des suggestions, de l'expérience pratique, des travaux préparatoires et des moyens auxiliaires de l'entreprise et lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer d'une manière décisive à une ou plusieurs personnes déterminées la qualité d'inventeurs (Cf. *Journ. du trav.*, n° 15, 1923, art. 122), — et encore, ajoute le contrat syndical-national, sans qu'il soit possible d'établir l'existence d'une activité inventive de la part du ou des salariés, l'invention étant due seulement à l'activité professionnelle ou de métier de ces derniers. Une décision

(1) Les inventions des salariés en droit allemand, Droit en vigueur, classification des inventions des salariés.

célèbre du Tribunal d'Empire du 5-2-1930 (1) s'en tient au premier critérium : « Il y a invention d'entreprise quand cette invention est due à la collaboration de plusieurs salariés, ayant eu à leur disposition les travaux antérieurs et les résultats de l'expérience acquise par l'entreprise, de telle sorte qu'on ne puisse plus faire la ventilation entre la part revenant à chacun des collaborateurs et à l'entreprise elle-même, dans le mérite et le profit de l'invention. »

145. — L'article 3, al. 1^{er}, de l'ancienne loi soviétique du 12 septembre 1924, disposait à peu près dans le même sens sans prononcer le terme : « Si l'invention est réalisée dans une entreprise ou une organisation, et ne peut être attribuée à des personnes déterminées comme étant ses auteurs, le droit à l'invention appartient à l'entrepreneur ou à l'organisation. »

146. — En définitive, ce sont l'absence d'activité inventive de la part du salarié et l'impossibilité matérielle de reconnaître l'auteur de l'invention, ou mieux encore peut-être, l'impossibilité de déterminer le montant de la part contributive de ce dernier dans l'invention, qui justifient l'existence de l'invention dite d'entreprise : « Il serait injuste, disent les commentaires allemands précités, d'imputer les progrès apportés, au cours des temps, par l'ensemble du personnel, au salarié qui a travaillé en dernier et d'attribuer à celui-ci le titre d'inventeur. Ce salarié, en effet, n'a fourni qu'un travail de pur métier, qui conjointement avec tout le travail préliminaire fait dans l'usine, donne sans doute à l'ensemble le caractère d'une invention, mais ne justifie pas que l'on qualifie « d'inventive » sa part dans cette activité collective. Dans des cas de ce genre,

(1) *Arrêts du Trib. d'Empire en matière civile*, vol. 127, pp. 201 et s.

l'équité exige que l'invention soit réputée faite par l'entreprise elle-même et appartienne, en tant *qu'invention d'entreprise*, au patron qui représente l'entreprise au dehors. »

147. — Peu important les nuances qui différencient ces définitions de celles données ailleurs, dans d'autres législations, ou même seulement dans d'autres contrats ou commentaires (voir notamment les définitions plus qu'arbitraires données dans les procès-verbaux de la Commission Internationale des Travailleurs Intellectuels à Genève, en 1928 et 1929). Ce que nous voulons ériger en règle ici, c'est que cette invention dite d'entreprise n'est, en définitive, qu'une variété de l'invention dite de service ; une sorte de cas particulier, dont la nécessité ne s'était pas fait sentir jusqu'à ces derniers temps et dont la création ne peut être qu'une source abondante et permanente de conflits, de doutes et de chicanes aussi vaines qu'irritantes.

148. — Et cela est si profondément exact que l'Autriche, — dont la législation sur la matière est, à n'en pas douter, la plus évoluée de toutes, — a rejeté cette catégorie hybride, a supprimé cette verrue.

149. — L'Italie elle-même, dans la jurisprudence et dans la loi qu'elle s'apprête à voter, ne reconnaît que deux sortes d'inventions :

1° celles qui appartiennent à l'employeur lorsqu'elles ont été réalisées par le salarié en exécution d'un mandat exprès ou tacite, ou lorsqu'elles rentrent dans le domaine d'études, de recherches et de résultats acquis par l'expérience et compris formellement ou tacitement dans les devoirs professionnels du salarié ;

2° toutes les inventions autres que les précédentes et qui appartiennent au salarié.

150. — La France est le pays de l'ordre et de la clarté : pourquoi donc irait-elle s'encombrer d'une distinction aussi flottante, subtile, obscure, et inutile ? Nous nous en tiendrons donc, tout comme les pays de logique et de bon sens, à la division bipartite, telle qu'elle est indiquée en titre du présent chapitre et du suivant, notant seulement, pour ordre, l'excellent argument que fournit, en faveur et à l'appui de notre thèse, l'existence, — si critiquable, on l'a dit, — des inventions dites d'entreprise : c'est, en effet, sur cette union d'efforts, cette mise en commun de travail et de sacrifices de toutes sortes, — où d'aucuns n'arrivent pas à voir clair, à distinguer le bien de chacun, — que repose en majeure partie, notre solution positive qui se refuse à voir dans le salarié le seul auteur possible et réel d'une invention industrielle. Nous n'avons pas craint de nous élever contre elles, cependant en tant que pouvant donner naissance à une troisième sorte d'invention de nature à compliquer un problème par ailleurs déjà assez touffu et délicat.

CHAPITRE II

L'invention libre

151. — Dans le cas très particulier qui nous intéresse, le salarié, bien qu'appartenant au personnel de l'entreprise, a agi de lui-même, avec ses seuls moyens et facultés, peut-être pas nécessairement à l'insu de l'employeur ou de ses préposés mais en tous cas hors leurs conseils ou directives ; et a, — par hypothèse, — réalisé une invention sans aucun rapport, direct ou indirect, ni avec l'objet de l'entreprise, ni avec les attributions à lui confiées par cette dernière.

Cette invention, indépendante, en quelque sorte, de l'établissement où travaille le salarié, et des fonctions de ce dernier, est ce qu'on est convenu d'appeler, couramment : une « *invention libre* ».

152. — La notion de cette invention paraît simple : que de difficultés cependant, pour établir l'absolue pureté de son origine, la radiation de toute charge ou hypothèque la grevant au profit de qui que ce soit, l'absence de tout lien même indirect avec le domaine d'activité de l'auteur de l'invention, le domaine actuel et le domaine prévu ou à prévoir de l'entreprise.

SECTION I. — LE DOMAINE DE L'INVENTION LIBRE

153. — Les auteurs ne s'embarrassent guère : s'emparant de la division tripartite des inventions, ils décrètent que tout ce qui n'est pas invention de service ou invention d'entreprise est nécessairement invention libre.

Cette conception pourrait, à la rigueur, se défendre si la notion d'invention libre était la même en tous lieux. Il n'en est rien : c'est ainsi qu'en Allemagne notamment, (pour nous en tenir à ce seul exemple, typique d'ailleurs), le sens de l'expression varie avec la nature de l'industrie considérée.

154. — La question se complique, ici, du fait qu'il peut s'agir éventuellement, d'une invention libre industrielle. Même sans cela, l'invention libre, n'émane pas ici d'un auteur quelconque, mais d'un salarié faisant partie du personnel d'une entreprise, rémunéré par elle et consacrant à celle-ci la plus grande part de son intelligence et de son temps. Ce salarié n'était pas seul dans l'entreprise : il a pu s'entretenir avec ses collègues de son idée, celle-ci eût-elle

été totalement étrangère à l'objet de l'entreprise, aux fonctions des uns et des autres. Toutes ces influences n'ont-elles point agi, même à l'insu de l'auteur de l'invention parfois, sur l'origine, la conception, la réalisation de ladite invention ?

155. — Autre question : même si le salarié a réussi à réaliser une invention libre au sens large du mot, quand et comment a-t-il pu le faire, étant lui-même attaché au service de l'entreprise, avec des obligations précises, une rémunération correspondant à son effort ? N'a-t-il point, au détriment de ses obligations contractuelles, emprunté le temps et la liberté d'esprit nécessaires pour découvrir, et surtout pour mettre au point l'invention, invention, — nous le répétons, — sans rapport aucun avec ses fonctions propres et l'objet de l'activité de sa maison.

156. — Sans doute, s'offrira-t-il à indemniser l'employeur du préjudice plus ou moins large qu'il lui aura causé (involontairement souvent) ; mais, si plusieurs législations étrangères — et la jurisprudence elle-même — se sont engagées dans cette voie, on ne saurait assurément, ici, poser de règle générale, invariable, établir un barème, un tarif applicable selon les cas, les appréciations, les circonstances (1)...

157. — En Allemagne, aux termes d'une jurisprudence constante, « pour qu'il y ait invention libre, il est sans importance que le salarié ait réalisé son invention, au cours des heures de service et dans les ateliers où il est employé, ou bien encore à son domicile personnel et pendant ses heures de liberté, ou enfin dans les ateliers où il travaille et à

(1) Voir notamment aux Annexes : Projets de loi, page 247, projet de loi français, texte voté par la Chambre et déposé au Sénat le 3.7.1931 sous le n° 724, et texte proposé par la Commission du Sénat, Sénat 1933, n° 55, annexe à séance du 14.2.1933, article 33.

ses heures de loisir ». La jurisprudence allemande va même jusqu'à décider que l'utilisation de matières premières de l'entreprise par le salarié, auteur de l'invention, n'exclut pas l'existence d'une invention libre (1).

Mais les législations actuellement en vigueur ou en préparation, admettent couramment — et c'est justice — le droit pour l'entreprise, à une équitable indemnité due par le salarié, qui, pour réaliser son invention, a utilisé les moyens matériels qui se trouvaient à sa disposition dans l'usine ou le laboratoire auquel il était attaché.

SECTION II. — L'INVENTION LIBRE EN FRANCE

ET A L'ÉTRANGER

158. — Ni en France ni à l'étranger, on ne trouve de définition claire de *l'invention libre*. Dans un vœu émis par la Commission consultative des Travailleurs intellectuels (2) il est dit que « les inventions dites libres seraient celles qui seraient faites en dehors du service et en dehors du champ normal d'activité du salarié, et n'ayant en conséquence aucun rapport avec la nature de l'entreprise dans laquelle l'inventeur travaille ». Mais ceci n'est pas clair : l'invention libre peut parfaitement être réalisée « en service ».

159. — Le plus souvent, on l'a dit, l'invention libre est définie par à contrario ou par voie d'élimination. C'est ainsi par exemple, que le contrat syndical-national allemand, dans son article 9, II, C, mentionne que « les inventions qui ne rentrent ni dans la catégorie A (*Betriebserfin-*

(1) Tribunal d'Empire, 2 février 1887, *Journal des brev.*, 1889, p. 126.

(2) Bureau international du Travail, Genève, 2^e session, déc. 1929, 4^e question à l'ordre du jour, CCTI, II, 10.

dungen), ni dans la catégorie B (Dienstfindungen), sont des inventions libres (freie Erfindungen) » (1).

160. — La loi autrichienne révisée en 1925, malgré l'abondance et la minutie de sa réglementation, ne définit point, au moins directement, l'invention libre : elle s'attache, dans les paragraphes 5 a et suivants, exclusivement à l'invention de service, à laquelle elle oppose, sans la nommer, l'invention libre. Les législations japonaise, espagnole, suisse, notamment, ne procèdent point autrement.

161. — Enfin, dans le même ordre d'idées, nous évoquons, aux Etats-Unis, la très remarquable décision d'une Cour d'appel de district, datée du 24 mai 1932 (2), confirmant en tous points la jurisprudence antérieure, et où la loi américaine est citée et appliquée sous la forme d'une proposition ainsi conçue : « Les inventions faites par les employés en dehors de leurs heures de travail, sans utiliser les matières ou le matériel appartenant à l'employeur, et sans avoir de rapport avec les devoirs de l'employé, sont la propriété de l'employé, sans que l'employeur puisse intervenir. » Au sujet de cette proposition, la Cour d'appel déclare : « Cette proposition est tellement évidente qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit confirmée par des décisions antérieures. »

SECTION III. — ATTRIBUTION DU DROIT DE JOUISSANCE SUR L'INVENTION LIBRE ET TEMPÉRAMEMENTS

162. — Question qui n'est abordée ici que pour mémoire, car, s'il s'agit réellement d'une invention libre, le salarié

(1) *Arbeitgewerbermanband der chemischen Industrie Deutschlands. Reichstarifvertrag für die akademisch gebildeten Angestellten der chemischen Industrie (Mit der Vereinbarung vom 13 Juli 1927 und der Schlichtungsordnung nach Massgabe dieser Vereinbarung). V. Unveränderte Auflage, 1930.*

(2) *Cas Dubilier Condenser Corporation, relaté dans 59 Fed. (2 d), 381.*

pourra prétendre au droit de jouissance sur celle-ci, le tout; bien entendu, sous les restrictions et réserves sus-indiquées et qui ressortent de l'équité et d'une juste appréciation des droits et obligations de chacun dans les rapports de travail et de la vie en commun dans la même maison — usine ou atelier.

Nous avons consacré les trois premiers Titres de cet ouvrage à discuter, suivant notre point de vue, comment s'établissait la question ; par contre, dans les deux derniers Titres nous avons groupé les lois, la jurisprudence, les coutumes, les projets de réforme et les tendances dans les différents pays, exposant ainsi d'une façon aussi impartiale que possible l'ensemble des différentes conceptions, même les plus opposées, que notre documentation nous a permis de réunir et nous réservant de préciser nos opinions personnelles en conclusion.

TITRE IV

Loi, Jurisprudence, Coutume

PREAMBULE (n° 163 et s.).

CHAPITRE PREMIER. — *LEGISLATIONS ETRANGERES* (n° 165 et s.).

SECTION I. — *ESSAI DE CLASSIFICATION* (n° 165 et s.).

SECTION II. — *LES LEGISLATIONS ETRANGERES AVANT ET APRES LA GUERRE DE 1914-1918* (n° 170 et s.).

SECTION III. — *ETUDE ANALYTIQUE ET CRITIQUE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS LEGISLATIVES EXISTANTES* (n° 175 et s.).

CHAPITRE II. — *JURISPRUDENCE* (n° 178 et s.).

SECTION I. — *PAYS AYANT UNE LEGISLATION PARTICULIERE SUR LA QUESTION* (n° 179 et s.).

A) <i>Autriche</i> (n° 180).	G) <i>Pays-Bas</i> (n° 186).
B) <i>Espagne</i> (n° 181).	H) <i>Pologne</i> (n° 187).
C) <i>Finlande</i> (n° 182).	I) <i>Yougoslavie</i> (n° 188).
D) <i>Grèce</i> (n° 183).	J) <i>Suisse</i> (n° 189).
E) <i>Hongrie</i> (n° 184).	K) <i>Tchécoslovaquie</i> (n° 190).
F) <i>Japon</i> (n° 185).	L) <i>U. R. S. S.</i> (n° 191).

SECTION II. — PAYS SANS LÉGISLATION PARTICULIÈRE MAIS AYANT
UNE LÉGISLATION SUR DES CAS SPÉCIAUX (n° 192 et s.).

A) <i>Danemark</i> (n° 193).	B) <i>Etats-Unis</i> (n° 194).
------------------------------	--------------------------------

SECTION III. — PAYS SANS LÉGISLATION PARTICULIÈRE MAIS
AYANT DES PROJETS DE LOI À L'ÉTUDE (n° 195 et s.).

A) <i>Allemagne</i> (n° 196).	D) <i>Luxembourg</i> (n° 199).
B) <i>France</i> (n° 197).	E) <i>Suède</i> (n° 200).
C) <i>Italie</i> (n° 198).	

SECTION IV. — PAYS SANS LÉGISLATION PARTICULIÈRE ET SANS
PROJET DE LOI EXACTEMENT DÉFINI (n° 201 et s.).

A) <i>Belgique</i> (n° 202).	D) <i>Irlande</i> (n° 205).
B) <i>Canada</i> (n° 203).	E) <i>Norvège</i> (n° 206).
C) <i>Grande-Bretagne</i> (n° 204).	F) <i>Portugal</i> (n° 207).

SECTION V. — REMARQUES PARTICULIÈRES (n° 208).

CHAPITRE III. — CONTRATS ET COUTUMES (n° 209 et s.).

SECTION I. — CONTRATS COLLECTIFS (n° 209 et s.).

Pays ayant une législation particulière sur la ques-
tion (n° 210).

Pays sans législation particulière mais ayant une
législation sur des cas spéciaux (n° 211).

Pays sans législation particulière mais ayant des
projets de loi à l'étude (n° 212).

Pays sans législation particulière et sans projet de
loi exactement défini (n° 213).

SECTION II. — CONTRATS INDIVIDUELS (n° 214 et s.).

<i>France</i> (n° 215).	<i>Suisse</i> (n° 216).
-------------------------	-------------------------

Préambule

163. — On reproche parfois à ceux qui, en France, étudient une question, de ne point, le plus souvent, se préoccuper suffisamment des dispositions législatives ou autres qui, au delà des frontières, réglementent ladite question, — autrement dit, de négliger par trop la leçon de l'étranger. Nous ne croyons point que ce grief puisse être adressé, ici, à qui que ce soit : jamais peut-être, il n'a été fait dans les traités, les articles, les procès-verbaux des congrès et des commissions, si grand usage — on pourrait presque dire : si grand abus ! — de citations, d'extraits de législation, jurisprudence et coutumes étrangères.

164. — Un réel profit a-t-il été, en l'espèce, tiré de ces multiples appels ou emprunts à des sources lointaines ? nous sommes tentés de penser qu'une réponse très prudente doit être faite à la question : tout d'abord, en effet, il est arrivé parfois que les intéressés se sont contentés de la reproduction plus ou moins fidèle de travaux ou de documents de seconde main, c'est-à-dire de traductions ou d'abrégés de documents originaux, sans prendre le soin de se reporter aux textes eux-mêmes ; d'autre part, la documentation en question est si abondante, si touffue qu'il est presque impossible de faire appel en même temps à toutes ses ressources pour pouvoir, dans un temps raisonnable, en tirer des conclusions certaines, complètes et définitives. En ce qui nous concerne et, dans la mesure du possible, nous avons tenté de parer à ces inconvénients : tout d'abord, on trouvera, en *Annexes*, les *textes originaux* dont nous nous sommes servis pour toute notre étude ; en outre, toutes les fois qu'il a paru possible, nous nous sommes efforcés d'offrir au lecteur

moins un aperçu déjà reproduit ailleurs, qu'une indication personnelle de nature à orienter ou à faciliter ses recherches. C'est sous le bénéfice de ces quelques remarques que nous abordons les développements consacrés au présent titre.

CHAPITRE PREMIER

Législations étrangères

SECTION I. — ESSAI DE CLASSIFICATION

165. — Le nombre et la diversité des dispositions rencontrées dans les lois étrangères interdisent à peu près tout essai rationnel de classification de ces dernières. Nous pensons intéressant, cependant, de procéder à une répartition sommaire en deux groupes :

166. — *1^{er} groupe : Pays possédant une législation particulière :*

Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Japon, Pays-Bas, Pologne, Yougoslavie, Suisse, Tchécoslovaquie, U. R. S. S.

167. — A cette liste, il convient d'ajouter des pays qui, sans avoir une législation particulière, ont eu, cependant, à se préoccuper de cas spéciaux, tels :

Le Danemark et les Etats-Unis, à propos *des fonctionnaires et employés d'administrations publiques*,

et la France, la Grande-Bretagne, etc., à propos de certaines catégories de fonctionnaires, les fonctionnaires des départements de la Guerre et de la Marine — (France : circulaire du Ministère de la Guerre du 15 mai 1909 et du Ministère de la Marine du 2 mars 1911 — Grande-Bretagne : règlement du Roi pour l'Armée et la Réserve, 1928). Mais nous nous éloignons progressivement de la loi, et ces der-

niers règlements, trouveraient tout aussi bien leur place parmi les contrats collectifs (1).

168. — 2^e groupe : *Pays n'ayant pas encore de législation particulière, mais ayant actuellement des projets à l'étude :*

Tels sont :

L'Allemagne, la France, le Luxembourg, l'Italie, la Suède, auxquels il y a lieu d'ajouter les pays qui, sans avoir à proprement parler, élaboré de projet de loi sur la question, ont eu cependant à s'en occuper, soit pour l'établissement de contrats collectifs, soit à la suite de vœux, généralement formulés par des salariés. Ces pays sont :

La Belgique, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Norvège, le Portugal, la Roumanie.

169. — Nous ne citons que pour mémoire : le Brésil et la Bulgarie, qui n'ont, pour ainsi dire, pas eu à s'occuper de la question.

SECTION II. — LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES AVANT ET APRÈS LA GUERRE DE 1914-1918

170. — Avant la guerre de 1914-1918, un nombre, relativement peu élevé de pays possédait une législation — d'ailleurs peu importante — sur la question. On peut citer, notamment :

L'Autriche : loi de brevets, du 11-1-1897, article 5 ;

La Finlande : décret du 21-1-1898 ;

La Hongrie : loi du 7-7-1895, n° XXXVII.

(1) On pourrait rappeler ici les décrets que, pendant la guerre 1914-1918, certains pays ont cru devoir prendre, et qui concernent les inventions intéressant la défense nationale ou l'intérêt public. — Certains pays ont, à la fin des hostilités, abrogé ces dispositions (France), d'autres les ont soit purement et simplement laissées en vigueur (Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Japon, Pays-Bas, Pologne), soit régularisées par un nouveau décret (Italie : décret du 16 octobre 1924) (cf. *Chambre des Députés* (13^e législ.) n° 1690, pp. 111 et s.).

La Suisse : loi fédérale du 30 mars 1911, Code civil, livre V, Droit des obligations, articles 343, et disposition du Conseil fédéral du 27-11-1894 réglant les inventions faites par les fonctionnaires ou les employés fédéraux, dans le domaine de leur activité officielle.

171. — Tous ces textes, reproduits aux Annexes, d'une manière générale, sont *favorables aux employeurs*. Or, tous *datent de la période des grandes inventions* : n'y a-t-il point là une constatation des plus significatives, et un argument de premier ordre à opposer aux polémistes qui, parmi les travailleurs intellectuels, prétendent qu'une réglementation de la question, accordant une protection trop importante à l'entreprise ou à l'employeur, paralyserait à jamais l'activité inventive des salariés.

172. — Survient la guerre de 1914-1918 ; nous en avons étudié les effets, notamment dans l'Introduction (*supra*, n° 20), au point de vue de la collaboration devenue si nécessaire, si étroite entre le capital et le travail. Or, — nouvelle constatation non moins curieuse que la précédente, — c'est précisément le temps où le problème se complique, que choisit le salarié, auteur d'inventions, pour faire valoir ses revendications, tenter de se faire reconnaître un droit personnel et isolé, Pourquoi ?

173. — Laissons de côté les tendances individualistes à outrance, les raisons démagogiques, qui ont pu guider le salarié dans cette voie, et bornons-nous à jeter les yeux, sur les dispositions législatives, nées après guerre cette fois, dans les différents pays :

Certains pays possédant déjà une législation sur la question, comme l'Autriche, l'ont modifiée et améliorée, au point de vue du salarié (loi du 30 septembre 1925).

D'autres, comme l'Espagne, poussés par un mouvement social, révolutionnaire, ont voté précipitamment une loi, telle celle du 21 novembre 1931 (articles 24 et 25) laquelle reste d'ailleurs encore assez favorable aux employeurs.

La Grèce vote la loi du 24 septembre 1920 (article 4) ;

Le Japon, la loi du 29 avril 1921 (article 14) ;

Les Pays-Bas, les lois du 15 janvier et du 15 octobre 1921 (article 10) ;

La Pologne, la loi du 22 mars 1928 (article 17) ;

L'U. R. S. S., la loi du 12 septembre 1924, n° 9 (articles 36 et 37), modifiée par la loi du 9 avril 1931.

Ce n'est pas tout : d'autres pays — et non des moindres, ou des moins intéressés à la question, — tels l'Allemagne, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, la Suède et la Tchécoslovaquie, — ont mis en chantier des projets de loi dont la discussion s'éternise. Le projet allemand a paru au *Journal du Travail* en 1923 ; le projet de loi français est à l'étude depuis bientôt 15 ans ; le projet de la Hongrie date de 1916 ; celui de l'Italie des 16 avril et 8 juin 1926, le Luxembourg a fait une pétition en faveur d'une loi depuis le 25 mars 1922 ; la Suède examine un projet depuis 1919 ; la Tchécoslovaquie étudie également depuis longtemps des modifications à apporter à la loi autrichienne de 1897.

Les revendications de toutes sortes ont beau jeu en présence d'une situation aussi étrange, aussi complexe, aussi indécise. Chacun parle haut, et la confusion règne partout.

174. — Et les plus forts, et les intéressés eux-mêmes n'ont pas fait mieux. L'Allemagne dont on connaît l'esprit de méthode, de discipline, de recherches, n'a pas pu mettre encore debout une réglementation définitive, malgré sa loi sur les brevets du 7 avril 1891, sa constitution du 11 août 1919 et sa loi récente du 7 décembre 1923. Il en est de

même des contre-projets de l'Union des Employés techniques, de l'Union des Chimistes et Ingénieurs employés, des contrats collectifs de l'industrie chimique du 27 avril 1920, des contrats de Mannheim du 14 mai 1925, de Chemnitz du 7 avril 1926, de la Fédération des Employés supérieurs des Industries allemandes d'octobre 1928, des vœux du Congrès de Nuremberg de la Fédération des Employés supérieurs de Vela en mai 1929. Maquis d'une complexité inextricable, et où chacun veut la formule qui lui convient le mieux !

La Norvège, consultée, a jusqu'ici considéré une loi sur la question comme peu nécessaire et surtout inopportune. Ne serait-ce pas là la sagesse ?

SECTION III. — ETUDE ANALYTIQUE ET CRITIQUE

DES PRINCIPALES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EXISTANTES

175. — Nous avons déjà par les explications qui précèdent, laissé entrevoir notre sentiment au sujet des législations actuellement existantes. Il n'entre pas dans notre pensée de reprendre ici, en détail, chacune de leurs dispositions.

Nous avons préféré, chaque fois que l'occasion s'en est présentée au cours de ce travail, citer un exemple emprunté à ces textes, qu'on trouvera d'ailleurs intégralement reproduits en Annexes par pays.

176. — Nous recommandons particulièrement à l'attention du lecteur la minutie de la réglementation autrichienne, les dispositions quasi-révolutionnaires de la loi espagnole, l'élégance un peu sobre des solutions suisses. Les dispositions de la loi russe qui rappellent celles de la jurisprudence allemande et dont la conception se rapproche de celle des Etats capitalistes du reste du monde, malgré la nouvelle forme donnée à cette loi le 9 avril 1931.

177. — D'une manière générale d'ailleurs, ces législations après avoir affirmé certains principes d'ordre général, qui cependant ne tranchent pas la question, se sont attachées à des questions de détail, sans grande influence sur la conclusion de cette étude.

CHAPITRE II

Jurisprudence

178. — Les principaux recueils dans lesquels, pour chaque pays, on peut spécialement trouver des décisions de jurisprudence intéressantes, sont les suivants :

En Allemagne : la *Revue des Brevets, Marques et Modèles*.

En Autriche : le *Journal des Brevets*.

En France : les *Annales de la propriété industrielle* (Pataille).

En Grande-Bretagne : le *Recueil des Arrêts sur les affaires de Brevets, Marques et Modèles*.

En Espagne : le *Recueil des Arrêts du Tribunal Suprême*.

Aux Etats-Unis : la *Gazette Officielle des Brevets*.

En Italie : le *Moniteur du Tribunal* ; la *Jurisprudence italienne*.

En Suisse : le *Recueil Officiel du Tribunal Fédéral*, etc.

Ne pouvant donner même une idée du nombre et de l'importance des décisions rendues en tous pays, nous nous bornons à reproduire ici par pays certains exemples typiques de décisions ou parfois un aperçu général. Nous avons groupés les pays par sections, suivant la division, toute arbitraire d'ailleurs, établie dans le chapitre précédent.

SECTION I

179. — Nous commencerons par analyser la jurisprudence des pays possédant une législation particulière sur la question :

180. — A) *Autriche*. — Des décisions judiciaires faisant application de la loi de 1925 dans les contestations entre employeurs et salariés, naissant en application des paragraphes 5 b à 5 l de la loi, sont du ressort des tribunaux de prud'hommes (paragraphe 5 m). Nous n'avons eu connaissance que d'une seule affaire élevée jusqu'à la Cour Suprême de Vienne (insérée dans le *Journal des brevets autrichiens*, n° 6 de l'année 1932, page 87) et bien qu'elle ne se rapporte pas exactement au problème des inventions des salariés, il apparaît qu'elle est voisine du cas des inventions de service :

« Les professeurs A. et B., ayant été chargés par la Société C., d'étudier la possibilité de régler automatiquement l'addition de chlore nécessaire pour la désinfection de l'eau. Après une recherche assez longue, A. et B. faisaient connaître à C., qu'ils avaient, à leur avis, trouvé un procédé susceptible d'être breveté. Sur quoi, C. écrivait, le 7 mars 1930, à A. et B., de vouloir bien déposer l'invention à ses frais à l'Office des brevets autrichien. A. et B. ayant déposé l'invention, mais à leurs propres frais, se déclarèrent prêts à céder l'exploitation de l'invention à C., moyennant le paiement d'une redevance de licence à débattre et réclamaient, en outre, comme rémunération appropriée, pour le travail exécuté sur la demande de C., une somme de s : 4.000. — C., refuse en donnant comme motif que A. et B., s'étaient appropriés, par la déclaration de brevet à leur nom et pour leurs propres droits, le résultat scientifique et technique du travail à eux confiés, et au succès duquel le commettant, tout comme la concurrence, ne pouvaient participer qu'au moyen d'un contrat à titre onéreux. »

La Cour Suprême confirma le 26 novembre 1932 les jugements des Tribunaux inférieurs et de la Cour d'Appel :

« Si l'objet d'un contrat d'usine est la solution d'un problème technique pour les usages de l'exploitation industrielle du commettant, et si celui-ci qui est chargé de ce travail trouve cette

solution, la dépose pour lui pour être brevetée, et subordonne son autorisation pour l'exploitation par le commettant, à une autre convention non prévue dans le contrat d'usine au sujet d'un dédommagement particulier (frais de licence). à lui payer pour cette exploitation, le contrat d'usine n'est pas exécuté et le dédommagement n'est pas dû d'après ce contrat. »

Ce cas est si voisin de celui d'une invention de salarié qu'il était intéressant de le citer.

181. — B) *Espagne*. — La jurisprudence en Espagne ne comprend que les arrêts du Tribunal Suprême; équivalent de la Cour de Cassation en France, les sentences des autres tribunaux, Première Instance et Cour d'Appel, en étant exclues.

Nous n'avons pas relevé de cas particulier, notamment après l'apparition de la loi de novembre 1931. Nous rappelons qu'avant cette loi, les contrats particuliers faisaient la loi des parties.

182. — C) *Finlande*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

183. — D) *Grèce*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

184. — E) *Hongrie*. — La jurisprudence se borne à l'interprétation de la loi; elle l'interprète d'ailleurs dans un sens plutôt favorable aux salariés. C'est ce qui se dégage de l'examen des décisions judiciaires dans le rapport sur la première période décennale d'activité de l'Office des brevets hongrois (Budapest, 1907).

185. — F) *Japon*. — La question des droits des salariés sur leurs inventions, donne lieu à de fréquentes contestations entre employeurs et salariés. Malgré cela, il n'y a pas encore eu de décisions de jurisprudence, ces contestations étant le plus souvent réglées à l'amiable par des conventions

et arrangements avant que l'affaire en question arrive devant les tribunaux.

186. — G) *Pays-Bas*. — La jurisprudence appliquant les règlements établis par la loi et spécialement par l'article 10, est assez restreinte. On a cru pouvoir en conclure, étant donnée la durée d'application déjà longue de ces règlements à une certaine perfection de ceux-ci. Le fait est à retenir. Il y a lieu toutefois de citer les arrêts suivants :

a) *Tribunal de La Haye*, 23 octobre 1916 (W. 10087) :

« De la circonstance que l'invention a été faite pendant le service il ne s'ensuit pas qu'on se trouve dans le cas où pour une invention faite par l'employé, le brevet revient, selon la loi à l'employeur. Les termes de la loi exigent pour cela que la nature de l'emploi soit telle que l'employé ait à se servir de ses connaissances spéciales pour faire des inventions analogues à celle à laquelle le brevet se rapporte ; ceci comprend donc que l'employeur doit avoir chargé l'employé (expressément ou tacitement) par ou en vertu du contrat, de chercher à faire des inventions analogues à celle qui a été faite, de sorte que l'employé se rendrait coupable de mauvais services en ne faisant pas pareilles recherches. »

b) *Conseil des brevets*, 20 avril 1922 (I. E. 1922-61) :

« Le brevet revient seulement à l'employeur dans le cas où faire des inventions appartient aux devoirs de l'employé. »

187. — H) *Pologne*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

188. — I) *Yougoslavie*. — La jurisprudence concernant le sujet est excessivement rare. Dans les jugements publiés par l'Office de Belgrade, on trouve cependant une décision s'y rapportant, ce jugement fait application de la loi :

« Dans le cas en litige l'employeur est tenu de prouver les circonstances mentionnées au paragraphe 12, alinéas 2 et 3, de la loi, s'il veut utiliser pour lui l'invention de son employé » (*Décision de la Cour d'Appel du 30 janvier 1926*).

189. — J) Suisse. — Le *Recueil Officiel du Tribunal Fédéral* ne renferme que deux arrêts relatifs à la question : (D^r Meyer c/ Terpena A. G., 26 mai 1931, R. O., 57, II, page 304) ; (Kaufmann c/ Schüler, 11 mai 1918, R. O., 44, II, page 93 *in fine*).

Encore ces deux arrêts ne traitent-ils qu'accessoirement de la question et ne présentent-ils que peu d'intérêt.

190. — K) Tchécoslovaquie. — Quelques jugements ont été relevés et commentés par Hüttner (1), ils sont assez rares et souvent contradictoires. Dans l'ensemble, la jurisprudence attribue à l'entreprise la propriété de l'invention réalisée par le salarié spécialement engagé en vue de cette invention. Un jugement de 1904 stipule :

« Que l'entreprise qui s'est réservée la propriété entière des inventions du salarié pendant son service, a seule le droit de demander un brevet. »

191. — L) U. R. S. S. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

SECTION II

192. — Il y a lieu d'examiner ensuite les pays qui, sans avoir une législation particulière, ont eu cependant à légiférer sur des cas spéciaux :

193. — A) Danemark. — Les décisions des tribunaux danois se basent, dans chaque cas, sur les circonstances particulières des conventions et contrats liant les parties. C'est ainsi, qu'entre autre, la Cour Suprême de justice a rendu la décision suivante :

(1) *Les lois pour la protection de la propriété industrielle* (Reichenberg, 1923, p. 287).

« On avait promis à un ingénieur employé à la Société anonyme Burmeister et Wain, une rémunération pour les inventions susceptibles d'être brevetées qu'il ferait dans son service. Dans une addition datée de 1904, audit contrat, il fut stipulé que la rémunération en question pour les inventions brevetées, serait finalement fixée par la Direction de la Société, en tenant compte de l'importance qu'aurait, pour la Société, l'invention considérée.

« En conséquence, la Direction accorda à l'ingénieur une rémunération de 5.000 couronnes pour diverses inventions présentant une certaine importance pour la construction de bateaux à moteur commencée par la Société.

« Cependant, en raison de ce que la lettre adressée à l'ingénieur dans laquelle étaient exposés les motifs qui avaient déterminé la fixation de la somme en question, contenait différentes erreurs et inexactitudes, cette fixation fut considérée comme n'ayant pas été établie conformément à l'addition du contrat précitée, et, à la suite d'une expertise, la rémunération fut portée à 45.000 couronnes. »

Ainsi qu'on peut le voir, les tribunaux s'attachent plutôt aux faits spéciaux, qu'à l'établissement de principes généraux.

194. — B) *Etats-Unis*. — La législation sur les brevets est, aux Etats-Unis, de la compétence du Gouvernement fédéral. Mais cette législation n'a pas défini les droits du salarié sur son invention, sauf le cas particulier d'employés de certains Ministères du Gouvernement américain. Ce sujet a souvent été porté devant le Tribunal Suprême et les tribunaux de district.

Sur les droits respectifs d'un employé inventeur et de son employeur, les principes généraux sont établis de la façon suivante dans le cas typique de *Solomons c/ Etats-Unis*, tranché par le Tribunal Suprême des Etats-Unis :

« ...Un employé, qui s'acquitte de tous les devoirs qui lui incombent dans son service peut exercer ses facultés inventives dans le sens qu'il choisit, avec l'assurance que quelle que soit

L'invention qu'il peut ainsi faire et mettre au point, elle est sa propriété individuelle. Il n'y a aucune différence entre le Gouvernement et tout autre employeur sous ce rapport. Mais cette règle générale est soumise aux restrictions suivantes : si quelqu'un est employé pour étudier ou perfectionner un instrument ou un moyen d'obtenir un résultat prescrit, il ne peut, après avoir accompli avec succès la tâche pour laquelle il avait été employé, réclamer aucun droit à ce succès vis-à-vis de son employeur. La chose pour laquelle il a été employé et payé, devient, lorsqu'elle est réalisée, la propriété de son employeur. Tous les droits qu'il a pu avoir à titre individuel quant à ses capacités inventives et à ce qu'il peut réaliser par ses capacités, il les a vendus d'avance à son employeur. Ainsi et aussi, si quelqu'un est employé d'une autre personne pour un certain genre de travail et s'il découvre un procédé ou instrument perfectionné pour faire ce travail et s'il utilise la chose de son employeur et les services d'autres employés pour étudier son invention et lui donner une forme pratique et s'il consent explicitement à ce que son employeur fasse usage de cette invention, un jury ou un tribunal, ayant à juger les faits, est dans le vrai en estimant qu'il a ainsi reconnu l'obligation de service découlant de son emploi et les bénéfices résultant du fait qu'il a fait usage de la chose et de la collaboration des coemployés de son employeur, assez pour avoir donné à cet employeur une licence irrévocable pour l'utilisation de cette invention (137, U. S. 342-11 S. Ct. 88, 34 L., Ed. 667).

Ce cas a été décisif et est cité dans beaucoup d'autres cas ultérieurs en litige. La loi tirée des principes de la jurisprudence sur ce sujet est indiquée dans l'*Encyclopédie de la Loi et de la Procédure*, volume XXX, page 880, de la façon suivante :

« ...Une Société qui emploie un spécialiste pour apporter des perfectionnements à ses machines, n'a pas le droit d'exiger que les brevets obtenus par ce spécialiste pour les perfectionnements ainsi réalisés, lui soient transférés, en l'absence d'accord à ce sujet. »

A l'appui de cette première partie de l'exposé les cas suivants sont cités :

« Sendelbach c/ Gillette, 22 App. Cas. (D. C.) 168 ; Burr c/ De La Vergne, 102 N. Y. 415, 7 N. E. 366 ; Burden c/ Burden Iron C^o, 39 Misc (N. Y.) 559, 80 N. Y., Suppl. 390 ; Gill c/ U. S. 160, U. S. 426, 16 S. Ct. 322, 40 L., ed. 480 ; Dalzell c/ Dueber Watch Case Mfg. C^o, 149 U. S. 315, 13 S. Ct 886, 37 L., ed. 749 ; Hapgood c/ Hewitt, 118 U. S. 226, 7 S. Ct. 193, 30 L., ed. 369 ; Barber c/ National Carbon C^o, 129 Fed 370, 64, C. C. A. 40, 5 L.R.A.N.S. 1154 ; Pressed Steel Car C^o c/ Hansen, 128 Fed, 444 (confirmé dans 137 Fed. 403, 71 C. C. A., 207, 2 L. R. A. N. S. 1172) ; Taylor c/ Wood, 23 Fed., Cas. N^o 13, 808, 1 Ban & A. 270, 12, Blatcheff, 100. 8 Off. Gaz. 90 ; Whiting c/ Graves, 29 Fed., Cas. 17, 577, 3 Ban & A. 222, 13 Off. Gaz. 455. »

Il est également dit que :

« Un employé qui s'acquitte de tous les devoirs qui lui incombent dans son service peut exercer ses facultés inventives dans le sens qu'il choisit, avec l'assurance que quelle que soit l'invention qu'il peut ainsi faire et mettre au point, elle est sa propriété individuelle. La Compagnie a toutefois un droit de licence implicite pour faire usage de l'invention et la vendre. »

A l'appui de cette dernière partie de l'exposé les cas suivants sont cités :

« Gill c/ U. S. 160, U. S. 426, 16 S. Ct. 322, 40 L., ed. 480 ; Keyes c/ Eureka Consol. Min. C^o, 158 U. S. 150, 15 S. Ct. 772, 39 L., ed. 929 ; Lane, etc. C^o c/ Locke, 150 U. S. 193, 14 S. Ct. 78, 37 L., ed. 1049 ; Solomons c/ U. S., 137 U. S. 342, 11. S. Ct. 88, 34 L., ed. 667 ; Hapgood c/ Hewitt, 119 U. S. 226, 7 S. Ct. 193, 30 L., ed. 369 ; Blauvelt c/ Interior Conduit, etc. C^o 80 Fed. 906, 26 C. C. A. 243 ; Whiting c/ Graves, 29 Fed., Cas. N^o 17.577, 3 Ban & A. 222, 13 Off. Gaz. 455 ; Bonathan c/ Bowmanville Furniture Mfg. C^o 31. U.C.Q.B. 413. »

Dans un cas très récent, décidé le 24 mai 1932 par une Cour d'appel de district : *Etats-Unis c/ Dubilier Condenser Corporation* (59 Fed (2 d) 381), la loi concernant les inven-

tions des salariés est citée et appliquée dans les propositions suivantes qui ont confirmé maints jugements des tribunaux des Etats-Unis :

Proposition I. — « Les inventions faites par les employés en dehors de leurs heures de travail, sans l'utilisation de matières ou de matériel appartenant à l'employeur et n'ayant aucun rapport avec les devoirs de l'employé, sont la propriété de l'employé, sans que l'employeur puisse intervenir. »

« Cela est tellement évident qu'il n'est pas nécessaire que cela soit confirmé par des décisions précédentes ».

Proposition II. — « Les inventions provenant des devoirs de l'employé ou faites en rapport avec ces devoirs et incidemment avec ceux-ci par un employé dont les devoirs ne comprennent pas de recherches ou de travail inventif (et, nous ajouterons, en l'absence de contrat à ce sujet) sont la propriété de l'employé ; toutefois l'employeur a un droit de privilège ou une licence non exclusive lui permettant d'utiliser l'invention. »

« Cela est également évident, mais à cause des rapports étroits qui se présentent parfois en pareil cas, relativement à l'emploi et aux devoirs de l'employé, nous citerons les décisions antérieures suivantes :

Hapgood c/ Hewitt, 119 U. S. 226, 7 S. Ct. 193, 30 L., ed. 369 ; Dalzell c/ Dueber Watch-Case Mfg. C^o, 149 U. S. 315, 13 S. Ct. 886, 37 L. ; ed. 749 ; Pressed Steel Car C^o c/ Hansen (C. C. A.) 137 F. 403, 2 L. R. A. (N. S.) 1172 ; Ingle c/ Landis Tool C^o (C. C. A.) 272 F. 464 ; Amdyco Corp. c/ Urquhart (D. C.) 39 F. (2 d) 943 ; Id. (C. C. A.) 51 F. (2 d) 1072 ; Moffett c/ Fiske, 60 App. D. C. 281, 51 F. (2 d) 868. »

Proposition III. — « Les inventions d'un employé qui a été employé ou désigné spécialement pour les faire sont la seule propriété de l'employeur ». Cette proposition est approuvée par la Cour dans le cas Dubilier, conformément aux décisions antérieures suivantes :

« Solomons c/ Etats-Unis, 137 U. S. 342, 11 S. Ct. 88, 34 L., ed. 667 ; Gill c/ Etats-Unis, 160 U. S. 426, 16 S. Ct. 322, 40

L., ed. 480 ; Standard Parts C° c/ Peck, 264 U. S. 52, 44 S. Ct. 239, 68 L. Ed. 560, 32, 2, L. R. 1033 ; Etats-Unis c/ Houghton (C. C. A.) 23 F., 2 d. 386 ; Magnetic Mfg. C° c/ Dings Magnetic Separator C° (C. C. A.) 16. F., 2 d. 739. »

Le cas *Etats-Unis c/ Dubilier Condenser Corporation* élevé jusqu'à la Cour Suprême des Etats-Unis a été tranché par un arrêt du 10 avril 1933 que, vu son extrême importance, il nous a paru indispensable de citer et qui confirme les arrêts des juridictions inférieures :

1°) *Brevets.* — Employeurs et employés. — « Une personne employée pour faire une invention, qui réussit, pendant son temps de service, à accomplir cette tâche, est dans l'obligation de transférer à son employeur tout brevet obtenu. La raison est qu'il n'a fait que produire ce qui correspondait à l'emploi qu'il avait d'inventer. Son invention est l'objet précis du contrat d'emploi.

2°) *D°.* — Au contraire, si l'emploi est général, même s'il s'étend sur un champ d'activité et d'efforts conformément auquel l'employé a conçu l'invention pour laquelle il a obtenu un brevet, le contrat ne doit pas être interprété dans un sens tellement large qu'il comporte l'obligation du transfert du brevet ».

3°) *Droit de vente.* — « La reconnaissance de la nature de l'acte d'invention définit aussi les limites de ce qu'on entend par droit de vente, droit qui, en résumé, est celui d'un serviteur, travaillant pendant ses heures d'emploi avec les matières premières et l'outillage de son maître, qui conçoit et met au point une invention pour laquelle il obtient un brevet ; il doit accorder à son maître une licence non exclusive d'exploitation de l'invention » (*Gazette officielle des brevets des Etats-Unis*, 2-5-1933, vol. 430, page 3).

Dans l'ouvrage de Walker sur les brevets, la question des licences est entièrement traitée à fond et un essai est fait pour établir la loi à ce sujet telle qu'elle est applicable à l'employeur et à l'employé dans différentes circonstances. Il y a de nombreuses citations de jugements des tribunaux,

mais en pratique toutes ces citations se retrouvent dans les décisions dont nous avons parlé plus haut.

Nous mettons en Annexe un intéressant exposé sur la jurisprudence aux Etats-Unis où l'on pourra retrouver détaillées les décisions citées ci-dessus.

SECTION III

195. — Pays n'ayant pas encore de législation particulière, mais ayant actuellement des projets à l'étude :

196. — A) *Allemagne.* — Les décisions du Tribunal d'Empire et de l'Office des brevets sont excessivement nombreuses. De l'ensemble se dégage une réglementation assez complète de la question sur laquelle s'appuient les différents contrats syndicaux. Cette réglementation a subi depuis sa formation certaines modifications. L'ancienne jurisprudence distinguait seulement deux groupes d'inventions de salariés, les inventions dites « d'établissement » appartenant à l'entreprise et les inventions dites « libres » appartenant au salarié.

Petit à petit, la notion d'invention d'établissement a évolué, les tribunaux l'ont abandonnée disjoignant en s'appuyant sur les circonstances qui s'y trouvaient réunies, les inventions d'entreprise et les inventions de service. On distingue donc maintenant dans les arrêts de la jurisprudence, trois catégories d'inventions :

a) Les *inventions d'entreprise* sont réalisées par l'activité d'un ou de plusieurs salariés ayant eu à leur disposition les travaux préalables et l'expérience acquise par l'entreprise, sans qu'on puisse établir l'activité inventrice particulière d'un ou de plusieurs salariés, de telle manière qu'on ne puisse plus faire la distinction entre la part revenant à chacun des collaborateurs et la part revenant à l'entreprise elle-même : « il est essentiel que

l'invention ait été faite dans l'entreprise, et qu'on ne puisse désigner telle personne comme en étant l'auteur » (*arrêté du Tribunal d'Empire du 5 février 1930*) (1). Soit par exemple, une entreprise dans laquelle les résultats de l'expérience et les secrets de fabrication sont développés à un point tel, qu'une simple amélioration apportée par un salarié fera apparaître l'ensemble comme une invention brevetable. A qui attribuer les droits sur cette invention ? Au salarié qui a réalisé le perfectionnement final, parfois insignifiant et ne dépassant en aucun cas, une activité professionnelle dont avait fait preuve avant lui, tout le personnel qui avait exécuté le travail préliminaire ? Cela serait injuste, et c'est à l'entreprise que doit être attribuée cette invention équitablement, et c'est au patron, en qualité de chef de l'entreprise, que la jurisprudence octroie les droits sur l'invention. Les caractéristiques de l'invention d'entreprise ne sont pas si précisément exposées dans la jurisprudence que dans les contrats syndicaux ; cependant il apparaît dans les deux cas que la notion d'invention d'entreprise qu'ils définissent, est différente de celle établie par les documents de la Commission consultative des Travailleurs intellectuels du Bureau international du Travail. Alors que dans la classification de la Commission consultative des Travailleurs intellectuels, une invention d'entreprise « n'est pas le résultat d'une activité normale qu'on peut attendre du salarié », dans les classifications allemandes, « la réalisation d'une invention d'entreprise ne doit pas dépasser l'activité professionnelle ordinaire », conditions exactement opposées. L'invention d'entreprise, ainsi comprise, présente les mêmes caractéristiques que l'invention de service, mais la seconde condition nécessaire elle aussi, pour qu'il y ait invention d'entreprise, en fait apparaître les différences ; la nécessité d'une impossibilité de séparer la part d'invention du salarié de celle de l'entreprise. La même dénomination couvre donc des inventions de types totalement étrangers et même contradictoires — c'est, nous l'avons dit (nos 38, 39, 122), l'inconvénient de ces classifications arbitraires.

b) Les *inventions de service* sont réalisées par un ou plusieurs salariés déterminés, cette réalisation rentre dans le cadre des obligations professionnelles du ou des salariés. L'invention de

(1) *Arrêts du Tribunal d'Empire en matière civile*, volume 127, pp. 201 et s.

service appartient au patron, elle correspond très exactement à « l'invention d'établissement » de l'ancienne jurisprudence et nombreux sont les arrêtés rendus par le Tribunal d'Empire à son sujet.

L'employeur a un droit sur l'invention du salarié, non seulement si celui-ci « est tenu de par son contrat de service de s'appliquer à des inventions pour son patron » (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 22 avril 1898*) (1), mais aussi s'il a accepté, en dehors de toute disposition semblable du contrat de travail, le mandat donné par l'employeur de faire une invention déterminée (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 19 avril 1907*) (2) cependant, un concours pourvu d'une forte récompense, et s'adressant à tous les salariés ne peut être considéré comme un mandat adressé à chaque salarié en particulier, et l'invention dans ce cas est la propriété du salarié (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 22 avril 1898*, déjà cité).

Lorsqu'il n'y a ni mandat spécial donné au salarié, ni clause formelle du contrat de service fixant l'activité inventive du salarié, il peut y avoir malgré tout invention de service, si de l'ensemble des circonstances on peut dégager la volonté des parties de conclure l'engagement du salarié, dans le but de réaliser cette invention (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 20 avril 1899* (3), *du 4 mars 1903* (4), *du 9 juillet 1919* (5), *du 5 novembre 1930* (6). Dégager cette volonté des parties, et savoir dans quelle mesure l'invention du salarié est englobée dans le louage de service, est une simple question de fait. Sont importants à cet égard non seulement le domaine de travail de l'entreprise et du salarié, mais aussi le montant des appointements versés au salarié (*Arrêt du Tribunal d'Empire*, 5 octobre 1903) (7), l'utilisation du salarié dans l'entreprise, s'il remplit une fonction de direction ou une fonction subalterne (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 4 mars 1903*, déjà cité).

(1) *Revue des Brevets, Marques et Modèles*, 1898, pp. 142 et s.

(2) *Revue*, 1907, pp. 179 et s.

(3) *Revue*, 1900, pp. 337 et s.

(4) *Revue*, 1903, pp. 225 et s.

(5) *Revue*, 1919, pp. 132 et s.

(6) *Arrêts du Tribunal d'Empire*, vol. 127, p. 204.

(7) *Revue*, 1904, p. 38.

C'est ainsi qu'un contremaître, chargé de surveiller la fabrication technique d'une lampe à arc, n'ayant donc aucune obligation d'inventer des perfectionnements des produits fabriqués dans l'entreprise, a inventé une lampe à arc reposant sur des principes entièrement nouveaux : cette invention ne doit pas être considérée comme une invention de service (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 17 avril 1907*, déjà cité).

C'est ainsi également qu'un salarié employé dans une entreprise ayant pour but la production de l'aldéhyde benzoïque, en partant des sous-produits de fabrication de la saccharine, et qui découvre une façon nouvelle de produire l'aldéhyde benzoïque en partant d'autres matières, réalise ainsi une invention qui lui appartient en propre et qui n'est pas une invention de service (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 25 avril 1904*) (1).

Cependant la jurisprudence interprète en général le contrat dans un sens large, et les inventions sont des inventions de service, non seulement quand les obligations contractuelles du salarié comprennent l'activité inventive, mais aussi quand l'utilisation ou l'exploitation de l'invention réalisée rentre dans les cadres de l'activité de l'entreprise.

c) Les inventions libres sortent du cadre des obligations professionnelles du salarié et du domaine d'activité de l'entreprise ; la jurisprudence les définit comme les contrats syndicaux, en établissant qu'elles ne sont ni des inventions d'entreprise, ni des inventions de service (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 5 février 1930*, déjà cité), et attribue les droits sur ces inventions aux salariés. Les salariés peuvent en disposer à leur gré, le plus souvent, par accord antérieur passé avec les employeurs, ils doivent leur proposer leurs inventions libres (cf. *Contrat syndical national*, art. 9, II, c.). Le fait pour le salarié de réaliser son invention pendant les heures de service et dans les locaux de l'entreprise, ne donne droit à cette dernière qu'à des dommages-intérêts (*Arrêts du Tribunal d'Empire du 26 avril 1905* (2), de même l'utilisation des matières premières de l'entreprise (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 2 novembre 1887*, déjà cité).

Dans des décisions récentes le Tribunal d'Empire applique la législation sur les sociétés aux rapports entre l'employeur et

(1) *Revue*, 1904, p. 298.

(2) *Revue*, 1905, pp. 263 et s.

l'inventeur-salarié, lorsque l'entreprise a fourni les moyens, matières premières, etc., nécessaires à la réalisation de l'invention mais que cette invention en elle-même est en dehors du domaine d'activité de l'entreprise et des obligations de service du salarié. En vertu de ce droit, elle fixe un droit commun et, en cas de doute, par moitié, du patron et du salarié sur l'invention.

Alors que l'invention libre appartient toujours au salarié, et l'invention d'entreprise, toujours à l'entreprise, et que l'acquisition des droits sur ces inventions se fait directement, la question est très controversée de savoir si la propriété de l'entreprise sur ces droits se fait originairement ou dérivativement dans le cas d'une invention de service. La jurisprudence part du point de vue que le droit patrimonial sur l'invention passe, en vertu d'un contrat de l'inventeur au patron, au moment où il naît pour l'inventeur : « le droit de celui qui peut, par le dépôt d'une invention, acquérir un droit de brevet, est considéré déjà avant le dépôt et la délivrance du brevet comme un objet patrimonial, susceptible d'être lésé et cessible quant à son service. » (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 14 décembre 1903* (1)). La jurisprudence en adoptant cette théorie d'une transmission juridique, a inspiré le contrat syndical national, qui, à l'article 9, II, B, alinéa 2, établit que « les inventions de service passent au propriétaire de l'entreprise ». La doctrine (Isay : *la loi sur les brevets*, 5^e édition, pp. 121 et suiv.) se prononce au contraire pour une acquisition directe en faveur du patron, des droits sur l'invention. Des théories de l'acquisition directe ou de la transmission, il s'ensuit que toute mesure de disposition de l'inventeur-salarié, sur l'invention qu'il a réalisée, est illicite et que le dépôt d'un brevet pour cette invention se présenterait comme une « dépossession induue » donnant au chef d'entreprise, conformément aux articles 3 et 10 de la loi sur les brevets, le droit de faire opposition et d'introduire une action en nullité (*Décision de la Section des Recours de l'Office des brevets allemand, du 17 février 1904*) (2). La demande de brevet déposée indûment par le salarié, constitue une atteinte aux droits de l'employeur et un manque de confiance qui, comme « motif grave » dans le sens de

(1) *Revue*, 1904, p. 362.

(2) *Revue*, 1904, p. 187.

l'article 626 du Code civil justifie le congédiement immédiat du salarié (*Arrêt du Tribunal d'Empire du 17 novembre 1923*) (1).

Si le contrat d'engagement ne prévoit aucune rémunération spéciale à accorder au salarié pour une invention éventuelle, le Tribunal ne peut l'accorder pour des raisons d'équité. Il doit se borner à déterminer à qui l'invention appartient. Le montant des appointements accordés au salarié, par le contrat de service, ne peut servir comme critérium pour établir la volonté présumée des parties au sujet de l'inclusion de la rémunération dans les appointements du salarié (*Jugement de la Cour d'appel de Dresde, du 19 novembre 1910*) (2).

Par contre, s'il est fait mention d'une rémunération éventuelle dans le contrat d'engagement, le Tribunal est compétent pour la fixer (*Arrêts du Tribunal d'Empire du 31 janvier 1912*, (3), et du 19 avril 1907 (4).

L'étendue et l'importance des décisions judiciaires du Tribunal d'Empire semblent diminuer avec la multiplication des contrats syndicaux, mais la jurisprudence a profondément influencé l'élaboration des réglementations des droits respectifs des salariés et des patrons, sur les inventions des salariés et, à ce titre, son étude présentera toujours un puissant intérêt.

197. — B) *France*. — La jurisprudence, pour définir et délimiter les droits respectifs des patrons et des salariés sur les inventions réalisées par ces derniers, s'appuie sur les clauses du contrat de travail, et, en leur absence, sur la nature de l'emploi, l'étendue des engagements qu'il implique, en s'attachant aux principes généraux du droit en matière de contrat de travail et de louage de services industriels. Cette jurisprudence est, quant à la quantité, assez peu importante, on lui a reproché, quant à la qualité, son

(1) *Revue hebdomadaire de droit*, 1924, p. 1430.

(2) *Journal des marques de fabrique*, années 1911-1912, p. 123.

(3) *Revue*, 1911-1912, p. 310.

(4) *Revue*, 1907, pp. 179 et s.

manque de précision (1). On ne doit pas perdre de vue que les décisions des tribunaux portent sur des cas précis, qui sont excessivement variables, et pour lesquels ils doivent tenir compte de toutes les circonstances, elles-mêmes différentes. Cependant, en considérant l'ensemble de la jurisprudence, on peut essayer de réunir les solutions adoptées, en trois groupes correspondant à peu près aux trois types d'inventions de la classification internationale, inventions libres, inventions de service, inventions dites d'entreprise.

Le premier groupe de solutions accordant les droits sur les inventions aux salariés, correspond aux inventions libres.

Le second groupe accordant les droits sur les inventions aux patrons, correspond aux inventions de service.

Le troisième groupe accordant dans certains cas un partage des droits ou avantages des inventions entre les patrons et les salariés, proportionnellement à leurs apports dans la conception et la réalisation de cette invention, comprend les inventions qui n'étant ni purement des inventions libres ni purement des inventions de service correspondent approximativement aux inventions dites d'entreprise.

Cette classification et cette répartition des décisions jurisprudentielles donnent un aperçu schématique de la question sans cependant discerner toutes les nuances qu'elle comporte, de même qu'aux limites des inventions libres et des inventions d'entreprise, des inventions d'entreprise et de service, il y a des inventions que nous pourrions appeler marginales, difficiles à classer dans l'un ou l'autre de ces types d'invention ; de même les tribunaux rendent des arrêts, où la propriété de ces inventions marginales est accordée à l'une des parties, à charge de payer à l'autre, un

(1) En particulier, voir les critiques de M. Paul Pic, dans une longue note sous *Dalloz*, 1926.2.33.

dédommagement ou une rétribution supplémentaire, transition entre la propriété simple et le partage de la propriété pratiquement difficile sinon impossible dans de nombreux cas à réaliser.

Premier groupe. — INVENTIONS LIBRES

Dans le cas de l'invention libre, les clauses du contrat de travail ne jouent pas toujours. On se souvient que l'invention libre doit, en principe, être une invention faite en dehors du service et en dehors du champ normal d'activité du salarié, sans rapport avec la nature de l'entreprise dans laquelle l'inventeur travaille. Une clause qui stipulerait la propriété d'une telle invention au patron, serait considérée comme nulle, par une extension logique du principe de la liberté du travail, sauvegarde légale de la personnalité. L'invention paraît devoir être, en principe, la propriété du salarié, telle est la décision de la jurisprudence. En ce sens, il a été jugé :

1°) « que le salarié de l'Etat peut être breveté pour une invention faite en dehors de son service et de ses fonctions spéciales, sans qu'il y ait d'ailleurs à rechercher s'il a pu en puiser le germe dans les travaux exécutés sous ses yeux ; et dans les conseils de plusieurs de ses supérieurs » (*Cour de Paris, 29 janvier 1872, Manceaux c/ Chassepot et Cohen — Lyon, Pataille 1872*) ;

2°) « ...qu'il n'en saurait être ainsi d'un employé qui tel qu'un secrétaire général d'une compagnie industrielle, n'avait que des fonctions administratives ou commerciales et qui était étranger à la fabrication.

En pareil cas, un employé, comme tout autre inventeur, a seul le droit de faire breveter son invention, et si la Compagnie, à laquelle il était attaché, a profité des confidences ou essais qu'il a pu faire dans ses ateliers, pour prendre un brevet avant lui, il a le droit de revendiquer la propriété de son invention et de se faire subroger dans les effets du brevet pris par elle.

Les expériences et essais faits dans l'usine du patron, ne sau-

raient à eux seuls établir un abandon qui ne se présume pas, et qui se trouve d'ailleurs combattu par des pourparlers de cession » (*Cour de Paris*, 21 juillet 1874, *Aubert c/ Société de la Vieille Montagne*, Pataille 1877) ;

3°) « ...qu'il appartient aux juges de fait, de déclarer souverainement que si un procédé industriel est le résultat de recherches effectuées par un tiers dans les ateliers d'un fabricant, ces recherches ont été faites par ce tiers personnellement et pour son propre compte, et non pour celui du fabricant et que ce tiers ayant toujours eu la propriété des produits de son travail, a conservé le droit de présenter ces produits comme obtenus par des procédés portant son nom » (*Cour de Cassation*, req., 15 mars 1899, *Société la Béraudine c/ Société Moris et C^{ie}*).

Note annexe : « ...dans une situation analogue, la jurisprudence décide que, quand un ouvrier employé par un patron fait une invention en dehors du travail auquel il est normalement employé, ou même seulement de ses instructions, il garde la pleine propriété de son invention, alors même que ce serait grâce aux instruments et aux facilités que lui donneraient ses fonctions, qu'il a réalisé sa découverte (Pataille 1899).

4°) « ...qu'un employeur ne peut prétendre au bénéfice des inventions d'un de ces employés que s'il fournit une preuve expresse de cette obligation... » (*Cour de Paris*, 4^e Ch., 2 février 1911, *C^{ie} Générale des phonographes cinématographes c/ Dupuis*, Pataille 1913) ;

5°) « ...que le patron ne saurait revendiquer à son profit, l'invention faite par un de ses employés alors que ce dernier n'avait reçu aucune mission spéciale à ce sujet, qu'il n'occupait aucune fonction dans le personnel chargé de la fabrication, et qu'il n'a réalisé l'invention que grâce à ses recherches personnelles et en dehors de ses fonctions propres de voyageur de la maison » (*Tribunal civil Lyon*, 27 mars 1926 — *Cour de Lyon*, 31 mars 1927, *Rigot ès qualités (faillite Gattelet) c/ Jacquet et Roy*, Pataille 1929).

Deuxième groupe. — INVENTIONS DE SERVICE

Le cas des inventions de service est le cas le plus fréquent ; c'est celui qui se présente dans tous les laboratoires et bureaux d'études de la grande industrie.

Les inventions de service sont en effet faites par des salariés particulièrement qualifiés, ou spécialement engagés pour faire des recherches de la nature de celles qui les ont conduits à l'invention réalisée. Ici, l'invention fait l'objet même du contrat de travail (A), ou, s'il n'y a pas eu convention écrite entre les parties, elle résulte directement du travail que l'employé doit exécuter ou des instructions qu'il a reçues du patron, l'invention étant l'objet de l'engagement de l'employé par le patron (B). Dans les deux cas, il est normal d'attribuer la propriété de l'invention à l'employeur.

C'est cette solution qu'a consacrée une jurisprudence abondante. Il a été décidé en ce sens :

A) *Clause expresse*. — 1) « que le chimiste, chargé par un fabricant de rechercher la matière employée pour obtenir la coloration bleutée de la potasse; d'étudier comment cette coloration était obtenue, et quelles seraient les meilleures conditions pour la réaliser pratiquement, ne pourra réclamer, pour le procédé qu'il aura découvert, que des honoraires, et sera sans droits sur le brevet pris par le fabricant » (*Tribunal civil de Lille*, 28 mai 1897, *Thibaut c/ André, Pataille*, 1897, 242) ;

2) « ...que les juges au fond ne sortent point des limites de leur pouvoir souverain d'interprétation des conventions, en décidant qu'un employé à traitement mensuel fixe, avec éventuellement, une part dans les bénéfices, loin de faire profiter ceux auxquels il avait engagé ses services des études et perfectionnements auxquels il s'était livré sur la question de la construction et de la direction des véhicules aériens, avait, contrairement aux clauses de la convention, pris un nouveau brevet en son nom personnel, cherché à le faire exploiter par une société concurrente et donné son concours à l'étranger pour la construction de ballons dirigeables » (*Cass. req.*, 26 novembre 1912, *Don Simoni c/ Lebaudy frères, Pataille* 1913.2.47).

3) « ...que les inventions réalisées par un contremaître dans son service, au cours du travail qui lui est assigné par son contrat, sont la propriété exclusive du patron, alors qu'elles sont

uniquement le résultat des recherches qu'il était chargé de faire et pour lesquelles il était rémunéré.

Il en est ainsi spécialement, des échantillons et formules créés par un contremaître de teinturerie, dont les fonctions consistent précisément à rechercher des formules de bains de teinture, et à constituer des échantillons types destinés à la reproduction de nuances déterminées » (*Tribunal commercial de Dunkerque*, 11 décembre 1922, *Vandenbroek c/ Société Dickson Walrave et C^{ie}*, *Dalloz* 1924.2.33).

B) *Pas de clause expresse*. — 1) « ...que celui qui, en qualité d'agent d'une administration publique, a fait une invention dont cette administration lui avait confié la recherche, ne peut puiser dans cette invention le principe d'un droit de propriété, ni se faire utilement breveter comme inventeur. En conséquence, l'usage fait par l'administration de la chose inventée, ne peut servir de fondement à une plainte en contrefaçon » (*Sieur Longchamps c/ l'Administration des Hospices, Paris*, 11 août 1841, *S.* 41.2.583) ;

2) « ...que, si les employés ou agents du Gouvernement peuvent, comme tous les citoyens, prendre des brevets d'invention pour les découvertes dont ils sont personnellement les auteurs, ce droit cesse lorsque ces découvertes sont le résultat de travaux collectifs et pour des objets se rattachant à leur service.

Spécialement des officiers attachés à l'école de tir de Vincennes étant des agents salariés de l'Etat, avec mission spéciale de s'occuper de tous les perfectionnements dont sont susceptibles les armes et projectiles de guerre, les fruits de leurs travaux appartiennent à l'Etat ; par suite, si l'un d'eux a pris un brevet personnel pour une invention ou un perfectionnement rentrant dans ses fonctions, et exerce des poursuites en vertu de ce brevet, les prévenus ont le droit d'exciper de la propriété de l'Etat, alors surtout que ce dernier intervient dans l'instance et déclare que c'est par son ordre et avec son autorisation que les prévenus ont agi » (*Cour d'Amiens*, 25 avril 1856, *Manceaux c/ Marès et Karcher, Pataille* 1856) ;

3) « ...que celui qui a été employé par un industriel, à chercher des combinaisons de tissus, ne peut, surtout vis-à-vis de son patron, s'attribuer, par un brevet, la propriété de ces combinaisons » (*Tribunal Corr. Rouen*, 22 août 1859, *Richard : rubans brochés, Prop. ind. n° 94*) ;

4) « ...que des ouvriers poursuivis pour révélation de secrets de fabrique, ne sauraient être admis à invoquer, comme moyens de défense, qu'ils auraient personnellement cherché et trouvé les procédés et moyens révélés. Le fait fut-il vrai, dès l'instant qu'ils agissaient sous l'inspiration de leur patron, et dans le cercle de leurs attributions, les découvertes et améliorations qu'ils pouvaient faire, ne leur appartenaient pas... » (*Tribunal Corr. de la Seine*, 26 décembre 1862, *Cour de Paris*, 20 février 1863 ; *Sival et Consorts c/ Véron et autres*, *Pataille* 1863).

5) « ...que l'ouvrier d'un breveté qui, en travaillant chez son patron, a trouvé un perfectionnement brevetable, ne saurait, même alors qu'il aurait quitté ses ateliers, prendre personnellement un brevet pour ce perfectionnement » (*Cour de Paris*, 13 mai 1863, *Ponsignon c/ Bonfils et Duret*, *Pataille* 1863) ;

6) « ...que lorsqu'une invention est la conséquence directe du travail auquel l'employé est préposé, et que le patron a donné des instructions pour la faire, elle appartient au patron (*Lyon*, 19 mai 1886, *Bobard c/ Thevenin*, *Pataille* 1887-181) ;

7) « ...que le fait qu'un ouvrier ou contremaître a découvert une invention pendant qu'il était employé chez un patron, ne suffit pas pour permettre à ce dernier de revendiquer à son profit la dite invention. Pour que ce résultat puisse être obtenu, il faut que les découvertes soient le résultat de travaux exécutés par l'ouvrier dans son service pour les objets qui s'y rattachent, d'après les ordres ou sous la direction de son patron » (*Tribunal civil Seine*, 2 juin 1899, *Fleury c/ Serramalera y Camps*, *Pataille* 1900-75) ;

8) « ...que l'ingénieur qui, au service du patron et agissant suivant ses indications a effectué une découverte (agglomération par compression des déchets de stéatite pour becs à acétylène) ne saurait prétendre à aucun droit sur celle-ci, qui n'est que le résultat d'un travail auquel il était préposé... » (*Tribunal corr. Seine*, 22 décembre 1910, *Bullier c/ Robine*, *Pataille* 1911, *Paris*, 3 mai 1913, *Pataille* 1914).

9) « Lorsqu'une invention est le résultat du travail auquel un directeur d'usine était préposé, celui-ci qui n'a été amené à cette découverte que par les instructions reçues pour l'exécution même de sa mission, ne peut en revendiquer la propriété.

Ne pourrait faire échec aux droits de l'employeur le fait, par son préposé d'avoir indiqué dans la demande de brevet, con-

jointement avec le sien, le nom d'un tiers étranger à l'usine, alors surtout que ce dernier, n'a eu aucune part à l'invention et n'a jamais été admis aux conférences où ont été fixées les données qui ont permis la réalisation de l'objet du brevet dans les ateliers de l'employeur.

Le chef d'entreprise peut dans ce cas, demander que le brevet requis par son employé, soit délivré à son nom.

Si le brevet a été délivré, il peut se faire subroger dans tous les droits des prétendus titulaires » (*Tribunal civ.*, (3^e Ch.), 25 juin 1919, *Hommel et Lefèvre c/ Cottray, Pataille* 1921) ;

10) « ...qu'en principe un brevet d'invention appartient à celui qui l'a obtenu, sans qu'il y ait à faire la preuve qu'il est l'inventeur et sans qu'il y ait à rendre compte de l'origine de l'invention.

Cependant, quand le brevet est le résultat direct et immédiat d'une entreprise commerciale ou industrielle, quand toutes les œuvres vives de l'entreprise : ouvriers, matériel et ressources financières ont concouru à sa mise au point et à son établissement, on doit équitablement considérer qu'il est un des produits directs de l'entreprise... » (*Tribunal comm. Lyon*, 25 février 1924, *Auchaindre, Pataille* 1925).

11) « ...qu'il est constamment admis par la jurisprudence que quand l'agent, l'ouvrier, le contremaître, le directeur d'une usine font une découverte rentrant dans la mission qui leur a été confiée, s'appliquant au travail dont ils ont spécialement été chargés, ceux-ci ne peuvent valablement la faire breveter en leur nom car elle appartient à la personne qui les a chargés du travail » (*Tribunal civ. Clermont-Ferrand*, 29 mars 1924, *Cour de Riom*, 14 avril 1924, *Michelin et C^{ie} c/ Charpy, Pataille* 1925).

Troisième groupe. — INVENTIONS D'ENTREPRISE

Alors que l'attribution de la propriété des inventions, soit au salarié dans le cas des inventions libres, soit au patron dans le cas des inventions de service, se conçoit aisément et logiquement, il ne paraît pas en être si catégoriquement de même dans le cas des inventions dites d'entreprise. L'objet des inventions d'entreprise entre dans le champ des précoc-

cupations de l'entreprise et l'activité qui les a facilitées, dans le champ du travail normal de l'inventeur, sans toutefois être la conséquence d'une prescription précise de la part de l'employeur ou le résultat d'une activité normale qu'on peut attendre de l'inventeur. Toutefois l'inventeur a profité des ressources matérielles ou morales de l'entreprise, c'est non seulement son travail personnel, mais aussi les laboratoires et instruments de l'entreprise, ses traditions, les précédents possibles qui y ont été appliqués qui l'ont amené à réaliser son invention. L'entreprise a donc droit à bénéficier de la découverte de son employé, découverte dont elle a favorisé la réalisation. Ce droit est quelquefois considéré comme relatif et peut donner lieu à compensation suivant l'importance de la collaboration, c'est, d'après la jurisprudence, une question de fait, aussi en a-t-elle été grandement influencée. Il a été jugé :

1° « ...qu'un brevet d'invention peut être la propriété commune de l'inventeur et d'une autre personne, qui, par exemple fournit les fonds nécessaires à la réalisation de la découverte, et au nom de laquelle ce brevet a été délivré (a) — que par suite, les divers copropriétaires du brevet ont pu être autorisés à l'exploiter en commun : l'inventeur réclamerait vainement le droit exclusif de faire cette exploitation (b) » (Lyon, 26 décembre 1857, *Coquerel c/ Auger*).

(a — b) L'inventeur et la personne brevetée étaient dans l'espèce deux personnes distinctes; car les juges constataient, en fait, que la réalisation de la découverte avait été le résultat des efforts et des moyens réunis des deux parties pour arriver à un but commun. L'invention était donc une propriété commune et le droit de l'exploiter n'appartenait, dès lors, d'une manière exclusive, ni à l'inventeur, ni au titulaire du brevet : ce droit devrait être reconnu à l'un et à l'autre » (*Dalloz* 1859.1.452).

2° « ...que quand un inventeur a eu recours à la coopération d'un tiers (spécialement du chef et des ouvriers de la fabrique où il était employé comme contremaître) pour la réalisation d'un procédé ou la construction d'une machine dont l'idée première

lui appartenait, et qu'après avoir laissé le fabricant prendre un brevet en son nom, il s'est borné à se faire attribuer une part dans la fabrication, il appartient aux tribunaux, en cas de contestation, d'apprécier l'étendue des droits respectifs des parties.

En conséquence, les juges ont pu, tout en proclamant l'ouvrier inventeur, et en lui accordant des dommages-intérêts pour le passé, décider que la propriété du brevet est commune aux deux parties et que, le seul effet de la résiliation des conventions pour l'avenir doit être de leur donner un droit égal à l'exploitation du système breveté » (*Coquerel c/ Auger et C^{ie}, Cour de Cass., 1^{er} déc. 1858, Pataille 1859*) ;

3° « ...que, lorsqu'une machine nouvelle est construite sous la direction d'un ingénieur, mais aux frais et dans les ateliers d'une société et que, d'autres ingénieurs, dessinateurs ou ouvriers de la Société ont coopéré à son exécution, chacun apportant à l'œuvre sa part d'imagination, de travail et de soins, l'invention ainsi réalisée, doit être considérée comme la propriété commune de l'ingénieur et de la société » (*Tribunal de la Seine, 10 mai 1898, Société Clément, Gladiator, Humber c/ Pingault et Clerc, Pataille 1900*) ;

4° « ...qu'un ancien officier d'artillerie entré après avoir pris sa retraite, au service d'une société industrielle fabricant des voitures automobiles, spécialement pour faire des essais de résistance des métaux devant être utilisés dans la construction des voitures de cette Société, et chargé par la suite de s'occuper de l'élaboration d'un type d'automobile de guerre dont la société avait pris la commande, est fondé à réclamer la copropriété des brevets pris pour cet objet par la société, en son seul nom, alors qu'il était dit que son entrée dans l'usine ne serait pas un obstacle à la continuation de ses travaux personnels, et que nulle part on ne trouve dans les documents de la cause la trace d'un engagement quelconque, d'abandonner à la société la propriété exclusive des découvertes dues à ses recherches » (*Cour de Paris, 2^e juillet 1908, Girardot et Voigt c/ Commandant Guyet, Pataille 1908*).

Pour résumer la jurisprudence sur la question, nous pouvons nous rapporter à un jugement du Tribunal de Châteaudun qui décide :

« Qu'en l'absence de conventions pour régler les droits respectifs du patron et de l'ouvrier relativement à une invention faite par ce dernier, on doit suivre les règles suivantes :

Quand l'ouvrier a travaillé spontanément, seul et à ses frais, en ne suivant que son inspiration personnelle, l'invention est sa propriété.

Si l'ouvrier a travaillé dans son service sur les ordres et d'après les instructions du patron, qui a conseillé, dirigé, aidé et facilité les travaux, l'invention appartient au patron.

Si l'invention a été conçue par l'employé seul qui, de sa propre initiative et à ses frais, a fait les premières recherches, mais qui pour la mettre au point a eu recours aux conseils et aux ressources du patron, l'invention est la propriété commune du patron et de l'ouvrier (*Tribunal civ. Châteaudun, 25 juin 1909, Beaudou c/ Baudet, Pataille 1909*).

Les tribunaux qui ont eu à trancher des conflits s'élevant sur la question de contrefaçon d'inventions faites par des salariés, ont fait application de ces principes en décidant par exemple que :

« le coupable de contrefaçon n'est pas l'ouvrier dont la main produit l'objet prétendu contrefait, mais celui qui le commande, qui fournit les éléments, les indications nécessaires à sa construction et qui les fait fabriquer et exécuter sous sa surveillance » (*Cour de Paris, 12 mars 1884, Moinet et Tellier c/ Gobron et autres, Pataille 1885*).

198. — C) *Italie.* — La jurisprudence italienne reconnaît dans le plus grand nombre de cas, le salarié comme propriétaire de son invention, sauf toutefois lorsque des stipulations particulières du contrat d'engagement, font présumer une volonté contraire des parties contractantes.

A plusieurs reprises la jurisprudence italienne s'est prononcée en ce sens :

« Le simple louage d'ouvrage ne suffit pas à donner à l'entrepreneur la qualité d'auteur, et les droits y relatifs qui demeurent

rent propriété du véritable auteur de l'invention » (*Tribunal de Milan*, 23 octobre 1910) (1).

« Le contrat de louage d'ouvrage n'ôte pas par soi-même à l'employé le droit sur sa propre invention » (*Tribunal d'Ascoli Piceno*, 18 décembre 1928) (2).

« Le contrat de travail ne comprend pas parmi ses charges ordinaires, celle de faire des inventions à l'avantage de l'entreprise, l'employeur n'a le droit de profiter que des résultats utiles qui rentrent dans le domaine du contrat de travail, qui en représentent l'objet prévu expressément par les parties contractantes ; et auxquels se rapporte la rémunération convenue. L'entreprise n'a donc aucun droit sur tout autre résultat qui n'est pas prévu dans le contrat, à savoir sur les inventions faites par l'employé en dehors des prévisions normales des parties contractantes, et qui n'ont que des liens purement fortuits avec le travail assigné à l'employé » (*Cour d'appel de Rome*, 6 août 1925) (3).

Ces opinions ont été confirmées avec force par un important arrêt de la Cour de Cassation toutes sections réunies :

« Si le contrat d'emploi, même dans le cas où il aurait été stipulé entre l'Administration publique et un particulier, n'a pas spécialement trait à la propriété des inventions, celles-ci demeurent en dehors du rapport contractuel pour ce motif que ce rapport par sa nature même, ne les comprend pas » (*Cour de Cassation toutes sections réunies*, 29 mai 1928) (4).

Les stipulations particulières du contrat d'engagement, faisant présumer une volonté opposée à l'attribution de l'invention à l'inventeur peuvent être expressément formulées (A), ou résulter d'une renonciation tacite fournie par l'emploi même du salarié chargé de faire des inventions ou des perfectionnements (B).

(1) *Monitore dei Tribunali*, 1910, 454.

(2) *Massimario di Giurisprudenza del Lavoro*, 1929, 176.

(3) *Giurisprudenza italiana*, 1926, 1, 1, 17.

(4) *Giurisprudenza italiana*, 1928, I, 1, 903.

A) « Les productions de l'intelligence appartiennent à l'employé et non à l'employeur, à moins que dans le contrat d'emploi il ait été spécialement mentionné la charge d'inventer (art. 437 C. C.). La faculté d'inventer est nettement distincte de l'activité générique et de l'assiduité qui forment habituellement l'objet de la location du travail ou du contrat d'emploi, et ce n'est que lorsqu'elle aura été mentionnée spécialement dans le contrat que la production intellectuelle, depuis le début, entre dans le patrimoine de l'employeur puisque ce n'est qu'alors que la compensation de cette production, en tant qu'elle se rattache à la charge, se trouve déjà comprise dans les appointements ou revenus établis globalement. Dans le cas contraire, la production intellectuelle appartient à l'inventeur et le fait que celui-ci a utilisé les moyens de l'employeur ne peut pas influencer sur la propriété, mais seulement sur la détermination du prix que l'employeur lui-même, pour autant qu'il aura utilisé l'invention, doit payer à l'employé » (*Cour de Cassation toutes sections réunies*, 31 mars 1926) (1). De nombreux arrêts ont été rendus suivant ses principes.

« La production intellectuelle appartient à l'employé et non à l'employeur, à moins qu'il n'ait été spécifié dans le contrat d'emploi, la charge d'inventer, art. 437, 1097 C. C. — art. 1^{er}, loi du 30 octobre 1859 sur la propriété industrielle » (*Cour d'appel de Bologne*, 14 janvier 1927) (2).

B) « Celui qui a fait une invention après en avoir été chargé à titre lucratif, n'a pas le droit de demander le brevet parce que ce droit appartient à celui qui l'avait chargé de faire des inventions » (*Cour d'appel de Milan*, 30 mai 1893) (3).

« Les inventions réalisées par un employé en relation avec une tâche qui lui a été assignée, et en conséquence de celle-ci, sont faites au profit du patron. Il n'est pas nécessaire que l'employé soit expressément chargé d'une invention déterminée, celle-ci pouvant être comprise dans les devoirs qui lui ont été confiés » (*Tribunal de Rome*, 13 mars 1922) (4).

(1) *Giurisprudenza italiana*, 1926, I, I.17.

(2) *Monitore dei Tribunali*, 1927, p. 373.

(3) *Foro italiano*, Répertoire, 1893, titre « Privative industriali », n° 12.

(4) *Foro italiano*, 1922, I, 712.

« Il n'est pas nécessaire que l'employeur ait donné des instructions expresses pour une certaine découverte, ces instructions pouvant être implicitement comprises dans les fonctions confiées à l'employé » (*Tribunal de Rome*, 31 mai 1920 (1)).

« Toutes les fois que l'objet du contrat de louage est une invention, celle-ci appartient à l'entrepreneur, parce que, bien qu'éventuelle et incertaine, elle représente la prestation due au patron » (*Cour de Cassation, toutes sections réunies*, 29 mai 1928).

« La règle que le droit au brevet appartient à l'auteur de l'invention ne s'applique pas dans les rapports d'employé à employeur; au cas où l'employé ayant des fonctions directrices a été chargé de faire des études et des expériences déterminées afin d'obtenir un perfectionnement ou une modification d'un processus industriel » (*Tribunal de Rome*, 31 mai 1920).

Mais n'est pas considéré comme accordant la propriété de l'invention à l'employeur le fait que l'invention a été faite dans le lieu du travail (A), à l'occasion du travail (B), et même à l'occasion du travail et avec les moyens de l'employeur (C).

A) « Dans la location d'ouvrage ordinaire ne rentrent pas les inventions qu'un ouvrier fait dans l'entreprise où il est employé, et qui ne sont pas comprises dans la sphère de ses devoirs » (*Tribunal de Savona*, 5 février 1899) (2).

B) « Que l'employé ait fait l'invention à l'occasion du travail loué est chose indifférente, il ne suffit pas de ce rapport occasionnel, pour que la valeur économique de l'invention revienne à l'employeur. Dans quelque occasion que le génie humain fasse une nouvelle découverte scientifique ou industrielle, celle-ci appartient à son auteur » (*Cour de Cassation de Rome*, 26 juillet 1912) (3).

C) « Si l'invention faite par l'employé n'est pas comprise dans les tâches qui lui ont été expressément ou tacitement confiées par l'employeur, le droit au brevet appartient à l'auteur de l'inven-

(1) *Foro italiano*, 1920, I, 399.

(2) Confirmé par la Cour d'appel de Gênes, 6 avril 1899, *Rivista delle Privative industriali*, 1899, v. 128.

(3) *Monitore dei Tribunali*, 1912-943.

tion, bien que l'invention soit en rapport avec le travail effectué par l'inventeur dans l'entreprise, ou ait été rendue possible ou facilitée par ce travail et grâce aux moyens appartenant à l'entreprise » (*Cour de Cassation — toutes sections réunies*, 31 mars 1926).

Le droit de rémunération de l'inventeur est reconnu :

« Lorsque l'Administration publique s'est servie d'une invention d'un de ses employés, elle doit lui donner une rémunération équitable même au cas où l'employé a fait l'invention pendant l'exécution des tâches qui lui avaient été confiées » (*Cour de Cassation de Rome*, 25 juin 1911) (1).

199. — D) *Luxembourg*. — En cas de contestation au sujet de l'application des contrats collectifs, c'est le Tribunal civil qui est compétent pour établir, selon les principes du droit commun, les droits et devoirs de part et d'autre, et le montant d'une rémunération équitable s'il y a lieu. Il n'y a pas de jurisprudence spécialement intéressante, cohérente et suivie sur la question.

200. — E) *Suède*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

SECTION IV

201. — Enfin nous analyserons en dernier lieu la jurisprudence des pays n'ayant ni loi, ni projet de loi exactement défini et où la jurisprudence offre donc un intérêt capital.

202. — A) *Belgique*. — La jurisprudence a établi les distinctions suivantes :

1) Inventions faites en dehors d'une tâche confiée aux salariés correspondant aux inventions libres de la classification internationale des inventions.

(1) *Foro italiano*, 1912-17.

Les inventions faites par des salariés dans les domaines qui ne rentrent pas dans le cadre de leurs attributions sont la propriété des salariés.

« Attendu que cette loi (la loi de 1854 sur les Brevets) n'établit aucune distinction entre l'inventeur indépendant, et celui qui est engagé au service d'autrui, de sorte qu'il échée d'examiner à la lumière des principes du droit commun l'influence exercée sur les droits de l'inventeur subalterne par l'état de subordination dans lequel il se trouve.

Attendu que celui qui loue ses services à autrui aliène sa liberté.

Attendu que les rédacteurs du Code Civil n'ont pas voulu que cette aliénation fut totale et put ressembler à un servage ; que, soucieux de consacrer le principe de la liberté individuelle, ils ont déclaré expressément dans l'art. 1730 du Code civil, qu'on ne pouvait engager ses services qu'à temps et pour une entreprise déterminée, principe reproduit textuellement par le législateur belge dans la loi du 10 mai 1900 sur le contrat de travail (art. 5) et la loi du 7 août 1922, relative au contrat d'emploi (art. 1) » (*Cour de Bruxelles, 17 novembre 1927*).

2) Inventions faites au cours de recherches commandées par l'employeur, correspondant aux inventions de service de la classification internationale des inventions.

Quand le salarié est chargé par le patron de faire des recherches ou des études qui l'amènent à une invention, l'invention est la propriété du patron. Il était autrefois nécessaire que l'acceptation du mandat de faire des recherches et la renonciation du droit à faire breveter ces inventions, aient été établies par écrit et signées du salarié (*Cour de Bruxelles, 17 mai 1871 et Cour de Bruxelles, 9 janvier 1889*), ces prescriptions violemment critiquées par la doctrine (notamment André) semblent en partie reprises. C'est ainsi du moins qu'en décidait un jugement du *Tribunal de Bruxelles, du 22 février 1930* :

Deux employés remplissant chez leur patron des fonctions d'ordre intellectuel, avaient fait breveter une invention relative à l'activité de l'entreprise. Le patron n'a pu établir qu'il avait assigné la tâche de réaliser cette invention, et s'est borné, sans le prouver, à alléguer qu'il s'était assuré conventionnellement le bénéfice intégral de toute l'activité intellectuelle de ses employés. Le Tribunal a, dans ces conditions, attribué la propriété du brevet aux employés.

« ...Attendu, dit un ancien jugement de 1889, que la convention par laquelle une personne dont l'activité est orientée vers la recherche de découvertes industrielles, engage cette activité au service d'autrui, est civile dans le chef de l'inventeur et doit se prouver par écrit contre lui lorsque, comme c'est le cas en l'espèce, son importance dépasse cent cinquante francs » (*Cour de Bruxelles*, 9 janvier 1889).

« ...Attendu, dit l'arrêt de 1930, qu'il est le principe que la propriété d'une découverte appartienne à celui qui l'a faite ; que la qualité d'employé de l'inventeur ne lui enlève pas ce droit, à moins qu'il n'y ait expressément ou tacitement renoncé au profit de son employeur ; qu'en cas de contestations, c'est à ce dernier qu'incombe de faire la preuve de cette renonciation ».

Entre-temps de nombreux jugements avaient été rendus, ils ne font pas preuve d'une telle intransigeance quant à la preuve de la renonciation (*Cour de Bruxelles*, 28 novembre 1898 ; *Cour de Liège*, 5 juillet 1919 ; *Tribunal de Namur*, 28 juillet 1924 ; *Cour de Bruxelles*, 30 décembre 1926).

« ...Attendu », dit l'arrêt de la Cour de Bruxelles, du 30 décembre 1926, « que c'est sur cette identité du début de la description du procédé breveté au profit de l'appelant que se base l'intimée pour revendiquer le brevet comme sa propriété ; qu'elle établit que l'appelant a été à son service comme directeur commercial jusqu'en juillet 1913 ; qu'il a été ainsi au courant des recherches qui se faisaient pour tirer parti des scories cobaltifères ; qu'il eût à s'occuper de la vente de celles-ci et a connu les résultats auxquels les recherches avaient conduit ; qu'on peut admettre que ce sont là des présomptions graves, précises et concordantes démontrant le bien-fondé de sa prétention, d'autant plus

que l'appelant n'a fait entendre aucun témoin pour établir qu'il s'était livré à des recherches du même ordre, et n'a pas fourni d'explications sur le point de savoir où, et avec quelles installations et quels matériaux il avait travaillé ».

3) Inventions faites en collaboration, correspondant aux inventions d'établissement de la classification internationale des inventions, (il n'y a pas alors un inventeur mais plusieurs coïnventeurs).

S'il y a un contrat déterminant les droits des salariés sur leurs inventions, ce contrat fait loi entre les parties, il doit être établi par écrit en autant d'exemplaires qu'il y a de parties, et il peut être attaqué pour les causes de droit commun (dol, violence, contrat conclu avec un mineur), et aussi au cas où il ne conférerait aucune indemnité au salarié en échange de sa renonciation à ses droits sur l'invention, comme portant atteinte à la liberté individuelle.

Si la rémunération prévue par contrat est égale ou inférieure à douze mille francs, d'après une loi du 7 août 1922, le contrat peut être rescindé au profit de l'employé, si la rémunération accordée est inférieure de plus de moitié à la rémunération normale en conformité avec les usages régionaux. Cette action en rescission doit être intentée dans les six mois de la conclusion du contrat.

De l'ensemble de la jurisprudence, on peut conclure que la propriété de l'invention appartient à l'inventeur, sauf conditions particulières pouvant résulter :

- 1) d'une convention de renonciation, totale ou partielle ;
- 2) du fait que l'invention est la conséquence directe ou indirecte de l'activité normalement demandée au salarié ;
- 3) de ce que l'invention est le résultat de recherches commandées et dirigées par le patron ;

4) d'une collaboration avec le patron dans le travail de recherches, d'études et de mise au point ;

5) d'une collaboration de plusieurs salariés dépendant tous du même patron.

203. — B) *Canada*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

204. — C) *Grande-Bretagne*. — En l'absence de toute disposition légale, la jurisprudence tranche chaque cas d'après les éléments qui le composent. Elle reconnaît que l'invention appartient en général au salarié-inventeur, le contrat de service qui lie ce dernier ne donnant en lui-même aucun droit à l'employeur sur l'invention du salarié :

« Je désire dire que je reconnais et apprécie le principe des cas, qui ont établi que la simple existence d'un contrat de service, n'empêche pas en soi le salarié de prendre un brevet pour une invention faite par lui au cours de son travail » (*Worthington Pumping Engine Co c/ Moore* — 20 R. P. C. 41) (1). « Je ne connais pas de jurisprudence qui pose en principe que l'invention d'un salarié, même réalisée pendant le temps consacré à l'employeur et en utilisant le matériel de l'employeur et aux frais de l'employeur, devient par là la propriété de cet employeur, de façon à empêcher le salarié de prendre un brevet pour cette invention ». *Healds Patent* (9 R. P. C. 429).

Toutefois la jurisprudence distingue, s'il s'agit d'une invention provenant d'une idée inventive personnelle du salarié, ou bien d'un « travail mécanique constructif », c'est-à-dire d'une « simple coopération dans l'exécution des pensées de l'employeur ». Bien plus, s'il résulte d'une clause du contrat de service ou même de la nature du louage de service (situation dans l'entreprise, montant du salaire, etc.), que le salarié a été engagé pour exercer une activité

(1) *Reports on Patent, Design and Trade Mark cases*, vol. 20, p. 41.

inventive, ou que cette activité rentre dans le cadre de ses obligations de service, le brevet pris par le salarié pour l'invention réalisée, ne demeure plus la propriété du salarié, et celui-ci est considéré comme un « trustee » de l'employeur, et n'a même pas droit à une rémunération spéciale supplémentaire, cette question restant entièrement à la discrétion de l'employeur et quelque dure que puisse paraître la solution adoptée.

« Si le salarié reçoit un très petit salaire et est un homme capable et sans aucun doute, ayant quelques facultés inventives, il peut paraître très dur que les fruits de son intelligence et de ses travaux appartiennent à son employeur. D'un autre côté, la situation serait extraordinairement difficile s'il n'en était pas ainsi : une personne ayant une situation de dessinateur, devant préparer un projet pour résoudre une difficulté connue et préparant le projet et résolvant la difficulté, pourrait empêcher son employeur, qui l'a payé pour faire le travail, de faire usage du projet, sans se mettre, au préalable d'accord avec lui quant aux conditions dans lesquelles l'utiliser. Il apparaît que ce serait une situation presque impossible ». *Adamson c/ Kernworthy* (49 R. P. C. 57). De même il a été jugé que : « les conditions particulières d'emploi du salarié peuvent lui imposer un devoir et une obligation, et il est incompatible avec ce devoir et cette obligation qu'il soit autorisé à retenir à son profit, les résultats du talent et de l'habileté inventive, que, dans l'accomplissement de son devoir envers les employeurs, il avait appliqué à cette matière particulière » (*British Reinforced Concrete Engineering Company Ltd c/ Lind* (34 R. P. C. 109).

De ces jugements se dégage un autre aspect de la question : l'employeur n'a droit aux avantages d'un brevet pris pour une invention réalisée par un salarié, que si, compte tenu de toutes les circonstances particulières, le salarié n'avait pas agi de bonne foi, s'il avait gardé secrète la nouvelle idée de l'invention ou s'il s'était efforcé d'utiliser cette idée autrement que dans l'intérêt de son employeur :

Je pense qu'il (le salarié) n'aurait pas agi avec la bonne foi exigée par son contrat, s'il avait gardé pour lui de nouvelles idées ou de nouveaux détails de construction suggérés ou réalisés dans le développement ordinaire des affaires entre les parties, en vue d'en tirer un profit personnel aux dépens de la société demanderesse » (20. R. P. C. 41, déjà cité).

L'ensemble de la jurisprudence anglaise arrive ainsi, malgré une primitive position de principe assez différente, aux mêmes conclusions que les jurisprudences française et allemande. Partie de l'attribution sans aucune restriction du droit sur l'invention au salarié-inventeur, elle parvient, par une série d'exceptions à ce principe unique, aux mêmes résultats multiples suivant les cas, que les deux autres jurisprudences.

205. — D) *Irlande*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

206. — E) *Norvège*. — Au point de vue jurisprudentiel, une sentence arbitrale rendue par des experts, à l'occasion d'un litige entre les entrepreneurs et les employés des fabriques de machines, à Oslo, en 1916, donne une idée assez exacte de la réglementation pratique de la question.

« Les inventions qu'un salarié réalise pendant la période contractuelle, au cours ou en dehors des heures de travail, dans le cadre de l'exploitation technique de l'usine, avec laquelle son travail le met en contact, sont la propriété de l'entreprise. Le salarié a droit à une rémunération qui est fixée par l'usine, mais qui doit être calculée de telle façon que l'importance économique de l'invention pour l'usine soit prise en considération. Le fait que le salarié a reçu une rémunération fixée par la direction de l'usine n'empêche pas qu'il ne puisse réclamer ultérieurement une nouvelle rémunération, si la première se montre disproportionnée à l'importance de l'invention ».

Les inventions réalisées hors du cadre de l'exploitation technique de l'usine sont la propriété du salarié.

La demande de brevet doit émaner du premier inventeur et est réputé premier inventeur, jusqu'à preuve contraire, celui qui a fait le premier la demande de brevet.

Le procès Hydro qui est actuellement pendant devant les tribunaux norvégiens a redonné à la question des inventions des salariés un intérêt d'actualité.

207. — F) *Portugal*. — Nous n'avons relevé aucune jurisprudence particulière sur la question.

Aucun renseignement particulier sur la jurisprudence des autres pays.

SECTION V

208. — *Remarques particulières*. — Il n'est pas inutile de faire remarquer, après la lecture de l'ensemble de cette jurisprudence internationale, que, suivant les pays, quelquefois même dans un seul pays, des cas analogues ont été jugés différemment. Quelquefois même un même cas a été successivement jugé par les différents tribunaux consultés, de façon variable : première instance, appel, cassation..

Il y a, en résumé, une infinité de cas d'espèces et souvent, entraînés par un esprit de méthode, les juges ont cherché à placer ces cas d'espèces dans des catégories un peu idéales, telles qu'inventions d'établissement, d'entreprise, de service ou inventions libres, formule facile à l'esprit, difficile en pratique parce que si, pour quelques cas particuliers, la copropriété par exemple a pu être jugée et établie, dans d'autres cas voisins, et fréquemment, elle paraît être pratiquement inapplicable.

Enfin, cette jurisprudence s'applique, en grande partie, à la période d'avant-guerre, ainsi que nous avons cherché à l'établir au début de cette étude, le travail en collaboration,

de l'intelligence et du capital, avait subi une pénétration beaucoup moins profonde que depuis la guerre. Et, l'évolution vers cette communion de mise en œuvre des moyens de réalisation, n'a pu faire que compliquer considérablement et particulièrement les cas des inventions d'entreprise. C'est un point particulier qui ne doit pas être perdu de vue dans l'étude même de cette documentation.

CHAPITRE III

Contrats et coutumes

SECTION I. — CONTRATS COLLECTIFS

209. — Nous suivrons pour cette étude, la voie que nous nous sommes tracée pour l'examen de la jurisprudence.

210. — Nous examinerons préalablement la situation des pays possédant une législation particulière sur la question. Il y a lieu de remarquer que dans ces cas particuliers, les contrats collectifs ne forment pas une source de droits des salariés très intéressante, les textes de ces contrats devant se conformer à la loi : ils ne peuvent en conséquence sortir des limites étroites que celle-ci leur impose.

Il en est donc ainsi en *Autriche*, en *Espagne*, en *Finlande*, en *Grèce*, en *Hongrie*, au *Japon*, aux *Pays-Bas*. Dans ce pays, particulièrement, les contrats collectifs de travail accordent, le plus souvent, la propriété de tous les brevets obtenus pour les inventions des salariés, au patron, c'est du moins l'opinion qu'on en peut avoir d'après les renseignements communiqués au Bureau international du Travail, par la Fédération internationale des employés et des techniciens, et par l'Association hollandaise des ouvriers d'usine.

A Zoandram, une firme spécifie dans les contrats de travail de ses salariés, que « toutes découvertes et inventions faites par l'employé pendant la durée de son contrat de travail, et ayant une valeur pour l'entreprise, dans le sens le plus large du mot, sont et restent propriété de l'entreprise. Tous brevets de ce genre ne pourront être pris que par l'entreprise et en son nom. L'employé, par contre, doit accorder son entier concours pour que l'entreprise obtienne le brevet ».

Dans un autre cas : « un ouvrier, lorsqu'il arrive à faire une invention, peut prendre le brevet en son propre nom, mais n'en tire aucun profit, l'invention étant considérée comme propriété de la Direction. »

Les Associations de salariés ont, d'ailleurs, demandé une modification des contrats collectifs de cette forme, qu'elles considèrent comme trop larges et trop généralement en faveur de l'employeur.

En *Pologne*, nous n'avons pas de cas particulier à signaler.

En *Yougoslavie*, quelques entreprises ayant voulu imposer, par des contrats collectifs, des dispositions d'après lesquelles les inventions de service seraient, sans exception, la propriété absolue de l'entreprise, le Bureau compétent du Gouvernement attira leur attention sur l'excès de telles dispositions, non exactement conformes aux termes précis de la loi.

En *Tchécoslovaquie*, les contrats collectifs ne traitent pas, en général, cette question que seuls des engagements spéciaux règlent parfois. Nous relevons cependant dans les règlements de travail de la métallurgie, du 14 juillet 1921, l'article 9, alinéa 2 :

« ...une simple adaptation des machines et outils pour le travail, attribuée à l'ouvrier, et la préparation de ce travail en général, sont à payer à part, dans les cas seulement où la chose a été négociée d'avance. »

L'Union des inventeurs tchécoslovaques a attiré l'attention sur le fait que certaines entreprises obligent les salariés à prendre l'engagement de leur transmettre intégralement, toutes leurs inventions, ce qui est, en partie, en contradiction avec les prescriptions légales.

En Suisse : La Fédération des Sociétés suisses d'employés à l'appui des revendications concernant le droit des salariés sur leurs inventions, qu'elle a publiées à Zurich en 1930, cite quelques extraits de contrats d'engagement existants (le plus souvent des contrats-types imprimés), dans la mesure où il s'agit de clauses concernant les inventions dans ces contrats :

a) « ...les inventions que le salarié réalise dans l'exercice de son service, ou en vertu de l'expérience de la firme, sont la propriété de la firme (Code des obligations, art. 343). Pour les inventions particulièrement importantes et précieuses, la firme accordera à son entière appréciation, une rétribution spéciale. Toutefois un droit de revendication en justice ne pourra être dérivé de cette promesse. Le salarié est tenu de faire connaître immédiatement au bureau compétent, tous les perfectionnements et inventions réalisés par lui. »

b) « Tous les perfectionnements et inventions que Monsieur... réalisera pendant la durée du présent contrat et généralement tous ses travaux et leurs résultats, seront la propriété exclusive de la Maison. Celle-ci sera donc autorisée à faire breveter à son nom, les inventions et les perfectionnements à elle apportés que fera Monsieur... lequel remplira toutes les formalités nécessaires à cet effet et donnera toutes signatures et tous pouvoirs qu'il appartiendra. Monsieur... ne pourra prétendre à aucune indemnité en échange ».

c) « Tous les perfectionnements et inventions auxquels arrivera le salarié, stimulé par son travail dans l'entreprise, et qui rentreront dans le champ d'activité de celle-ci, seront, de plein droit, la propriété intellectuelle de l'entreprise. En conséquence, celle-ci sera autorisée à demander les brevets et la protection en matière de modèles en son propre nom, ou à renoncer au dépôt

des brevets et modèles. Si l'invention est d'une réelle importance économique, le salarié peut revendiquer une indemnité spéciale équitable dans le sens de l'art. 343 du Code des obligations ».

d) « Monsieur... est tenu de communiquer immédiatement à la Maison... tous les résultats pratiques qu'il obtiendra pendant la durée de son contrat de service, à l'intérieur ou au dehors de l'entreprise, dans la mesure où ils entrent dans le cadre des intérêts de celle-ci.

Il s'engage également à garder le secret sur toutes les connaissances acquises par lui, des affaires de la Maison et notamment sur tout ce qui concerne les méthodes de fabrication, installations et essais spéciaux, et à n'en pas donner communication à des tiers dans et hors de l'entreprise. Les inventions réalisées par Monsieur... appartiendront à la Maison... et seront considérées comme secret commercial ».

Quant aux fonctionnaires de la Confédération, leurs droits sur leurs inventions sont réglés par la loi fédérale, sur le statut des fonctionnaires du 30 juin 1927 (1).

Cette loi contient un certain nombre de dispositions concernant la protection de la propriété industrielle. Le paragraphe II est consacré aux inventions faites par le fonctionnaire, et l'art. 16 règle les droits de la Confédération et du fonctionnaire sur ces inventions (2).

Cette question, était, antérieurement à cette loi, réglée par une décision du Conseil fédéral du 27 novembre 1894 qui ne présente rien de spécialement intéressant. Par contre, quelques années plus tard, le Gouvernement Fédéral réglait d'une façon particulièrement libérale cette question en ce qui concerne le personnel des chemins de fer fédéraux (art. 15 du règlement de service pour les fonctionnai-

(1) *La propriété industrielle*, année 1930, p. 224.

(2) Le texte en est aux Annexes, Lois : Suisse. Les lois réglementant les droits des fonctionnaires sur leurs inventions sont très voisines des contrats collectifs, aussi est-il intéressant de les voir à ce nouveau point de vue.

res et employés à poste fixe, du 17 octobre 1901 (1). Ces dispositions sont intéressantes, elles sont relativement favorables aux salariés et méritent d'être citées, en voici quelques parties :

1) « L'Administration des chemins de fer fédéraux se réserve le droit d'exploiter pour ses propres besoins, et sans indemnité, toutes les inventions faites par ses fonctionnaires, employés et ouvriers, dans l'exercice de leur service ou en connexion directe avec ce dernier. Si l'invention est importante et particulièrement utile à l'Administration des chemins de fer fédéraux, la Direction générale peut accorder une récompense convenable à l'inventeur. »

2) « Le droit de prendre pour ses inventions, des brevets en Suisse et à l'étranger, et de les exploiter vis-à-vis des tiers, est entièrement réservé à l'inventeur. Toutefois, si l'invention brevetée a été faite dans l'accomplissement d'un mandat direct, général ou spécial, visant l'exécution d'un ouvrage neuf ou l'amélioration d'un ouvrage existant, l'inventeur n'a le droit de prendre ou d'exploiter un brevet qu'à l'étranger ».

3) « Tout fonctionnaire, employé ou ouvrier, qui a l'intention de prendre un brevet pour une invention faite par lui, est tenu d'en informer la Direction préposée, dès qu'il a fait une déclaration d'invention aux autorités publiques.

Tous les frais nécessités par la prise du brevet, sont à la charge de celui qui le prend ».

4) « Lorsqu'un fonctionnaire, employé ou ouvrier, étudie une invention en dehors du cadre de ses obligations de service, et sans rapport direct avec ces dernières, la Direction préposée peut l'autoriser à ne payer qu'à prix coûtant le matériel et le travail qu'il demande à l'Administration du chemin de fer ».

5) « Si pour la confection d'un objet inventé conformément au Chiffre 1 ci-dessus, et pour les essais à faire, d'importantes dépenses sont nécessaires, il fait demander préalablement, par la voie du service, l'autorisation à la Direction préposée ».

(1) *Feuille officielle des chemins de fer fédéraux*, n° 8 du 26 février 1922, et article de M. Gariel : « La question des inventions d'employés », paru dans la « *Propriété industrielle* » le 28.2.1922.

En *U. R. S. S.* nous n'avons rien relevé de particulier sur ce point.

211. — En ce qui concerne les pays ne possédant pas une législation particulière sur la question, nous relevons peu d'éléments intéressants au *Danemark* ; aux *Etats-Unis*, dans les contrats collectifs des salariés quelconques, manœuvre ou ouvrier par exemple, il n'y a pas de stipulation concernant les inventions, mais au cas où le salarié est spécialisé dans les services de recherches, des clauses formelles accordent la propriété de l'invention au patron.

C'est ainsi que le Bureau International du Travail de Washington signale la clause générale du contrat, par laquelle la « Remington Arms Company » oblige les salariés du service des recherches à abandonner au patron tous droits aux inventions, améliorations ou brevets qu'ils auraient conçus, en relation avec leur travail. Le salarié doit se procurer au profit de la Compagnie, et à ses frais, un brevet pour son invention qui passe à la Compagnie sans compensation.

La « Westinghouse Electric Manufacturing Company » distingue deux catégories de salariés. Ceux de « l'Engineering Department » engagés pour faire des inventions, et dont le contrat stipule que la propriété de toutes les inventions faites par eux reviendra à la Compagnie pour le prix conventionnel de un dollar. Ceux des autres branches de l'entreprise, qui peuvent céder l'exploitation de leur invention à la Compagnie pour un prix réel convenu entre eux.

212. — C'est parmi les pays n'ayant pas de disposition législative sur la question mais ayant des projets de loi à l'étude que nous allons trouver les contrats collectifs les plus évolués, les plus satisfaisants.

En *Allemagne* : Si les efforts faits par les défenseurs des droits des salariés n'ont pas encore donné de résultats au point de vue législatif, ils ont contribué à l'établissement des contrats collectifs. Ces contrats, quoique limités locale-

ment, ou corporativement, sont cependant d'une importance fondamentale pour l'ensemble du problème des inventions des salariés. Ils préparent et orientent les projets législatifs. Ce n'est, en effet, que par « une série de tâtonnements, d'analyses quotidiens de situations de fait, d'essais successifs, qu'on arrivera à déterminer la part de l'entreprise et celle de l'employé dans les inventions ; à discerner les causes et à adapter les rémunérations à la mesure de celles-ci. Or, cela est d'abord affaire professionnelle. Les Associations d'employés peuvent préparer ici la voie à l'action légale. Si une réglementation légale précise est réalisable, c'est la pratique des contrats collectifs qui pourra le plus utilement y acheminer » (1). C'est vraiment en Allemagne que les contrats collectifs sont les plus nombreux et les plus importants, il convient donc de les étudier en détail.

Dans le contrat syndical de l'industrie métallurgique bavaroise du 27 juin 1919, on trouve pour la première fois, une réglementation du droit des salariés sur leurs inventions (2), mais le contrat le plus intéressant et le plus important, est celui passé entre l'Association des entreprises allemandes d'une part, et l'Association des employés et ingénieurs chimistes et le Syndicat des employés du commerce et de l'industrie d'autre part ; le contrat syndical pour les employés à formation universitaire de l'industrie chimique du 27 avril 1920. Déclaré obligatoire par l'Office du travail du Reich, du 20 août 1920, il a acquis force de loi, conformément aux articles 1 et 2 du décret sur les contrats syndicaux du 23 décembre 1918, pour tous les employeurs et employés à formation universitaire qu'ils occupent, même au cas où l'une des parties, ou les deux

(1) *La Propriété industrielle*, 1922, p. 23.

(2) *Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht*, 24^e, al. j, 1919, p. 247.

ne seraient pas membre des syndicats qui établissent le contrat syndical. Ce contrat dénommé « contrat syndical national » traite en détail, dans son article 9, des droits du salarié sur son invention (1).

Les dispositions du contrat syndical-national concernant les inventions des salariés sont reproduites *in extenso* dans les Annexes. Ces dispositions sont excessivement importantes. Elles distinguent nettement trois catégories d'inventions, tendent à régler avec précision l'indemnité de rémunération du salarié et de ses ayants cause. Précisant les positions du patron et du salarié, elles ménagent les intérêts des deux parties : sur les inventions d'entreprise, le salarié ne peut prétendre à aucun avantage moral (« l'honneur d'inventeur ») ou matériel (rémunération) ; sur les inventions de service, ses droits deviennent appréciables et ils paraissent absolus sur les inventions libres, quoique le régime de licence obligatoire au profit de l'entreprise y apporte une restriction.

Très nombreux ont été par la suite les contrats collectifs réglementant les droits des salariés sur leurs inventions ; citons entre autres le contrat collectif des employés commerciaux et techniques du district et de la ville de Mannheim (14 mai 1925) et celui des employés de l'industrie métallurgique du district de Chemnitz (7 avril 1926).

Une tentative plus intéressante encore est celle de la Fédération Nationale de l'industrie allemande, qui a établi en octobre 1928, en collaboration avec l'Association des employés à formation universitaire des professions des sciences techniques et naturelles, une formule de contrat, inspirée du contrat syndical national qu'il est recommandé de faire figurer dans les contrats de service qui ne relèvent

(1) Voir Annexes, Lois : Allemagne, page 221.

pas du contrat syndical national lui-même. La Fédération de l'industrie n'étant pas une organisation pouvant conclure un contrat collectif, la recommandation lui était seule permise. Nous allons rapidement examiner quelques passages de cet arrangement (1), qui, bien qu'inspiré par le contrat syndical national, en diffère sur certains points.

Il distingue trois catégories d'inventions : les inventions d'entreprise où l'influence des expériences antérieures, outils, matériaux, suggestions, etc..., de l'entreprise est si forte, qu'aucune personne ne pourrait individuellement être reconnue comme véritable inventeur ; les inventions de service qui résultent de l'activité normale d'un ou de plusieurs ouvriers déterminés ou qui, sans être basées sur l'activité prescrite au salarié, ont été fortement influencées par les moyens, outils, expériences, etc... (étant spécifié que le devoir du salarié comprend toute l'activité tendant à l'amélioration des intérêts de l'entreprise).

Les inventions libres — dont le salarié est obligé de donner connaissance au patron. Le salarié garde ses droits sur ses inventions faites avant l'entrée au service de l'entreprise seulement, s'il a déjà demandé un brevet pour ses inventions.

Les inventions d'entreprise et de service appartiennent au patron, pour ces dernières, le patron doit informer l'inventeur, dans un délai de six mois, s'il entend ou non prendre un brevet : dans la négative, le salarié peut prendre un brevet et l'exploiter dans le cadre de sa position vis-à-vis du patron, et sans utiliser les moyens de l'entreprise, ni violer le secret de fabrique.

Pour les inventions libres, le patron a un droit de préemption. Au cas où il conserve l'invention, l'employé a droit à une compensation en rapport avec la valeur commerciale de l'invention pour l'entreprise, l'usage par l'inventeur des moyens de l'entreprise, etc... Si le patron préfère garder l'invention secrète, sans la faire breveter, le salarié peut exiger une indemnité comme si elle avait été l'objet d'un brevet.

(1) Le contenu de l'arrangement a paru dans la revue : « *Der Angestellte Akademiker* », de novembre 1928.

Cet arrangement a été critiqué (1), par les grandes organisations ouvrières ; il leur paraît moins avantageux, pour le salarié, que le contrat syndical national : la définition des inventions de service y est élargie, le patron a droit aux inventions du salarié réalisées même avant la signature du contrat, si elles ne sont pas brevetées. La seule compensation est la rémunération de l'invention conservée secrète.

En France, il n'existe pas, à notre connaissance, de contrats collectifs sur ce point particulier. Par contre, nous trouverons plus loin, certaines formules de contrats individuels.

Au Luxembourg, une clause insérée dans le contrat d'engagement accorde, en général, à l'entreprise la propriété des droits sur les inventions faites par le salarié pendant son engagement, soit pendant ses heures de travail, soit en dehors de son service. Quelquefois même, le patron fait prendre à ses subordonnés, l'engagement de lui abandonner leurs droits sur toutes les inventions faites pendant les deux ou trois premières années après avoir quitté l'établissement.

La section centrale de la Chambre des Députés consultée sur la question du droit des salariés sur leurs inventions, a dans son « Avis » du 25 mars 1922, semblé approuver ces contrats collectifs en s'appuyant sur la majorité de la doctrine : « D'après certains auteurs, ces clauses (des contrats collectifs) sont entachées d'illégalité et contraires aux bonnes mœurs. Mais la plupart estiment que le libre consentement des parties doit être respecté. » Et l'avis laisse entendre que c'est dans la voie des contrats collectifs qu'il faut persévérer (2).

(1) « Butab », 4. janvier 1929, *Deutsche technische Zeitung*.

(2) Voir Annexes, Vœux et divers : Luxembourg, page 265.

En *Italie* jusqu'à présent les contrats collectifs prévoyant une réglementation précise des droits des salariés sur leurs inventions, sont en petit nombre, et de minime importance. Mais si l'Association Nationale Fasciste des Inventeurs, affiliée à la Confédération Nationale des Syndicats Fascistes des Professions libérales, et des Artistes, est légalement nommée comme association professionnelle, elle devra apporter dans ce domaine une collaboration très importante.

Le contrat collectif du 17 janvier 1921 concernant les ingénieurs, et conclu entre le consortium de l'industrie mécanique de la Lombardie, et l'Association Nationale des ingénieurs italiens se rapporte à une seule catégorie d'inventions, correspondant aux inventions d'établissement (*Betriebserfindungen*), inventions faites par le salarié pendant les travaux et essais accomplis dans l'entreprise et relatives à son champ d'activité. L'entreprise par cet accord de 1921, se réserve le droit de demander ou non le brevet pour l'invention réalisée, pour l'Italie et l'étranger et a droit, dans tous les cas, à l'exploitation exclusive de l'invention même après l'expiration du contrat qui lie l'ingénieur. En compensation, l'entreprise octroie à l'inventeur une rémunération fixée dans chaque cas particulier, et si l'entreprise n'a pas, six mois après la communication de l'invention faite par l'ingénieur, manifesté l'intention d'exploiter l'invention, l'ingénieur pourra demander le brevet lui-même s'il a obtenu l'autorisation formelle de l'entreprise.

Le contrat collectif du 21 novembre 1925 concernant les chimistes, et conclu entre l'Association de l'industrie chimique de Lombardie, et le Syndicat national des Chimistes, contient une réglementation plus complète quant au droit à rémunération, et plus restrictive pour les droits de l'inventeur. Le chimiste s'oblige à donner à l'entreprise toute son activité, ses connaissances spéciales et le fruit de son expérience. Réglementant toujours la catégorie d'inventions correspondant aux *Betriebserfindungen*, ce contrat établit que ces inventions reviennent à l'entreprise qui, en échange, accorde à l'inventeur, au moment de l'application du brevet, et pendant la durée de ce brevet, une somme égale à 10 % du revenu net, et 30 % du montant éventuel des rede-

vances de licences, le versement périodique de cette somme pouvant être remplacé au gré de l'entreprise par une somme égale à la rémunération moyenne du chimiste pendant les trois premières années, multipliée par le nombre des années de la durée ultérieure du brevet. Si l'entreprise ne dispose pas de l'invention, elle doit autoriser le chimiste, un an après l'assignation de l'invention, d'en disposer librement et moyennant un droit de 30 % sur les bénéfices éventuels, à titre d'indemnité envers l'entreprise, du temps et des moyens employés à la réalisation de l'invention.

En Suède, les prévisions des contrats collectifs réglant les droits des salariés sur leurs inventions, sont le plus souvent, exclusivement en faveur de l'entreprise. Le contrat que les employés du Département des Télégraphes doivent signer avec l'Administration est, à cet égard, typique :

« L'inventeur s'engage à transmettre au département le droit d'utiliser, à son gré, les inventions qu'il a réalisées. Il doit lui signaler toute découverte faite avant la signature du contrat, et déclare renoncer à toute compensation de la part du département ou de toute entreprise ou personne privée. Le département peut toutefois renoncer à son droit en faveur de l'inventeur. Il peut lui décerner, avec le consentement du Gouvernement, une rémunération spéciale et se charge, dans le cas où il garde la propriété de l'invention, des dépenses causées par l'obtention et le maintien du brevet » (1).

213. — Enfin parmi les pays sans législation particulière et sans projet de loi exactement délini en *Belgique*, nous n'avons pas relevé d'indication particulière sur ce sujet.

En *Grande-Bretagne*, les contrats collectifs stipulent, le plus souvent, que la propriété des inventions faites pendant les heures de service, appartient au patron. Les contrats des ingénieurs, par exemple, établissent habituellement que le

(1) Rapport sur la question de la Protection des inventions des salariés, C. C. T. I., II (10) Bureau international du Travail.

salarié doit tout son temps, pendant les heures de travail, à son employeur. Les inventions qu'il peut faire pendant les heures de travail, sont, de ce fait, la propriété de l'employeur. Les ingénieurs qui demandent la modification des contrats collectifs sur ce point, et la reconnaissance de quelques droits à l'inventeur, ont remporté un commencement de satisfaction en ce qui concerne l'Etat et son personnel de services civils. C'est ainsi, qu'en 1930 (1), le Conseil Whitley, du personnel des services civils de l'Etat, a approuvé une proposition généralisant la pratique suivie dans divers départements ministériels, en matière d'octroi de brevet aux inventeurs des services civils. Le Conseil recommande la création, à cet effet, d'un organe central dont les décisions devront aboutir à l'adoption de principes larges, et a formulé, lui-même, les trois principes suivants :

a) Tant qu'une décision est pendante, tous les droits sur les inventions faites par des fonctionnaires, seront considérées comme appartenant au Gouvernement et réservées pour le compte de celui-ci.

b) Les inventeurs, dont les inventions sont à tous égards étrangères à leur emploi, devront normalement obtenir tous droits sur leurs inventions.

c) L'inventeur qui, le cas échéant, est autorisé à jouir de droits commerciaux, ne perd pas de ce fait le droit de recevoir une prime.

Ces quelques directives semblent diriger dans un sens plus favorable aux inventeurs, que ne l'étaient, par exemple, les dispositions du « War Office » envers ses employés civils, telles qu'elles sont énoncées dans l'Appendice XIX des « King's Regulations for the Army and the Army Reserve »,

(1) *Informations sociales*, publication du B. I. T., n° 4, 23 juillet 1930, p. 169.

où le sujet était laissé à l'entière appréciation de l'Administration.

Rien de particulier en *Norvège*, ni dans les autres pays étudiés.

SECTION II. — CONTRATS INDIVIDUELS

214. — Au cours de la section précédente, contrats collectifs, nous avons eu l'occasion de citer quelques passages se rapportant également à des contrats d'industrie, ayant en quelque sorte, un caractère individuel. Il existe encore des contrats particuliers entre employeurs et salariés qui peuvent varier à l'infini ; d'autres contrats, d'une forme un peu plus générale, qui sont établis par des industriels et proposés aux techniciens travaillant dans l'industrie considérée, ou, dans certains cas, à des spécialistes de la recherche, éventuellement inventeurs.

Comme, dans de nombreuses législations, ils font la loi des parties, nous avons cru intéressant d'en citer quelques exemples. Leur nombre et leur variété sont très étendus : nous nous bornerons donc à citer quelques dispositions de ces contrats concernant les droits des entreprises et des employés sur les inventions de ces derniers (*France*), nous verrons ensuite que même sur un droit très précis (indemnité accordée au salarié) et dans un même pays, ces dispositions peuvent être très différentes (*Suisse*).

215. — *France.* — Voici quelques exemples de formules contenant des stipulations recommandées par des ouvrages récents :

a) « L'employé s'engage sans exception ni réserve, et sans autre rémunération que les appointements qui lui sont consentis, à communiquer à l'employeur tous inventions, perfectionnements, plans, faits par lui pendant la durée du contrat, et à

lui en transférer la propriété exclusive, à remplir toutes les formalités qui pourront être nécessaires pour mettre l'employeur en possession régulière des dits inventions, perfectionnements et plans... »

b) « Les inventions, découvertes, innovations et perfectionnements ayant trait, directement ou indirectement au champ d'activité de la Société... doivent être mis, avant toute publicité, par les membres du personnel qui en seraient les auteurs, à la disposition de, et il est formellement interdit d'en faire part à toute autre personne ou société. La Société a seule le droit, mais non l'obligation de faire breveter ces inventions, découvertes, innovations et perfectionnements, si elle juge opportun le dépôt d'une demande à cet effet. Le brevet est alors pris en commun au nom de la Société, et au nom de l'inventeur ; toutefois dans les pays où les inventions ne peuvent être brevetées qu'au nom de l'inventeur, celui-ci formulera la demande de brevet et, dans les formes légales, fera en même temps cession à de la copropriété de l'invention Cette situation n'engendrera aucune indivision ni communauté, mais laissera à chacun des copropriétaires, toute liberté pour exploiter l'invention dans la mesure de sa copropriété, sauf les réserves ci-après : l'inventeur ne pourra céder les droits résultant de sa copropriété, ni concéder des licences d'exploitation, ni exercer des poursuites en contrefaçon, sans le concours ou l'autorisation expresse de la Société qui sera seule maîtresse des conditions de mise en œuvre de l'invention » (1). Dans cette dernière formule figure le nom de l'inventeur.

c) « les attributions de M.... comportent, en outre, la poursuite de toutes études, recherches et mises au point concernant la production industrielle de la Société, ou s'y rattachant directement, soit comme produit, soit comme moyen de production, ou encore demandées par les membres de la Société, ou proposées par lui-même et acceptées par lesdits membres.

En conséquence, toute invention brevetable, toute marque ou brevet qui serait le résultat de ces essais ou travaux seront la propriété de la dite Société.

Tout brevet, addition ou marque qui seront déposés, le seront au nom seul de la Société, sans que M. puisse revendiquer

(1) *Les brevets d'inventions*, R. Moureaux et C. Weissmann, 1926.

d'autres avantages que ceux prévus au présent contrat, article 6 (cet article fixe les appointements sans rémunération spéciale pour les inventions).

Spécialement dans le cas où les recherches commencées pendant que M. reste lié activement à la Société par le présent contrat, aboutiraient à la prise d'un brevet ou d'une marque, après rupture du présent contrat, la Société conserverait sur ces brevets et marques un droit dépendant de l'importance des travaux ou études faits avant la rupture.

..... Il s'engage à réserver à la Société les résultats de tous travaux, recherches, ou inventions qui rentreraient dans ses attributions et qu'il pourrait faire en dehors de la Société, de ses laboratoires ou ateliers ».

d) « En outre, il est entendu que, dans le cas où vous seriez amené, par vos fonctions à la Société, et les travaux qui vous seraient confiés, à faire certaine découverte ou invention, elle serait la propriété de la Société qui en disposerait comme d'une chose lui appartenant, et que vous lui transmettiez tout brevet d'invention que vous auriez pu prendre ».

e) « Il est entendu que vous devez nous consacrer tout votre temps et votre activité, et exécuter à notre entière satisfaction tous les travaux qui vous seront confiés.

Vous vous engagez, en outre, sans aucune exception ni réserve, et sans autre rémunération que vos appointements, à nous communiquer toutes les inventions et tous les perfectionnements que vous pourriez trouver pendant votre séjour dans notre Compagnie et à nous en transférer la propriété exclusive.

Vous aurez, à cet effet, à remplir suivant nos indications, toutes les formalités qui pourront être nécessaires pour prendre en notre nom, tous les brevets ou additions de brevets, en France ou à l'étranger, et pour les transmettre à tous nos ayants droit.

Tous les frais nécessités par ces opérations seront à la charge de notre Compagnie ».

f) « Tous les travaux effectués par M. sont la propriété de la maison. Les brevets sont pris au nom de la Société, exception est faite pour les brevets américains, qui sont pris au nom de l'inventeur mais doivent être rachetés automatiquement pour la somme de un dollar par la Société » (1).

(1) Les contrats c, d, e, f, ont été communiqués par l'Union des Syndicats d'ingénieurs français.

216. — *Suisse.* — Les contrats d'engagement en usage dans l'industrie suisse, contiennent des stipulations très variées en ce qui concerne le droit à une indemnité pour l'inventeur-salarié dans le cas où l'invention réalisée revient à l'entreprise.

Certains prévoient seulement que, pour les inventions d'une valeur particulière, l'entreprise « pourra accorder, à son jugement, une rémunération spéciale, cette stipulation ne constituant cependant pas un droit dont puisse se prévaloir l'intéressé ». (Contrat d'engagement d'une usine de construction mécanique).

D'autres établissent un droit positif « à une rémunération spéciale dans le sens de l'article 343 du Code, dans le cas où l'invention a une réelle importance économique », (Contrat d'engagement d'une autre usine de construction mécanique).

D'autres contrats dénie, au contraire, le droit à une rémunération spéciale. On peut citer les stipulations suivantes renfermées dans le contrat d'engagement d'une fabrique de produits chimiques : « Toutes les améliorations et inventions que M. pourrait faire durant la durée de son engagement, sont la propriété de l'entreprise cette dernière a, en conséquence, le droit de faire breveter à son nom toutes lesdites inventions et améliorations. M. ne peut élever aucune prétention à indemnité en raison de ses inventions. »

TITRE V

Projets de réformes et tendances

PREAMBULE (n° 217).

CHAPITRE PREMIER. — *LES COURANTS DE L'OPINION
PUBLIQUE* (n° 218 et s.).

CHAPITRE II. — *TENDANCES DE LA PRESSE QUOTIDIENNE
ET DE LA PRESSE PROFESSIONNELLE* (n° 221 et s.).

SECTION I. — PRESSE NATIONALE : COMMENTAIRES DES LOIS ;
ARTICLES DE PRESSE (n° 221 et s.).

Autriche (n° 222). — Espagne (n° 223). — Suisse
(n° 224). — U. R. S. S. (n° 225). — Etats-Unis
(n° 226). — Italie (n° 227). — Allemagne (n° 228).
— France (n° 229). — Belgique (n° 230). — Grande-
Bretagne (n° 231). — Norvège (n° 232).

SECTION II. — CONSULTATIONS INTERNATIONALES : RAPPORTS DE
LA C. C. T. I. — RÉSOLUTIONS DE LA C. C. T. I. ET DE LA
C. C. E. (n° 233 et s.).

CHAPITRE III. — *PROJETS DE REFORME ET PROPOSITIONS
DE LOIS* (n° 239 et s.).

SECTION I. — PAYS DANS LESQUELS EXISTENT DES PROJETS ET
PROPOSITIONS EN PRÉPARATION (n° 239 et s.).

Hongrie (n° 240). — Tchécoslovaquie (n° 241). —
Italie (n° 242). — Allemagne (n° 243). — France

(n° 244). — Suède (n° 245). — Luxembourg (n° 246).

SECTION II. — ORIENTATION GÉNÉRALE ET PARTICULARITÉS
(n° 247 et s.).

SECTION III. — ÉTUDE CRITIQUE DES RÉCENTS PROJETS DE LOI
FRANÇAIS (n° 251 et s.).

Préambule

217. — Nous avons rapidement étudié dans le Titre précédent les législations, la jurisprudence et les coutumes dans les principaux pays. Il nous reste à donner un aperçu des courants et tendances qui se dessinent un peu partout et permettent éventuellement de fixer l'orientation des solutions à intervenir.

CHAPITRE PREMIER

Les courants de l'opinion publique

218. — Le public a toujours une opinion, quelle qu'elle soit ; mais en une matière aussi complexe et délicate que celle-ci, cette opinion souvent, manque de base, ou risque d'être fausse. En l'espèce cette opinion est encore si peu éclairée que tous ceux qui se sont intéressés à la question (législateurs, Commissions de travailleurs intellectuels ou d'ingénieurs, etc.), ont dû « consulter » avant de se prononcer, tous les groupements imaginables, c'est-à-dire non seulement les organisations ouvrières, les associations d'employés, d'ingénieurs, de fonctionnaires, de techniciens, mais encore tous les grands groupements patronaux, dans le domaine des inventions, s'entend,

219. — En fait sur une telle question l'opinion, mal éclairée ou guidée, se trouve plus ou moins livrée aux influences politiques ou de partis. Suivant le Gouvernement au pouvoir ou même seulement l'organisme du pouvoir consulté, on observe tour à tour des tendances extrêmes, parfois démagogiques et parfois conservatrices, en tous cas faussées par leur excès même (1).

220. — Au fond l'opinion publique se trouve prise dans un remous qui l'emporte tantôt vers l'une des deux opinions extrêmes, tantôt vers l'autre, mais elle ne doit point être négligée car, en dehors du contrôle des tribunaux, il est bien possible qu'elle constitue l'un des meilleurs régulateurs de la conscience et des intérêts, et qu'elle soit le mieux placée pour dénoncer les abus ou même pour les prévenir.

CHAPITRE II

Tendances de la Presse quotidienne et de la Presse professionnelle

SECTION I. — PRESSE NATIONALE : COMMENTAIRES DES LOIS

ARTICLES DE PRESSE

221. — La presse quotidienne a peu traité de la question, si ce n'est dans quelques cas particuliers, pour rapporter des passages de la presse professionnelle, ou pour donner con-

(1) Il est piquant à ce point de vue de constater qu'en bonne démagogie, l'opinion publique devrait être la première à dire : « l'invention à la Collectivité », et non « l'invention à l'inventeur. » C'est pourtant le contraire qui se produit, alors qu'en bonne démagogie toujours, il serait naturel que l'intérêt de la Collectivité passât avant celui de l'individu isolé et qu'on soutînt, non pas l'individu isolé mais bien les collègues de celui-ci qui ont contribué à établir la chaîne des recherches et ont eu la part principale dans le mérite de l'invention.

naissance des différents projets de loi préparés ou présentés dans les différents pays. C'est surtout la presse professionnelle qui a pu, à ce sujet, nous fournir quelque documentation intéressante, et le plus souvent, dans le sens favorable à l'inventeur-salarié. Il serait matériellement impossible de reproduire ici la liste complète de ce qui a été publié à ce titre. Aussi, nous bornerons-nous aux indications suivantes :

222. — *En Autriche.* — Le Docteur Heindl a publié de nombreuses études sur la question et un livre paru en 1926 sur « *La protection des inventions des salariés* », la question y est traitée en détail, mais le D^r Heindl, en sa qualité de secrétaire de la Chambre des ouvriers et employés, à Vienne, envisage la question avec un peu de parti pris, la protection de l'invention étant étudiée uniquement en faveur des salariés. Aussi quelques idées émises dans ce livre ont-elles été attaquées dans un article du Professeur Emmanuel Adler, paru dans le *Journal de l'Office international du Travail* (Genève), et défendant la thèse adverse. Adler critique, en premier lieu, la notion d'invention de service telle qu'elle est définie par la loi autrichienne, les limites en étant trop incertaines donc douteuses ; puis la rémunération particulière et équitable, qu'il nomme complément de salaire et dont il discute les directives qui conduisent à l'importance du dédommagement, comme incomplètes ; puis le règlement sur le changement ultérieur d'une rémunération déjà déterminée. Il expose l'irrégularité de l'accord intervenu entre les représentants de l'Association Générale de l'Industrie, (qui ont si mal protégé les intérêts des entrepreneurs qu'ils étaient les plus empressés à sacrifier), et les représentants des ouvriers et employés, et par-

tant, le peu de considération que doivent avoir les pays étrangers pour ces nouveaux règlements de protection des inventions.

De nombreux articles parus dans les journaux de MM. Abel, Reif, Weinmann, Lakenbacher, Arit prouvent l'intérêt suscité par le problème et par la nouvelle loi.

223. — *En Espagne.* — A part un commentaire de la nouvelle loi sur le contrat de travail, intitulé « *El contrato de Trabajo* », de Juan de Hinojosa, et un article de M^e Mari, dans le « *Diari Mercantil* » de Barcelone des 11 et 12 février 1932, il n'y a rien dans la doctrine espagnole concernant notre question.

Alors que M. Juan de Hinojosa se contente de faire un rapport succinct des articles de loi correspondants, M^e Mari en fait une violente critique et propose de les revoir, modifier et compléter, en les incorporant à une réglementation totale de la matière des brevets et en s'appuyant sur une ample information publique, œuvre du Registre de la Propriété industrielle.

224. — *En Suisse.* — Les ouvrages sur la question, à part une étude de D. Schindler, « *Ueber das Erfinderrecht der Arbeiter, Angestellten, Beamten und Gesellschafter* », qui date de 1895, c'est-à-dire d'une époque où l'art. 343 ne figurait pas encore dans la loi, sont assez récents.

Une thèse de Karl Beuttner, « *Die Angestelltlenerfindung im Schweizer Recht* » a paru en 1927 à Berne. Le D^r Buettner classe en trois groupes les inventions relevant de l'article 343 du Code des obligations :

1^{er} groupe : inventions pour lesquelles l'activité inventive fait partie de l'activité imposée par le contrat d'engagement.

2^e groupe : inventions réalisées par des salariés au service

de l'entreprise pour assurer la direction technique de l'entreprise, mais non pour chercher des inventions.

3° groupe : inventions qui n'appartiennent à l'entrepreneur qu'en vertu de dispositions formelles du contrat.

Il y joint les inventions d'établissement qui sont aussi la propriété du patron, aucun salarié ne pouvant être désigné en particulier comme étant l'inventeur.

Une autre thèse, de Jürg Buchli : « *Der Erfinder im Dienstverhältnis nach Schweizer Recht* » a été présentée en 1929 à Zurich. Le Dr Buchli étudie et définit le droit de l'inventeur, l'invention réalisée par des salariés et particulièrement l'invention d'établissement.

Un récent article du Dr Emile Thilo, extrait du *Journal des Tribunaux* et paru à Lausanne en 1932 : « *De la propriété et de la rémunération des inventions faites par l'employé au cours de son travail* », donne une idée très précise de la législation en vigueur.

Enfin les commentateurs du C. O. en général et du contrat de travail en particulier font, en passant, quelques brèves remarques sur l'art. 343 (Oser, *comment. C. O.*, rem. sur art. 343 et Schweiz. Jur. Zeitg. 5, p. 322 ; Becker, *comment. C. O.*, rem. sur art. 343 ; Fick, *comment. C. O.*, rem. sur l'art. 343 ; Rossel, *Manuel*, 4^e éd., p. 421 ; A. Martin, *le C. O. II : Des contrats de Droit civil*, p. 207 ; Rennefahrt, *Schweiz. Obligationenrecht*, rem. sur art. 343 ; Adler, *Der Dienstvertrag in neuen Schweiz-Obligationenrecht*, dans Schw. Jur. Zeitg 9, p. 90 ; Otto Lany, *Der Dienstvertrag des Schweiz-Obligationenrechts*, p. 33, 2^e éd., p. 52 ; C. Richard, *Le contrat de travail en droit suisse*, p. 295 ; O. Leimgruter, *Le contrat de travail d'après le droit suisse*, p. 50),

La question de la protection des droits des salariés sur leurs inventions, réglée par l'art. 343 du C. O. fait, depuis plusieurs années déjà, l'objet de nouvelles discussions. Les dispositions contenues dans cet article, fortement critiquées par les associations des salariés qui les trouvent insuffisantes et illusoires, parce que mal interprétées, sont au contraire défendues par les associations patronales qui les considèrent comme offrant le maximum de droits aux salariés.

En prévision d'une enquête des autorités fédérales, les revendications des salariés, mises au point par la Fédération des Sociétés suisses d'employés et adressées par un mémoire le 15 juin 1930 à l'Union Centrale des Organisations patronales suisses, demandent une refonte des dispositions légales en vue de protéger les droits des salariés sur leurs inventions. Cette refonte devrait, d'après ces revendications, se faire conformément aux directives suivantes (directives auxquelles les clauses des contrats d'engagement relatives aux inventions devraient, sans tarder se conformer) :

1° Pour les inventions que le salarié réalisera dans le cadre de sa tâche dans l'entreprise, et dont celle-ci pourra se réserver l'exploitation, le salarié aura droit :

a) à une rétribution spéciale qui sera appropriée à l'importance économique de l'invention ;

b) à l'indication de son nom dans le brevet et dans toutes les pièces du dossier ;

2° Il aura également droit à une rétribution équitable, pour les perfectionnements d'une réelle importance que le salarié réalisera dans le cadre de sa tâche ;

3° Les contrats d'engagement régleront en outre :

a) la durée du droit à la continuation des rétributions après l'expiration du contrat de service ;

b) le droit de codécision de l'inventeur relativement à l'étendue des demandes de brevet et au maintien des brevets :

c) les droits de l'inventeur, si l'employeur n'exploite pas l'invention ou l'exploite insuffisamment, ou la cède à des tiers pour l'exploiter :

d) la façon de trancher les contestations portant sur le droit de demander le brevet, et d'exploiter des inventions et perfectionnements, ainsi que l'obligation pour l'employeur d'indemniser l'inventeur.

En face de ces revendications, l'Union Centrale des organisations patronales a élevé des protestations (janvier 1931) et des critiques. Elle a rappelé ce qu'est en pratique une invention, résultant du développement d'idées existantes, basée sur les moyens auxiliaires et solutions pratiques, déjà acquises par l'entreprise dans laquelle travaille le salarié intéressé. La situation privilégiée de l'inventeur-salarié, par rapport à celle de l'inventeur libre en fait de moyens d'expérience, etc. Enfin, il lui apparaît qu'en ce qui concerne les questions de propriété, il ne peut exister aucune obscurité en interprétant correctement l'art. 343. En vertu de sa conception de principe en la matière, elle oppose aux propositions des Sociétés d'employés, les points de vue suivants :

1° *a)* La réglementation établie dans le Code des obligations en vigueur est équitable et satisfaisante pour les employeurs et les employés. Il n'y a donc aucune raison de la modifier.

b) En principe, il n'est pas possible d'admettre la revendication que le nom de l'inventeur soit indiqué dans le brevet, et dans toutes les pièces du dossier. En pratique, l'acceptation de cette demande conduirait notamment, dans les

grosses entreprises, à des difficultés intérieures, parce que, dans beaucoup de cas, on ne peut établir qui doit être considéré comme le véritable inventeur ayant le droit d'avoir son nom indiqué.

2° Il y a lieu de rejeter, par principe, la demande d'après laquelle un salarié doit pouvoir réclamer une rétribution spéciale, dans le cas où il est en mesure de proposer, dans le cadre de sa tâche, des perfectionnements de réelle importance. De telles inventions trouvent leur récompense purement et simplement dans l'appréciation plus grande, donnée aux services de l'employé. Il n'y a donc pas lieu à une récompense spéciale.

3° a) Dans le cas où en considération de l'importance économique d'une invention, la rétribution équitable est accordée sous forme d'une convention de licence, il est pris aussi des dispositions relatives à la continuation du droit à la rétribution après l'expiration du contrat de service. Dans les autres cas, les circonstances qui ont conduit à la rupture des rapports de service exerceront indubitablement une influence. En aucun cas, il ne doit être établi une disposition générale à ce sujet, que ce soit dans la loi ou dans le contrat d'engagement, attendu que chaque cas se présente différemment et doit être apprécié individuellement. Nous considérons qu'il ne peut y avoir un préjudice pour l'employé, parce que le juge protégerait ses droits éventuels en cas de congédiement abusif.

b) Le droit de codécision relativement à l'étendue des demandes de brevets et au maintien des brevets, doit être absolument rejeté. La revendication est inacceptable déjà parce que l'inventeur salarié n'est pas en mesure dans presque tous les cas, de juger quels avantages et quels désavantages peuvent résulter d'un dépôt de brevet en général, et

du dépôt d'un brevet dans les différents pays. De plus un tel droit de codécision conduirait à entraver la gestion de l'entreprise avec des conséquences imprévisibles.

Par ailleurs, l'employeur est tenu de supporter seul les frais élevés du brevet, en conséquence le droit exclusif de décision doit aussi lui appartenir.

c) Les mêmes considérations s'appliquent sans autre à l'exploitation de l'invention ; cette revendication est donc, elle aussi, inacceptable.

d) Il n'y a aucun motif de faire figurer dans le contrat d'engagement, des clauses relatives à la solution de différents en matière de brevet. Les intérêts du salarié sont pleinement garantis par la possibilité de s'adresser aux tribunaux ordinaires.

Aucune des directives formulées par la Fédération des Sociétés suisses d'employés n'a donc rencontré l'approbation de l'Union centrale des Organisations suisses d'employeurs. L'absence presque complète de jurisprudence sur la question démontre, qu'en pratique, les contestations élevées sur l'interprétation de l'art. 343 ont été peu importantes, et que son application a donné, dans l'ensemble, de bons résultats.

Pourquoi donc envisager une modification légale ? la collaboration intelligente entre employeurs et employés, sera toujours la meilleure solution pour les deux parties.

225. — *En U. R. S. S.* — Une critique sévère de la législation russe de 1924 a été faite par Heifetz (1). Celui-ci reproche à la loi de 1924 son obscurité de rédaction, ses redites et, ce qui est plus intéressant, l'absence complète d'une réglementation de la rémunération du salarié ; cette

(1) « *La nouvelle loi russe sur les brevets* », pp. 21 et suiv.

question n'est l'objet d'aucune mention dans la loi. Il n'y a donc pas pour l'inventeur de droit à une rémunération. Cette lacune de la loi a été comblée depuis par la loi de 1931.

Le D^r A. Tarjonski définit la situation de la façon suivante :

« D'une part la loi de brevets russe est basée sur le brevet d'invention, d'autre part, l'industrie qui appartient à l'Etat essentiellement et qui peut s'appuyer sur l'Etat pour la poursuite de ses droits, exerce une pression importante dans cette question. »

En fait, l'Union Soviétique peut être sous ce rapport considérée comme un gigantesque « Konzern » capitaliste qui essaie, par sa politique et la législation sur les brevets d'invention, de stimuler l'esprit inventif des salariés. Pour aboutir à ce résultat, elle se rapproche des législations des autres Etats européens, et la réglementation de la question en U. R. S. S. correspond à peu près à l'état actuel de la jurisprudence et des contrats collectifs en Allemagne.

La nouvelle loi russe du 9 avril 1931 adoptée par le Comité exécutif central et le Conseil des Commissaires du peuple, n'a pas profondément changé le fond de la loi de 1924 qui en fait, reconnaissait à l'employeur les inventions qualifiées, par d'autres Etats, d'entreprise et de service. Mais, avec une subtilité élégante, elle a changé la forme en reconnaissant, par une attestation de la qualité d'auteur, le droit au nom et en prévoyant une rétribution à l'inventeur, dont il n'avait pas été suffisamment tenu compte dans la précédente loi.

Nous ne pouvons mieux faire, pour en donner une idée, que de rapporter ici l'article paru dans la « *Vie économique des Soviets* » n° 136, du 5-1-1931, sous la signature du Pro-

fesseur A. Goichbarg, article sur la nouvelle loi relative aux inventions et perfectionnements techniques :

« Les lois relatives aux inventions, en vigueur jusqu'à ces temps derniers dans l'U. R. S. S. sauvegardaient les intérêts des inventeurs en leur reconnaissant un droit de brevet exclusif sur leur invention. Malgré leur fondement social, ces lois étaient essentiellement basées sur le principe individualiste. Ce principe ne correspond plus aux tâches actuelles de l'U. R. S. S., tâches d'industrialisation socialiste ouvrant un champ absolument incomparable au développement de l'activité technique des masses ouvrières.

L'esprit collectif d'invention doit remplacer celui des inventions individuelles. Il est indispensable d'encourager cet esprit dans les masses en créant à cet effet des organes dirigeants spéciaux, de l'organiser en conformité avec la reconstruction socialiste de toute l'économie publique. L'esprit d'invention des masses doit devenir une des formes essentielles de la participation directe des travailleurs eux-mêmes à la rationalisation socialiste de la production et un moyen fondamental d'implanter la technique nouvelle dans l'économie publique de l'U. R. S. S.

Partant de ces considérations, le Comité exécutif central et le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. ont adopté, le 9 avril 1931, la nouvelle loi relative aux inventions et perfectionnements techniques. Cette loi entrera en vigueur un mois après sa publication dans le « *Sobranie Zakonov* » (*Recueil des Lois*). Le nouveau texte législatif prend pour base non le brevet, mais l'encouragement de l'invention et la rémunération de l'inventeur. L'auteur d'une nouvelle invention peut exiger la délivrance, soit d'une attestation de sa qualité d'auteur de cette invention,

soit d'un brevet, c'est-à-dire d'un acte reconnaissant son droit exclusif sur celle-ci.

Toutefois, on ne délivre pas de brevet, mais seulement une attestation d'auteur dans les cas suivants : a) lorsque l'invention a été faite à l'occasion du travail de l'inventeur dans les institutions de recherches scientifiques, les bureaux de construction, les ateliers expérimentaux, les laboratoires et dans d'autres organes analogues du secteur socialisé de l'économie publique, organes chargés de découvrir, élaborer et expérimenter les inventions ; b) lorsque l'invention a été faite sur commande spéciale donnée par un organe d'Etat ou une organisation du secteur socialisé ; c) lorsque l'inventeur a bénéficié de l'aide matérielle de l'Etat ou d'une organisation du secteur socialisé pour élaborer l'invention en question.

Le droit d'exploiter l'invention pour laquelle il est délivré une attestation d'auteur, n'appartient, dans l'U. R. S. S., qu'à l'Etat ou à l'organisation du secteur socialisé et de la coopération dans les limites de leur activité respective.

Lorsque l'invention est reconnue utile pour l'économie publique de l'U. R. S. S., le titulaire d'une attestation d'auteur a droit à une rémunération de la part de l'Etat ou de l'organisation intéressée, suivant une échelle de tarifs établis. De plus, le titulaire d'une attestation d'auteur, inventeur-ouvrier, bénéficie d'un certain nombre d'avantages supplémentaires relatifs notamment aux conditions d'habitation, d'admission dans les institutions d'enseignement, au droit d'occuper un poste de travailleur scientifique dans les institutions et entreprises de recherches et expériences, à l'emploi des meilleurs inventeurs exclusivement dans des travaux d'invention, au droit à une pension spéciale, etc.

Lorsqu'un brevet est délivré pour une invention, personne ne peut exploiter celle-ci sans le consentement du titulaire du brevet. Celui-ci est valable pour une période de quinze années ; le titulaire d'un brevet d'invention ne bénéficie pas des avantages sus-énumérés. Des droits spéciaux sont prélevés sur toutes opérations relatives aux brevets.

Le titulaire d'un brevet est obligé de réaliser dans l'U. R. S. S. son invention dans un délai de trois ans, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un cessionnaire.

Dans le cas où le titulaire vient à manquer à cette obligation, tout organe ou personne intéressé peut obtenir une concession obligatoire pour la réalisation de l'invention. Si celle-ci présente un intérêt essentiel pour l'Etat, le brevet peut être exproprié par contrainte à tout moment, ou bien, il peut en être accordé une concession obligatoire au profit de l'organe d'Etat intéressé.

Il peut y avoir des perfectionnements techniques qui ne constituent pas de nouvelles inventions. La sélection de ces sortes de perfectionnements utiles est concentrée dans les organes spéciaux pour les inventions existant auprès des entreprises. L'acceptation de ce genre de projets crée également au profit de leur auteur un droit à une rémunération selon un tarif spécial, à un certain nombre d'avantages et à l'obtention d'un certificat d'acceptation du projet.

A l'effet d'encourager les inventeurs et d'organiser plus rapidement et plus rationnellement l'exploitation des inventions et des perfectionnements techniques, des organes spéciaux pour les inventions sont constitués : auprès des diverses entreprises, des unions et administrations économiques, des centres coopératifs et des Commissariats du Peuple. Tous ces organes sont dirigés par le Comité des inventions auprès du Conseil du Travail et de la Défense. Il y a auprès de

ce Comité un Bureau de la Nouveauté, bureau spécial chargé de déterminer le caractère de nouveauté de l'invention et d'en délivrer une attestation d'auteur ou un brevet ; il y a là également un Conseil d'appel des décisions du Bureau de la Nouveauté. Les déclarations d'inventions à l'effet d'obtenir l'attestation d'auteur ou le brevet, doivent être remises au dit Bureau de la Nouveauté du Comité des inventions auprès du Conseil du Travail et de la Défense en y joignant une description et un schéma en trois exemplaires. Lorsque tous ces documents ne sont pas présentés, l'inventeur est invité à compléter sa déclaration. Au cas où celle-ci contient tous les matériaux et renseignements nécessaires, même en un seul exemplaire et où, à l'examen préalable, l'invention n'est pas reconnue défectueuse ou nettement sans caractère de nouveauté, il est délivré au déclarant une attestation de priorité.

Aucune invention n'est reconnue nouvelle, si avant la déclaration actuelle, elle a été déjà appliquée dans l'U. R. S. S. ou à l'étranger, ou bien si elle a été décrite dans un ouvrage imprimé ou encore si elle a été publiée sous une forme quelconque de sorte que sa réalisation a pu être effectuée par des personnes informées. Toutefois, le caractère de nouveauté n'est pas exclu :

1° Au cas où, six mois au plus avant la déclaration, l'invention aurait été appliquée dans l'U. R. S. S. dans un but d'essai ou de perfectionnement ; 2° au cas où, dans le même délai, l'inventeur a présenté dans l'U. R. S. S. ou à l'étranger un exposé de son invention, dans une institution de recherches scientifiques, dans un organe consacré aux inventions ou dans une entreprise où l'on peut préparer, essayer ou exploiter une invention.

L'expertise du caractère de nouveauté a lieu dans l'ordre des dates des déclarations et doit être terminée dans les 6 mois à compter du jour de la déclaration.

La nouvelle loi prescrit une série de mesures destinées à assurer la réalisation effective des inventions et des perfectionnements techniques utiles.

Les organes qui, dans les différentes branches économiques consacrent leur activité aux diverses inventions sont chargés de sélectionner les plus utiles pour l'économie publique de l'U. R. S. S., parmi toutes celles qui sont déclarées au Bureau de la Nouveauté. Un projet d'exploitation est établi pour chaque invention reconnue utile et ce projet doit être réalisé dans toutes les entreprises de la branche intéressée où l'invention peut être appliquée avec profit.

De plus, lorsque l'invention a été faite ou proposée, dans une entreprise ou dans un trust, qui peuvent l'appliquer avec profit, ils doivent l'essayer et l'exploiter sans attendre l'appréciation de l'organe spécial de la branche économique respective.

L'inventeur a le droit d'assister à la séance où est discutée la question de l'utilité de son invention ; y peuvent également assister les représentants des syndicats et unions correspondants d'inventeurs. La décision relative à la question de l'utilité de l'invention est susceptible d'appel qui peut être interjeté par l'inventeur lui-même ainsi que par une organisation s'occupant des questions d'inventions. L'inventeur est invité à participer à l'élaboration et aux essais de l'invention et aussi, lorsqu'elle présente une grande importance, à l'établissement du plan de son exploitation.

Au cours de la sélection des inventions et perfectionnements techniques utiles, on relève particulièrement celles

qui présentent une grande importance pour l'économie publique de l'U. R. S. S. Pour chacune de ces inventions, le directeur de l'Union désigne une personne responsable de son application.

Lorsqu'une invention reconnue utile n'est pas réalisée dans un délai de six mois, l'organe des inventions de la branche économique correspondante, doit en informer le Comité des inventions auprès du Conseil du Travail et de la Défense et l'organe central administratif des inventions en indiquant les motifs du retard. Si une invention ou un perfectionnement technique présentant une grande importance, n'est pas réalisé dans le délai d'un an, on doit en informer également le Commissariat du Peuple pour l'Inspection Ouvrière et Paysanne de l'U. R. S. S.

La nouvelle loi contient également des prescriptions relatives à des inventions secrètes et à la possibilité de transformer des anciens brevets en attestations d'auteur.

Une invention faite dans l'U. R. S. S. ne peut être brevetée ni réalisée à l'étranger, qu'avec l'autorisation du Comité des inventions auprès du Conseil du Travail et de la Défense.

Des peines criminelles assez lourdes sont établies pour la déclaration et surtout pour la transmission à l'étranger, sans autorisation spéciale, d'une invention faite dans l'U. R. S. S. ou même à l'étranger par un citoyen soviétique envoyé en mission par l'Etat ».

226. — *Aux Etats-Unis.* — Le principe général du droit américain est énoncé par Hoar dans son *Commentaire* (1) : « La tendance de la loi est de réserver au salarié la part la plus large du bénéfice des résultats de ses facultés intellec-

(1) P. 128, *Commentaires sur les « Patentes »*.

tuelles dans la mesure compatible avec le contrat qu'il a passé avec son employeur. »

Ces contrats contenant des dispositions relatives aux inventions des salariés sont licites sauf s'ils se présentent comme « contract in restrain of trade », ceci ayant lieu, d'après Hoar, lorsque l'obligation de cession de l'invention du salarié au patron est illimitée dans le temps et n'est pas restreinte à un domaine déterminé d'inventions. Pour Walker (1), seule la première limitation est nécessaire.

Si le contrat ne contient pas de disposition à ce sujet les brevets obtenus par l'employé demeurent sa « propriété individuelle », le patron ayant toutefois un droit de licence implicite pour faire usage de l'invention et la vendre (*Cyclopedia of Law*) (2).

Toutefois même au cas où il n'y a aucune obligation conventionnelle de cession, celle-ci peut avoir lieu dans le cas de « unplied licence » ou « slop right ». C'est le cas, nous dit Walker (page 379), où le salarié réalise l'invention pendant ses heures de travail dans l'usine, avec les outils de l'employeur, et où l'invention a été utilisée par le patron sans opposition du salarié. Cette tolérance tacite du salarié « acquiescence » se produit lorsque le salarié tolère que l'invention réalisée par lui, soit utilisée par le patron. L'assentiment à la cession de l'invention est déduit de l'attitude du salarié, après qu'il a réalisé l'invention, alors qu'au cas où cette cession avait été prévue par le contrat, l'assentiment est déduit de l'attitude du salarié au moment de la signature du contrat d'engagement.

(1) *Commentaire*, remarque 57.

(2) Volume XXX, page 880, édité par The American Law Book Co New-York.

227. — *En Italie.* — Les solutions de la doctrine sont identiques à celles de la jurisprudence. Elles ont été adoptées dans les grands traités de Droit industriel aussi bien que dans les articles de portée plus restreinte. Ghiron (1), Luzzatto (2), Ramella (3), Piola Caselli (4), et Carnelutti (5) semblent être les auteurs ayant le plus d'autorité sur cette question. Ghiron et Ramella sont d'avis que l'invention appartient au patron si elle rentre dans le domaine normal du travail du salarié, tandis qu'elle appartiendra au salarié si elle est étrangère au travail auquel il est occupé. Luzzatto est plus favorable au salarié, car il lui attribue la propriété de l'invention aussi dans le cas où elle a été réalisée dans le domaine de ses attributions en utilisant les moyens mis à sa disposition par le patron. Cependant dans le cas où le salarié aurait été expressément chargé d'étudier une invention ou un perfectionnement, la propriété de l'invention devrait être partagée avec le patron. Carnelutti résume ainsi ses idées sur le sujet : « La question du droit privé dans le contrat de travail se résoud en une question de fait, au moyen de la définition du résultat que le travailleur doit poursuivre à l'avantage du créateur du travail, selon le contenu du contrat, en sorte que si l'objet du contrat n'est pas seulement l'« opus materiale » mais l'« opus imma-

(1) Ghiron, *Corso di Diritto industriale*, Soc. Editrice del Foro Italiano, Roma 1929, p. 145. Ghiron, *I Diritti del principale sulle invenzioni fatte dal impiegato*, note à la sentence du Tribunal de Rome (Foro Italiano 1920, I, 899).

(2) Luzzatto, *Trattato generale sulle privative industriali*, ed. Pilade Rocco, Milan 1925, vol. III, p. 214.

(3) Ramella, *Trattato delle Privative Industriali*, Milan, soc. Editrice Libreria, vol. I, p. 49.

(4) Piola Caselli, *Sul diritto di privativa industriale nelle invenzioni fatte per incarico d'altri* (Foro Italiano 1910, I, 1183).

(5) Carnelutti, *Il diritto di privativa nel contratto di lavoro nella Rivista di Diritto commerciale* 1910-11, p. 435, publiée à nouveau dans : « *Studi di Diritto Industriale* », Rome, Athenaeum 1916, p. 31 et suite.

teriale » constitué par le contenu représentatif du manuscrit, du dessin, de la gravure ou bien par le contenu inventif du mécanisme, de la combinaison de la préparation chimique, etc... le droit de propriété appartient à l'entrepreneur ou au commettant, autrement il appartient à l'inventeur » (*ouvrage cité*).

Et Piola Caselli écrit : « Le droit de propriété industrielle a, il est vrai, comme titre exclusif originaire le fait de l'invention, mais si l'inventeur a demandé ou accepté, par charge avec appointements ou aussi seulement avec les moyens qu'un tiers lui a fournis à cet effet, de poursuivre des études, des recherches ou des expériences qui conduiront à l'invention, on doit nécessairement retenir que par accord tacite et à l'exception de l'hypothèse d'une libéralité, il a été entendu que le brevet reviendra à celui qui a donné la charge, car on doit présumer que la charge vise en effet à procurer au commettant les profits d'une invention brevetable. Si au contraire cet accord contractuel n'existe pas, la règle fondamentale que la propriété ne peut être accordée qu'à l'inventeur, aura son plein pouvoir à moins que le propriétaire de l'industrie intente une action éventuelle de dommages pour l'abus que l'inventeur aurait fait des moyens industriels et de son temps de travail pour réaliser son invention » (*ouvrage cité*).

Etant admis la possibilité de ces contrats et cela d'une façon générale, les opinions des auteurs sont partagées quant au fondement de leurs principales conséquences légales, c'est ainsi que si le droit à être reconnu comme inventeur (cf. *Jurisprudence, Tribunal de Rome, 15 mars 1929 : Massimario giurisprudenza del Lavoro 1929, p. 294*) est généralement admis, certains croient que ce droit est fondé sur les principes généraux du droit positif, que l'on peut

déduire de la loi sur la propriété industrielle de 1859 et de celle sur les droits d'auteur de 1925, d'autres croient que ce droit n'est reconnaissable que dans les cas spéciaux indiqués par la loi, et qu'il ne donne pas lieu à la constitution d'un principe général de droit.

228. — *En Allemagne.* — Les publications sur la question des inventions des salariés sont excessivement nombreuses, étant à la fois l'effet et la cause de la variété et de l'abondance exceptionnelle sur cette question, des sources de droits (contrats collectifs, jurisprudence, projets de loi).

Assez longtemps avant la guerre, on a commencé à étudier la question et l'allure sociale qui lui a été donnée a beaucoup contribué à la richesse de la littérature qui lui est consacrée. Tantôt l'étude en est faite plus ou moins en détail dans des commentaires de lois existantes ou de projets de lois, tantôt elle fait l'objet d'une publication spéciale, ou d'un article dans un journal. L'énumération, que nous faisons des ouvrages et études se limite volontairement aux publications les plus récentes ; elles seules montrent la situation actuelle du problème, et leur nombre, sans cette limitation, serait trop important.

Les commentaires de la loi des brevets comportent tous une étude approfondie de la question au point de vue juridique, et d'après la jurisprudence. Lutter (1923), Pietzker (1929), Isay (1931), Krausse (1931) et Seligsohn (1932), sont les auteurs des plus récents « *Patentgesetz* ». Quelques ouvrages s'occupent exclusivement de la question : « *L'invention d'un employé d'après la jurisprudence en vigueur* » de K. Engländer en 1925 et plus récemment « *L'invention d'un employé* » qui contient un aperçu de la législation dans différents pays, de E. Heinrich, en 1931. Citons encore

Lüdwig Fischer, auteur de plusieurs brochures et d'un livre, « *Le travail de l'ingénieur de brevets dans ses rapports psychologiques* », et le Dr Kurt Schreiber.

Enfin un grand nombre d'études sur ce sujet ont paru soit dans la « *Zeitschrift für Gewerblichen Rechtsschutz und Urheberrecht* », soit dans les journaux « *Industrierecht* » et « *Mitteilungen vom Verband deutscher Patentanwälte* », sans oublier les très intéressants travaux de M. le Dr Weidlich, sur les droits de l'entreprise et du salarié dans les inventions de salarié, travaux qui font autorité en la matière. Nous citerons de lui : « *Die Angestellten-erfindung im In-und Ausländischen Recht* ».

229. — *En France.* — Avant de commencer à exposer les tendances de la doctrine nous devons faire remarquer que les premiers titres de cet ouvrage s'appuient sur un grand nombre de citations et de textes empruntés en majorité aux ouvrages français sur la question. Pour éviter les redites nous renverrons simplement, chaque fois que l'occasion s'en présentera, aux textes précités.

Alors qu'une partie de la doctrine préconise des solutions à peu près identiques à celles de la jurisprudence, une autre partie animée d'idées nouvelles et hardies adopte des solutions assez différentes.

Le premier groupe représente la doctrine classique, le second, de formation récente, a, depuis la guerre et à plusieurs reprises, exposé ses théories soit à la Chambre des Députés, à l'occasion des projets de loi sur les brevets d'invention et nous expliquerons ces idées dans un chapitre consacré aux projets de loi, soit dans des articles publiés le plus souvent dans des journaux professionnels.

La doctrine classique, qui a toujours d'ailleurs d'ardents défenseurs, propose, pour combler les lacunes de la loi de

1844, les mêmes solutions que la jurisprudence et s'efforce de donner une base juridique à ces solutions consacrant les droits des salariés sur leurs inventions.

Tout d'abord, elle réclame pour les parties la liberté de contracter. Nous avons cité précédemment (Limites et tempéraments apportés à la liberté des conventions : Titre II, Chap. I^{er}, p. 55, note 2) l'opinion de Pouillet il n'est pas inutile de la rappeler en quelques mots ici :

Toute convention formelle attribuant au patron les inventions que l'employé pourrait faire au cours de son engagement sont licites et de telles conventions, librement formées doivent s'exécuter quelques dures qu'en puissent être les conséquences pour l'inventeur, l'employeur n'ayant d'autre obligation légale que celle définie par la convention. Telle était l'opinion exprimée par Pouillet (*Brevets d'invention*, 4^e édition, page 253), et partagée par les auteurs Picard et Olin, n^o 24 ; Allart, Tome II, n^{os} 147 et suiv. ; Bozérian, Propriété industrielle, n^o 160 ; Mainié, Tome I, n^o 103 ; Nouguiér, n^o 36 ; Ruben de Couder, n^o 336 ; Rendu, n^o 66.

Quand il n'y a pas de contrat, la question devient plus complexe. Distinguons le cas où l'invention est le résultat du travail auquel l'employé est préposé, et le cas où elle est en dehors des travaux ordinaires de l'employé.

Dans le premier cas (l'invention est le résultat du travail auquel l'employé est préposé), les opinions des auteurs s'accordent, malgré les principes juridiques différents sur lesquels ils s'appuient. Pouillet octroie, dans ce cas, la propriété de l'invention au patron, l'employé n'étant en quelque sorte que l'instrument de ce dernier et il assimile l'invention à la découverte d'un trésor, assimilation séduisante mais qui nous a paru discutable (Introduction, Chapitre II, Section II, page 22, n^o 33).

Picard et Olin arrivent au même résultat en s'appuyant sur les principes reçus en matière de mandat et en les appliquant au louage de service par voie d'analogie. « D'après ces principes, en effet, le mandataire est tenu de rendre compte au mandant de tous les profits qu'il a faits, même indirectement, par suite des fonctions qu'il a acceptées (article 1993 du Code civil), or la découverte ou l'invention peut être à bon droit considérée comme un de ces profits indirects ».

Dans le second cas (l'invention est en dehors du cycle des travaux ordinaires du salarié), la doctrine paraît, dans certaines circonstances spéciales, admettre que si l'employé n'a été conduit à l'invention que par ses seules inspirations, s'il n'a rien emprunté qu'à sa propre intelligence, s'il n'est redevable du résultat qu'à lui-même, « il garde la propriété de son invention, il a seul droit au brevet, alors même que ce serait pendant le temps qu'il devait consacrer à son travail grâce aux instruments et aux facilités que lui donnaient ses fonctions qu'il a réalisé sa découverte, alors même qu'elle serait relative aux travaux dont il est chargé, et qu'elle aurait pour but d'en faciliter l'exécution. Seulement il peut y avoir lieu de le condamner à payer à son patron des dommages-intérêts pour le tort qu'il lui a causé en négligeant ses fonctions, en consacrant à ses propres affaires un temps qui ne lui appartenait pas, en se servant pour son propre usage des outils ou des instruments qui lui avaient été confiés pour l'exécution de son travail » (Pouillet).

Bozerian applique à cette matière les règles du contrat de louage d'ouvrage : « Il est certain que le maître, c'est-à-dire celui qui paie le prix du louage, ne peut prétendre à la propriété des découvertes faites par le locateur pendant la durée du contrat, lors même que ces découvertes se rat-

tacheraient aux services que celui-ci doit rendre. Le locateur, en effet, ne s'est pas engagé à faire des découvertes, à lui donc la propriété de celles qu'il a faites, à lui et à lui seul la propriété de ses brevets, à lui tous les produits qu'il peut en tirer, à l'encontre des tiers. Mais ne doit-il pas, du moins, faire profiter le maître de ses inventions sans indemnité ? En principe, je ne le crois pas, et cela pour le même motif, c'est que le locateur ne s'est pas engagé en qualité d'inventeur, mais en une toute autre qualité. Sans doute aux termes de l'article 1135, les conventions obligent à toutes les suites que l'équité, l'usage, ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature, mais peut-on considérer une invention comme une suite naturelle d'un louage d'industrie ? » (*Propriété industrielle*, n° 160).

M. Paul Pic, Professeur de la Faculté de Droit de l'Université de Lyon, a excellemment résumé les principes de la doctrine et de la jurisprudence sur la question : « Si nous cherchons à ramener à quelques brèves formules, les principes à l'aide desquels la doctrine et la jurisprudence s'efforcent de résoudre les conflits susceptibles de s'élever entre un chef d'entreprise et ses subordonnés, au sujet des inventions réalisées par ceux-ci, soit seuls, soit sous le contrôle ou même avec le concours du patron, nous arrivons aux conclusions suivantes :

Pour que le conflit puisse naître, il est indispensable que l'invention se produise dans le cercle des attributions de l'inventeur-salarié, et ressortisse du travail technique dont il est chargé de par son contrat de travail. Si l'invention rentre dans ce cadre sans contestation possible, la propriété de l'invention pourra être attribuée au patron, si elle s'en écarte plus ou moins, elle pourra, suivant les cas, être recon-

nue à l'inventeur ou être considérée comme propriété commune du chef d'industrie et de son préposé.

Mais si l'invention est complètement étrangère à la mission dévolue à l'employé, l'existence d'un contrat de travail entre les deux parties ne saurait avoir pour résultat de faire échec au principe posé par l'article 1^{er} de la loi du 5 juillet 1844. L'employé seul, en conservera la propriété sauf à tenir compte à son patron du concours direct ou indirect qu'il en a reçu pour ses recherches.

Ainsi est-on arrivé par étapes et non sans difficultés à concilier dans la mesure du possible, le droit des chefs d'industrie et celui de leur personnel, et à édifier pièce à pièce une théorie transactionnelle qui gagnerait toutefois à être confirmée et précisée soit par une loi plus moderne sur les brevets d'invention, soit par une loi depuis longtemps attendue sur le contrat de travail » (*note Dalloz* 1926-2-33).

Le Professeur Pic semble se rallier aux solutions de la doctrine et de la jurisprudence classique, mais l'attitude qu'il adopte en face du problème est assez différente de celle des auteurs précités et fait pressentir les revendications des groupements de salariés. « S'il est une catégorie d'intellectuels méritants et cependant sacrifiés », écrit-il dans *La Semaine juridique* (1926-27, pp. 721 et suiv.), « c'est assurément celle des inventeurs-salariés, c'est-à-dire des ingénieurs ou contremaîtres engagés moyennant un traitement le plus souvent modique, par des chefs d'industrie (ou par l'Etat lui-même), en vue de recherches scientifiques dont les applications pratiques sont une source d'enrichissement pour les établissements publics ou privés qui ont recours à leurs services. Jusqu'à ces dernières années, le législateur semblait s'être désintéressé de leur sort. Malgré les efforts méritoires

des tribunaux pour mettre ces inventeurs à l'abri d'une véritable spoliation, la plupart d'entre eux n'étaient pas équitablement rémunérés de leur travail, les inventions par eux réalisées ayant été cédées par avance à leurs employeurs, dans des conditions parfois les plus léonines », et plus loin, il déplore qu'il soit impossible aux tribunaux, « en présence d'une convention formelle, d'accorder à l'inventeur qui a, par avance, fait abandon de ses droits à son patron, une indemnité adéquate à la valeur réelle de l'invention ». Cependant les droits qu'il propose d'accorder aux salariés sont loin de réaliser les prétentions exprimées dans les vœux des associations de salariés.

Ces associations ont manifesté sous différentes formes (enquêtes, pétitions, propagande active) en faveur d'un accroissement effectif des droits des salariés sur leurs inventions, et de la reconnaissance législative de ces droits. Ces manifestations ont trouvé un écho dans l'étude et la discussion des projets de loi, en particulier dans le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, le 2 juin 1931, les tendances de la doctrine nouvelle se trouvent exposées et même, sur certains points, dépassées. Nous les analyserons dans le chapitre suivant.

Nous citerons aussi les publications suivantes : les différents bulletins mensuels de l'Union des syndicats d'ingénieurs français, publiés sous la signature du gérant M. P. Dubois : « *Différentes analyses de la situation des inventeurs-salariés* », mai 1927, décembre 1928, août-septembre 1929, octobre 1931 ; l'Industrie chimique : « *La nouvelle loi sur les brevets d'invention* » M. Georges Lainel, numéro de juin 1931. Le Journal « *L'Usine* » : « *Projets de lois sur les brevets d'invention* », M. P. Loyer, n° 26 du 26 juin

1931. Le bulletin de la Société des Ingénieurs Civils de France (nov.-déc. 1931) :

a) page 1960 « *Le projet de loi sur les brevets d'invention, adopté par la Chambre des Députés* », par M. Frédéric Harlé ;

b) page 1971 « *Réforme de la loi de 1844 sur les brevets — Examen critique des dernières dispositions votées par la Chambre* », par M. André Taillefer ;

c) page 1979 « *La propriété scientifique, Rapport de la Commission de la Propriété industrielle et scientifique nommée par la Fédération des Associations, sociétés et syndicats français d'Ingénieurs* », par M. Foillard.

230. — *En Belgique.* — La doctrine classique, dont André, dans son *Traité des brevets d'invention* (page 572 et suiv.), est le plus notoire représentant, est identique à la doctrine classique française, s'appuyant sur la jurisprudence française, elle arrive aux mêmes conclusions. Excluant l'hypothèse d'un accord exprès sur la question, elle attribue la propriété de l'invention au patron, du moment qu'elle est le résultat direct du travail auquel l'employé était préposé, de sorte que celui-ci n'y a été amené que par les instructions qu'il a reçues pour l'exécution même de sa mission (en contradiction avec l'arrêt de la Cour de Bruxelles de 1930). Quant au cas intermédiaire, (savoir celui du salarié qui, sans être chargé de rechercher des perfectionnements, fait cependant une découverte au cours de son travail, découverte que ce travail n'avait pas pour but de faire, mais qui néanmoins n'eût pas été faite sans ce travail), il sera résolu dans le sens de l'attribution de la propriété du brevet au patron ou à l'ouvrier suivant que l'invention se rattachera au travail par un lien plus ou moins direct.

231. — *En Grande-Bretagne.* — Il a été peu écrit sur ce sujet, et les seules études sur la question, sont des com-

mentaires et des résumés de la jurisprudence correspondante. Aussi les théories de la doctrine sont-elles exactement identiques à celles de la jurisprudence. Comme la jurisprudence, la doctrine reconnaît à l'inventeur le droit exclusif à l'obtention du brevet même si l'inventeur est un salarié, comme elle, aussi, elle ne lui accorde le droit d'en conserver la propriété que dans certains cas. « Le principe directeur réside dans la question de savoir si c'est l'idée elle-même ou simplement la méthode d'exécution pour en tirer les effets, qui constitue la valeur de l'invention » (*Terrell on Patents*, p. 21). C'est ainsi que « si une personne est employée par une autre pour exécuter un travail de recherches avec le but d'améliorer une machine ou un procédé, ou une autre matière qui pourrait devenir l'objet d'un brevet, toute invention résultant du travail de cette personne est la propriété de l'employeur » (*Haddans Compendium on Patents and Designs*). W. H. Ballantyne résume en quelques mots les droits du salarié : « le salarié-inventeur obtiendra un brevet valide et sera même en droit de retenir le brevet pour son profit personnel, s'il a fait son invention par un acte indépendant, et non à cause des instructions qui lui ont été données, ou parce que le problème se présentait à lui au cours du travail pour lequel il était employé ».

232. — *En Norvège.* — Peu d'ouvrages sur la question. Cependant un livre de M. Ragnar Knoph (Professeur à l'Université d'Oslo) (*Funks jonaer opfinnelser* » (« Inventions d'employés ») donne des solutions particulières, mais n'établit aucune règle générale.

L'Association des Ingénieurs norvégiens (N. I. F.) doit incessamment nommer une commission chargée de soumettre une proposition de loi aux autorités et il est probable

qu'en considération du mouvement d'opinion en faveur d'une solution rapide de la question, cette proposition sera prise en considération.

SECTION II. — CONSULTATIONS INTERNATIONALES
RÉSOLUTIONS DE LA C. C. T. I. ET DE LA C. C. E.

233. — Sur ce point particulier, il serait difficile de rapporter ici tous les commentaires des lois et dispositions nouvelles prévues.

Nous avons porté notre choix sur les intéressants travaux de la Commission consultative des Travailleurs intellectuels. Lors de sa première session (Genève, octobre 1928) la Commission a étudié, au point de vue international, la question de l'inventeur-salarié. Elle a repris cette étude au cours de sa 2^e session (Genève, décembre 1929) comme quatrième question à l'ordre du jour, sous le titre : « La protection des inventions des salariés » (à noter en annexe une expertise intéressante et précise émanant de M. J. de Kap-Herr, Secrétaire général de l'Union syndicale des Fabricants de Matières Colorantes en France). A l'issue de cette session la Commission a adopté une résolution ci-dessous citée.

234. — Lors de sa 3^e session (18/19-5-1931) la Commission dans un rapport net et bref expose l'état de la question — nous ne pouvons mieux faire que de citer le rapport. — Il rappelle tout d'abord la résolution adoptée à la précédente session :

Protection des inventions des salariés. — « La Commission consultative des Travailleurs intellectuels, après avoir pris connaissance du nouveau rapport présenté par le Bureau International du Travail, au sujet de la protection des inventions des salariés, et après avoir entendu l'exposé de M. Gariel, entendu à titre d'expert, est d'avis qu'il est très désirable que la ques-

tion des inventions des salariés soit réglée dans le plus grand nombre possible de pays sur les principes suivants ; dont l'adoption pourrait assurer à l'industrie le concours le plus complet, sur le terrain des inventions des ingénieurs, techniciens, ouvriers, etc., et à ces derniers une récompense équitable de leurs efforts inventifs ; le cas de l'invention faite par un salarié embauché spécialement dans un service consacré aux recherches et inventions restant réservé par suite des divergences de vues qu'il a soulevées, au sein de la Commission ».

1° « Tout brevet doit faire mention du nom de l'auteur ou des auteurs des inventions, s'ils peuvent être déterminés. Aucune convention contraire ne peut les priver de ce droit ».

2° « Lorsqu'une invention sera faite par un salarié, soit d'une entreprise privée, soit d'une entreprise d'Etat, et que la législation reconnaît à l'employeur le droit au brevet, s'il n'apparaît pas que le salarié ait trouvé dans son salaire ou dans tout autre avantage, une rémunération équitable, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée. Toute convention contraire sera considérée comme nulle ».

« Reste réservé le cas de l'invention faite par un salarié embauché spécialement dans un service consacré aux recherches et inventions ».

I. La Commission consultative des Travailleurs intellectuels prie le Conseil d'administration du Bureau international du Travail de bien vouloir attirer l'attention des Gouvernements et des Organisations professionnelles sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les législations et les contrats collectifs adoptent ces principes en matière de protection des inventions des salariés.

II. La Commission consultative des Travailleurs intellectuels prie également le Conseil d'administration du Bureau international du Travail de demander à l'Administration de la Propriété industrielle du Royaume-Uni, et au Bureau international de la Propriété industrielle à Berne, d'examiner avec la plus bienveillante attention la possibilité pour eux d'inscrire au Programme de la Conférence de révision de Londres (1933) de la Convention internationale pour la Protection de la Propriété

industrielle de Paris-Washington-La Haye, un projet d'article 4 *ter* nouveau adoptant les mêmes principes ».

235. — Et le 3^e rapport de la Commission consultative des Travailleurs intellectuels poursuit : « Cette résolution fut examinée par le Conseil d'administration, à sa 4^e session de juin 1930 ; le Conseil décida d'ajourner toute décision sur la question des inventions des salariés jusqu'à ce que les autres catégories d'intéressés et notamment la Commission consultative des Employés eussent donné leur avis.

Cet avis de la Commission consultative des Employés, a été donné par la résolution transmise à la Commission consultative des Travailleurs intellectuels par le Conseil d'administration (document C. C. T. I., III, 20).

236. — Nous indiquons ci-dessous les différences qui ressortent de la comparaison des deux résolutions.

1^o *Mention du nom.* — Les deux résolutions proclament le droit de l'inventeur à voir figurer son nom dans le brevet d'invention. La résolution de la C. C. T. I. apporte une restriction dans le sens qu'il peut être, à son avis, impossible, dans certains cas, de déterminer l'auteur ou les auteurs de l'invention.

2^o *Rémunération équitable.* — Les deux résolutions admettent le principe de la rémunération équitable pour l'inventeur, ainsi que la nullité de toute convention en contradiction avec ce principe. Cependant, dans la résolution de la C. C. T. I., le cas des salariés engagés spécialement pour un service consacré aux recherches et inventions reste réservé.

3^o *Réserve pour les services de recherches.* — Les deux résolutions font une mention particulière du cas des sala-

riés engagés spécialement pour faire des recherches et inventions.

Sur ce point, la Commission consultative des Employés admet que les contrats conclus avec les employeurs au sujet du transfert des droits sur les inventions futures sont admissibles uniquement dans le cas où l'employé a été engagé spécialement pour faire des recherches en vue d'inventions, mais la Commission consultative des employés maintient dans ce cas, pour l'inventeur, le droit général à l'indemnité raisonnable.

4° *Mode d'action internationale.* — Les deux résolutions prévoient un certain nombre de mesures à prendre en vue d'une réglementation internationale du droit des inventeurs. La Commission consultative des employés demande au Bureau international du Travail de prendre toutes les mesures qui lui sembleront de nature à hâter le plus possible l'adoption d'une réglementation internationale du droit d'invention des employés, laquelle tiendrait compte également des droits d'auteur de l'inventeur.

La Commission consultative des Travailleurs intellectuels indique de façon plus précise les démarches à faire dans ce sens : elle prie le Conseil d'administration du Bureau international du Travail de bien vouloir attirer l'attention des Gouvernements et des Organisations professionnelles sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les législations et les contrats collectifs adoptent ces principes en matière de protection des inventions des salariés.

En ce qui concerne l'établissement d'une convention internationale, la Commission consultative des Travailleurs intellectuels envisage la possibilité de la revision de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle lors de la Conférence de Londres, en 1933 (reportée en 1934).

La Commission consultative des Employés, tout en envisageant cette même revision, prie le Bureau international du Travail d'examiner si cette réglementation doit être instituée soit par cette revision, soit au moyen d'un projet de convention internationale du travail, ou simultanément par l'une et l'autre méthode ».

237. — Beaucoup moins modérés s'étaient montrés en 1928 à Varsovie et en 1929 à La Haye les desiderata exprimés dans la résolution des Congrès de la Confédération internationale des Travailleurs intellectuels (1).

Nous reproduisons cette résolution ci-dessous en la faisant suivre des commentaires de M. Van Loon, expert patronal néerlandais :

1° « Il doit être reconnu que le brevet ne peut être délivré qu'au véritable inventeur ou aux héritiers ou aux inventeurs et à leurs héritiers. Il ne peut y avoir d'autres ayants droits.

La demande de brevet devra être accompagnée d'une déclaration affirmant que le demandeur est le véritable inventeur. En cas de fausse déclaration, l'inventeur réel sera subrogé dans tous les droits du breveté, sans préjudice des dommages-intérêts qu'il pourra réclamer s'il y a lieu.

La vente d'une invention avant la prise du brevet sera de droit considérée comme nulle.

Les conditions de cession d'un brevet pourront être revisées, à la demande de l'inventeur, à l'expiration de chaque période quinquennale.

2° Il n'est pas fait exception aux règles ci-dessus quand l'inventeur est un salarié et l'employeur qui demandera un brevet devra être supposé, jusqu'à preuve du contraire, le seul et véritable auteur de l'invention ; s'il y a détournement de l'invention, indépendamment de la restitution du brevet à l'ayant droit, dans les conditions prévues au paragraphe précédent, il pourra y avoir lieu à des sanctions pénales.

(1) Doc. du B. I. T., C. C. T. I., II (10).

3° Lorsqu'une invention a été faite dans une entreprise par plusieurs personnes, le brevet devra être demandé au nom de toutes ces personnes.

Le rapport de l'exploitation ou de la vente totale ou partielle du brevet devra être réparti entre chacun des collaborateurs, à défaut d'entente amiable, par une juridiction compétente.

Lorsque le chef d'entreprise ou son représentant aura collaboré, comme inventeur, à l'invention, sa quote part ne pourra pas, dans tous les cas, excéder 50 %.

En cas de cession de sa part par un employé, l'employeur aura droit de préemption. Toute cession devra avoir date certaine.

4° Les fonctionnaires de l'Etat, des circonscriptions administratives et des communes seront assimilés aux salariés des entreprises privées en ce qui concerne leurs inventions.

5° Toutes clauses d'un contrat contraires aux stipulations ci-dessus seront considérées comme nulles. »

Voici le commentaire de cette résolution par M. Van Loon : « En général ces revendications ne nous semblent pas susceptibles de réalisation. Contre le principe que seul l'inventeur a droit au brevet, il n'est pas nécessaire d'opposer des objections, cependant, il nous semble, que le fait qu'aucune exception ne peut être admise, est tout à fait en contradiction avec l'intérêt général.

Cette revendication devient encore moins acceptable par ce qui est exigé plus loin, notamment qu'une invention ne pourra être vendue avant d'être brevetée, et que les conditions du transfert d'un brevet devront être revues tous les cinq ans, à la demande de l'inventeur.

Surtout ce dernier point est fort remarquable et absolument en contradiction avec une bonne conception de la justice. Il semble qu'on cherche pour l'inventeur une protection à peu près conforme au « droit de suite » pour la propriété artistique, ainsi qu'il existe en France et en Belgique. On oublie cependant que la plupart des inventions

de notre temps, sont d'abord de peu de valeur, et n'augmentent en valeur que par la façon dont on les exploite, et par le capital mis dans cette exploitation. Une revision obligatoire des conditions de transfert signifierait donc que l'inventeur aurait, dans certaines circonstances droit, à une partie du rendement, en dehors du prix de son invention, rendement qui ne doit pas en premier lieu être dû à la valeur de l'invention même, mais plutôt, aux capacités et au capital de ceux qui exploitent l'invention.

Le maintien des revendications. 1° et 2° constituerait une tyrannie intolérable de l'inventeur. L'industrie serait entièrement livrée au gré de ses employés inventeurs, puisque ceux-ci seraient absolument libres de présenter leurs inventions aux concurrents, si leur propre employeur ne les payait pas assez à leur avis, et qu'ainsi des clauses concernant les secrets de fabrication seraient sans aucun doute violées, parce que souvent une invention qui est publiée dans un brevet, est basée sur des secrets de fabrication.

Le principe d'après lequel l'inventeur a besoin d'une certaine protection légale, comme étant économiquement le plus faible, protection que la législation néerlandaise accorde en effet et avec laquelle on peut en général se déclarer d'accord, ne peut jamais être étendu de telle façon que l'intérêt général soit en danger.

Une des premières fonctions du brevet, notamment la stimulation à faire de nouvelles inventions, serait fortement entravée en acquiesçant à ces revendications. L'exploitation des brevets comporte bien souvent de grands risques, et uniquement la chance d'un gain extraordinaire pourra amener l'industriel à courir ces risques et à se hasarder dans l'exploitation d'inventions. Si, sous ce rapport, on impute l'industrie par des prescriptions extraordinairement

écrasantes, ceci fera diminuer certainement le goût de l'exploitation des inventions, ce qui constituerait un grand préjudice pour les inventeurs. Autre chose entre encore en ligne de compte. Si les desiderata en question sont réalisés, l'industrie au lieu de faciliter aux employés les recherches pouvant mener à des inventions, comme elle le fait à présent (à en juger par les laboratoires magnifiques que beaucoup d'industries ont mis à la disposition de leurs inventeurs), tâchera autant que possible, de prévenir les inventions, tandis qu'en même temps l'éventualité n'est pas exclue que les industries s'entendront mutuellement pour n'exploiter ni les inventions faites par leurs propres employés, ni celles faites par d'autres employés, afin de se protéger contre les suites possibles d'une réglementation comme celle proposée à présent. De pareilles ententes pourraient rendre entièrement illusoire l'action stimulante du brevet sur le développement de l'industrie.

Le fait que dans les revendications dont il s'agit ici, on n'a absolument pas tenu compte des intérêts de l'industrie, tandis que c'est justement l'industrie qui est à même de mettre en valeur les inventions, aurait selon toute probabilité un résultat tout autre, que celui attendu par les promoteurs. Ce n'est donc pas seulement dans l'intérêt de l'industrie, mais aussi dans l'intérêt des employés inventeurs mêmes, que l'acquiescement à ces revendications, dans leur forme présente, doit être absolument déconseillé.

Enfin, encore quelques mots au sujet des revendications sous 3° et 4°.

La revendication 3° ne présente à notre avis aucun autre inconvénient que celui mentionné déjà ci-dessus.

Dans un système dans lequel on tiendrait assez compte de l'intérêt général la revendication sous 3° serait à accepter sans grandes objections, si ce n'est que le troisième alinéa devrait être supprimé. Il nous semble que l'alinéa 2 de la revendication 3° ne signifie pas que les inventeurs réunis ont droit à tous les avantages, que l'employeur obtient, ainsi qu'on pourrait en conclure à première vue. On doit bien penser ici à une rédaction un peu négligée.

La revendication 4° ne donne également pas lieu à des remarques spéciales. Cette exigence peut également être insérée dans chaque réglementation raisonnable.

En résumé, nous sommes d'avis que l'acquiescement aux revendications en question pourrait avoir des suites fort fâcheuses, non seulement pour l'industrie, mais aussi pour les employés-inventeurs eux-mêmes, vu que l'action enrayante de ces prescriptions sur l'exploitation des inventions mettrait de fortes entraves au développement de l'industrie, ce qui ne serait guère dans l'intérêt général ».

238. — Dans un autre rapport sur le même sujet, M. Van Loon ajoute :

« En ce qui concerne l'inventeur-salarié, il convient de prendre comme point de départ des principes communs à la législation de tous les pays civilisés.

Nous voudrions définir ces principes comme suit :

1° La libre disposition pour tout individu des biens qui lui appartiennent.

2° La liberté de l'individu de conclure des contrats ainsi qu'il lui plaira.

3° Le droit de l'inventeur à un brevet pour son invention.

4° Les restrictions à ces droits, imposées par la loi, l'ordre public et les bonnes mœurs.

Chaque convention, donc également celles ayant rapport aux inventeurs-salariés, devrait partir de ces principes. On cherche en vain ces principes dans les cinq solutions des travailleurs intellectuels. »

Nous avons reproduit en annexes des projets de conventions et des vœux émanant de personnalités et de groupements ayant sur la question des opinions tout à fait opposées. Ces communications représentent les tendances extrêmes (1).

CHAPITRE III

Projets de réformes et propositions de loi

SECTION I. — PAYS DANS LESQUELS EXISTENT DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI EN PRÉPARATION

239. — Plusieurs pays ont actuellement, depuis plus ou moins longtemps, quelquefois depuis près de vingt ans, des projets de loi en préparation ; ces projets ont été modifiés, remplacés par d'autres, discutés, sans encore avoir été définitivement votés.

Avant de passer en revue la situation particulière de ces projets dans les différents pays ; nous rappelons que les textes des projets de loi se trouvent en Annexes.

240. — *Hongrie.* — En 1916 un projet de loi a été élaboré par le Ministère du Commerce : l'invention, sauf stipulation contraire, appartient à l'inventeur. L'entreprise n'a droit au brevet qu'au cas où l'invention rentre dans le domaine de l'entreprise et l'activité du salarié, dans les attributions qu'il a dans l'entreprise. Dans tous les cas, le salarié a droit à une rémunération spéciale déterminée à l'amiable ou par

(1) Voir Annexes, Divers : Projets de convention de M. Gallié, de M. van Loon. Vœux de l'Union des Syndicats d'ingénieurs français et de la Confédération Générale de la Production Française (pp. 271 et s.).

l'autorité judiciaire. Toute convention ayant pour effet de supprimer cette rémunération est considérée comme nulle. Dans le cas seul où il est impossible d'identifier les individus qui ont réalisé l'invention, celle-ci demeure la propriété de l'entreprise. L'inventeur a toujours droit à être mentionné dans le brevet.

Ce projet n'a jamais été soumis au Parlement. Depuis, un nouveau projet, fixant spécialement les droits des employés privés, a été étudié.

Le salarié a, en principe, droit au brevet de son invention ; si cette invention n'est qu'un perfectionnement de processus existants, l'entreprise a droit au brevet, moyennant juste récompense. De plus, toute invention rentrant dans la sphère de l'entreprise peut, suivant une convention entre les parties, devenir la propriété de l'entreprise, toujours moyennant une juste récompense qui peut être modifiée suivant les conditions d'exploitation du brevet. Si l'entreprise n'utilise pas l'invention, l'inventeur peut en réclamer la propriété pour lui-même. Dans tous les cas le nom de l'inventeur doit être mentionné dans le brevet.

Ce projet envoyé par le Gouvernement à plus de 2.000 corporations, en vue de recueillir leur avis, devait être le début d'une vaste enquête sur le sujet. Mais depuis quelques années, la situation économique du pays ne rend pas très favorable l'introduction de réformes sociales et le projet n'a pas encore abouti.

241. — *Tchécoslovaquie.* — Récemment, à l'occasion de la rédaction d'un projet de loi sur les employés d'industrie et de commerce occupés par des services d'ordre supérieur, des propositions concernant les inventions des salariés ont été présentées. Le Professeur Dominik de l'Université de Brno a élaboré un projet concernant spécialement les inven-

tions des fonctionnaires, examiné et adopté par la section tchécoslovaque de l'Association Internationale pour la Défense des Brevets. Ce projet a été proposé comme base de la prochaine réforme de la loi commerciale en ce qui concerne les inventions des salariés.

Ce projet modifie les dispositions de la loi de 1897-1919 sur plusieurs points, il règle la rémunération spéciale du salarié non seulement au cas où elle a été prévue par le contrat, cas envisagé par la loi de 1897, mais aussi au cas où elle a été passée sous silence dans le contrat. Il accorde au salarié le droit à ce que le brevet mentionne son nom. Enfin, il propose que les dispositions contraires soient nulles.

242. — *Italie.* — Dans la rédaction du projet de loi (1), la question des inventions des salariés a fait l'objet de très vives discussions, la Confédération des industries étant intervenue. Le projet, dans les articles 30 à 33 inclus, règle la question. Il reprend en les classant les éléments de la doctrine et de la jurisprudence ; il doit être voté très prochainement, mais ne rentrera en vigueur que six mois après sa publication dans la *Gazette Officielle*.

243. — *Allemagne.* — Depuis longtemps déjà les organisations d'employés demandent une reconnaissance légale précise du droit de l'inventeur sur son invention. Dès 1913 il leur avait été donné en partie satisfaction dans un projet de loi. Depuis, des projets de loi ont été élaborés sur la question ; ces projets de loi sont de deux ordres, ce sont tantôt des projets de loi sur les brevets, tantôt des projets de loi sur le contrat de travail ; nous allons les examiner successivement :

(1) Lire l'article de Luisa Riva Sanseverino dans la *Propriété Industrielle*, année 1931, p. 225. Le Professeur Sanseverino, après un exposé substantiel et précis de la question en général, nous documente admirablement sur l'état des projets législatifs (rapport sénatorial).

1° *Projets de loi sur les brevets.* — Le projet de 1913, publié au *Journal Officiel d'Empire (Reichsanzeiger)* du 11 juillet 1913, n'offre plus un grand intérêt, l'évolution des idées l'a rendu caduc et l'examen des modifications qu'il apportait à la loi des brevets, n'a plus grande importance pratique.

Le « projet de loi pour modifier les lois sur la protection industrielle », présenté au Reichstag le 25 avril 1929 (1), est plus intéressant. Préparé par des personnalités représentant les intérêts les plus divers, depuis la « Société allemande pour la protection de la propriété industrielle », jusqu'au Conseil économique provisoire du Reich, il s'efforce de concilier des tendances et des intérêts opposés. Au sujet des droits du salarié sur ses inventions il examine deux questions :

- 1° Le droit à la délivrance du brevet ;
- 2° L'indication du nom de l'inventeur.

1° Dans son art. 3, le projet établit que l'inventeur ou ses ayants droit ont seuls droit à la délivrance du brevet, (Principe de l'inventeur), si ce principe était soutenu jusqu'au bout, l'état juridique actuel (Principe du demandeur, le demandeur ayant droit à la délivrance du brevet) serait profondément modifié, mais il n'en est rien, notamment dans la procédure devant le Patentamt, le demandeur est réputé avoir le droit d'exiger la délivrance du brevet. Pour les inventions d'entreprise, le chef d'entreprise a droit à la délivrance du brevet (art. 3, alinéa 1, phrase 3).

2° « L'honneur d'inventeur » : le droit pour l'inventeur à ce que son nom soit mentionné, est l'objet d'une réglementation détaillée. Dans les conditions de forme, à côté

(1) *Documents du Reichstag*, 4^e législature, 1929, n° 987.

du paiement jusqu'ici prévu d'un droit de dépôt (art. 20, alinéa 3, phrase 2), est exigée la mention du nom de l'inventeur ou de l'entreprise dans le cas d'une invention d'entreprise (art. 20, alinéa 4, phrase 2). Ce nom doit figurer non seulement dans le brevet, mais dans toutes les publications y relatives. Seul, l'inventeur a le droit de demander que son nom ne figure pas, cette demande pouvant être révoquée par lui à tout moment. Une convention l'engageant, en ce qui concerne la non-indication de son nom, sera sans effet juridique. Si les indications sur le nom de l'inventeur étaient inexactes, une procédure de rectification est prévue par l'art. 27, alinéas 2 à 5.

Ce projet déjà présenté au Reichtag en 1929, devait l'être une seconde fois au nouveau Reichtag élu le 14 septembre 1930, l'approbation nécessaire était déjà intervenue et aucune modification n'avait été prévue sur les points que nous avons examinés. Avec la dissolution de ce Reichtag et les transformations politiques actuelles la discussion de ce projet a été ajournée à une époque indéterminée.

2° *Projets de loi sur le contrat de travail.* — Le « projet de loi générale sur le contrat de travail » publié au *Journal du Travail* 1923, partie officielle, pp. 493 et suivantes, est l'œuvre du Ministère du Travail du Reich. Il contient, dans son Chapitre V, des dispositions concernant « le droit sur les résultats du travail ». Les articles 122 à 131 sont consacrés spécialement à la réglementation du droit des salariés sur leurs inventions.

L'article 122 répartit les inventions en inventions d'entreprise, inventions de service, et inventions libres, les deux premiers groupes étant la propriété du patron, le troisième, celle du salarié, dans ce dernier groupe, rentrent les inventions libres dites connexes à l'entreprise, dont l'exploitation

fait partie de l'activité de l'entreprise (art. 122, al. 3), et que le contrat syndical-national classe dans le groupe des inventions de service. Toutefois le salarié doit communication immédiate de ces inventions au patron (art. 126) et il peut, par contrat, lui céder les inventions libres connexes à l'entreprise; qu'il pourrait réaliser, moyennant rétribution (art. 124). Pour ses inventions de service, il n'aura droit à une rétribution que si son salaire est en disproportion frappante avec le bénéfice réalisé par l'entreprise (art. 123). Enfin l'honneur d'inventeur est réglementé (art. 125).

Les tentatives de réglementation légale ne présentent pas de progrès importants sur les contrats collectifs que nous avons étudiés. Elles ne sauraient d'ailleurs se passer du complément de ceux-ci dont la souplesse seule répond aux intérêts variés des circonstances, toujours différentes (grande, moyenne, petite industrie, industrie métallurgique, chimique, etc...).

244. — France. — Nous étudierons les projets de loi français d'une façon particulièrement détaillée à la section III du présent chapitre.

245. — Suède. — Il y a quelques années, une commission chargée de l'élaboration d'un projet de revision de la législation en vigueur, a proposé un certain nombre de dispositions au sujet des inventions des salariés, dans un nouveau projet de loi sur les brevets (articles 6 et 7). Seul l'inventeur ou son mandataire peut demander le brevet; jusqu'à la preuve contraire, la personne inscrite sur le brevet, est considérée comme véritable inventeur. L'employeur doit être considéré comme le propriétaire légal de l'invention, si la réalisation de l'invention rentre dans le cadre des obligations professionnelles de l'employé. Si le salarié réalise une invention dans le cours de son travail,

sans qu'une obligation à cet effet existe, il est tenu d'offrir l'invention à l'employeur ; celui-ci doit informer le salarié, dans un délai de six mois, s'il compte ou non faire usage de l'invention. Dans le premier cas, il doit au salarié une indemnité, dont le montant, à défaut d'accord entre les parties, sera fixé par les autorités judiciaires. Dans le second cas, le salarié peut disposer, à sa volonté, de son invention.

Ce projet de loi élaboré depuis plusieurs années déjà, n'a pas encore été soumis au Parlement. Actuellement, il est difficile de dire quand cette éventualité se réalisera et si ce projet sera approuvé par le Parlement.

246. — *Luxembourg.* — Il n'y a pas, à proprement parler, de projet de loi actuellement. Toutefois, la tendance paraît s'orienter, dans cet ordre d'idées, vers l'application de la loi suisse.

SECTION II. — ORIENTATION GÉNÉRALE ET PARTICULARITÉS

247. — Nous nous sommes trouvés entraînés, dans le titre précédent relatif aux lois existantes, dans des considérations générales, à analyser sommairement non seulement la situation de ces lois, mais celle des propositions et projets en cours. En reprenant ces considérations uniquement au point de vue des propositions et projets en cours, nous pouvons constater qu'il existe :

a) des pays sans législation spéciale et qui semblent se contenter de cet état de choses, tels :

La Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne.

b) des pays où des projets et propositions sont à l'étude, tels :

L'Allemagne, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, la Suède et la Tchécoslovaquie.

248. — La tendance est très nette et très généralement en faveur du salarié. Toutefois, il est très apparent que cette tendance est toujours marquée par une influence politique à tendance démagogique, mais que, dans la plupart des cas, ainsi que nous l'avons fait ressortir dans le titre précédent, le législateur malgré de nombreuses années d'étude — 15 et 20 ans dans certains cas — n'a pas pensé pouvoir prendre parti et nettement sacrifier l'employeur. A quelques exceptions près, les pays qui ont cru pouvoir le faire, ont immédiatement fait des réserves en faveur de l'employeur.

On est appelé à se demander si une loi qui établit formellement un principe et qui fait suivre ce principe absolu de la réserve : « sauf stipulation contraire entre les intéressés », est vraiment digne d'être une loi ?

Cependant nous comprenons parfaitement les hésitations des législateurs, dans une matière aussi délicate et susceptible, par des dispositions malencontreuses, d'atténuer ou même d'arrêter l'évolution si marquée et si désirable de la tendance de collaboration de plus en plus intime entre la science, le travail et le capital, dont les effets ont été si efficaces et incontestables.

249. — La Commission consultative des Travailleurs intellectuels, qui s'est réunie à Genève en octobre 1928, en décembre 1929, en mai 1931, et dont l'opinion mondiale a suivi avec tant d'intérêt les travaux, n'a pas trouvé elle-même, la solution définitive du problème. Elle a orienté l'opinion, mais il faudra peut-être encore attendre le Congrès de Londres, primitivement prévu pour 1933 et reporté à 1934, pour connaître, d'une façon définitive, le plan sur lequel il y aura lieu de s'arrêter.

250. — Il n'est pas sans intérêt de remarquer que l'U. R. S. S., pays à tendances cependant ultra-démagogiques, dans sa loi du 14 septembre 1924, n° 9, articles 3, 6 et 7, avait pris une position moyenne qui n'apparaissait pas défavorable à l'employeur, puisque les droits sur l'invention d'entreprise revenaient à l'entreprise, et même les droits sur l'invention de service, si celle-ci tombait dans le domaine des devoirs du salarié. Il est juste de remarquer que l'employeur était l'Etat !

Se rendant vraisemblablement compte de la position prise par sa loi du 14 septembre 1924, le Comité exécutif central et le Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S., ont adopté, le 9 avril 1931, une nouvelle loi relative aux inventions et perfectionnements techniques.

Le nouveau texte législatif prend pour base non le brevet, — c'est une nouvelle présentation qui ne manque pas d'élégance — mais l'encouragement à l'invention et la rémunération de l'inventeur.

En application de cette loi, l'auteur d'une invention peut exiger, soit la délivrance d'une attestation de sa qualité d'auteur de cette invention, soit celle d'un brevet qui seul reconnaît son droit exclusif sur celle-ci. Et, immédiatement, avec une subtilité remarquable, la loi ajoute : « il n'est pas délivré de brevet », autrement dit, il n'y a pas de droit exclusif, mais seulement attestation d'auteur (nouvelle forme du droit au nom) « dans les cas suivants :

a) lorsque l'invention a été faite à l'occasion du travail de l'inventeur dans les institutions de recherches scientifiques, les bureaux de constructions, les ateliers expérimentaux, les laboratoires, et dans les autres organes analogues... secteur socialisé de l'économie publique, organes chargés de découvrir, élaborer et expérimenter les inventions (n'est-ce pas

là une forme et une définition nouvelles de l'invention d'entreprise ?) ;

b) lorsque l'invention a été faite sur commande spéciale donnée par un organe d'Etat ou une organisation du secteur socialisé (n'est-ce pas une définition sociale de l'invention de service ?) ;

c) lorsque l'inventeur a bénéficié de l'aide matérielle de l'Etat ou d'une organisation du secteur socialisé, pour élaborer l'invention en question (n'est-ce pas là le cas douteux de l'invention libre ?) »

Suivent encore de nombreuses restrictions relatives aux inventions susceptibles d'intéresser l'économie publique et la défense nationale.

Enfin, parmi ces restrictions, nous relevons celle relative au fait qu'une invention réalisée dans l'U. R. S. S. ne peut être brevetée ni réalisée à l'étranger qu'après autorisation du Comité des inventions auprès du Conseil du Travail et de la Défense.

Des peines criminelles, assez lourdes, sont établies pour toute dérogation à ces prescriptions.

SECTION III. — ETUDE CRITIQUE DES RÉCENTS PROJETS DE LOI FRANÇAIS

251. — La loi des brevets de 1844 a fait l'objet de très nombreux projets de réforme : projets et propositions de lois ou réformes suggérées par des associations ou des particuliers, mais ce n'est qu'assez récemment que nous voyons dans ces projets des dispositions réglementant les droits des salariés sur leurs inventions.

252. — Il nous faut signaler toutefois dans le projet de loi de 1858 (1), une disposition concernant les fonctionnai-

(1) *Livre des procès-verbaux des séances du corps législatif, session 1858, t. IV, pp. 144 à 182.*

res par laquelle « Est nul le brevet délivré pour une invention ou découverte faite par un agent de l'Etat, sous la direction du Gouvernement ou dans l'accomplissement d'une mission spéciale ».

253. — Le projet Picard de 1902 considérait les ouvriers, employés, fonctionnaires et salariés comme les « auteurs » des inventions faites par eux pendant leur service, à moins que le contraire n'ait été stipulé par contrat ou règlement de service. Dans ce projet, le rédacteur avait même été jusqu'à prévoir que sont dénuées de tout effet légal les dispositions des contrats ou prescriptions de services tendant à priver les salariés du « profit équitable » résultant des inventions faites par eux au cours de leur service.

254. — La tendance vers une réforme de la législation générale des brevets était, dès avant la guerre de plus en plus marquée. Aussi les projets de lois se multiplient-ils, mais ni le projet de loi de 1909, ni celui de 1912, ni même celui de 1916 ne mentionnent la question. Ce n'est qu'après la guerre, avec le projet de loi du 17 octobre 1921 redéposé le 29 juillet 1924 qu'on trouve un essai de réglementation de la question. En 1921 l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français avait émis le vœu au sujet de la réforme de la loi de 1844, que la cession par un inventeur de tous ses droits sur l'invention soit considérée comme nulle et non avenue si elle est antérieure à l'invention. En 1922 un projet formulé par la C. T. I. sur la propriété scientifique disposait qu'au cas où l'auteur d'une découverte ou d'une invention serait un salarié chargé d'un service de recherches ou d'études, l'employeur aurait un droit de préemption pour la mise en exploitation, de la découverte ou invention. En cas de refus d'exploitation, dans un délai de six mois de la part de l'employeur, l'auteur pourrait alors disposer librement

de sa découverte ou invention, mais l'employeur aurait droit à une part dans les bénéfices, part qui aurait été déterminée par une Commission. S'inspirant des prétentions des salariés, les projets de lois ultérieurs prévoient une réglementation du droit des salariés sur leurs inventions.

255. — Le projet de loi sur les brevets d'invention déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des Députés, le 29 juillet 1924, après avoir fait l'objet d'un rapport de M. Marcel Plaisant au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, et avoir été discuté par la Chambre, fut adopté et transmis au Sénat.

A la suite d'un rapport de M. Henry Roy au nom de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, le projet de la Chambre, discuté au Sénat fut profondément modifié, notamment en ce qui concerne la question des droits des salariés sur leurs inventions.

Renvoyé à la Chambre le projet transformé par le Sénat n'y fut pas l'objet d'une discussion immédiate. La législature ayant pris fin, le Gouvernement reprit le projet du Sénat et le présenta à nouveau à la Chambre renouvelée.

Ce projet du Gouvernement, après rapport de M. Georges Boucheron, rapporteur de la Commission du Commerce et de l'Industrie, M. Marcel Plaisant ayant été élu sénateur, fut l'objet de profondes modifications, lors de sa discussion le 28 mai 1931. Transmis au Sénat, le projet de loi modifié par la Chambre a été l'objet de l'examen de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes. Profondément transformé dans le rapport de M. Marcel Plaisant au nom de cette commission, il doit être incessamment discuté au Sénat. Il devra ensuite revenir devant la Chambre et il est permis d'espérer que ce projet qui fait la navette entre la Chambre et le Sénat depuis 10 ans aboutira enfin,

mais cette fois sous une forme raisonnable, ménageant équitablement les intérêts des différentes parties intéressées.

256. — Après ce bref exposé des faits concernant les projets de loi sur les brevets, nous allons étudier les dispositions relatives aux inventions des salariés qu'ils contiennent, et les modifications que ces dispositions ont subies au cours du va et vient de ces projets de la Chambre au Sénat.

« Le droit des employés » fait l'objet du Titre III du projet de loi initial sur les brevets d'invention et dans ce Titre III, des articles 33 et 34.

Ce projet de loi qui semble d'après l'énoncé des faits, avoir fait l'objet d'au moins neuf rédactions successives, n'a pas été aussi souvent modifié qu'il paraît en ce qui concerne son Titre III. Alors que la Chambre en 1924 et 1931 a grandement modifié le texte proposé par le Gouvernement, le Sénat a repris le texte du Gouvernement. En réalité il y a quatre rédactions différentes du droit des salariés dans les projets de loi ; les autres empruntant à ces textes originaux, tous leurs éléments.

257. — Le projet de loi présenté par le Gouvernement en 1924 s'inspire, l'exposé des motifs nous en instruit, de la jurisprudence française et des lois étrangères récentes (Pays-Bas et Japon). En voici le texte :

ART. 33. — Lorsqu'une invention sera due à un employé et que le brevet sera demandé par l'employeur, le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description.

S'il n'apparaît pas en ce cas que l'employé trouve dans son salaire ou dans une rémunération spéciale un dédommagement à son exclusion de tout droit de propriété sur le brevet, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémen-

laire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée.

La rémunération supplémentaire ne pourra être réclamée que par l'inventeur ou ses héritiers dans un délai de trois ans à dater de la demande de brevet. A défaut d'entente entre les parties, les conditions et l'importance de cette rémunération seront fixées dans les conditions déterminées à l'article 46 de la présente loi. Elles seront revisables le cas échéant, par période de quatre années jusqu'à l'expiration du brevet dans les conditions déterminées à l'article 47.

ARTICLE 34. — Seront considérées comme nulles et de nul effet, les dispositions de tout contrat tendant à obliger un employé à céder son droit à la délivrance d'un brevet, ou son droit d'inventeur, préalablement à la réalisation d'une invention, sauf s'il s'agit des inventions rentrant directement dans ses fonctions ou dans l'objet même de son contrat.

ARTICLE 35. — Les fonctionnaires de l'Etat ou les personnes appelées au service de l'Etat pour un motif quelconque, jouiront en ce qui concerne les inventions qu'ils pourront réaliser dans la situation qu'ils occupent des droits et avantages spécifiés dans les articles 33 et 34 du présent titre.

Les articles 46 et 47, auxquels se reporte l'article 33, établissent la compétence d'une commission arbitrale à défaut d'entente entre les parties.

258. — Le texte de ce projet, objet de critiques de forme de la part de M. Plaisant, rapporteur, fut entièrement transformé dans le texte nouveau qu'il présenta à la Chambre au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie. Au texte du Gouvernement il reproche la défectuosité de la rédaction : une réglementation de forme qui devrait terminer l'article 33 le commence, le deuxième alinéa fixe une rémunération supplémentaire avant de nous avoir fait connaître les droits normaux du salarié sur son invention. Enfin la rédaction n'est pas claire et prête à des chicanes et à des procès par son manque de précision. Le texte proposé qui n'est aux

termes mêmes du rapport qu'une « cristallisation de la jurisprudence » est le suivant :

ARTICLE 33. — L'invention due à un employé lui appartient en propre, sauf si elle rentre dans l'objet même de son contrat avec l'employeur, ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi.

Si pour réaliser son invention l'employé a utilisé les ressources matérielles et morales prêtées par l'employeur, elle appartient pour moitié à son auteur et pour l'autre moitié à l'employeur. En cas de cession par l'employé de sa part, l'employeur jouit d'un droit de préemption.

Lorsqu'une invention sera due à un employé, et que le brevet sera demandé par l'employeur, le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet et être reproduit après le titre sur l'exemplaire imprimé de la description.

ARTICLE 34. — Sont nulles et de nul effet les stipulations de tout contrat, contraires aux dispositions du présent article.

ARTICLE 35. — Sans changement.

259. — Ce ne fut pas la forme que critiqua la Chambre dans la discussion du projet de loi, mais le fond. Amené à la rédaction de deux rapports supplémentaires, M. Marcel Plaisant dut profondément modifier l'article 33, et c'est à un texte conçu dans un sens plus favorable à l'inventeur que s'arrêta la Chambre. Ce texte n'est qu'un amalgame du projet du Gouvernement et du projet de la Commission, dans la mesure où ils ne sont point contradictoires et où ils sont favorables à l'inventeur, aussi l'article 33 du projet ainsi conçu comprend-il :

un 1^{er} alinéa inspiré du 1^{er} alinéa de l'art. 33 de la Commission ;

un 2^e alinéa inspiré du 2^e alinéa de l'art. 33 du Gouvernement ;

un 3^e alinéa inspiré du 3^e alinéa de l'art. 33 du Gouvernement ;

un 4^e alinéa inspiré du 2^e alinéa de l'art. 33 de la Commission ;

un 5^e alinéa inspiré du 1^{er} alinéa de l'art. 33 du Gouverne-

ment et du 3^e alinéa de l'article 33 de la Commission. Les articles 34 et 35 étant ceux du rapport Plaisant.

260. — L'ensemble ne donne pas une réglementation très précise des droits des salariés sur leurs inventions. Tel fut l'avis du Sénat qui préféra en revenir purement et simplement au projet initial du Gouvernement, et c'est l'ancien article 33 que le Gouvernement présenta à nouveau à la Chambre. Le rapport de M. Georges Boucheron au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie constatant l'opposition de thèses soutenues par la Chambre et le Sénat reste sur ses positions en adoptant en le modifiant légèrement, et sur un point de détail (prolongation du délai accordé à l'inventeur pour réclamer la rémunération supplémentaire), le texte de la Chambre repoussé par le Sénat.

261. — Loin de se borner à rester dans les limites de ce projet la Chambre le modifia encore dans un sens de plus en plus favorable — tout au moins dans la pensée de ses auteurs — aux salariés, et le texte qui fut adopté à la séance du 2 juin 1931 est le texte de l'amendement proposé par M. Max Hymans, cet amendement ayant d'ailleurs précédemment été approuvé par la Confédération des Travailleurs intellectuels et le Syndicat des ingénieurs français, mais non pas par la Confédération Générale de la Production.

En voici le texte :

ARTICLE 33. — L'invention faite par un employé lui appartient en propre sauf si elle rentre expressément dans l'objet même de son contrat de travail, ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi. Dans ce cas, elle est la copropriété de l'employé et de l'employeur, la part respective de propriété revenant à chacun d'eux étant fixée à défaut d'entente amiable, dans les conditions prévues par les articles 46 et 47 de la présente loi.

En cas de cession par un employé de sa part de propriété, son employeur a un droit de préemption.

Quant il n'y a pas copropriété, si l'employé pour réaliser son invention, a utilisé des moyens matériels mis à sa disposition par son employeur, celui-ci a droit à une indemnité dont le montant est fixé, à défaut d'entente amiable dans les conditions prévues par les articles 46 et 47 de la présente loi.

Les articles 34 et 35 restent inchangés.

Les articles 46 et 47 auxquels se reporte l'article 33, établissent la compétence, non plus d'une commission arbitrale, mais du tribunal civil du domicile du titulaire du brevet statuant en Chambre du Conseil, en cas de désaccord entre les parties.

262. — M. Max Hymans lors de la discussion de cet amendement à la Chambre critiqua le projet de loi de la commission et essaya de montrer que le texte qu'il proposait était « plus efficace » et « moins audacieux » que les textes précédents. Les inventeurs bénéficiant grâce au texte proposé non seulement de la copropriété de leurs inventions, mais aussi de la position de défendeurs qu'ils auraient dorénavant dans les différends juridiques ; ils ne seraient plus obligés d'apporter la preuve qu'ils sont bien les auteurs de l'invention, la présomption jouant en leur faveur. L'industrie aussi y trouverait son intérêt par le peu d'avantage qu'aurait le salarié à réaliser maintenant « le coup du beau-frère », par lequel le salarié fait prendre le brevet de son invention par un parent ou un ami et « s'arrange en famille pour garder l'invention et l'exploiter lui-même au lieu de la porter à la société ».

263. — Que penser de cet amendement et des arguments émis en sa faveur ? Étonnons-nous d'abord de l'inexistence de la discussion de cet amendement ; après l'exposé de M.

Hymans, M. le Rapporteur s'efforce de montrer l'accord de principe de l'amendement et du projet, et la supériorité de son texte, appuyé par M. Charles Reibel au nom de la Commission du Commerce, un mot à supprimer indiqué par M. Loucheur et M. Ernest Lafont et l'amendement est voté. Nous sommes tout à fait d'accord avec M. Emile Borel lorsqu'il disait à la Chambre des Députés, lors de la discussion de cet article en 1927 : « J'estime que ce texte est trop important et qu'il joue dans la loi un trop grand rôle pour qu'il nous soit possible de le voter ainsi sans en avoir pris connaissance. Nous ne pouvons, dans une matière aussi complexe, sur la simple lecture d'un texte, nous faire une opinion réfléchie à son sujet » (1).

C'est certainement ce qui a dû se produire en la circonstance ; les députés auraient pu, s'ils avaient eu un peu de temps pour étudier la question, apercevoir les conséquences néfastes qu'auraient l'application du texte qu'on leur demandait de voter, non seulement pour les employeurs auxquels ils ne s'étaient que très médiocrement intéressés, mais aussi pour les salariés qu'ils entendaient protéger plus efficacement que par le passé.

264. — En effet dès qu'a été connu le nouveau texte de la Chambre, les protestations se sont élevées de tous côtés. Du côté patronal, les critiques étaient normales, l'amendement étant l'œuvre des partis extrémistes des salariés, sans la moindre collaboration patronale ce qui rend ce projet dès le premier instant inviable ; lorsque les intérêts de deux parties sont en cause, il est inadmissible que la réglementation de leurs droits soit l'œuvre d'une seule de ces parties. Du côté salarié, les critiques étaient plus

(1) Chambre des Députés, 2^e séance du 24 mars 1927, *Journal Officiel* 25 mars 1927.

inattendues. Les dispositions adoptées peuvent être critiquées quant à la forme, et quant au fond.

265. — *Critiques de forme d'abord.* — S'il est courant de parler de propriété de l'invention, est-ce juridiquement exact ? Une législation attribuant la propriété de l'invention au salarié ou à l'entreprise est ou impropre, ou révolutionnaire. C'est par erreur qu'il est question de propriété de l'invention au lieu de propriété du brevet, concession essentiellement temporelle, sinon et si comme on doit l'espérer d'un projet de loi, tous les mots employés ont leur signification absolue, c'est un bouleversement complet des bases mêmes de la loi toute entière. Pour la défense du projet de loi, on peut toutefois dire que dans presque toutes les législations étrangères, il est question de propriété de l'invention alors qu'il s'agit de propriété du brevet et on parle couramment de l'une pour l'autre. Cela n'est d'ailleurs pas moins regrettable.

266. — *Critiques de fond ensuite,* si l'invention réalisée par le salarié « rentre expressément dans l'objet même de son contrat où résulte directement du travail qui lui est départi » (c'est le cas le plus favorable au patron) elle devient obligatoirement la copropriété du salarié et du patron.

Or le droit de copropriété en matière de brevet, suivant une doctrine et une jurisprudence constante, habilite chacun des copropriétaires à faire usage du monopole conféré par le brevet comme il l'entend, avec la seule réserve d'un droit de préemption au cas de cession par le salarié de sa part de propriété au profit du patron copropriétaire. C'est ainsi qu'après avoir quitté son patron, le salarié peut créer une exploitation personnelle de l'invention en concurrence

avec celle de son patron, et ceci à n'importe quel moment même lorsque le patron aura consacré tous ses efforts et tout son capital au lancement de l'invention brevetée. Si le patron achète, suivant le droit qui lui est expressément reconnu, la part de copropriété du salarié, celui-ci peut pendant trois ans demander la rescision du contrat de vente s'il estime qu'il a été lésé de plus d'un quart et réclamer un supplément de rémunération lorsque les bénéfices tirés de l'exploitation de l'invention dépassent ceux qui ont été prévus, cette amélioration étant en tout état de cause, absolument étrangère aux efforts du salarié.

Qui prendra le brevet ? D'après le texte du projet de loi, il semble que ce doit être le salarié, mais en quels termes ? Ici le patron aussi bien que le salarié peut rédiger la demande de brevet, s'ils ne sont pas d'accord sur cette rédaction, si le salarié fait une description incorrecte ou incomplète de l'invention, sera-t-il responsable ? S'il y a eu contrefaçon du brevet et si l'un des deux copropriétaires veut poursuivre les contrefacteurs, l'autre ne voulant pas, comment répartir les frais du procès les avantages profitant aux deux parties ainsi d'ailleurs que les inconvénients. Que penser du droit de contrôle sur toute la comptabilité que donne au salarié la copropriété de l'invention ?

De plus les parties seront rarement d'accord sur la part respective de propriété revenant à chacune d'elles, le recours aux tribunaux sera fréquent, les inconvénients déjà cités se multiplieront joints à un arrêt de la mise en exploitation de l'invention, le patron devant attendre la décision du tribunal pour établir en connaissance de cause ses conditions d'exploitation. Ainsi, hostilité croissante entre le salarié et le patron, alors que c'est une collaboration que nous promettait le projet adopté.

Dans ces conditions on comprend immédiatement que devant de pareils risques les entreprises aient annoncé leur résolution, au cas où ce projet deviendrait loi, de congédier le personnel des bureaux d'études et de recherches qui leur coûtent énormément. Pour un brevet d'invention pécuniairement intéressant que de sommes englouties dans des essais d'exploitation de brevets improductifs ! On parle souvent des entreprises injustement enrichies par les inventions des salariés, mais moins de celles pourtant plus nombreuses, ruinées par l'exploitation d'inventions malheureuses.

Plutôt que de verser de gros appointements au personnel employé aux recherches en vue d'obtenir une copropriété pleine d'inconvénients et de troubles, de l'invention qu'un des salariés pourrait réaliser, les entreprises préféreraient alors acheter des licences de brevets à l'étranger par exemple, ou bien ne conserver qu'un personnel de recherches restreint et absolument sûr, avec lequel il n'y aurait à craindre aucune discussion et aucun des inconvénients indiqués plus haut. Et nous ne pourrions pas leur donner tort. Il est impossible de ne pas désapprouver les mesures adoptées par la Chambre, qui, partant d'idées unilatéralement généreuses mais absolument fausses, aboutissent à des bouleversements aussi déplorables pour les salariés que pour les entreprises, pour l'industrie que pour la prospérité économique du pays. C'est ce qui explique qu'aux protestations des entreprises se sont jointes celles des salariés eux-mêmes (Fédération des Associations, Sociétés et Syndicats Français d'ingénieurs, rapport de la Commission de la Propriété industrielle et scientifique sur le projet de loi sur les brevets d'invention voté par la Chambre des Députés).

Que l'on se souvienne des conditions dans lesquelles nais-

sent les inventions dans les ateliers, laboratoires ou bureaux d'études exposés au début de ce travail, et l'on comprendra que s'il est légitime que le brevet d'invention soit la propriété de l'inventeur lorsque l'invention est le produit de sa seule initiative personnelle, il l'est de moins en moins pour le salarié avec le développement des recherches collectives nécessitées par la science moderne ; l'invention n'est plus que le fruit d'une activité normale du salarié pour laquelle il reçoit une rémunération adéquate lui permettant à lui et à ses collègues de vivre sans autres préoccupations que ses recherches et qui leur est payée parfois pendant de longues années, avant ou même sans que leur labeur procure à l'entreprise autre chose que des frais de laboratoire très élevés.

Le projet de loi qui s'applique parfaitement au chercheur isolé et à l'époque des premières expériences scientifiques, n'est plus du tout adapté au cas le plus fréquent actuellement de réalisation des inventions. Il ravit, en faveur d'un seul, la propriété du brevet à tout un groupe de travailleurs dont les documents, travaux antérieurs, résultats acquis, sinon même l'aide plus directe encore, ont permis à l'heureux inventeur de réaliser le travail de création parfois infiniment moins difficile et important que les travaux précédents. C'est donc au groupe tout entier que devrait être attribuée — si le principe proposé était adopté — la propriété du brevet, et même en poussant cette idée jusqu'au bout, ce n'est pas seulement à ce groupe, dont les travaux découlent eux aussi des travaux antérieurs d'individus qui lui sont étrangers, mais à la Société que devrait immédiatement être attribuée l'invention. Dans les industries modernes, mécanique, électricité, télégraphie sans fil, chimie, etc., c'est dans des travaux purement scientifiques et non bre-

vetables, propriété de la collectivité que des inventions pratiques ont pris naissance : c'est donc à la collectivité entière que devrait appartenir l'invention, le brevet, privilège injuste en faveur du seul inventeur, étant supprimé. Cette solution, il faut le reconnaître, serait inapplicable en pratique. Dans un monde idéal où l'intérêt de tous serait le mobile d'action de chacun, cette solution serait séduisante, actuellement c'est une utopie plus attirante cependant que la solution adoptée par le projet, car elle ne favorise pas un très petit nombre d'individus en sacrifiant les intérêts de la Collectivité entière, elle ne s'occupe pas de l'exception, mais de la généralité.

267. — Entre ces deux solutions extrêmes, le brevet d'invention à l'inventeur, ou pas de brevet du tout, les bénéfices de l'invention revenant directement à la Collectivité, toutes deux inexactes et injustes, se trouvent des solutions moyennes où la pratique et l'équité peuvent trouver un terrain d'entente par une saine collaboration.

Elles ne diffèrent que par quelques mesures de détail. L'une d'elles est exposée dans le récent rapport de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, du Sénat rédigé par M. Marcel Plaisant. Elle ne présente aucun des défauts des systèmes de réglementations précédentes, issues de l'idéologie soit individualiste, soit collectiviste. Connaissant à fond la question, ayant consulté tous les intéressés, M. Marcel Plaisant se base sur des réalités. Dans son rapport il déclare inacceptable le texte de la Chambre : « Inapte à la matière des brevets d'invention, la copropriété obligatoire est injuste à l'égard de l'employeur, qui a passé des contrats spécialement conçus pour provoquer les découvertes, dangereuses à l'égard des employés ou ingénieurs menacés de la disparition des laboratoires et

bureaux d'études. Enfin l'article tout entier réserve des difficultés insoupçonnées aux inventeurs ».

Et propose l'adoption du texte suivant :

ARTICLE 33. — L'invention due à un employé lui appartient en propre, sauf si elle rentre dans l'objet même de son contrat avec l'employeur ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi.

S'il n'apparaît pas que l'employé ait trouvé dans son salaire ou dans une rémunération spéciale un dédommagement au concours qu'il aura prêté, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée.

La rémunération supplémentaire ne pourra être réclamée que par l'inventeur, son conjoint survivant ou ses héritiers et cela dans un délai de trois ans au plus à dater de la demande du brevet.

Lorsqu'une invention sera due à un employé et que le brevet sera demandé par l'employeur, le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans la demande de brevet, et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description.

A défaut d'entente entre les parties les conditions et l'importance de la rémunération seront fixées dans les conditions déterminées à l'article 46 de la présente loi, et revisables le cas échéant par périodes de quatre années, jusqu'à l'expiration du brevet dans les conditions déterminées à l'article 47.

Si pour réaliser son invention l'employé a utilisé les ressources matérielles et morales mises à sa disposition par l'employeur, leurs droits respectifs seront fixés, à défaut d'entente, dans les conditions déterminées aux articles 46 et 47. En cas de cession par l'employé de son droit, l'employeur jouit d'un droit de préemption.

ARTICLES 34 et 35, 46 et 47, sans changement.

Le nouveau rapport abandonne la copropriété proposée par l'ancien texte, et rétablit les exceptions au principe de base que l'invention due à un employé lui appartient en propre : sauf exceptions du contrat spécial, et du travail

spécial d'où est née l'invention. Il prévoit même dans ce cas, éventuellement une rémunération supplémentaire spéciale du salarié. Si en dehors du contrat et en dehors du fait du travail ad hoc, le salarié a tout de même utilisé les ressources de l'employeur, ils ont la possibilité de débattre leurs droits respectifs ; un droit au nom de l'inventeur est réservé sans peut-être suffisamment de précision, nous aurions préféré : « Lorsque une invention sera due *uniquement* à un employé... » ou bien « à *un seul* employé... », le droit de préemption de l'employeur est également réservé, les uns et les autres semblent ainsi devoir, à défaut de meilleure solution, trouver à peu près satisfaction par ce texte.

CONCLUSION

268. — Nous ne nous dissimulons point qu'après avoir remué tant d'idées, rapproché tant de documents, discuté tant d'opinions, — une telle étude *devrait* normalement aboutir à l'établissement d'une formule unique, concrète, définitive.

On aperçoit d'ailleurs *l'avantage* que présenterait une conclusion de ce genre, pour les intéressés d'abord, pour ceux, aussi, qui, à un titre quelconque, ont ou auront plus tard à connaître de la question : économistes, publicistes, magistrats chargés d'appliquer la loi, novateurs ou réformistes en quête d'un texte répondant à tous les besoins, à toutes les exigences...

Mais, *dans la pratique*, un tel objectif peut-il être atteint ?

269. — Depuis plus d'un quart de siècle, — en tous temps, en tous lieux, dans toutes les langues, on discute, on parlemente sans avoir jamais — semble-t-il — abouti à un résultat *complet, décisif*.

De très grands Etats, comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, laissent encore l'impression, par instant, de chercher leur voie, en tous cas, paraissent s'en tenir, pour le moment, à un *régime de large liberté contractuelle* entre employeurs et salariés, sans

autres restrictions que celles en usage dans la matière des obligations.

Certains pays, il est vrai, ont tenté d'instaurer, dans le cadre de leurs lois sur les brevets, *quelques régimes particuliers ou fragmentaires* ; mais ces essais individuels, *sans* lien entr'eux, *sans* plan d'ensemble, n'ont point éclairci le problème, dont l'enjeu reste la proie des convoitises, et la solution, un prétexte, souvent, à d'âpres ou stériles discussions, à d'insidieuses manœuvres de parti, à des calculs d'où l'intérêt — personnel, politique, social — n'est pas toujours exclu.

En présence de cette situation, devons-nous reculer ou hésiter à apporter au développement du problème notre modeste contribution personnelle, puisée, on le sait, aux sources vives de la réalité ? *Nous ne l'avons pas pensé.*

270. — Observateur indépendant dans la zone limitée de nos études et de nos investigations, nous n'avons point été, en effet, sans remarquer — dans la tourmente de la discussion, — certaines tendances, pour le moins exagérément individualistes, et qui, dépassant les limites d'une équitable et logique conception de la question, risquaient, si l'on n'y prenait garde, de porter atteinte à la vie des entreprises, et, par voie de conséquence, aux progrès de l'industrie, partant à la prospérité de la Collectivité ou du Pays.

Dans la mesure où il nous était loisible de le faire, nous avons cru de notre devoir de venir, une fois de plus, affirmer que le problème posé n'était point un problème de parti, à résoudre au profit de telle classe, de tel groupement, voire de tel individu, en particulier ; que la solution à envisager devait, avant tout, s'interdire — (contrairement à ce que nous lisons dans les résolutions votées les 18/19 mai 1931, à Genève, par la Commission Consultative des

Travailleurs intellectuels) — d'accorder exclusivement et sans réciprocité à l'une des parties des satisfactions unilatérales ou des avantages sans contre-partie ou compensations correspondantes, en faveur de l'autre partie ; qu'enfin, si l'on souhaitait éviter, dans la mesure du possible, les causes de friction ou de conflit dans la solution du problème considéré, il convenait de rechercher une formule aussi claire, aussi simple que possible, avec le maximum de solidité et de souplesse, pour permettre aux intéressés à la fois le libre jeu de la convention et l'adaptation de la dite formule aux contingences de la réalité.

271. — Cette formule, nous la connaissons ; nous en avons indiqué les lignes essentielles dans notre Titre III. Elle est simple, elle est claire, *elle place le problème dans son cadre* et tient en trois propositions :

1^{re} proposition. — L'invention est faite *dans le domaine de l'entreprise*, non par un individu quelconque, mais *par un salarié faisant partie du personnel de cette entreprise et rémunéré par elle*. Le droit de jouissance sur cette invention appartient à l'entreprise. Maintenant qu'on appelle cette invention comme on voudra, peu importe : suivant les circonstances, les expressions consacrées par l'usage (expressions plutôt élastiques, on l'a dit), ce sera :

Tantôt une « invention de service », telle que celle-ci est définie au Titre II, chapitre II, section II, quand l'objet d'une telle invention rentre dans la sphère d'activité de l'entreprise, présente, prévue ou à prévoir, ou quand l'activité qui a abouti à l'invention rentre dans les obligations de service de l'employé ; ou quand l'employé a été incité à faire l'invention par suite de son activité dans l'entreprise ou bien quand la réalisation de l'invention a été grandement facilitée en profitant de l'expérience ou de

l'outillage de l'entreprise, — et quand le mérite de l'invention peut être personnellement attribué ;

Tantôt une « invention d'entreprise », telle que celle-ci est définie au Titre III, chapitre I, section IV, quand les caractéristiques de l'invention relèvent des suggestions de l'expérience pratique, des travaux préparatoires et des moyens auxiliaires de l'entreprise, et quand il n'est pas possible d'attribuer, d'une manière *décisive*, à une ou plusieurs personnes déterminées, la qualité d'inventeur, et sans qu'on puisse faire une ventilation entre la part revenant à chacun des collaborateurs et à l'entreprise elle-même, dans le mérite et le profit de l'invention.

En réalité, il y a une invention réalisée dans l'entreprise pour l'entreprise par un ou plusieurs de ses salariés ; la jouissance de celle-ci appartient — et c'est normal — à l'entreprise ; l'invention de cette nature pourrait porter un nom, une appellation unique, telle par exemple — sauf le danger de confusion — le nom « d'invention... d'entreprise ».

2^e proposition. — Toutes les inventions autres que celles définies dans la première proposition, sont des inventions libres, dont la jouissance cette fois revient au salarié. Mais qu'on y prenne garde : ces inventions réalisées par le salarié attaché à l'entreprise et rémunéré par elle, *ne sont, ne peuvent être que l'exception* ; il convient, en effet, d'observer que, pour que l'invention soit dite libre, celle-ci doit être sans rapport direct ou indirect avec le champ d'activité *actuel, prévu ou à prévoir* de l'entreprise comme aussi sans aucun lien avec les attributions habituelles du salarié dans l'entreprise.

3^e proposition. — Maintenant, le double principe ainsi posé de « *l'invention de service et de l'invention d'entreprise* » à l'entreprise, et de « *l'invention libre* » au salarié, peut éventuellement subir, de part ou d'autre, quelques tempéraments commandés par l'équité ou les circonstances particulières de l'invention :

C'est ainsi, par exemple, que — du côté du salarié et à son profit, on peut parfois prévoir ou accorder un avantage extraordinaire (telles l'apposition du nom du salarié sur le brevet ou l'allocation d'une rémunération exceptionnelle supplémentaire), mais ceci, non à titre permanent, ou définitif, mais seulement dans les cas et la mesure où le justifient, encore une fois, les circonstances spéciales de la cause (à titre d'exemples, citons l'importance de l'invention, sa valeur économique et industrielle, l'originalité de la dite invention, etc...) ; de même et à l'inverse, — du côté patronal, et au profit de l'employeur, on doit prévoir — comme cela se produit en Allemagne d'ailleurs — un droit d'option, à lui réservé, sur l'offre faite par le salarié de son invention libre, ainsi encore que de justes compensations ou dédommagements pouvant être dus par le salarié qui a disposé du temps réservé à l'entreprise et du matériel ou des produits appartenant à cette dernière pour réaliser et mettre au point son invention.

Le bon sens, l'équité, l'intérêt bien compris de chacun devant sauvegarder l'équilibre des rapports entre les intéressés, cet équilibre étant lui-même fonction de l'équilibre supérieur dont nous avons révélé précédemment l'existence ; et, enfin, les abus éventuels demeurant — dans tous les cas — du ressort de l'arbitrage ou de la compétence des tribunaux.

272. — Nous avons volontairement exclu de notre conclusion la question des **conventions** préalables entre les parties, soit **par** contrats collectifs, soit par contrats individuels, question sur laquelle nous nous sommes suffisamment étendus au Titre II de notre travail, étant donné que la convention reste la loi des parties. Et, il nous a paru plus logique, si une loi sur la question doit être instituée, que cette loi, à l'avenir, inspire l'esprit des conventions à intervenir entre les parties, plutôt que de prévoir, comme l'ont fait différentes législations, une loi telle qu'elle soit appliquée, sauf convention contraire entre les intéressés !

ANNEXES



LOIS

Allemagne — Autriche — Danemark — Espagne
Etats-Unis — Finlande — Grèce — Hongrie — Japon
Pays-Bas — Pologne — Suisse — Tchécoslovaquie
U. R. S. S. — Yougoslavie

ALLEMAGNE

CONTRAT SYNDICAL NATIONAL POUR LES EMPLOYÉS A FORMATION UNIVERSITAIRE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

Conclu entre, d'une part, la Fédération des employeurs de l'Industrie chimique d'Allemagne, d'autre part, l'Association des chimistes et ingénieurs salariés et le Syndicat des employés du Commerce et de l'Industrie, le 27 avril 1920, le contrat syndical pour les employés à formation universitaire de l'Industrie chimique a été déclaré obligatoire par l'Office du Travail du Reich le 20 août 1920 et a acquis force de loi conformément aux articles 1 et 2 du décret sur les contrats syndicaux du 23 décembre 1918.

(5^e édition non modifiée 1930)

ARTICLE 9. I. — DROITS DE L'INVENTEUR

« Les dispositions ci-après s'appliquent seulement aux inventions brevetables. La brevetabilité sera considérée comme prouvée même si l'entrepreneur se désiste de sa demande de brevet après que le Patentamt aura décidé la publication de cette demande.

En cas de contestation entre l'employeur et l'inventeur sur la brevetabilité de l'invention, l'inventeur peut exiger l'introduction et la continuation de la procédure jusqu'à la décision de publication du Patentamt.

II. — CLASSIFICATION DES INVENTIONS

A. — *Inventions d'entreprise.* — Si les caractéristiques d'une invention relèvent des suggestions, expériences pratiques, travaux préparatoires et moyens auxiliaires de l'entreprise dans une mesure telle que la réalisation ne dépasse pas une activité de métier (dans le sens d'une activité professionnelle, d'après la loi sur les brevets), il y a invention d'entreprise. Elle appartient au propriétaire de l'entreprise qui est fondé à prétendre que l'invention d'entreprise soit mentionnée comme telle dans le brevet.

B. — *Inventions de service.* — Toutes autres inventions réalisées par un ou plusieurs salariés d'entreprises industrielles, sont des inventions de service si :

a) l'activité inventive relève des devoirs professionnels du salarié, ou bien

b) l'exploitation ou l'application de ces inventions rentre dans le cadre de l'activité économique de l'entreprise.

Les inventions de service passent au propriétaire de l'entreprise. Toutefois, l'inventeur a le droit d'exiger que son nom figure sur le brevet. Il peut revendiquer ce droit devant le Patentamt (Office des brevets) (1).

(1) Arrêté du Patentamt concernant l'indication du nom de l'inventeur dans le brevet (*Journal Officiel* 1043/1922) :

Bien que personne ne soit fondé à exiger que le nom de l'inventeur soit indiqué comme tel dans les publications du Patentamt, il sera permis à titre d'essai, à compter du 1^{er} mars 1922, que le brevet soit utilisé pour faire connaître l'inventeur qui n'est pas le demandeur du brevet pour l'invention. En ce qui concerne les conditions auxquelles est liée cette faveur, et les points de vue d'après lesquels il sera procédé en cette matière, renvoi est fait aux directives ci-après :

I. — Le demandeur du brevet peut indiquer au Patentamt le nom de l'inventeur et solliciter que le brevet comporte une mention à ce sujet.

La mention sera ainsi conçue : « Par le demandeur il a été indiqué comme inventeur (ici les nom, prénom et localité du domicile) ». La profession et le domicile ou d'autres additions ne seront

Ensuite, l'inventeur a droit à une rétribution équitable si l'invention est l'objet d'une exploitation industrielle. Équivalent à l'exploitation industrielle, la vente du brevet ou la cession d'une licence, et aussi, dans des cas particuliers, l'utilisation pour la garantie effective d'un autre brevet.

La nature et le montant de cette rétribution seront déterminés par accord direct entre la direction de l'usine et l'inventeur. En cas de participation de plusieurs personnes à une invention, il y aura lieu, pour déterminer la part de chacune, de considérer dans quelle mesure elle a participé à l'invention relativement à la position du problème, la découverte de la voie

pas admis à figurer sur le brevet. L'indication d'une personne morale n'est pas autorisée.

II. — La requête n'a aucune influence sur la procédure de délivrance du brevet et ne modifie pas la tâche imposée à l'Office par la loi. Suite lui sera donnée par le Patentamt uniquement par la voie administrative, elle doit être adressée par écrit au « Patentamt, section des dépôts de brevets ». Elle sera présentée sur une feuille spéciale et ne sera pas accompagnée de déclarations concernant la procédure légale. Il est recommandé de faire figurer en tête, bien distinctement, la mention : « Concerne indication du nom de l'inventeur. »

La requête contiendra la désignation de l'invention et le numéro du dossier officiel, ainsi qu'une déclaration relative au paiement de la contribution aux frais, et indiquera les nom, prénom, profession, ville et domicile de l'inventeur. Si le brevet est demandé par plusieurs personnes, la requête sera signée par chacune d'elles.

La requête sera accompagnée d'une déclaration signée de l'inventeur y dénommé, faisant connaître son accord.

La somme de 50 marks sera versée à la caisse du Patentamt à titre de contribution aux frais de cette nouvelle institution. Aucune suite ne sera donnée à la requête tant que ce versement n'aura pas été fait.

III. — Le requérant ne doit pas s'attendre à recevoir un avis l'informant que la requête a été accueillie. Si les conditions indiquées sont remplies, le Patentamt prendra en considération la réalisation du désir manifesté. La délivrance du brevet ne sera pas retardée de ce fait. Il est donc important que la requête soit formulée en temps utile. Si elle est présentée après que le brevet aura été délivré ou après que sa délivrance aura été publiée, il est douteux qu'elle soit prise en considération.

En aucun cas, le Patentamt n'assure la garantie que le brevet comportera la mention sollicitée. S'il a paru, pour quelque raison que ce soit, sans cette mention, l'omission ne pourra être réparée — et elle ne le sera qu'à ce moment-là — que si le brevet est réimprimé pour une autre raison.

IV. — L'exactitude des indications données par le demandeur du brevet ne sera ni contrôlée par le Patentamt, ni garantie par la mention imprimée sur le brevet. Le droit matériel et les rapports juridiques entre le demandeur du brevet ou la personne indiquée par lui comme

à suivre et la réalisation pratique, et dans quelle mesure les différents points ici mentionnés ont eu une importance prépondérante pour la réalisation de l'invention.

C. — *Inventions libres.* — Les inventions qui ne rentrent ni dans la catégorie A, ni dans la catégorie B, sont des inventions libres. Elles sont la propriété de l'inventeur qui peut les faire protéger par un brevet. L'inventeur est tenu de proposer l'invention au propriétaire de l'entreprise aux fins d'exploitation.

étant l'inventeur et un tiers ne subiront aucune modification du fait de la publication de la mention et ne seront pas pris en considération pour l'application des présentes directives. Les tiers ne pourront faire valoir des objections éventuelles que vis-à-vis du demandeur du brevet.

V. — Le Patentamt ne donnera pas suite à une demande de publication du nom de l'inventeur, reçue avant le 1^{er} mars 1922. Pour être prise en considération, la requête devra être renouvelée en tenant compte des directives ci-dessus.

Berlin, le 15 février 1922.

Le Président du Patentamt,
von SPECHT.

Cet arrêté a abrogé l'avenant signé entre les parties contractantes relativement à l'article 9 II b, paragraphe 2, le 25 février 1921 :

« Entre la Fédération des employeurs de l'Industrie chimique d'Allemagne, d'une part, et l'Association des chimistes et ingénieurs salariés et le Syndicat du personnel de direction du Commerce et de l'Industrie, d'autre part, il est convenu de l'addition suivante au Tarif syndical National pour les employés à formation universitaire de l'Industrie chimique :

Tant que les dispositions de l'art. 9 II b, par. 2 ne seront pas susceptibles d'application en raison des obstacles y apportés par le Patentamt, le propriétaire de l'entreprise établira en faveur de l'inventeur, sur son désir, si une demande de brevet est déposée pour son invention de service, un document suivant projet ci-après, constatant qu'il le reconnaît comme l'inventeur de l'invention de service. Ce document sera établi le plus tôt possible et il est indifférent qu'il le soit pendant la durée ou après l'expiration du contrat de travail ou lors de la dénonciation du contrat de travail si cette dénonciation précède la publication.

Forme du document à délivrer à l'inventeur :

a) pour le cas où une seule personne a participé à l'invention de service servant de base au brevet proprement dit :

« Il est reconnu par les présentes que le brevet (dispositif) pour lequel il a été déposé, sous le n°, une demande de brevet (de modèle d'usage) concernant..... est une invention de service de Monsieur » ;

b) pour le cas de plusieurs inventeurs :

« Il est reconnu par les présentes que Monsieur (Messieurs) a (ont) participé comme inventeur (s) à, sous le n° de dossier »

III. — RÉTRIBUTION

Une rétribution courante convenue avec l'inventeur sera payée, indépendamment de la durée du contrat de travail, pendant une période de 18 (1) années à compter du jour où l'invention aura été l'objet d'une demande de brevet ou aurait pu être l'objet, si la demande de brevet n'a pas été déposée ; elle sera réduite aux trois quarts du montant convenu, pour la période après l'expiration du contrat de service.

Le droit que possède l'inventeur à la rétribution prend fin par son décès. Son droit sera remplacé à concurrence du même montant et de la même durée par le droit de son conjoint survivant et de ses enfants réparti par tête ; en cas de décès d'un enfant, par le droit des survivants sur la quote-part de cet enfant et, à défaut de tels ayants-droit, par le droit des parents de l'inventeur.

La rétribution sera supprimée si l'inventeur quitte son emploi à la suite d'une violation du contrat de travail.

Pour les inventions brevetables, mais non brevetées, l'inventeur sera tenu de garder le secret même après avoir quitté son emploi, aussi longtemps que l'employeur est disposé à payer la rétribution convenue, ou à défaut de celle-ci, à payer une redevance équitable de reconnaissance.

La rétribution convenue en faveur de l'inventeur sera supprimée si l'inventeur entre dans une entreprise concurrente à l'étranger ou collabore avec elle sous une forme quelconque, sans l'autorisation de l'employeur tenu au paiement de la rétribution.

La rétribution continuera à être versée si le propriétaire de l'entreprise abandonne le brevet sans le consentement de l'inventeur.

(1) Jusqu'à l'avenant relatif à l'art. 9 III, al. 1, la rétribution était accordée pour 15 ans à l'inventeur. L'avenant du 20 juin 1924 a la teneur suivante :

« Conformément à la nouvelle rédaction de l'art. 9 de la loi sur les brevets du 7 décembre 1923 qui porte la durée de protection des brevets à 18 années, les parties contractantes conviennent que la durée de la rétribution courante convenue avec l'inventeur sera également de 18 années. » Cet accord a été déclaré obligatoire le 19 août 1924 avec effet du 20 juin 1924.

IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La réglementation par le contrat syndical du droit de l'inventeur sur son invention s'appliquera seulement aux inventions pour lesquelles un brevet sera demandé après l'entrée en vigueur du contrat syndical (Conf. III, par. 1^{re}). Il n'est pas dérogé, par les présentes, aux conventions relatives à des inventions pour lesquelles un brevet a été demandé antérieurement ».

ARTICLE 10.

« Les dispositions du Contrat syndical, relatives aux inventions brevetables ne modifient aucunement les conventions existantes ou futures, passées librement entre les intéressés et concernant des rétributions pour des inventions non brevetables ou qui ne sont plus brevetables ou pour des perfectionnements ».

AUTRICHE

I. — ANCIENNE LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION
DU 11 JANVIER 1897

(Loi n° 30 de l'ancien Code Impérial)

ARTICLE 5, alinéa 3. — « Les ouvriers, employés et fonctionnaires sont considérés comme auteurs légitimes des inventions qu'ils font étant de service, à moins qu'autre chose ne soit stipulé par leur contrat ou règlement de service ».

Alinéa 4. — « Sont considérés comme nulles et non avenues les dispositions de contrat ou de service qui tendraient à priver les employés et travailleurs du profit équitable de leurs inventions ».

II. — LOI DU 11 JANVIER 1897, REVISÉE SELON
L'AMENDEMENT DU 30 SEPTEMBRE 1925

(Recueil officiel des lois n° 366)

DROIT AU BREVET

Inventions d'employés

Paragraphe 5 a. — « Les employés ont droit à l'obtention du brevet (paragraphe 4), même pour les inventions faites par eux durant le service, pourvu que le contrat de service (paragra-

phe 5 b, al. 1^{re}) ou le paragraphe 5 b, alinéa 2, n'en dispose pas autrement.

Par employés on entend les personnes salariées et les ouvriers de toutes catégories ».

Paragraphe 5 b. — « Les accords passés entre employeurs et employés, en vertu desquels les inventions que ces derniers feraient à l'avenir doivent appartenir aux premiers, ou en vertu desquels les employeurs se réservent un droit d'usage sur ces inventions, ne sont valables que si l'invention est une invention de service (al. 3). L'accord doit, pour être valable, revêtir la forme écrite. Cette condition est remplie, si l'accord est compris dans un contrat collectif (loi du 18 décembre 1919, *Staatsgesetzblatt*, n° 16, de 1920).

Si le contrat de service est réglé par le droit public, l'employeur peut revendiquer, même sans accord spécial avec l'employé, toutes les inventions de service de l'employé ou un droit d'usage sur les dites inventions ; le droit d'usage est opposable même aux tiers. Dans des cas pareils, on appliquera par analogie les dispositions de l'alinéa suivant et celles des paragraphes 5 c à 5 l, et du paragraphe 5 n.

Est réputée comme invention de service, l'invention d'un employé quand son objet rentre dans la sphère d'activité de l'entreprise où l'employé travaille et :

- a) Quand l'activité qui a abouti à l'invention rentre dans les obligations du service de l'employé, ou,
- b) Quand l'employé a été incité à faire l'invention par suite de son activité dans l'entreprise, ou,
- c) Quand la réalisation de l'invention a été grandement facilitée en profitant des expériences ou de l'outillage de l'entreprise ».

Paragraphe 5 c. — « En tous cas, l'employé a droit à une indemnité spéciale et équitable, lorsqu'une invention faite par lui devient la propriété de l'employeur ou l'objet d'un droit d'usage de ce dernier.

Toutefois, quand l'employé a été engagé expressément dans l'entreprise de l'employeur pour y faire des inventions et, qu'en effet, son activité consiste principalement en cela, et quand cette dernière a abouti à l'invention, il n'a droit à une indemnité spéciale que si la rémunération surélevée que lui accorde

le contrat de service en raison de son activité inventive ne peut pas être envisagée comme constituant déjà une indemnité suffisante ».

Paragraphe 5 d. — « Pour le calcul de l'indemnité (paragraphe 5 c), on tiendra compte, selon le cas, surtout :

a) De la valeur économique de l'invention pour l'entreprise ;
b) D'une exploitation éventuelle de l'invention dans le pays ou à l'étranger ;

c) De la part dans l'invention qui peut être attribuée aux conseils, aux expériences, aux travaux préparatoires ou aux moyens auxiliaires de l'entreprise, ou aux directives de service données par l'employeur ».

Paragraphe 5 e. — « L'indemnité peut être modifiée après coup à la demande de l'un des intéressés et sur appréciation équitable, quand il s'est produit des changements importants dans les circonstances dont il a fallu tenir compte pour la fixation de l'indemnité. En aucun cas, l'employé ne pourra être tenu de restituer ce qu'il aura touché en vertu de l'ancienne fixation. De même il n'y aura pas lieu de compléter après coup les prestations qui, en vertu de l'ancienne fixation, ont déjà été fournies ou sont échues, à moins qu'il ne s'agisse d'une indemnité payable en une seule fois.

Quand l'invention a été cédée à un tiers par l'employeur, l'employé a le droit de demander la modification de l'indemnité, si le bénéfice réalisé par l'employeur au moyen de cette cession est hors de toute proportion avec l'indemnité accordée à l'employé, ou si l'employeur reste intéressé à l'exploitation de l'invention et obtient des avantages hors de toute proportion avec l'indemnité accordée à l'employé.

La demande prévue aux alinéas 1^{er} et 2 ne peut être formulée qu'après l'expiration de l'année qui suit la fixation de l'indemnité ».

Paragraphe 5 f. — « Quand le montant de l'indemnité (paragraphe 5 c, 5 d et 5 e) est subordonné à l'usage de l'invention par l'employeur et, que ce dernier néglige d'exploiter l'invention dans une mesure proportionnée à l'importance économique qu'elle a pour l'entreprise, l'indemnité est calculée comme si l'employeur avait exploité l'invention dans une

mesure proportionnée à son importance économique pour l'entreprise.

L'indemnité est calculée de la même manière si l'employeur a cédé l'invention à un tiers ou en a disposé d'une autre manière, à moins que l'employé ne se soit déclaré d'accord sur la cession ou les dispositions prises, ou s'il ne prouve pas que cette cession ou ces dispositions sont purement fictives.

L'employeur est libéré de l'obligation, stipulée au premier alinéa, de payer une indemnité quand il s'engage à céder le droit d'utiliser l'invention à un tiers désigné par l'employé. Le tiers auquel le droit d'utiliser l'invention a été cédé, doit indemniser l'employeur de la part qui lui est attribuée conformément au paragraphe 5 d, lettre c. Une modification ultérieure de cette indemnité peut être demandée en vertu du paragraphe 5 e.

Le droit prévu aux alinéas 1^{er} et 2 s'éteint quand, en raison des circonstances, l'employeur ne peut être astreint à exploiter l'invention, ou à l'exploiter dans une mesure plus considérable qu'il ne l'a fait, ou quand l'employeur ne pourrait pas être soumis à cette obligation s'il n'avait ni cédé, ni aliéné d'une autre manière l'invention. Toutefois, si l'employeur tire profit de l'invention sans l'utiliser, il doit une indemnité équitable à l'employé ».

Paragraphe 5 g. — « Quand il existe un contrat en vertu duquel les inventions futures de l'employé appartiennent à l'employeur (paragraphe 5 b), l'employé doit faire part immédiatement à l'employeur des inventions qu'il a faites, à l'exception de celles qui ne rentrent évidemment pas dans le contrat. L'employeur doit déclarer à l'employé, dans les quatre mois qui suivent le jour où la communication lui est parvenue, s'il revendique l'invention, à titre d'invention de service, conformément aux dispositions du contrat.

Si l'employé néglige de faire cette communication, il répond envers l'employeur non seulement du droit que ce dernier possède sur l'invention, mais encore du préjudice causé, y compris le manque à gagner. Si la déclaration de l'employeur fait défaut, ou si elle est négative, l'invention reste la propriété de l'employé ».

Paragraphe 5 h. — « L'employeur et l'employé sont tenus de garder secrètes les inventions qui font l'objet de la communication et de la déclaration prévues au paragraphe 5 g, alinéa 1^{er}.

L'obligation du secret imposé à ce sujet à l'employé cesse :

a) Quand l'employeur a négligé de faire la déclaration prévue au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, ou quand, dans le délai fixé, il a fait une déclaration négative ;

b) Quand l'employeur a revendiqué l'invention à temps (paragraphe 5 g, alinéa 1^{er}) et a renoncé au secret.

L'autorisation de rompre le silence donnée en vertu de la disposition qui précède, n'annule pas l'obligation du secret imposée par ailleurs à l'employé.

L'employeur n'est plus tenu au secret quand il a revendiqué l'invention à temps (paragraphe 5 g, alinéa 1^{er}) sans se heurter à l'opposition de l'employé.

L'obligation au secret n'empêche ni l'employeur ni l'employé de former une demande de brevet ou de faire d'autres démarches pour la sauvegarde de leurs droits sur l'invention.

L'employeur ou l'employé qui viole l'obligation du secret est tenu de réparer le préjudice causé à l'autre partie, y compris le manque à gagner ».

Paragraphe 5 i. — « Quand l'employeur qui a accordé à l'employé une indemnité pour une invention de service apprend, après coup, que c'est un autre employé de la même entreprise qui a fait l'invention, ou qu'un autre employé a contribué à la faire, l'employeur peut mettre en compte à l'intéressé l'indemnité entière payée à tort ou non fondée en droit, ou une part proportionnée à la participation de cet autre employé à l'invention, pourvu que l'employeur ait payé de bonne foi et que l'invention lui appartienne aussi en vertu du contrat qui le lie à l'intéressé ».

Paragraphe 5 j. — « Quand l'employeur a conclu un contrat avec l'employé au sujet d'une invention de service, il peut néanmoins déclarer en tout temps qu'il renonce en tout ou en partie à ses droits à l'invention. En pareil cas, l'employé peut demander que les droits auxquels l'employeur a renoncé lui soient transférés.

Quand l'employeur renonce à la totalité de ses droits à l'invention, l'obligation de payer une indemnité cesse à partir du

moment où a été faite la déclaration de renonciation. En cas de renonciation partielle, l'employeur peut demander une réduction proportionnelle de l'indemnité si les droits transmis à l'employé peuvent être utilisés à part.

Reste réservée l'obligation de payer une indemnité pour la période qui précède le moment où est faite la déclaration de renonciation ».

Paragraphe 5 k. — « Les droits de l'employeur et de l'employé qui prennent naissance en vertu des paragraphes 5 a à 5 j restent réservés malgré la résiliation du contrat de travail ».

Paragraphe 5 l. — « Les droits conférés à l'inventeur par les paragraphes 5 a à 5 k ne peuvent être ni abrogés ni restreints par contrat ».

Paragraphe 5 m. — « Les contestations entre employeurs et employés ou entre employés qui naissent des paragraphes 5 b à 5 l sont de la compétence des tribunaux de prud'hommes dans les pays où ceux-ci existent et quand le contrat qui lie les parties est de droit privé ; hors des limites où ces tribunaux existent, ce sont les tribunaux ordinaires qui sont compétents. Dans les pays où il n'existe pas de tribunaux de prud'hommes, le tribunal compétent pour tout le pays est celui du chef-lieu, et dans le Burgenland, le tribunal compétent de Vienne ».

Paragraphe 5 n. — « Les droits conférés par les paragraphes 5 b à 5 j aux employeurs et aux employés se prescrivent par trois ans ».

DROIT DE L'AUTEUR D'UNE INVENTION A ÊTRE DÉSIGNÉ

COMME INVENTEUR

Paragraphe 5 o. — « L'auteur d'une invention qui n'est ni déposant de la demande du brevet ni titulaire du brevet a le droit d'être désigné comme inventeur.

Ce droit n'est pas cessible et ne passe pas aux héritiers. Toute renonciation à ce droit est sans valeur.

La désignation comme inventeur se fait sur requête par une inscription au registre des brevets, par une indication dans les publications concernant la demande (publication et exposition, par. 57), dans le titre du brevet, dans la publication annonçant

la délivrance du brevet et dans le brevet imprimé (par. 64). Si le titre du brevet est déjà dressé ou si les publications visées ont déjà eu lieu, il faudra rédiger une attestation spéciale concernant la désignation de l'inventeur ou faire paraître une annonce spéciale dans le *Journal des brevets*. La désignation de l'inventeur figurera également dans les pièces justificatives du droit de priorité.

La demande peut être formulée aussi bien par l'inventeur à nommer que par le déposant ou le titulaire du brevet. Dans le premier cas, l'assentiment du déposant ou du titulaire du brevet est nécessaire ; dans le second cas, celui de l'inventeur à nommer. S'il y a lieu de désigner un autre inventeur à la place ou à côté de celui qui est déjà nommé, l'assentiment de ce dernier est également nécessaire.

Si le déposant, le titulaire du brevet ou l'inventeur déjà désigné refusent leur consentement, la demande sera formée, sous peine de péremption, devant le Bureau des brevets, dans les délais ci-après :

a) Contre le déposant ou le titulaire du brevet, elle sera formée avant l'expiration de l'année qui suit le jour où la délivrance du brevet a été publiée dans le *Journal des brevets* (par. 64), ou, si l'inventeur a cédé le brevet à un tiers, elle sera formée contre le tiers avant l'expiration de l'année qui suit le jour où la demande d'enregistrement de la cession est parvenue au Bureau des brevets (par. 23) ;

b) Contre l'inventeur qui a déjà été désigné, elle sera formée avant l'expiration de l'année qui suit la publication de la désignation (al. 3).

En ce qui concerne la procédure (al. 5), cette demande est soumise aux mêmes règles que l'action en déposssession. La délivrance du brevet n'est pas suspendue par le fait que la demande prévue aux alinéas ci-dessus a été formée. Quand la décision qui fait droit à la demande est devenue définitive, on procède, sur la demande de l'intéressé, conformément à l'alinéa 3 ».

DANEMARK

LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 13 AVRIL 1894

(La Propriété Industrielle, vol. 38, n° 2)

ARTICLE 3, alinéa 3. — « Une personne au service de l'Etat ou ayant quitté ce service depuis moins de trois ans ne peut, sans l'autorisation du Ministre dont elle relève, faire breveter une invention qu'on peut présumer être due, en tout ou partie, au travail accompli par elle pendant qu'elle était au service de l'Etat ».

ESPAGNE

LOI SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL DU 21 NOVEMBRE 1931

(La Propriété Industrielle, décembre 1932)

ARTICLE 23. — « Le produit du travail appartiendra à l'employeur auquel l'employé devra transférer en vertu du contrat lui-même, tous les droits découlant de ce travail ».

ARTICLE 24. — « Si, dans l'établissement il est fait des inventions se rattachant aux procédés, aux installations, aux méthodes et à l'activité de l'entreprise, sans que la personnalité de l'employé inventeur joue un rôle prépondérant, ces inventions seront la propriété de l'employeur ou de l'entreprise.

Il en sera de même en ce qui concerne les inventions dénommées de service, c'est-à-dire les inventions faites par des employés engagés à teneur de contrat dans le but de les étudier et de les réaliser.

Les inventions autres que celles d'établissement ou de service, savoir les inventions libres où la personnalité de l'employé prédomine, appartiendront à celui-ci en dépit du fait qu'elles ont pris naissance grâce à l'activité déployée par l'inventeur au sein de l'entreprise.

L'employé ne pourra renoncer en faveur de l'employeur ou d'un tiers à la propriété des inventions libres, qu'elles soient

brevetées ou non, qu'en vertu d'un contrat postérieur à l'invention.

Dans tous les cas, tant l'employeur que l'employé, seront tenus à garder l'invention secrète » (1).

ARTICLE 25. — « Si l'exploitation par l'employeur d'une invention de service, donne lieu à des bénéfices évidemment disproportionnés au salaire de l'employé qui l'a faite dans l'exercice de son activité professionnelle, celui-ci aura droit à une indemnité spéciale et adéquate ».

ARTICLE 26. — « Les contrats en vertu desquels un inventeur cède d'avance à l'employeur ou à des tiers, ses droits d'auteur sur une œuvre de littérature, de musique, des arts graphiques, de télégraphie, etc... doivent être rédigés par écrit ; sont exceptés de la présente prescription, les écrits de propagande, les rapports, les annonces et autres moyens similaires propres à la vie commerciale ».

ARTICLE 27. — « Sera considéré comme salaire le total des avantages retirés par l'employé de ses services ou de son œuvre, donc non pas seulement de ce qu'il touche en numéraire ou en espèces à titre de rétribution immédiate et directe, mais aussi les indemnités allouées lorsque ce travail est interrompu, les contributions de l'employeur aux œuvres assurant la vie et le bien-être des employés, les bénéfices profitant aux héritiers, etc... ».

ETATS-UNIS

LOI SUR LES FONCTIONNAIRES DU 3 MARS 1883

(Documents du B. I. T., C. C. T. I., I. (4))

La loi du 3 mars 1883 stipule que tout fonctionnaire, à l'exception des employés du Bureau des brevets, peut obtenir un

(1) Cette disposition concorde, en ce qui concerne l'ouvrier, avec l'art. 34 de la même loi, dont la portée est plus étendue : « Le travailleur est obligé de conserver le secret relatif à l'exploitation et aux autres affaires de ses patrons, tant pendant la durée du contrat qu'après son échéance.

Dans le premier cas il pourra les utiliser à son bénéfice propre, dans le seul cas où cette utilisation serait exigée et justifiée par sa profession. »

brevet pour son invention sans payer les redevances, si l'invention est mise au service public. Mais le Gouvernement est très large envers ses fonctionnaires, puisque même les fonctionnaires engagés pour faire des recherches gardent le droit au brevet pour toutes découvertes qu'ils font. Cette stipulation est beaucoup plus favorable aux fonctionnaires que les prescriptions respectives dans les autres Etats. Seuls les membres du Bureau des brevets n'ont pas la possibilité d'obtenir un brevet.

FINLANDE

LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 21 JANVIER 1898

ARTICLE 3, alinéa 3. — « Dans le cas où une personne, qui est en service dans l'entreprise, d'une autre personne, a fait une invention sur la demande de son employeur ou bien si l'invention est faite au cours de l'exécution de son service, cette invention est à considérer comme appartenant à l'employeur ; seul ce dernier aura le droit d'obtenir un brevet pour la dite invention, à moins qu'une convention intervenue entre les parties n'en dispose autrement ».

GRECE

LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 24 SEPTEMBRE 1920

(*Recueil officiel des lois*, n° 2527)

ARTICLE 4, paragraphe 1^{er}. — « A droit à la délivrance du brevet d'invention, toute personne qui, la première, a fait la déclaration de l'invention conformément à la présente loi.

Les ouvriers, employés, aides ou associés des établissements industriels ou maisons commerciales, sont considérés comme auteurs des inventions faites par eux pendant leur service.

La stipulation contraire est valable, à moins que l'invention ne se trouve en dehors du cercle des opérations ordinaires de l'établissement.

Aucun employé de la section de l'industrie du Ministère de l'Economie Nationale ne peut obtenir de brevet d'invention, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un tiers, moins d'un an après la cessation de ses fonctions ».

HONGRIE

LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 7 JUILLET 1895

(Loi n° XXXVII, de l'année 1895)

ARTICLE 6. — « Aux personnes qui sont au service d'une entreprise privée ou de l'Etat, la délivrance du brevet sera refusée dans le cas d'une opposition émanant du Gouvernement ou de l'entreprise fournissant l'emploi, si, par suite de l'engagement ou de la fonction officielle, le demandeur avait pour devoir, ou si son contrat lui faisait une obligation, d'utiliser ses connaissances spéciales pour l'invention de procédés de fabrication ou produits industriels identiques à ceux pour lesquels il demande le brevet.

Dans de tels cas, le Gouvernement ou l'entreprise privée peut revendiquer le brevet à son profit dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis annonçant le retrait ou le rejet de la demande, avec la priorité décomptée à partir du dépôt de la première demande ».

JAPON

LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 29 AVRIL 1921

(Loi n° 96 de l'année 1921)

ARTICLE 14. — « En ce qui concerne une invention faite par un employé, un fonctionnaire d'une personne juridique ou un fonctionnaire public, en rapport avec son service, les stipula-

tions déduites d'un contrat de service qui donneraient à l'avance à l'entreprise, à l'employeur, personne juridique ou autre, les droits d'obtenir un brevet pour les inventions en question ou les droits sur les brevets pris pour ces inventions, sont considérées comme nulles, sauf lorsque l'invention se trouve rentrer, par son objet même et sa nature, dans le cadre de l'entreprise de l'employeur, chef de service, personne juridique ou autre, et que les actes conduisant à la réalisation de l'invention font partie des devoirs de l'employé, fonctionnaire ou autre.

Dans le cas où l'invention — faite par un employé, fonctionnaire d'une personne juridique ou fonctionnaire public, en rapport avec son service, rentre par sa nature dans le cadre de l'entreprise de l'employeur, chef de service, personne juridique ou autre, et où les actes conduisant à la réalisation de l'invention font partie des devoirs de l'employé, fonctionnaire ou autre, l'entreprise, l'employeur, personne juridique ou autre, aura le droit d'exploitation, lorsque l'employé, fonctionnaire ou autre — ou ses ayants-droit — a obtenu un brevet.

Dans le cas où l'employé fonctionnaire de personne juridique ou fonctionnaire public, a, conformément à un contrat ou à un règlement de service, stipulé à l'avance, qu'il laissait à l'entreprise, à l'employeur, personne juridique ou autre, ses droits à l'obtention d'un brevet ou ses droits sur un brevet protégeant une invention tombant sous le coup du paragraphe précédent, il aura droit à une rémunération compensatrice convenable.

Lorsque l'entreprise, l'employeur, personne juridique ou autre, se trouve avoir déjà payé une rémunération, le Tribunal prendra celle-ci en considération, lors de la fixation du montant de la compensation correspondant au paragraphe précédent.

Un « fonctionnaire d'une personne juridique » au sens de cet article désigne un fonctionnaire ou employé qui est chargé de s'occuper des affaires d'une personne juridique. Un « fonctionnaire public » désigne un fonctionnaire public au sens de l'article 7, paragraphe 1^{er} du Code Pénal ».

PAYS-BAS

LOI DU 7 NOVEMBRE 1920

(modifiée par les lois des 5 janvier et 15 octobre 1921)

ARTICLE 10, alinéa 1^{er}. — « Si l'inventeur du produit, du procédé ou du perfectionnement pour lequel on a demandé un brevet, exerce au service d'autrui des fonctions dont la nature l'oblige à consacrer ses connaissances particulières à faire des inventions du genre de celle à laquelle se rapporte la demande de brevet, le droit au brevet appartiendra à l'employeur.

Alinéa 2. — Si en pareil cas on ne peut considérer que l'inventeur trouve dans son salaire ou dans une rémunération spéciale, un dédommagement pour le fait qu'il est exclu du brevet, l'employeur sera tenu de lui payer une somme équitable en rapport avec la valeur pécuniaire de l'invention et avec les circonstances dans lesquelles elle a été faite. Si l'inventeur et l'employeur ne peuvent tomber d'accord sur le montant de cette somme, ils pourront s'adresser par écrit au Conseil des Brevets en le priant de la fixer. Le Conseil des Brevets satisfait à cette requête. Les parties sont tenues de se conformer à sa décision.

Alinéa 3. — Si l'inventeur mentionné dans le premier alinéa établit que le mérite de l'invention lui revient à l'exclusion de tout autre, le Conseil des Brevets décidera, à sa demande, que son nom soit mentionné dans le brevet.

Alinéa 4. — Toute stipulation dérogeant aux stipulations du second et troisième alinéa est nulle ».

POLOGNE

LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 5 FÉVRIER 1924

(modifiée par le décret-loi du Président de la République du
22 mars 1928)

(Journal des Lois, 25 mars 1928, n° 39)

ARTICLE 17. — « 1. — Les employés occupés dans une entreprise (ou dans un établissement de l'Etat) ont le droit de demander des brevets pour les inventions qu'ils ont faites dans l'entreprise. Ce droit ne peut pas leur être soustrait, à moins qu'ils n'aient conclu avec leur patron un contrat les obligeant à procéder à des inventions. Toutefois, l'entrepreneur a le droit d'exploiter le brevet en vertu d'une licence qui, à défaut du consentement du titulaire du brevet, pourra être imposée (art. 20), si l'invention rentre dans le domaine de la production de l'entreprise.

2. — Si un contrat concernant l'obligation d'inventer a été conclu avec le patron, ce dernier a le droit d'obtenir un brevet à moins que le contrat n'en dispose autrement. Toutefois, l'employé peut demander, lorsqu'il est prouvé que l'indemnité prévue par le contrat est extraordinairement modeste par rapport aux bénéfices que le patron tire de l'invention, une augmentation équitable de ladite somme.

3. — Est nulle et de nul effet toute convention qui enlève à l'inventeur le droit d'être reconnu comme auteur de l'invention ».

SUISSE

I. — LOI FÉDÉRALE DU 30 MARS 1911

(complétant le Code civil suisse : Livre V, Droit des obligations)

ARTICLE 343. — « Les inventions faites par l'employé au cours de son travail appartiennent à l'employeur, lorsque la nature des services promis par l'employé lui impose une atti-

tivité inventive ou, s'il n'en est pas ainsi, lorsque l'employeur se les est expressément assurées.

Dans ce dernier cas, et si l'invention est d'une réelle importance économique, l'employé peut réclamer une rétribution spéciale, à fixer équitablement.

Cette rétribution se règle en tenant compte de la collaboration de l'employeur et de l'usage qui a été fait de ses installations ».

II. — LOI FÉDÉRALE DU 30 JUIN 1927, SUR LE STATUT DES FONCTIONNAIRES

*(modifiant la Décision du Conseil Fédéral du 27 novembre 1894
sur les inventions des fonctionnaires)*

ARTICLE 16. — « 1) Les inventions faites par le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, ou qui sont en rapport avec son activité de service, appartiennent à la Confédération :

a) lorsque l'invention rentre dans le cadre de l'activité du fonctionnaire ou des obligations de son service ;

b) lorsque l'invention est le résultat d'essais officiels ;

c) lorsqu'elle a de la valeur au point de vue de la défense nationale ;

d) lorsque l'autorité chargée de la nomination s'en est réservé la propriété.

2) Si l'invention est d'une réelle importance économique ou militaire, le fonctionnaire a droit à une indemnité spéciale qui sera évaluée équitablement.

3) Lors de la fixation de cette indemnité il est tenu compte le cas échéant de la collaboration d'autres personnes occupées par la Confédération et de l'usage qui a pu être fait des installations ou appareils appartenant à l'Etat.

4) Si le fonctionnaire n'a pas droit à une indemnité, le service compétent peut lui accorder une récompense qu'il fixe librement ».

TCHÉCOSLOVAQUIE

LOI SUR LES BREVETS DU 27 MAI 1919

(La loi du 27 mai 1919, promulguée le 11 juin 1919, déclare applicable sur le territoire de la République Tchécoslovaque, la loi autrichienne sur les brevets du 11 janvier 1897, n° 30, de l'ancien Code impérial. La loi de 1919 et une loi postérieure qui la complète, ont apporté quelques modifications à l'ancienne loi de 1897, mais ont laissé inchangées les dispositions concernant les inventions des salariés).

ARTICLE 5, alinéa 3. — « Les ouvriers, employés ou fonctionnaires sont considérés comme auteurs légitimes des inventions réalisées par eux dans le service, à moins de dispositions contraires dans le contrat ou dans les règlements de service ».

Alinéa 4. — « Sont considérées comme nulles et non avenues, les dispositions de contrat ou règlements de service par lesquelles le profit équitable des inventions, réalisées dans le service par l'employé ou ouvrier d'une entreprise industrielle, serait retiré à celui-ci ».

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

I. — ANCIENNE LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION DU 12 SEPTEMBRE 1924

(Recueil des lois de l'U. R. S. S. de 1924, n° 9)

ARTICLE 3. — « L'inventeur (ou son ayant-droit) a le droit d'obtenir un brevet d'invention. Si l'invention a été faite dans une entreprise ou une organisation et ne peut être mise au compte de personnes déterminées, le droit au brevet revient à l'entreprise ou à l'organisation ».

ARTICLE 6. — « L'inventeur qui travaillait, au moment où il a fait l'invention, dans une entreprise, garde le droit à la délivrance du brevet en son nom. Tout contrat passé avec le pro-

priétaire de l'entreprise concernant la renonciation aux droits de l'inventeur sur l'invention future est nul et sans effet, à moins que la production de l'invention ne rentre dans le domaine des devoirs professionnels de l'inventeur.

Le droit à la délivrance du brevet pour une invention faite par l'inventeur au cours du travail qui lui est confié dans une entreprise appartient au propriétaire de l'entreprise si l'activité de l'inventeur devait précisément aboutir, d'après ses devoirs professionnels et en vertu d'un accord écrit, à la production d'inventions de cette nature et si, par ailleurs, l'invention ne sort pas des cadres des devoirs qui lui sont imposés par l'entreprise ».

ARTICLE 7. — « L'inventeur véritable garde en tous cas le droit à ce que son nom soit inscrit, à titre d'auteur de l'invention, sur le brevet délivré pour son invention.

La délivrance des brevets d'invention est concentrée entre les mains du Comité pour les affaires d'inventions, près du Conseil supérieur de l'Economie nationale de l'U. R. S. S. ».

II. — NOUVELLE LOI DU 9 AVRIL 1931

*publiée au Recueil des lois, mise en vigueur un mois
après sa publication*

L'auteur d'une nouvelle invention peut exiger la délivrance soit d'une attestation de sa qualité d'auteur de cette invention, soit d'un brevet, c'est-à-dire d'un acte reconnaissant son droit exclusif sur l'invention. Il n'est pas délivré de brevet, mais seulement une attestation d'auteur, dans les cas suivants :

a) Lorsque l'invention a été faite à l'occasion du travail de l'inventeur dans les institutions de recherches scientifiques, les bureaux de construction, les ateliers expérimentaux, les laboratoires et dans les autres organes analogues du secteur socialisé de l'économie publique, organes chargés de découvrir, élaborer et expérimenter les inventions ;

b) Lorsque l'invention a été faite sur commande spéciale donnée par un organe d'Etat ou une organisation du secteur socialisé ;

c) Lorsque l'inventeur a bénéficié de l'aide matérielle de l'Etat ou d'une organisation du secteur socialisé pour élaborer l'invention en question.

Le droit d'exploiter l'invention pour laquelle il a été seulement délivré une attestation d'auteur, n'appartient qu'à l'Etat ou à l'organisation du secteur socialisé et de la corporation, dans les limites de leur activité respective.

Lorsque l'invention est reconnue utile pour l'économie publique, le titulaire d'une attestation d'auteur a droit à une rémunération de la part de l'Etat ou de l'organisation intéressée, suivant échelle de tarifs établie, ainsi qu'éventuellement à d'autres avantages supplémentaires relatifs aux conditions d'habitation, d'admission dans les institutions d'enseignement ; au droit d'occuper un poste de travail scientifique dans les institutions et entreprises de recherches et expériences ; à l'emploi des meilleurs inventeurs exclusivement dans les travaux d'inventions ; à une pension spéciale, etc.

YOUGOSLAVIE

ORDONNANCE ROYALE SUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DU 15 NOVEMBRE 1920

Paragraphe 12, alinéa 2. — « Les ouvriers, employés, fonctionnaires d'Etat sont considérés comme les auteurs des inventions faites par eux en service, sauf stipulations contraires par contrat ou règlement de service ».

Alinéa 3. — « Il est vrai que s'ils ont été engagés précisément pour collaborer à des inventions dans un sens déterminé, ils n'ont aucun droit à la délivrance d'un brevet sans l'assentiment de l'employeur ».

Alinéa 4. — « Les stipulations par contrat ou règlement de service, stipulations par lesquelles un ouvrier ou employé d'une entreprise de la grande ou petite industrie n'aura droit à aucun bénéfice ou n'aura pas droit à un bénéfice raisonnable provenant des inventions qu'il aura faites en service, n'auront aucun effet légal. Le bénéfice équitable d'une invention appartient au véritable auteur de celle-ci dans tous les cas, de même que le droit de signer de son nom en qualité d'auteur de l'invention ».

PROJETS DE LOI

(Allemagne — France — Italie — Suède
Tchécoslovaquie)

ALLEMAGNE

I. — PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION INDUSTRIELLE DU 25 AVRIL 1929

(*Documents du Reichstag*, 4^e législ., 1928, n^o 987)

ARTICLE 3. — « Pourront revendiquer la protection au moyen d'un brevet : l'inventeur ou ses successeurs en droit. L'invention ayant été faite par plusieurs personnes indépendamment, le bénéfice en reviendra à celle d'entr'elles qui la première l'aura déposée au Patentamt. Lorsqu'une invention faite dans une entreprise aura été influencée, par l'expérience, les moyens de travail, les suggestions ou les travaux préalables de l'entreprise, à un point tel qu'on ne puisse l'attribuer à des personnes déterminées (invention d'entreprise), le propriétaire de l'entreprise pourra en revendiquer la protection ».

ARTICLE 27 a. — « Le nom de l'inventeur ou, lorsqu'il s'agira d'une invention d'entreprise, celui de l'entreprise, sera donné lors de la publication de la demande ; il figurera sur les copies, imprimés de la description et du dessin, sur l'avis de délivrance du brevet, — sur le brevet d'invention original. La désignation de l'inventeur fera l'objet d'une inscription au rôle. L'inventeur ne sera pas désigné, lorsque la personne ou l'entreprise désignée comme inventeur par le demandeur en fera la demande. Cette demande pourra, à tout moment, être retirée ; en cas de retrait, la désignation de l'inventeur se fera après

coup. Si l'inventeur renonçait à ce qu'il soit fait mention de son nom, une telle renonciation serait nulle en droit... ».

II. — PROJET DE LOI SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL DE 1923
(*Journal du Travail*, Partie officielle, n° 15, 1923)

TITRE V

LE DROIT AU PRODUIT DU TRAVAIL

1) *Généralités*

ARTICLE 121. — « Le produit du travail contractuel appartient à l'employeur. Si les droits sur le produit du travail ne prennent pas naissance directement dans sa personne, le salarié doit les lui transférer ».

2) *Inventions*

ARTICLE 122. — « Si une invention faite dans l'entreprise est influencée si fortement par les résultats de l'expérience, les moyens auxiliaires, les suggestions et travaux préparatoires de l'entreprise, que des personnes déterminées n'apparaissent pas d'une manière décisive comme inventeurs, (invention d'entreprise) l'invention appartient à l'employeur.

Il en est de même si le salarié est engagé spécialement pour faire des inventions ou si l'on attend, le cas échéant, de lui une activité de ce genre et s'il réalise une invention en exécutant le travail auquel il est tenu (invention de service).

Les inventions du salarié qui ne sont pas des inventions d'entreprise ou des inventions de service (inventions libres), appartiennent au salarié, même si leur utilisation ou application rentre dans le cadre de l'activité de l'entreprise (inventions libres connexes à l'entreprise) (*betriebsverwandt*) ».

ARTICLE 123. — « Les inventions nouvelles qui permettent une application industrielle, sont soumises aux dispositions des articles 124 à 131.

Ces dispositions s'appliquent par analogie aux modèles d'instruments de travail ou d'objets d'usage ou parties de ceux qui sont protégés comme modèles d'usage. L'employeur décide exclusivement si la protection comme modèle d'usage sera demandée pour les modèles et pendant combien de temps elle sera maintenue ».

ARTICLE 124. — « La forme écrite est nécessaire pour toute convention stipulant que des droits patrimoniaux sur les inventions libres que réalisera le salarié appartiendront à l'employeur ou à une tierce personne ou qu'elles pourront être utilisées par eux. Il en est de même pour une invention imposant des restrictions au salarié pour demander un brevet concernant une invention libre ou pour l'exploiter.

La convention n'est valable que pour les inventions connexes à l'entreprise ».

ARTICLE 125. — « Pour les inventions libres et les inventions de service, le salarié a le droit que son nom figure comme celui de l'inventeur au rôle des brevets et dans le brevet. A ce droit, il ne peut être renoncé d'avance, le droit doit être revendiqué en temps utile avant l'impression du brevet ».

ARTICLE 126. — « A défaut de convention contraire, le salarié devra communiquer sans retard à l'employeur les inventions connexes à l'entreprise (betriebsverwandt).

Les inventions qu'il est obligé de communiquer à l'employeur, seront tenues secrètes par les deux parties tant qu'il y aura contestation sur le point de savoir à qui appartient l'invention. Jusqu'à la décision statuant sur le procès, l'exploitation de l'invention pourra être permise à l'une des parties par ordonnance de référé ».

ARTICLE 127. — « Si une convention impose, conformément à l'article 124, des restrictions au salarié pour l'exploitation d'une invention libre connexe à l'entreprise (betriebsverwandt), par lui réalisée, il a droit à une rémunération spéciale et équitable. Cette rétribution sera augmentée ultérieurement si elle est en disproportion flagrante avec le profit que fait l'employeur ou qui échappe au salarié. Les droits ne sont pas susceptibles de renonciation.

Même sans convention, l'employeur peut exiger dans un délai approprié, contre paiement d'une rémunération spéciale et équitable, la cession des droits patrimoniaux sur une invention libre connexe à l'entreprise (betriebsverwandt) ou sa non-exploitation par le salarié, ou bien l'utiliser ».

FRANCE

PROJET DE LOI VOTÉ PAR LA CHAMBRE ET DÉPOSÉ AU SÉNAT
LE 3 SEPTEMBRE 1931, N° 724

ET PROJET DE LOI PROPOSÉ PAR LA COMMISSION DU SÉNAT,
SÉNAT 1933, N° 55, ANNEXE A LA SÉANCE DU 14 FÉVRIER 1933

TEXTE VOTÉ PAR LA CHAMBRE

Des droits des employés

ARTICLE 33. — « L'invention faite par un employé lui appartient en propre, sauf si elle rentre expressément dans l'objet même de son contrat de travail ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi. Dans ce cas, elle est la co-propriété de l'employé et de l'employeur, la part respective de propriété revenant à chacun d'eux étant fixée, à défaut d'entente amiable, dans les conditions prévues par les articles 46 et 47 de la présente loi.

En cas de cession par un employé de sa part de propriété, son employeur a un droit de préemption.

Quand il n'y a pas de co-propriété, si l'employé, pour réaliser son invention, a utilisé des moyens matériels mis à sa disposition par son employeur, celui-ci a droit à une indemnité dont le montant est fixé, à défaut d'en-

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION DU SÉNAT*Des droits des employés.*

ARTICLE 33. — « L'invention due à un employé lui appartient en propre, sauf si elle rentre dans l'objet même de son contrat ou si elle résulte directement du travail qui lui est départi.

S'il n'apparaît pas que l'employé ait trouvé dans son salaire ou dans une rémunération spéciale un dédommagement au concours qu'il aura prêté, l'employeur sera tenu de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été réalisée.

La rémunération supplémentaire ne pourra être réclamée que par l'inventeur, son conjoint survivant ou ses héritiers et cela dans un délai de trois ans au plus à dater de la demande de brevet.

Lorsqu'une invention sera due à un employé et que le

tente amiable, dans les conditions prévues par les articles 46 et 47 de la présente loi ».

ARTICLE 34. — « Sont nulles et de nul effet les stipulations de tout contrat contraires aux dispositions du précédent article ».

ARTICLE 35. — « Les fonctionnaires de l'Etat ou les personnes appelées au service de l'Etat pour un motif quelconque, jouiront, en ce qui concerne les inventions qu'ils pourront réaliser dans la situation qu'ils occupent, des droits et avantages spécifiés dans les articles 33 et 34 du présent titre ».

brevet sera demandé par l'employeur, le nom de l'inventeur devra toujours figurer dans sa demande de brevet et être reproduit, après le titre, sur l'exemplaire imprimé de la description.

A défaut d'entente entre les parties, les conditions et l'importance de la rémunération seront fixées dans les conditions déterminées à l'article 46 de la présente loi, et révisables, le cas échéant, par périodes de quatre années, jusqu'à l'expiration du brevet, dans les conditions déterminées à l'article 47.

Si, pour réaliser son invention, l'employé a utilisé les ressources matérielles et morales mises à sa disposition par l'employeur, leurs droits respectifs seront fixés, à défaut d'entente, dans les conditions déterminées aux articles 46 et 47. En cas de cession par l'employé de son droit, l'employeur jouit d'un droit de préemption ».

ARTICLE 34. — Sans changement.

ARTICLE 35. — Sans changement.

ITALIE

PROJET DE LOI SUR LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

16 AVRIL-8 JUIN 1926

ARTICLE 30. — « Le droit de demander le brevet appartient à l'auteur de l'invention, sauf ce qui est stipulé aux articles 31, 32 et 33 ».

ARTICLE 31. — « Pour les inventions faites en exécution ou dans l'accomplissement d'un contrat ou d'un rapport de travail ou d'emploi dans lequel l'activité inventive est prévue, comme objet du contrat ou du rapport, et rétribuée à telle fin, les droits dérivant de l'invention appartiennent à l'employeur sauf ce qui est stipulé à l'article 5, paragraphe 1, de la présente loi.

Si aucune rétribution n'est prévue ni établie en compensation de l'activité inventive et si l'invention est faite en exécution ou dans l'accomplissement d'un contrat ou d'un rapport de travail ou d'emploi, les droits dérivant de l'invention appartiennent à l'employeur, mais l'inventeur a droit à une prime équitable pour la détermination de laquelle on tiendra compte de l'importance de l'invention ».

ARTICLE 32. — « Bien que les conditions stipulées à l'article précédent n'entrent pas en jeu lorsqu'il s'agit d'inventions rentrant dans le champ d'activité de l'affaire ou de l'administration dont l'inventeur dépend, l'employeur a un droit de privilège pour l'usage exclusif ou l'acquisition du brevet, ou bien le droit de faire usage de l'invention qui fait l'objet du brevet lui-même, moyennant une compensation appropriée, qui est établie en tenant compte de l'aide que l'inventeur a pu trouver auprès de l'employeur pour parvenir à l'invention.

L'employeur pourra exercer le droit de préemption dans les trois mois après avoir reçu communication de la délivrance du brevet.

Si, dans les cas prévus à l'article précédent et au premier paragraphe du présent article, aucun accord n'est réalisé relativement au montant de la prime ou de la compensation, ce montant sera établi sans appel par un tribunal arbitral com-

posé des représentants des parties et d'un tiers nommé par le président du tribunal local ».

ARTICLE 33. — « Seront considérés comme faites pendant le contrat de travail ou le rapport d'emploi les inventions pour lesquelles le brevet aura été demandé dans les deux ans après que l'inventeur a quitté l'affaire ou l'administration dans le champ d'activité desquelles rentrent les inventions elles-mêmes ».

SUEDE

PROJET DE LOI SUR LES BREVETS D'INVENTION, 1919

*(Déposé par la Commission chargée de la revision
de la législation en vigueur)*

ARTICLE 5. — « Seul l'inventeur ou son mandataire peut demander un brevet. Sauf preuve contraire la personne spécifiée dans l'inscription est considérée comme inventeur ».

ARTICLE 6. — « Si une personne employée dans un service public ou privé fait une invention devant être considérée, en tenant compte des circonstances dans lesquelles elle a eu lieu, comme faisant partie des obligations de service de l'employé, l'employeur, sauf convention contraire, devra être considéré comme mandataire de droit de l'inventeur, conformément au paragraphe 5, en ce qui concerne cette invention ».

ARTICLE 7. — « Lorsque la personne employée dans un service public ou privé, bien qu'on ne se trouve pas en présence d'un cas semblable à celui qui est mentionné à l'article 6, fait une invention dont la réalisation est en rapport avec l'activité de service de l'employé ou lorsque l'application de l'invention rentre dans le cercle d'activité de l'employeur, l'employé doit, sauf convention contraire, avant qu'un brevet soit demandé pour l'invention par lui ou par un tiers agissant avec son autorisation, faire une offre à l'employeur relativement aux droits à l'obtention du brevet pouvant appartenir à l'employeur, conformément à l'article 5. Si ce dernier (l'employeur) désire acquérir le droit, il doit le faire connaître à l'employé dans un

délai de 6 mois après l'offre, de façon prouvable, et dans ce cas l'employeur devra être considéré comme mandataire de droit de l'inventeur, l'employeur étant tenu toutefois de donner à l'employé une indemnité au sujet de l'importance de laquelle, sauf convention valable, il pourra en être appelé au tribunal. Une promesse donnée d'avance, par laquelle l'employé renonce au droit à cette indemnité qui vient d'être mentionnée est sans effet ».

TCHECOSLOVAQUIE

PROJET DE LOI DU PROFESSEUR DOMINIK

Projet de loi sur les employés d'industrie et de commerce occupés dans des services d'ordre supérieur : élaboration d'une proposition par le Professeur Dominik, de l'Université de Brno (décembre 1929, C. C. T. I., II (14))

ARTICLE 5. — « Les employés privés ou publics doivent être considérés comme auteurs des inventions faites en service, à moins que les dispositions du contrat ou les prescriptions de service prévoient autre chose.

Si l'invention a été faite en service et si le contrat de service a prévu, pour l'employé, une activité inventive, le brevet ne peut lui être accordé qu'avec la permission de l'employeur.

Tout employé est en droit de demander le bénéfice matériel équitable découlant de son invention faite en service. Il peut également demander qu'on lui assure le droit moral d'auteur par l'inscription de son nom dans le brevet. Les stipulations contractuelles contraires à ces dispositions ne sont pas valables.

Si l'invention a été faite dans une entreprise par la collaboration créatrice de plusieurs employés et s'il est impossible de prouver quelles personnes ont été les auteurs de l'invention, le droit de brevet appartient à l'entreprise, disparaît avec elle ou passe au nouveau propriétaire ».

DIVERS

France (Conditions de brevetabilité)

Etats-Unis (Jurisprudence)

Luxembourg (Avis de la Chambre)

C. C. T. I. (Classification des inventions)

Projets de convention et vœux

FRANCE

CONDITIONS DE BREVETABILITÉ DES INVENTIONS SELON LA LÉGISLATION FRANÇAISE ACTUELLE

A) Ne sont pas susceptibles d'être brevetés :

ARTICLE 3. — « 1° les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce ; 2° les plans ou combinaisons de crédit ou de finance ».

B) Seront nuls et de nul effet, les brevets délivrés dans les cas suivants (article 30) :

« 1° si la découverte, invention ou application n'est pas nouvelle ;

2° si l'invention n'est pas, aux termes de l'article 3, susceptible d'être brevetée ;

3° si les brevets portent sur des principes, méthodes purement scientifiques, dont on ne peut indiquer les applications industrielles ;

4° si l'invention est reconnue contraire à l'ordre ou à la sécurité publique, aux bonnes mœurs ou aux lois ; ».

5° si le titre sous lequel le brevet a été demandé indique frauduleusement un objet autre que le véritable objet de l'invention ;

6° si la description jointe au brevet n'est pas suffisante pour l'exécution de l'invention, ou si elle n'indique pas d'une manière complète et loyale les véritables moyens de l'inventeur ;

7° si le brevet a été obtenu contrairement aux dispositions de l'article 18 ».

C) La demande de brevet peut être rejetée :

1° pour toute demande dans laquelle n'auraient pas été observées les formalités prescrites par les n°s 2 et 3 de l'article 5 et par l'article 6 (article 12).

Ces formalités, nous le rappelons, correspondent à des conditions de forme de la demande de brevet ;

2° aucun dépôt de brevet ne sera reçu que sur la production d'un récépissé constatant le versement d'une somme de 100 fr. à valoir sur le montant de la taxe du brevet (article 7).

D) La durée peut être réduite en cas de *déchéance* :

1° pour non paiement des annuités (article 32), (délai de versement de trois mois) ;

2° pour défaut d'exploitation (article 32), (délai d'exploitation de deux ans) ;

3° pour introduction en France d'objets fabriqués en pays étrangers et semblables à ceux qui sont garantis par le brevet en question (article 32), (exception possible en faveur de modèles de machines ou d'objets destinés à des expositions ou essais)

E) Enfin, il est rappelé que la durée maximum du brevet est actuellement de 15 ans, conformément à l'article 4 : « la durée des brevets sera de 5, 10 ou 15 années ».

ETATS-UNIS

EXPOSÉ DE LA JURISPRUDENCE CONCERNANT LES DROITS DES EMPLOYEURS ET DES EMPLOYÉS SUR LES INVENTIONS FAITES PAR CES DERNIERS

La question des droits respectifs de l'employeur et de l'employé sur une invention (et un brevet délivré pour cette inven-

tion) faite par l'employé a été portée devant le Tribunal Suprême et les tribunaux de district dans un certain nombre de cas et dans une grande variété de faits et de circonstances.

Il convient de remarquer dès le début que la question des droits d'un employeur relativement à une invention faite par son employé ne peut se poser que lorsque l'invention en question a été faite pendant le temps pendant lequel l'employé a été engagé et payé et lorsqu'elle vise le travail pour lequel l'employé a été engagé.

Dans le domaine ainsi limité il résulte des décisions directrices et faisant loi du Tribunal Suprême et des tribunaux de district que les droits des parties respectives rentrent dans l'une ou l'autre des trois catégories suivantes, suivant les faits qui déterminent le cas particulier :

A) L'invention (et par conséquent tout brevet ou tous brevets que l'inventeur pourra obtenir pour cette invention) peut être en totalité la propriété légale de l'employeur.

B) L'invention (et les brevets) peut être la propriété légale de l'employé inventeur, à l'exclusion de l'employeur et de toute autre personne.

C) L'employeur peut avoir droit à une licence non exclusive mais irrévocable lui permettant de faire usage de l'invention dans sa propre entreprise pendant toute la durée du brevet.

Le fait que l'invention, dans un cas particulier, rentre dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessus, dépend principalement des conditions d'emploi de l'inventeur, du rapport entre l'invention et le travail pour lequel ses services sont employés, des circonstances dans lesquelles l'invention a été faite et mise au point et de la conduite de l'inventeur par rapport à l'usage de l'invention par son employeur. L'effet fondamental et déterminant de ces faits matériels et d'autres sera mieux compris à l'aide des extraits ci-dessous de quelques-unes des décisions correspondantes et directrices.

McClurg c/ Kingsland, 1 How. 202

Ce cas a été tranché par le Tribunal Suprême en 1843. C'est évidemment le premier cas dans lequel la question des droits respectifs de l'employeur et de l'employé, sur une invention faite par ce dernier pendant la durée de son emploi, a été portée devant le tribunal pour être tranchée. Il est souvent fait

allusion à cette question dans les décisions ultérieures et on s'en est toujours tenu à la doctrine qu'elle énonce.

Les faits correspondants étaient les suivants : Harley, l'inventeur, était employé par la maison Kingsland et Compagnie, défendeurs au procès, qui exploitait une fonderie, et pendant qu'il était ainsi employé il fit une invention (qu'il fit breveter par la suite et qu'il céda à McClurg et Compagnie, concurrents de Kingsland) concernant la coulée de galets en fer. Voici un extrait de la décision du tribunal :

« Les essais furent faits dans la fonderie des défendeurs et entièrement à leurs frais, pendant que Harley recevait ses appointements, qui ont été augmentés en raison du résultat avantageux. Harley est resté au service de cette maison et appointé jusqu'au mois de janvier ou février 1835 et pendant tout ce temps (environ quatre mois) il a fait des galets pour elle. Pendant que Harley continuait à être employé des défendeurs, il proposa de prendre un brevet et d'acheter ses droits, ce que les défendeurs n'acceptèrent pas. Il ne leur demanda aucune compensation pour utiliser son perfectionnement et il ne leur interdit pas de l'utiliser jusqu'à la date environ à laquelle il quitta leur fonderie » (4 Brodix 386).

Le Tribunal Suprême a estimé que l'effet légal des faits cités plus haut était de donner aux employeurs « un droit de continuer à utiliser l'invention » pendant toute la durée du brevet.

Hapgood et C^o e/ Hewitt, 119 U. S. 226 (7 S. C. 193)

Ce cas fut tranché en 1886. C'est un cas décisif qui fait loi et qui est mentionné dans de nombreuses décisions ultérieures. Voici un résumé des faits :

Hapgood Plow C^o a employé Hewitt sur ses affirmations :

« Qu'il était un homme de grande expérience en affaires mécaniques, familiarisé avec la fabrication des charrues et instruments agricoles, et qu'il connaissait parfaitement les différentes sortes de charrues qu'on trouve sur le marché, ainsi que les catégories de charrues demandées par le commerce ; et qu'il pourrait donner et qu'il donnerait à tout constructeur qui s'assurerait ses services le bénéfice de son expérience. En conséquence de ces affirmations et comptant sur leur exactitude la Société a employé Hewitt pour qu'il consacre son temps et ses services à construire, perfectionner et mettre au

point des charrues et autres ustensiles et à les introduire sur le marché » (7 S. C. 194-5).

Pendant que Hewitt était employé, une nouvelle charrue fut étudiée sous sa surveillance générale, mais aussi sous la surveillance spéciale d'autres employés de la société, et il était bien entendu, en ce qui concerne toutes les personnes intéressées, que cette charrue « avait été étudiée et construite *pour les usages et au bénéfice de la société* ».

En outre, la Cour a remarqué que :

« Pendant le temps que Hewitt est resté employé il n'a jamais revendiqué aucune propriété sur aucun des dispositifs ou perfectionnements faits ou proposés par lui pour la nouvelle charrue, et qu'il n'a jamais dit ou revendiqué qu'il avait droit à un brevet sur l'un quelconque de ces perfectionnements ou qu'il avait un droit vis-à-vis de la Société pour l'un quelconque de ces perfectionnements ou dispositifs ; et jamais, pendant la durée de son emploi, il n'a affirmé aucun droit à un brevet en son propre nom pour ces perfectionnements ou dispositifs ou l'un quelconque d'entre eux » (7 S. C. 196).

La Société (Haggood Plow Co) demande qu'en raison des faits ci-dessus, l'invention et le brevet obtenus par Hewitt après avoir quitté son emploi, fussent sa propriété. Toutefois le Tribunal Suprême a refusé d'accepter cette manière de voir, en basant sa décision sur le même motif que celui du tribunal inférieur, c'est-à-dire :

« 1° Que Hewitt n'était pas expressément obligé par son contrat d'exercer ses facultés inventives au bénéfice de son employeur ; 2° que le seul droit que l'employeur avait sur l'invention aux termes du contrat d'engagement de Hewitt était une licence gratuite lui permettant d'utiliser et de vendre le perfectionnement breveté rentrant dans le cadre de ses affaires, droit qui, s'il existait, était un simple droit personnel non transférable » (7 S. C. 197).

Donc, lorsque les faits sont semblables à ceux qui viennent d'être indiqués, le cas rentre, non pas dans la catégorie A, mais dans la catégorie C.

Solomons c/ United States, 137 U. S. 342 (11 S. C. 88)

Cette décision est d'un intérêt spécial parce que le Tribunal Suprême distingue ici les trois catégories dans lesquelles ren-

trèrent les cas touchant la question de l'employeur et de l'employé. Dans ce cas, l'inventeur (Clark) avait été un employé du Gouvernement des Etats-Unis et il fit l'invention en question pendant le cours de cet emploi, dans des circonstances qui résultent suffisamment des extraits ci-dessous de la décision de la Cour :

« Le Gouvernement a utilisé l'invention de M. Clark et il a profité de cette utilisation. C'est une invention de valeur. Le demandeur et appelant est le propriétaire de ce brevet et il n'a jamais consenti à ce qu'il fut utilisé par le Gouvernement. Il résulte de ces faits, considérés seuls, que le Gouvernement est naturellement obligé de payer. Le Gouvernement n'a pas plus le droit de s'approprier la propriété d'une personne en ce qui concerne un brevet, que de s'approprier sa propriété en ce qui concerne un bien réel ; et le simple fait que l'inventeur est employé par le Gouvernement au moment de son invention ne transfère à ce dernier aucun droit ni intérêt sous ce rapport. Un employé, qui s'acquitte de tous les devoirs qui lui incombent dans son service peut exercer ses facultés inventives dans le sens qu'il choisit, avec l'assurance que quelle que soit l'invention qu'il peut ainsi faire et mettre au point, elle est sa propriété individuelle. Il n'y a aucune différence entre le Gouvernement et tout autre employeur sous ce rapport » (p. 89, 11 S. C.).

La Cour poursuit toutefois en montrant que ce principe général est variable dans son application et dans son effet suivant les faits de chaque cas. En conséquence, la Cour poursuit ainsi :

« Mais cette règle générale est soumise aux restrictions suivantes : si quelqu'un est employé pour étudier ou perfectionner un instrument ou un moyen d'obtenir un résultat prescrit, il ne peut, après avoir accompli avec succès la tâche pour laquelle il avait été employé, réclamer aucun droit à ce succès vis-à-vis de son employeur. La chose pour laquelle il a été employé et payé devient, lorsqu'elle est réalisée, la propriété de son employeur. Tous les droits qu'il a pu avoir à titre individuel quant à ses capacités inventives et à ce qu'il peut réaliser par ces capacités, il les a vendus d'avance à son employeur » (p. 89, 11 S. C.).

On voit par ce dernier passage cité que lorsque l'inventeur a été employé expressément dans le but d'étudier des moyens

pour obtenir un résultat prescrit et lorsqu'il a réussi dans la tâche pour laquelle il avait été employé, l'invention elle-même appartient intégralement à l'employeur, parce qu'aux termes de son emploi l'inventeur « a vendu » l'invention « d'avance à son employeur ».

Il faut toutefois remarquer avec soin, pour établir la propriété de l'employeur quant à l'invention et au brevet, qu'il faut qu'il soit bien établi que l'inventeur du dispositif en question était obligé, aux termes de son emploi, de transférer à son employeur la totalité des droits touchant cette invention, et la totalité des droits à tout brevet pouvant avoir été délivré pour cette invention, jusqu'à l'expiration de la validité de ce brevet. Les contrats de cette nature sont très rares et ils ne sont que rarement ou jamais déduits de la conduite des parties en l'absence d'un contrat formel ayant pour effet que les inventions résultantes devront être intégralement la propriété de l'employeur.

Les citations ci-dessus de la décision du Tribunal Suprême dans le cas *Solomons* distinguent deux des trois catégories mentionnées au début de cette note, c'est-à-dire : (B) celle qui comprend les cas dans lesquels l'invention en question est « la propriété individuelle » de l'employé ; (A) celle qui comprend les cas dans lesquels l'invention appartient intégralement à l'employeur. Et la décision reconnaît et définit d'ailleurs la troisième catégorie aussi, car la Cour dit :

« Ainsi et aussi, si quelqu'un est employé d'une autre personne pour un certain genre de travail et s'il découvre un procédé ou instrument perfectionné pour faire ce travail et s'il utilise la chose de son employeur et les services d'autres employés pour étudier son invention et lui donner une forme pratique et s'il consent explicitement à ce que son employeur fasse usage de cette invention, un jury ou un tribunal ayant à juger les faits est dans le vrai en estimant qu'il a ainsi reconnu l'obligation de service découlant de son emploi et les bénéfices résultant du fait qu'il a fait usage de la chose et de la collaboration des co-employés de son employeur, assez pour avoir donné à cet employeur une licence irrévocable pour l'utilisation de cette invention. Le cas *McClurg c/ Kingsland*, 1 How 202 est typique » (11 S. C. 89).

Gill c/ United States, 160 U. S. 426 (16 S. C. 322)

Dans ce cas le Tribunal Suprême a cité et interprété ses décisions dans les cas *McClurg c/ Kingsland* et *Solomons c/ United States*. En se référant au premier, la Cour dit :

« Dans ce cas le breveté, Harley, était employé par les défendeurs dans leur fonderie et touchait des appointements hebdomadaires. Pendant qu'il était ainsi employé, il a inventé les perfectionnements brevetés, en faisant des essais dans la fonderie des défendeurs, et entièrement à leurs frais. Le résultat ayant été reconnu utile, ses appointements furent augmentés. Il resta à leur service et pendant tout ce temps il fit des galets pour eux, il parla de demander un brevet et finalement il demanda un brevet qui fut accordé. Il céda le brevet aux demandeurs après que les défendeurs eurent refusé sa proposition de prendre un brevet et d'acheter ses droits. Il ne demanda rien à titre de compensation pour l'utilisation de son perfectionnement et il ne les avisa pas de ne pas s'en servir, jusqu'à ce qu'un désaccord étant survenu il quitta leur service et conclut un contrat avec les demandeurs pour leur céder ses droits. Les défendeurs continuant à faire les galets d'après son système, un procès fut intenté par les demandeurs, sans qu'aucun avis préalable leur fut adressé. On a estimé que les faits mentionnés ci-dessus justifiaient la concession d'une licence permettant d'utiliser l'invention et que la décision du tribunal, que les défendeurs pouvaient continuer à utiliser l'invention, sans engagement vis-à-vis des demandeurs, était correcte. » (16 S. C. 324).

Relativement à sa décision dans le cas *Solomons*, la Cour dit, après avoir rappelé les circonstances dans lesquelles l'employé Clark avait fait l'invention :

« Il a été admis qu'ayant été employé et payé pour étudier un nouveau dispositif, l'invention une fois faite devenait la propriété du Gouvernement et que le breveté avait pratiquement vendu d'avance tout ce qu'il pouvait être capable de faire dans cette voie » (16 S. C. 325).

Se référant de nouveau au cas *Solomons* et à l'invention de Clark, la Cour dit :

« En fait, il était employé et payé pour faire exactement ce qu'il a fait, c'est-à-dire pour étudier un dispositif perfection-

né, et ayant été employé dans ce but, *les fruits de son habileté inventive appartaient autant à son employeur que les fruits de son habileté mécanique*. Donc, si les inventions d'un breveté ont été faites au cours de son emploi et s'il est connu qu'il a consenti l'utilisation de ses inventions à son employeur, il ne peut réclamer aucune compensation pour cela, notamment si ces essais ont été faits ou si ces machines ont été faites aux frais de cet employeur » (16 S. C. 326).

Dans les cas touchant cette question entre employeur et employé, il se pose quelquefois la question de savoir exactement quelle est la chose sur laquelle l'employeur acquiert un droit, si c'est la conception mentale elle-même ou si ce sont simplement les machines particulières ou dispositifs particuliers dans lesquels cette conception a été réalisée pour l'utilisation par l'employeur pendant la durée de l'emploi. Dans cette décision (*Gill c/ United States*) le Tribunal Suprême a exprimé son avis sur cette question en disant :

« Dans chaque cas l'idée conçue est l'invention. Parfois, comme dans le cas de *McClurg c/ Kingsland*, plusieurs essais sont nécessaires pour développer et perfectionner l'invention. D'autres fois, comme dans le cas envisagé, et évidemment dans le cas *Solomons*, l'invention peut être réduite à un papier sous forme de dessin intelligible, lorsque la seule chose nécessaire est la préparation de modèles et l'établissement de dessins et la réalisation de l'idée originale dans une machine construite en conséquence. Or que la propriété du Gouvernement et les services de ses employés soient utilisés dans les essais nécessaires pour développer l'invention ou dans la préparation de modèles et l'établissement de dessins et dans la construction de machines complètes, cela est sans importance. Nous n'avons pas besoin, sous ce rapport, de nous arrêter aux détails des différentes définitions du mot « développer » appliqué à une invention. Le fait matériel, c'est que dans ce cas et dans le cas *Solomons* le breveté a utilisé le personnel et la chose du Gouvernement en réalisant son invention sous forme d'une machine de travail ; et que cet emploi ait consisté dans la phase préliminaire d'étudier et d'essayer l'idée originale, de mettre cette idée sous une forme définitive au moyen de modèles ou par l'établissement de dessins, ou qu'il ait consisté finalement à réaliser cette idée dans une machine complète, cela est sans

conséquence. Ni dans l'un ni dans l'autre cas le breveté ne risquait que la perte de ses efforts personnels en concevant l'invention » (16 S. C. 325-6).

Standard Parts Co c/ Peck, 264 U. S. 52 (44 S. C. 239)

Ce cas fut décidé par le Tribunal Suprême en 1924. C'est l'avant-dernière décision de ce tribunal relativement à la question envisagée. Elle est intéressante relativement aux applications actuelles, principalement parce qu'elle montre que le Tribunal Suprême s'en tient fermement à la doctrine du cas *Solomons*, c'est-à-dire que lorsque quelqu'un est appelé « pour consacrer son temps au développement d'un procédé et de machines pour la production » d'un certain article et que la personne ainsi employée développe un procédé et des machines permettant de faire avec succès l'article dont il s'agit, les brevets pour ce procédé et ces machines appartiennent de droit à l'employeur. Après avoir cité les faits, la Cour dit :

« A qui devaient appartenir le « procédé et les machines » une fois mis au point ? Il semble que la réponse soit toute dictée et irréfutable : à celui qui a engagé les services et qui les a payés, ceci étant son motif d'agir et sa compensation » (44 S. C. 241).

Houghton c/ United States, 23 F (2d) 386 C. C. A. 4thC

Ce cas fut décidé par la Cour d'appel du quatrième district en 1928. Le renvoi au Tribunal Suprême a été refusé.

Houghton, le demandeur, chimiste, était employé au Ministère de la Santé Publique des Etats-Unis. Etant ainsi employé, il fut chargé du travail spécial de découvrir un gaz irritant pouvant être combiné avec une fumigation toxique de façon à en faire reconnaître la présence et réduire ainsi son danger au minimum. Les essais dont Houghton était chargé en général aboutirent à un succès et il obtint un brevet pour ce résultat. La question se posait : Les Etats-Unis étaient-ils le propriétaire en droit de l'invention et du brevet ? ou avaient-ils seulement droit à une licence non exclusive ? Après avoir cité les faits, le tribunal a conclu de la façon suivante :

« Nous pensons qu'il est clair, d'après ces faits, que le cas actuel n'est pas le cas ordinaire d'une invention faite par un employé qui, tout en remplissant les devoirs qui lui incombent

dans son service, conçoit et met au point une invention. Dans ce cas la règle est que l'invention est la propriété de l'employé. *Hapgood c/ Hewitt*, 119 U. S. 226, 7 S. Ct. 193, 30 L. Ed. 369 ; *Solomons c/ U. S.*, 137 U. S. 342, 346, 11 S. Ct. 88 ; 34 L. Ed. 667 ; *Dalzell c/ Dueber Mfg. Co.*, 149 U. S. 315, 13 S. Ct. 886, 37 L. Ed. 749. Ce n'est pas non plus un cas dans lequel la revendication de l'employeur est due au fait que l'employé, tout en étant occupé à un certain travail, a conçu et perfectionné un procédé ou instrument pour faire ce travail, en utilisant la chose de l'employeur et les services d'autres employés pour développer son invention, et qu'il a consenti à l'employeur le droit de l'utiliser. Dans ce cas la règle à appliquer est celle que *Houghton* cherche à invoquer, c'est-à-dire que l'invention est la propriété de l'employé, sauf une licence irrévocable à accorder à l'employeur pour l'utiliser. *McClurg c/ Kingsland*, 1 How. 202, 11 L. Ed. 102 ; *Solomons c/ U. S.* supra ; *Lane et Bodley Co c/ Locke*, 150 U. S. 193, 14 S. Ct. 78, 37 L. Ed. 1049 ; *Gill c/ U. S.* 160 U. S. 426, 16 S. Ct. 322, 40 L. Ed. 480 » (23 F. 2d 388).

Dans l'extrait ainsi cité la Cour reconnaît et définit clairement les deux catégories B et C du début de cette note. La Cour estime que le cas *Houghton* ne rentre ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories, et qu'il rentre dans la catégorie A, et elle admet aussi, comme le prétend *Houghton*, qu'il n'était pas employé par le Gouvernement à titre d'inventeur pour inventer le gaz de fumigation, mais qu'il avait simplement à faire le travail ordinaire d'un chimiste. La conclusion de la Cour et les raisons sur lesquelles elle est basée sont ainsi indiquées dans la décision :

« Il est affirmé toutefois que la règle que nous avons discutée n'est pas applicable ici, parce qu'il est dit que le défendeur n'était pas employé à titre d'inventeur par le Gouvernement, ni pour inventer le gaz de fumigation qui fait l'objet du brevet, mais simplement pour faire le travail ordinaire d'un chimiste, tel que l'analyse d'échantillons de poussière. L'ennui avec cet argument, c'est qu'il donne une signification trop étroite au mot « employé ». Le droit de l'employeur à l'invention ou à la découverte de l'employé dépend non pas des termes du contrat original d'engagement, mais de la nature du service pour lequel

L'employé a été engagé au moment où il a fait la découverte ou l'invention, et il découle non des termes du contrat d'engagement, mais du devoir de l'employé vis-à-vis de son employeur en ce qui concerne le service pour lequel il est engagé. Peu importe en quelle qualité l'employé peut avoir été engagé au début, s'il est chargé de faire des essais en vue de faire une invention et s'il accepte un paiement pour ce travail, il est de son devoir d'indiquer à son employeur ce qu'il découvre en faisant ses essais, et ce qu'il obtient par les essais, appartient à l'employeur. Pendant le temps pendant lequel il est ainsi engagé, il est « employé » pour inventer « et les résultats de ses efforts d'invention appartiennent à son employeur de même que le produit de ses efforts dans toute autre voie » (23 F (2d) 390).

Les cas Dubilier

Ces cas ont fortement attiré l'attention des juristes américains. La question précise qui fait l'objet de ces cas est semblable à celle du cas Houghton (que nous avons commenté ci-dessus) c'est-à-dire qu'il s'agit de savoir si certaines inventions faites par des employés du Gouvernement au cours de l'accomplissement des devoirs pour lesquels ils ont été engagés sont en droit la propriété du Gouvernement (catégorie A) ; ou si ce dernier n'a droit qu'à une licence non exclusive pour ces inventions (catégorie C). Les deux tribunaux inférieurs et à leur suite le Tribunal Suprême ont décidé que le Gouvernement n'a droit qu'à une licence. Voici la décision de la Cour d'appel de district, décision qui a été soumise à l'appréciation du Tribunal Suprême.

United States c/ Dubilier Corporation, 59 F (2d) 381 ;

C. C. A. Third C.

Dans cette décision la Cour d'appel a confirmé catégoriquement la décision du tribunal de première instance relativement aux propositions de loi suivantes qui, ainsi qu'on le verra facilement, concordent avec nos catégories B et C respectivement :

« (1) Les inventions faites par les employés en dehors des heures de bureau, sans utilisation du matériel appartenant à l'employeur et n'ayant aucun rapport avec les devoirs de l'employé sont la propriété de l'employé et n'intéressent nullement l'employeur » (59 F (2d) 383).

« (2) Les inventions découlant des devoirs ou faites en rapport avec les devoirs de l'employé et en corrélation avec ceux-ci, par un employé dont les devoirs ne comprennent pas l'accomplissement d'une recherche ou d'un travail inventif (et en l'absence d'un contrat correspondant) sont la propriété de l'employé, toutefois l'employeur a un droit d'office ou une licence non exclusive pour utiliser l'invention » (59 F (2d) 383).

La Cour d'appel a refusé (ainsi que l'avait fait le tribunal de première instance) d'accepter la proposition du Gouvernement que « les inventions faites par un employé en rapport avec son travail et dans les limites de ce travail, le devoir de cet employé consistant à effectuer des recherches ou un travail d'invention, deviennent la propriété exclusive de l'employeur avec les brevets correspondants ». En rejetant cette proposition la Cour a fait remarquer « qu'il est impossible de l'approuver sans motif », parce que, d'abord, « la juxtaposition des mots « recherche » et « travail d'invention » déséquilibre la proposition ». De l'avis de la Cour d'appel, ces deux expressions sont loin d'être synonymes et ne devraient pas être accouplées dans un exposé de « loi sur le partage de la propriété d'une invention entre employé et employeur ». Ceci nous conduit (dit la Cour) au « point que le Gouvernement établit, et pour lequel il demande à la Cour de prononcer un principe de loi entièrement nouveau découlant des rapports (entre employeur et employé) afin que si un employé est membre de son bureau de recherches, et s'il est chargé de faire des recherches sur un sujet quelconque qui lui est donné, même s'il fait une invention entièrement en dehors de la tâche qui lui a été assignée, l'invention devienne la propriété du Gouvernement employeur pour avoir été faite « dans le domaine général du travail (de l'employeur) ». Cette proposition de loi ne peut être soutenue qu'en donnant au mot « recherche » la signification du mot « invention », ou en ignorant ou en supprimant la loi des autorités que nous avons citées » (59 F. (2d) 384).

Les passages, cités plus haut, de la décision de la Cour d'appel de district indiquent clairement la question de loi relative à l'attribution de la propriété d'une invention à l'employeur et à l'employé, question sur laquelle le Tribunal Suprême s'est prononcé dans sa décision sur les cas Dubilier.

(Voir l'arrêt rendu le 10 avril 1933 : Législation des Etats-Unis, dans le texte, page 104).

LUXEMBOURG

AVIS DONNÉ LE 25 MARS 1922 PAR LA SECTION CENTRALE
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La législation sur les inventions parle de la « Propriété industrielle » de l'inventeur. Si on admet le bien fondé du terme, alors on concédera que toute invention quelque insignifiante qu'elle puisse être, constitue la propriété de celui qui l'a créée, tout aussi bien que le fonds d'une terre ou d'un immeuble appartient à celui qui détient le titre de propriété. Dans beaucoup de cas on peut même dire que le titre du premier est souvent mieux fondé que celui du second. Cela admis, la question de savoir qui doit bénéficier d'une invention, semble ne pas pouvoir se poser. Elle ne se pose, il est vrai, généralement pas ; le législateur fait délivrer le brevet à celui qui fait la demande en obtention du brevet sans se préoccuper s'il est véritablement l'inventeur ; en d'autres mots, s'il a droit au titre de propriétaire. Ce n'est qu'aux Etats-Unis d'Amérique que le demandeur du brevet doit attester par serment qu'il croit être le seul et premier inventeur de l'objet pour lequel il sollicite la protection des lois. En Angleterre, la demande doit contenir une déclaration par laquelle le demandeur affirme qu'il est en possession d'une invention dont il désire obtenir un brevet. Dans tous les autres Etats et chez nous aussi, celui qui déclare le brevet en est le bénéficiaire, qu'il soit l'inventeur ou non. Cela ne veut pourtant pas dire que le véritable inventeur frustré ou se croyant lésé dans ses droits de propriétaire de l'invention, ne puisse poursuivre la reconnaissance de ses droits,

devant la justice. Au contraire, les tribunaux, s'ils admettent le bien-fondé de son action, le mettent en possession de son bien.

Le litige est plus complexe quand il s'agit d'une invention dont l'auteur est dans une certaine dépendance d'une autre personne ; quand, par exemple, il s'agit d'un ingénieur, d'un technicien, d'un ouvrier au service d'un patron ou d'un établissement industriel.

Plusieurs cas peuvent se présenter.

1° Une société ou un patron engage un ingénieur, un chimiste, etc., pour faire des recherches déterminées. Il semble que si cet ingénieur ou ce chimiste fait une découverte pour laquelle il avait été engagé, cette invention doit appartenir au patron, à la société qui a par conséquent le droit de la faire breveter.

2° Un ingénieur, un technicien, un ouvrier est engagé par un patron, par une société pour faire une certaine besogne, par exemple pour diriger des hauts-fourneaux, des fours Martin, etc., ou pour faire, dans le laboratoire, des analyses, etc. Il fait une découverte.

Cette invention lui appartient-elle et a-t-il le droit au brevet, ou appartient-elle au patron, à la société ? La question est fortement controversée. Il y a des auteurs qui prétendent que l'invention doit appartenir au patron si l'inventeur a fait la découverte pendant ses heures de travail et surtout s'il a utilisé les appareils, les matériaux, etc. du patron. Cependant, il y a des auteurs qui reconnaissent une part du bénéfice de l'invention à l'ingénieur. Quelle part ? Rien ne semble plus difficile que de faire le départ entre patron et employé.

3° Pour échapper à des revendications de ce genre, des patrons insèrent dans le contrat d'engagement une clause en vertu de laquelle toutes les inventions faites par l'employé pendant son engagement, soit pendant ses heures de travail, soit en dehors de son service, sont la propriété du patron. Il y a même des patrons qui font prendre à leurs subordonnés l'engagement de leur abandonner toutes les inventions faites pendant les deux ou trois premières années après avoir quitté leurs établissements.

D'après certains auteurs, ces clauses sont entachées d'illégalité et contraires aux bonnes mœurs. Mais la plupart estiment que le libre consentement des parties doit être respecté.

4° Une personne plus ou moins étrangère à l'invention en a connaissance et se fait délivrer le brevet. Il semble clair que le véritable inventeur a toujours le droit de revendiquer sa propriété et de demander l'annulation du brevet malhonnêtement acquis. Nous pouvons faire abstraction de ce cas, à moins que nous ne voulions insérer dans notre loi une clause d'après laquelle le brevet ne pourrait être délivré qu'au véritable inventeur et que celui qui demande un brevet doit prouver son titre de propriété ou, comme en Amérique, déclarer sous serment qu'il est le véritable inventeur.

L'intérêt de la question se concentre sur les inventions faites par les employés : ingénieurs, techniciens, ouvriers occupés dans un établissement et qui, comme tels, font une invention. En premier lieu, il s'agit de savoir s'il ne faut pas déclarer toutes les clauses privant le subordonné du bénéfice de son invention, contraires à l'ordre public. Exception serait à faire, si l'employé a été engagé formellement pour faire des inventions. Et alors encore, il s'agirait de savoir, si en équité, il ne faudrait pas garantir à l'inventeur une part de l'invention.

Dans une pétition adressée par le « Werkmeisterverband » de Dudelange à la Chambre à la date du 20 mars, les intéressés prient la Chambre d'insérer dans la loi sur les brevets d'invention une clause sauvegardant les intérêts des ouvriers et employés des établissements industriels, en leur assurant le bénéfice des inventions qu'ils seraient dans le cas de faire. Les pétitionnaires citent la loi suisse du 30 juin 1911 à l'appui de leurs revendications, dont voici le passage afférent :

« 343. — Erfindungen, die der Dienstpflichtige bei Ausübung seiner dienstlichen Tätigkeit macht, gehören dem Dienstherrn, wenn die Erfindertätigkeit zu den dienstlichen Obliegenheiten des Dienstpflichtigen gehört, oder wenn der Dienstherr sich, abgesehen von dieser Voraussetzung, einen solchen Anspruch im Dienstvertrag ausbedungen hat.

« Im letztenen Falle hat der Dienstpflichtige Anspruch auf eine besondere angemessene Vergütung, falls die Erfindung von erheblicher wirtschaftlicher Bedeutung ist.

« Bei der Festsetzung dieser Vergütung sind die Mitwirkung des Dienstherrn und die Inanspruchnahme seiner Geschäftseinrichtungen zu berücksichtigen. »

On voit que cette disposition tient compte, dans une certaine mesure, des revendications des employés dans les établissements industriels.

L'Allemagne reconnaît, en général, au patron le bénéfice de l'invention de son employé. La jurisprudence du Reichsgericht a consacré cette théorie de la propriété industrielle.

Cependant, le plus grand nombre des auteurs qui ont traité la question des droits des inventions n'admettent pas cette manière de voir. Ils admettent bien le droit du patron, si l'employé a été engagé expressément en vue de faire des inventions, ou encore si l'employé est occupé dans l'application de procédés formant des secrets de fabrique. Les tribunaux allemands commencent à attribuer au patron un droit à l'invention de son employé si celui-ci fait une découverte brevetable pendant qu'il est occupé aux opérations pour lesquelles il a été engagé et s'il a fait usage, pour arriver à l'invention, des appareils, matériaux, etc. du patron. Les inventions faites en dehors de ces circonstances seraient la propriété des inventeurs, et les clauses contractuellement faites en opposition de ce principe seraient nulles et de nul effet. Les inventions dites « inventions d'établissement ou d'exploitation » (*Betriebserfindungen*) seules, présentent donc des difficultés, parce que pour ces inventions, il y a concours de plusieurs facteurs dans la constitution de la propriété industrielle. Une part, disons même une large part, peut-être la majeure partie, revient à la personne de l'inventeur. Mais, si on admet que cette invention n'aurait pu être faite si l'inventeur n'avait pas eu à sa disposition les appareils, le laboratoire, les matériaux de l'établissement dans lequel il est employé, surtout, s'il avait employé le temps pour réaliser son invention à faire la besogne pour laquelle il avait été engagé, il n'aurait pas pu faire les recherches préalables nécessaires à l'invention. Cette constatation justifie les droits du patron à l'invention faite dans son établissement. Toutes ces considérations semblent donc devoir aboutir à cette conclusion.

Ont droit au bénéfice d'une invention brevetable, tous ceux qui ont contribué à la réaliser. C'est aux tribunaux de faire le départ des bénéfices résultant de l'application de l'invention. Les droits de tous les intéressés seront établis d'après les principes du droit commun.

C. C. T. I.**PREMIÈRE CLASSIFICATION DES INVENTIONS DE SALARIÉS**

PROPOSÉE PAR LA COMMISSION CONSULTATIVE DES

TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

*(Documents du B. I. T. — C. C. T. I., I (4))***A) Inventions faites par des salariés quelconques :**

a) inventions faites en dehors du service et en dehors du champ normal d'activité du salarié ;

b) inventions faites dans le service et pendant les heures de travail, mais en dehors du champ normal d'activité du salarié ;

c) inventions faites par le salarié pendant les heures de travail avec le matériel et les outils de l'entreprise, avec l'aide d'autres salariés, et rentrant dans le champ normal d'activité du salarié, sans être le résultat direct de l'activité qu'on pouvait attendre de lui.

B) Inventions faites par des salariés particulièrement qualifiés ou spécialement engagés :

a) inventions faites par des salariés engagés pour améliorer le processus de l'entreprise ;

b) inventions faites par des employés spécialement engagés pour faire des inventions ou des recherches ;

c) inventions faites à la suite d'une suggestion ou d'une prescription précise de l'employeur, qui a conçu l'idée sans disposer du temps ou des moyens nécessaires pour la réaliser ;

d) inventions que le salarié peut faire en exécution d'une prescription de l'employeur, mais ne découlant pas des directives contenues dans cette prescription.

C) Inventions faites par des fonctionnaires :

a) inventions des fonctionnaires d'Etat en général ;

b) inventions des fonctionnaires d'Etat spécialement engagés pour des travaux de recherches et d'inventions ;

c) inventions des fonctionnaires travaillant dans les bureaux de brevets, et qui, à raison de la nature même de leur travail, sont soumis à des règles spéciales.

DEUXIÈME CLASSIFICATION DES INVENTIONS DE SALARIÉS
PROPOSÉE PAR LA COMMISSION CONSULTATIVE
DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

(Documents du B. I. T., C. C. T. I., II (10))

A) *Inventions dites libres*, faites en dehors du service et du champ normal d'activité du salarié, sans rapport avec la nature de l'entreprise dans laquelle l'inventeur travaille.

B) *Inventions d'entreprise*, dont l'objet entre dans le champ des préoccupations de l'entreprise, et l'activité qui les a facilitées, dans le champ du travail normal de l'inventeur, sans toutefois être la conséquence d'une prescription précise de la part de l'employeur ou le résultat de l'activité normale qu'on peut attendre de l'inventeur. Une étude du Professeur Dominik, de l'Université de Brno, sur les inventions d'entreprise, établit que ces inventions peuvent être faites non seulement pendant les heures de travail mais aussi pendant les loisirs du salarié. C'est ainsi que les inventions faites les jours de repos ou la nuit, peuvent être considérées comme rentrant dans cette catégorie, s'il y a connexité temporaire et connexité matérielle entre l'invention et la situation de service du salarié : connexité temporaire, c'est-à-dire que l'invention doit être faite durant l'engagement de service du salarié ; connexité matérielle, c'est-à-dire que l'invention doit être faite avec l'aide des moyens employés dans l'entreprise ou concerner la branche d'activité de l'entreprise où l'inventeur est employé. L'usage, par l'inventeur des outils ou du matériel de l'entreprise ne constitue d'ailleurs ici qu'un point secondaire.

C) *Inventions de service*, faites par des salariés particulièrement qualifiés, ou spécialement engagés pour faire des recherches de la nature de celle qui les ont conduits à l'invention réalisée, inventions faites dans les bureaux d'études et laboratoires de l'entreprise.

Les fonctionnaires sont assimilés, cette fois, aux salariés ordinaires, à l'exception des fonctionnaires employés dans les Offices de brevets qui, par leurs fonctions, sont à la source des renseignements et travaillent à la matière même des brevets.

DIFFÉRENCE ENTRE LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE
DES INVENTIONS DES SALARIÉS
ET LA CLASSIFICATION ALLEMANDE

*Classification allemande
des inventions*

Entreprise. — Si les caractéristiques d'une invention relèvent des suggestions, expériences pratiques, travaux préparatoires et moyens auxiliaires de l'entreprise en une mesure telle que la réalisation ne dépasse pas une activité de métier il y a invention d'entreprise.

Service. — a) l'activité inventive relève des devoirs professionnels du salarié, ou b) l'exploitation ou l'application de ces inventions rentrent dans le cadre de l'activité économique de l'entreprise.

Libres. — Les inventions qui ne sont ni d'entreprise ni de service.

*Classification internationale
des inventions*

Entreprise. — Dont l'objet entre dans les préoccupations de l'entreprise et l'activité qui les a facilitées dans le champ du travail normal de l'inventeur sans toutefois être la conséquence d'une prescription précise de la part de l'employeur ou le résultat d'une activité normale qu'on peut attendre du salarié.

Service. — Inventions faites par des salariés particulièrement qualifiés ou spécialement engagés pour faire des inventions.

Libres. — Faites en dehors du service et en dehors du champ normal d'activité du salarié, donc sans rapport avec l'entreprise dans laquelle l'inventeur travaille.

PROJETS DE CONVENTION ET VŒUX

PROJET DE M. GALLIÉ POUR LA CONVENTION D'UNION

QUI DEVAIT SE TENIR A LONDRES EN 1933

(Documents du B. I. T., C. C. T. I., II (10))

« Tout brevet doit faire mention du nom de l'auteur de l'invention.

Lorsqu'une invention sera faite par un employé et que le brevet sera demandé par l'employeur, s'il n'apparaît pas que l'employé ait trouvé dans son salaire ou dans une rémunération spéciale un dédommagement équitable à son exclusion de tout droit sur le brevet, l'employeur sera tenu, nonobstant toute clause contraire, de lui attribuer une rémunération supplémentaire en rapport avec la valeur de l'invention et les circonstances dans lesquelles elle aura été faite.

En cas de cession par l'employé de ses droits sur une invention par lui faite en utilisant les ressources matérielles et morales mises à sa disposition par l'employeur, celui-ci jouit d'un droit de préemption ».

PROPOSITION DE M. VAN LOON, POUR UNE CONVENTION
CONCERNANT L'INVENTEUR SALARIÉ

(*Document du B. I. T., C. C. T. I., II (10)*)

« 1° L'invention faite par quelqu'un qui se trouve dans le service d'un autre, de même que tous les droits en résultant, appartient à l'employeur si l'invention se rapporte à l'exploitation ou aux exploitations où le salarié travaille, ou si elle a été faite à la suite d'un ordre donné à cette fin ;

2° Toutes les autres inventions avec les droits qui en découlent appartiennent à l'inventeur ;

3° Si en pareil cas, on estime que l'inventeur ne trouve pas dans son salaire, ou dans une rémunération spéciale un dédommagement pour le fait qu'il est exclu du brevet et des droits qui en découlent, l'employeur sera tenu de lui payer une somme équitable en rapport avec la valeur pécuniaire de l'invention et en ayant égard aux circonstances dans lesquelles elle a été faite.

Si l'employeur et l'inventeur ne peuvent tomber d'accord sur le montant de cette somme, ils pourront s'adresser par écrit au Juge en le priant de fixer ce montant. Les parties sont tenues de se conformer à sa décision. L'action qui appartient à l'inventeur en vertu de cette disposition est prescrite au bout de trois ans à compter de la date du brevet.

Si l'inventeur établit que le mérite de l'invention lui revient à l'exclusion de tout autre, le Juge décidera, à sa demande, que son nom soit mentionné dans le brevet ».

VŒUX ÉMIS PAR L'UNION DES SYNDICATS D'INGÉNIEURS
FRANÇAIS

(Document du B. I. T., C. C. T. I., I (4))

- 1° Le brevet ne doit être accordé qu'à l'inventeur ;
- 2° Il doit être interdit de vendre une invention avant qu'elle n'existe ;
- 3° Il faut admettre la nullité du contrat lorsqu'il est reconnu qu'une invention a été cédée pour un prix manifestement inférieur à sa valeur.

LE PROBLÈME DE L'INVENTEUR SALARIÉ

(Conclusions de l'échange de vues qui a eu lieu le 10 décembre 1928 à la première réunion de la Commission spéciale de la Confédération Générale de la Production Française).

I. — *Cas du salarié qui trouve une invention n'ayant pas de rapports avec la nature de l'entreprise où il travaille.*

Il a été admis que le droit du salarié sur son invention reste entier dans ce cas, à la condition cependant qu'il n'ait pas utilisé pour faire sa découverte une partie du temps qu'il doit à son entreprise ou certains moyens matériels mis à sa disposition par celle-ci.

II. — *Cas du salarié qui travaille dans un laboratoire d'études ou un bureau de recherches.*

La Commission a considéré que dans la plupart des cas l'invention faite dans ces conditions présentait un caractère collectif, et qu'il était à peu près impossible de désigner la personne qui a eu la plus grande participation dans cette invention. En conséquence, comme le fait de donner au brevet le nom du chef de fabrication ou de l'un des collaborateurs ayant pris part à l'invention, risquerait de justifier, au moins en apparence, un droit spécial de celui-ci qui ne serait pas fondé dans la réalité, la Commission a pensé qu'il serait préférable de réserver en principe pour la société, le droit de prendre elle-même le brevet. Toutefois, certains membres de la Commission ont indiqué qu'on pourrait éventuellement

accepter une disposition prévoyant l'indication du nom du principal inventeur « quand on peut l'établir ».

III. — *Cas où le salarié, dont l'activité consiste à diriger un service ou à surveiller une machine, fait une invention dans le rayon d'activité de la Société.*

Il est apparu à la Commission que, dans ces cas moyens, il est souvent très difficile d'établir une discrimination entre ce qui peut être considéré comme le perfectionnement courant des fabrications (qui rentre naturellement dans les fonctions de service de l'ingénieur) et la découverte d'une idée susceptible de rénover une industrie. Au surplus, il conviendrait de distinguer le cas où l'ingénieur a spontanément une idée nouvelle et celui où il propose simplement celle-ci à la demande de son patron.

En conclusion, la Commission a estimé que l'entreprise devrait rester, en principe, propriétaire de l'invention faite dans ces conditions, mais qu'elle devrait, dans le cas où il s'agirait d'une amélioration spontanée et vraiment importante, accorder à l'inventeur une indemnité spéciale destinée à compléter sa rémunération courante.

Vu, le *Président de la Thèse*,
M. RIPERT.

Vu, le *Doyen*,
E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le *Recteur de l'Académie de Paris*,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Rapports de la Commission consultative des Travailleurs intellectuels.

Octobre 1928 C. C. T. I. - I (4).

Décembre 1929 C. C. T. I. - II (14).

En Annexe, Rapport de M. J. de Kap-Herr au
B. I. T.

Mai 1931 C. C. T. I. - III (22).

FRANCE

ALLART. — *Brevets d'invention*, 1887.

BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, 1922.

BELLET (Daniel). — *L'évolution de l'industrie*, 1914.

BLONDEL. — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*, 1900.

BOZERIAN. — *La propriété industrielle*, 1885.

CAMBON (Victor). — *L'Allemagne au Travail*, 1912.

DUBOIS (P.). — *La situation de l'inventeur-salarié*, décembre 1928 et de nombreux articles extraits du *Bulletin mensuel de l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français*.

FOILLARD. — *La propriété scientifique*, extrait du *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils*, nov.-déc., 1931.

GIDE. — *Cours d'économie politique*, tome I, 1930.

HARLÉ (F.). — *Le projet de loi sur les brevets d'invention adopté par la Chambre des Députés*, extrait du *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils*, nov.-déc. 1931.

HAURIOU. — *Police juridique et fond du droit*, extrait de la *Revue trimestrielle*, 1926.

HAUSER (Henri) — *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, 1920.

JOSSERAND. — *Cours de droit civil positif français*, 1930.

LAINEL (Georges). — *L'industrie chimique*, numéro de juin 1931.

LE CHATELIER-FOURNEAU-BERLEMONT-WAHL. — *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, tome II.

LOYER (P.). — *Le projet de loi sur les brevets d'invention*, extrait de *L'Usine*, n° 26, 26 juin 1931.

MAINIÉ. — *Brevets d'invention*, 1896.

MOUREAUX et WEISSMANN. — *Les brevets d'invention*, 1926.

NOUGUIER. — *Brevets d'invention*, 1856.

PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil*.

— Tome III, Les Biens, avec la collaboration de M. Picard, 1926.

— Tome VI, Les Obligations, avec la collaboration de P. Esmein, 1930.

— Tome XI, Les Contrats Civils (2^e Partie), avec la collaboration de Rouast, Savatier, Lépargneur, 1932.

PIC (Paul). — *La protection des droits de l'inventeur-salarié*, extrait de la *Semaine juridique*, 1926-27.

PICARD et OLIN. — *Brevets d'invention*, 1869.

POUILLET. — *Brevets d'invention*, 1915.

RENDU. — *Brevets d'invention*, 1855.

RIPERT (Georges). — *La règle morale dans les obligations civiles*, 1927.

ROUSIERS (Paul DE). — *Hambourg et l'Allemagne contemporaine*, 1902.

TAILLEFER (A.). — *Réforme de la loi de 1844 sur les brevets*, extrait du *Bulletin de la Société des Ingénieurs civils*, nov.-déc. 1931.

Rapport de M. Marcel Plaisant, député (Chambre des Députés, 1925, n° 1690), 1^{er} et 2^e rapports supplémentaires et annexe Marcel Plaisant 1926, n° 3027, 1927, n° 4106, 1927, n° 4106 annexe.

Discussion à la Chambre, Journal Officiel, compte rendu des séances des 23 et 24 mai 1927, 5 et 7 avril 1927.

Rapport de M. Roy, sénateur (Sénat, 1928, n° 48).

Discussion au Sénat, Journal Officiel, compte rendu de la séance du 7 mars 1928.

Rapport de M. Boucheron, député (Chambre des Députés 1929, n° 1827).

Discussion à la Chambre, Journal Officiel, compte rendu des séances de la Chambre des Députés, 29 et 30 mai 1931, 3, 5 et 6 juin 1931.

Rapport de M. Marcel Plaisant, sénateur (Sénat 1933, n° 55).

ALLEMAGNE

BECKMANN (Dr Lothar). — *Erfinderbeteiligung*, 1927.

ENGLANDER (K.). — *Die Erfindung eines Angestellten zufolge der in Kraft befindlichen Rechtskunde*, 1925.

FISCHER (Ludwig). — *Betriebserfindungen*, Berlin, 1931.

HEINRICH (E.). — *Die Erfindung eines Angestellten*, 1931.

ISAY. — *Patentgesetz*, 1931.

KOHLER. — *Ueber die Etablissementterfindung, Markenschutz und Wettbewerb*, 1912-1913.

KRAUSSE. — *Patentgesetz*, 1931.

LUTTER. — *Patentgesetz*, 1923.

PIETZEKER. — *Patentgesetz*, 1929.

SCHREIBER (Dr Kurt). — *Die wirtschaftliche Bedeutung der Angestellten-erfindung*.

SELIGHSON. — *Patentgesetz*, 1932.

WEIDLICH (Dr). — *Der Rechte an Angestellten Erfindungen*.

AUTRICHE

ABEL. — *Die Neuregelung der Angestellten-erfindung ; Patentgesetznovelle 1925*, parue dans la *Revue Neue Freie Presse*, Vienne, 7 août 1925.

ARLT. — *Die Regelung der Erfinderrechte der Angestellten im neuen österreichischen Patentgesetz*, parue dans le *Chemiker Zeitung*, année XXXIX.

ADLER (E.). — Etude dans le journal *International Labour Review* (Genève), année XIII, n° 1.

HEINDL (H.). — *Ueber Angestellten-erfindungen 1926*, et de nombreux articles dans le journal *Arbeit und Wirtschaft* (Vienne), en particulier année II.

LACKENBACHER. — *Das Erfinderrecht der Arbeiter und Angestellten*, paru dans le journal *Arbeiter Zeitung*, 21-11-1924.

REIF. — *Die Patentgesetznovelle, betreffend die Angestellten-erfindung ; Das Recht auf Nennung als Erfinder und Die Erfindungen von Dienstnehmern*, parues dans le journal *Die Industrie*, 1925.

WEINMANN. — *Die Angestellten-erfindung im Lichte des österreichischen Patentrechtes und der österreichischen und deutschen Rechtssprechung*, journal *Seifenfachblatt*, année III.

BELGIQUE

ANDRÉ (Louis). — *Traité des brevets d'invention*, 1899.

ESPAGNE

MARI. — *La propietat de les invencions dels empleats*, extrait du *Diari Mercantil*, Barcelone, 11 et 12 février 1932.

HINOJOSA (Juan DE). — *El contrato de Trabajo*, Madrid, 1931.

ETATS-UNIS

BIESTERFIELD (C. H.). — *Originality, Ownership and shop rights*, extrait du *Journal of Patent Office Society*, février 1932.

HOAR. — *Commentary on Patents*.

PRINDLE (Edwin J.). — *Le brevet en Amérique*, extrait des *Annales de la Propriété industrielle, artistique et littéraire*, 1928.

WALKER. — *Commentary* (Baker, Voorhis and C^o), New-York.

Cyclopedia of Law, volume XXX, *The American Law Book*, New-York.

GRANDE-BRETAGNE

BALLANTYNE (Horatio). — *Lecture on chemists and the Patent Laws 1922* (The Institute of chemistry of Great Britain and Ireland).

GILLIVRAY (Evan James Mac). — *Some aspects of the Law of England affecting chemists*, 1923.

MARLOW (G. S. W.). — *Notes on contracts of service*, 1925.
Terrell on Patents. Sweet and Maxwell Ltd. London.

ITALIE

- CARNELUTTI. — *Il diritto di privativa nel contratto di lavoro*, Rivista di Diritto Commerciale, 1910-1911.
- CASELLI (Piola). — *Sul diritto di privativa industriale nelle invenzioni fatte per incarico d'altri* (Foro Italiano, 1910-I-1183).
- GHIRON. — *Corso di Diritto industriale*, Rome 1929, *I diritto del principale sulle invenzioni fatte dale impiegato* (Foro Italiano, 1920-I-399).
- LUZATTO. — *Trattato generale sulle Privative Industriali*, Milan, 1925.
- RAMELLA. — *Trattato delle Proprieta Industriale*.
- SANSEVERINO (Luisa Riva). — *Etude générale de la question des inventeurs-salariés en Italie*, parue dans la *Propriété Industrielle*, 1931.

NORVEGE

- KNOPH (Ragnar). — *Funks jonaer-opfinnelser*, Oslo.

SUISSE

- ADLER. — *Der Dienstvertrag im neuen Schweiz-Obligationenrecht*, Schw. Jur. Zeitg. 9 p., 90.
- BECKER. — *Commentaire du Code*, remarque sur l'article 343.
- BEUTTNER (Karl). — *Die Angestelltenerfindung im Schweizer Recht*, Thèse, Berne, 1927.
- BUCHLI (Jürg). — *Der Erfinder im Dienstverhältnis nach Schweizer Recht*, Thèse, Zürich, 1929.
- FICK. — *Commentaire du Code*, remarque sur l'article 343.
- LANY (Otto). — *Der Dienstvertrag des Schweiz-Obligationenrecht*.

LEIMGRUTER (O.). — *Le contrat de travail d'après le droit suisse.*

MARTIN (A.). — *Le Co. II : Les contrats de droit civil.*

OSEK — *Commentaire du Code*, remarque sur l'article 343 et Schw. Jur. Zeitg., 5 p., 322.

RENNEFAHRT. — *Schweiz-Obligationenrecht*, remarque sur l'article 343.

RICHARD (C.). — *Le contrat de travail en droit suisse.*

SCHINDLER (Dr.). — *Ueber das Erfinderrecht der Arbeiter, Angestellten, Beamten und Gesellschafter*, 1895.

THILO (Emile). — *De la propriété et de la rémunération des inventions faites par l'employé au cours de son travail*, extrait du *Journal des tribunaux*, Lausanne 1932.

TCHECOSLOVAQUIE

HÜTTNER. — *Les lois pour la protection de la propriété industrielle*, Reichenberg 1923.

U. R. S. S.

GOICHBARG. — *La législation soviétique en matière privée*, extrait de *La vie économique des Soviets*, n° du 20 février 1927 et du 5 janvier 1931.

HEIFETZ. — *La nouvelle loi russe sur les brevets.*

TARJONSKI. — *Rapport sur le projet de la nouvelle loi russe des brevets*, extrait du *Journal pour la protection du droit industriel et du droit d'auteur*, 33° année, cahier 8, Berlin.

Journal L'Invention, Moscou, cahiers 11 et 12, décembre 1931.

Documents communiqués par :

ALLEMAGNE

Professeur ERWIN SELCK, Frankfurt a/ Main.

D^r WEIDLICH, Berlin.

D^r Jur. FRITZ FESTER, Frankfurt a/ Main.

AUTRICHE

M. ROBERT FRANKL, Ingénieur-conseil, Vienne.

M. H. PALM, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Vienne.

BELGIQUE

MM. BEDE et C^{ie}, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Bruxelles.

M. CHARLES DE SMETH, Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles.

BULGARIE

M. DE ZEMBRZUSKI, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Sofia.

DANEMARK

MM. BUDDE SCHOU et C^{ie}, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Copenhague.

ESPAGNE

MM. CLARKE MODET et C^{ie}, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Madrid.

M^e DALMAS DE FOXA, Avocat de l'Ambassade de France en Espagne, Barcelone.

M. ELZABURU, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Madrid.

AMERIQUE (Etats-Unis d')

E. I. DU PONT DE NEMOURS et C^{ie}, Legal Department, Wilmington, Delaware.

D^r Cesare PROTTO.

M. H. C. HASKELL.

MM. TOWNSEND et DECKER, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à New-York.

MM. MAURO et LEWIS, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Washington.

FRANCE

M. Robert ESNAULT-PELTERIE, ancien Président de la Société des Inventeurs, Paris.

M. FLEURENT, Président du Syndicat Professionnel des Ingénieurs chimistes français, Paris.

M. F. HARLE, Président de l'Association française pour la protection de la Propriété industrielle, Paris.

M. Paul L'EVESQUE, Professeur à l'Institut Clinique de pratique judiciaire et de jurisprudence.

FINLANDE

MM. PETTERSON et STENROOS, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, Helsingfors.

GRANDE-BRETAGNE

Institute of Patentees, Londres.

MM. CARPMAELS et RANSFORD, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, Londres.

MM. J. C. VREDENBURG et F. G. WILLSON, Londres.

M. E. C. G. CLARKE (Legal Department I. C. I.), Londres.

GRECE

M. THEODORIDES, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Athènes.

HONGRIE

M. Robert FRANKL, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Vienne.

ITALIE

M^e PIERO DELLO STROLAGO, Avocat.

MM. SECONDO TORTA, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Turin.

MM. BARZANO et ZANARDO, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Rome.

JAPON

M. SUGIMURA, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Tokio.

M. S. KISHI, L. L. O., Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Tokio.

LUXEMBOURG

M. R. DE MUYSER, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Luxembourg.

NORVEGE

M. Axel LAHN, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Oslo.

PAYS-BAS

NEDERLANDSCH OCTROOIBUREAU, à La Haye, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle.

POLOGNE

M. WYGANOWSKI, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Varsovie.

SUEDE

GOTEBORGS PATENTBYRA, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Goteborg.

MM. WAWRINSKYS, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Stockholm.

SUISSE

D^r W. STOOSS, à Bâle.

D^r E. BODMER, à Bâle.

D^r P. BURCKHARDT, à Bâle.

D^r SCHOENBERG, à Bâle.

MM. IMER et DE WURSTEMBERGER, Ingénieurs-conseils en Propriété industrielle, à Genève.

YOUGOSLAVIE

M. Milan SUKLJE, Ingénieur-conseil en Propriété industrielle, à Ljubljana.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — LES LIMITES DU PROBLEME. — APERÇU D'ENSEMBLE ET METHODES.

PREAMBULE (n° 1)	6
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER. — LES LIMITES DU PROBLEME (n°s 2 et suiv.).....	7
---	---

SECTION I. — INDUSTRIE.

§ 1 ^{er} . — <i>Etendue et diversité du domaine de l'industrie moderne</i> (n° 4)	7
--	---

§ 2. — *Caractéristiques :*

A) <i>Science et Industrie</i> (n°s 5 et suiv.)..	8
---	---

Le laboratoire dans l'usine (n° 6). —

Quelques exemples typiques (n°s 7 et

suiv.). — Usines à brevets (n° 9). —

Frais et dépenses (n° 10).

B) <i>La recherche d'inventions dans l'industrie moderne</i> (n°s 11 et suiv.)	10
---	----

Recherche normale et recherche systématique (n° 12).

SECTION II. — SALARIÉS.

§ 1 ^{er} . — <i>Exode des inventeurs libres vers la grande industrie. — Causes</i> (n°s 15 et suiv.)	13
---	----

La misère des temps et le métier d'inventeur (n^{os} 16 et suiv.). — Liberté et sécurité d'esprit, aide matérielle dans l'accomplissement du travail (n^o 18).
 — Concours et capitaux indispensables à l'exploitation de l'invention (n^o 19).
 — La loi de la guerre (n^o 20).

§ 2. — *L'échelle des salariés* (n^o 21 et suiv.). 16

§ 3. — *Salariés spécialistes de l'invention* (n^{os} 24 et suiv.) 17

CHAPITRE II. — *APERÇU D'ENSEMBLE ET METHODES.*

SECTION I. — *COLLABORATION.*

§ 1^{er}. — *Conditions du travail dans l'usine moderne* (n^{os} 26 et suiv.) 19

Travail en commun (n^o 27). — Chaîne des recherches (n^o 28). — Instructions, directives et conseils (n^o 29).

§ 2. — *Difficultés d'une ventilation dans le mérite ou le profit de l'invention* (n^o 30).. 21

SECTION II. — *L'ÈRE DES DIFFICULTÉS.*

§ 1^{er}. — *Opinions libres et controverses* (n^{os} 31 et suiv.) 21

Essais d'assimilations juridiques (n^{os} 32 et suiv.). — Essais de classifications des inventions (n^o 38).

§ 2. — *Abondance et obscurité des sources* (n^{os} 39 et suiv.) 26

La loi (n^o 40). — La coutume ; le contrat de travail et le règlement d'ate-

lier (n° 41). — La jurisprudence (n° 42). — La doctrine (n° 43). — L'opinion publique (n° 44).

§ 3. — <i>Essai de construction positive</i> (n°s 45 et suiv.)	28
<i>Divisions</i> (n°s 46 et suiv.)	29

TITRE PREMIER. — L'INVENTION. — L'INVENTION DANS L'INDUSTRIE MODERNE ; SON IMPORTANCE, SON ORIGINE ; CONDITIONS PARTICULIÈRES DE SA NAISSANCE ; DES DROITS SUR L'INVENTION.

<i>Invention et découverte</i> (n° 48)	32
--	----

CHAPITRE PREMIER. — L'INVENTION DANS L'INDUSTRIE MODERNE.

SECTION I. — IMPORTANCE DE L'INVENTION DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE MODERNE (n°s 50 et suiv.)	33
--	----

Caractères distinctifs de l'invention industrielle moderne (n°s 51 et suiv.).

SECTION II. — NAISSANCE DE L'INVENTION ; CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES (n°s 55 et suiv.)	34
---	----

Relation entre l'invention et l'entreprise où elle est née.

A) Date et lieu d'origine de l'invention (n°s 56 et suiv.).

B) Part contributive de l'entreprise à la naissance de l'invention (n° 59).

C) Rapport de l'invention avec l'objet de l'entreprise (n° 60).

D) Stipulations particulières du contrat de travail (n° 61).

CHAPITRE II. — DES DROITS SUR L'INVENTION.

SECTION I. — DÉNOMBREMENT ET NATURE JURIDIQUE

• DES DROITS SUR L'INVENTION (n^{os} 63 et suiv.) 37

A) Prétendues analogies juridiques (n^{os} 63 et 64).

B) Droit de propriété (n^{os} 65 et suiv.).

a) existence de ce droit (n^o 65) ;

b) abus de qualification (n^o 66) ;

c) bénéficiaire du droit de propriété (n^o 67) ;

d) traits distinctifs du droit de propriété de la Collectivité (n^o 68).

e) attributs et avantages accessoires (n^o 69).

C) Droit de jouissance (n^{os} 70 et suiv.).

a) traits distinctifs du droit de jouissance (n^o 71) ;

b) bénéficiaires de ce droit (n^{os} 72 et suiv.).

D) Autres droits (n^{os} 76 et suiv.).

SECTION II. — PROTECTION DE L'INVENTION (n^o 78). 44

SECTION III. — ATTRIBUTION DES DROITS SUR L'INVENTION (n^o 79) 45

Limitation du problème à l'attribution du droit de jouissance. Renvoi (n^o 79).

TITRE II. — LA CONVENTION. — LE TRAITE D'INVENTIONS. — LA CLAUSE D'INVENTIONS. — LE MANDAT. — INVENTIONS SUR ORDRE. — L'INVENTION DE SERVICE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER.

PREAMBULE (n^{os} 80 et suiv.) 47

CHAPITRE PREMIER. — *LA CONVENTION.*SECTION I. — LE TRAITÉ D'INVENTIONS (n^{os} 83 et s.) 48A) Parties en présence (n^{os} 83 et suiv.).

Contrats individuels et contrats collectifs (n^o 84).

B) Formes (n^{os} 86 et suiv.).

Circonstances de fait et de droit (n^{os} 87 et suiv.).

C) Objet du traité d'inventions (n^{os} 91 et suiv.).

a) obligations du salarié (n^o 92) ;

b) obligations de l'employeur (n^{os} 93 et suiv.).

D) Limites et tempéraments (n^{os} 97 et suiv.).SECTION II. — LA CLAUSE D'INVENTIONS (n^{os} 102 et suiv.) 59CHAPITRE II. — *LE MANDAT.*SECTION I. — INVENTIONS SUR ORDRE (n^{os} 109 et suiv.) 61SECTION II. — L'INVENTION DE SERVICE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (n^{os} 113 et suiv.) 62**TITRE III. — *L'INVENTION DANS L'ENTREPRISE.***

— *L'INVENTION POUR LE COMPTE DE L'ENTREPRISE. — L'INVENTION LIBRE.*

PREAMBULE (n^{os} 120 et suiv.) 67CHÂPITRE PREMIER. — *L'INVENTION POUR LE COMPTE DE L'ENTREPRISE.*SECTION I. — LA VIE DE L'ENTREPRISE ET LA SOLUTION DE PRINCIPE (n^{os} 126 et suiv.) 70

SECTION II. — APPLICATIONS : QUALITÉ DU SALARIÉ DANS L'ENTREPRISE ET CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'INVENTION (n ^{os} 129 et suiv.)	71
SECTION III. — TEMPÉRAMENTS (n ^{os} 133 et suiv.) ..	73
SECTION IV. — L'INVENTION DITE D'ENTREPRISE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (n ^{os} 142 et suiv.)	77
CHAPITRE II. — <i>L'INVENTION LIBRE.</i>	
SECTION I. — LE DOMAINE DE L'INVENTION LIBRE n ^{os} 153 et suiv.)	82
SECTION II. — L'INVENTION LIBRE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (n ^{os} 158 et suiv.)	84
SECTION III. — ATTRIBUTION DU DROIT DE JOUISSANCE SUR L'INVENTION LIBRE ET TEMPÉRAMENTS (n ^o 162)	85
TITRE IV. — <i>LOI, JURISPRUDENCE ET COU- TUME.</i>	
PREAMBULE (n ^{os} 163 et suiv.)	89
CHAPITRE I. — <i>LEGISLATIONS ÉTRANGÈRES.</i>	
SECTION I. — ESSAI DE CLASSIFICATION (n ^{os} 165 et suiv.)	90
SECTION II. — LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES AVANT ET APRÈS LA GUERRE DE 1914-1918 (n ^{os} 170 et s.)	91
SECTION III. — ÉTUDE ANALYTIQUE ET CRITIQUE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EXISTANTES (n ^{os} 175 et suiv.)	94
CHAPITRE II. — <i>JURISPRUDENCE.</i>	
SECTION I. — PAYS AYANT UNE LÉGISLATION PARTI- CULIÈRE SUR LA QUESTION (n ^{os} 179 et suiv.)	95

- A) Autriche (n° 180).
- B) Espagne (n° 181).
- C) Finlande (n° 182).
- D) Grèce (n° 183).
- E) Hongrie (n° 184).
- F) Japon (n° 185).
- G) Pays-Bas (n° 186).
- H) Pologne (n° 187).
- I) Yougoslavie (n° 188).
- J) Suisse (n° 189).
- K) Tchécoslovaquie (n° 190).
- L) U. R. S. S. (n° 191).

SECTION II. — PAYS SANS LÉGISLATION PARTICULIÈRE

MAIS AYANT UNE LÉGISLATION SUR DES CAS SPÉCIAUX.

(n°s 192 et suiv.) 99

- A) Danemark (n° 193).
- B) Etats-Unis (n° 194).

SECTION III. — PAYS SANS LÉGISLATION PARTICULIÈRE

MAIS AYANT DES PROJETS DE LOI A L'ÉTUDE (n°s 195

et suiv.) 105

- A) Allemagne (n° 196).
- B) France (n° 197).
- C) Italie (n° 198).
- D) Luxembourg (n° 199).
- E) Suède (n° 200).

SECTION IV. — PAYS SANS LÉGISLATION PARTICULIÈRE

ET SANS PROJET DE LOI EXACTEMENT DÉFINI (n°s 201

et suiv.) 124

- A) Belgique (n° 202).
- B) Canada (n° 203).

C) Grande-Bretagne (n° 204).

D) Irlande (n° 205).

E) Norvège (n° 206).

F) Portugal (n° 207).

SECTION V. — REMARQUES PARTICULIÈRES (n° 208).. 131

CHAPITRE III. — *CONTRATS ET COUTUMES.*

SECTION I. — CONTRATS COLLECTIFS (n°s 209 et suiv.) 132

Pays ayant une législation particulière sur
la question (n° 210).Pays sans législation particulière mais
ayant une législation sur des cas spé-
ciaux (n° 211).Pays sans législation particulière mais
ayant des projets de loi à l'étude
n° 212).Pays sans législation particulière et sans
projet de loi défini (n° 213).

SECTION II. — CONTRATS INDIVIDUELS (n°s 214 et s.) 145

France (n° 215).

Suisse (n° 216).

TITRE V. — *PROJETS DE REFORMES ET TEN-
DANCES.*

PREAMBULE (n° 217) 150

CHAPITRE PREMIER. — *LES COURANTS DE L'OPI-
NION PUBLIQUE* 150CHAPITRE II. — *TENDANCES DE LA PRESSE QUO-
TIDIENNE ET DE LA PRESSE PROFESSION-
NELLE.*SECTION I. — PRESSE NATIONALE : COMMENTAIRES DES
LOIS ; ARTICLES DE PRESSE (n°s 221 et suiv.) 151

Autriche (n° 222). — Espagne (n° 223).
 — Suisse (n° 224). — U. R. S. S.
 (n° 225). — Etats-Unis (n° 226). — Italie
 (n° 227). — Allemagne (n° 228). —
 France (n° 229). — Belgique (n° 230).
 — Grande-Bretagne (n° 231). — Nor-
 vège (n° 232).

SECTION II. — CONSULTATIONS INTERNATIONALES. —
 RÉSOLUTIONS DE LA C. C. T. I. ET DE LA C. C. E.
 (n°s 233 et suiv.) 178

CHAPITRE III. — PROJETS DE REFORMES *ET PROPOSITIONS DE LOIS.

SECTION I. — PAYS DANS LESQUELS EXISTENT DES PRO-
 JETS ET PROPOSITIONS EN PRÉPARATION (n°s 239 et
 suiv.) 187

Hongrie (n° 240). — Tchécoslovaquie
 (n° 241). — Italie (n° 242). — Allema-
 gne (n° 243). — France (n° 244). —
 Suède (n° 245). — Luxembourg
 (n° 246).

SECTION II. — ORIENTATION GÉNÉRALE ET PARTICU-
 LARITÉS (n°s 247 et suiv.) 193

SECTION III. — ÉTUDE CRITIQUE DES RÉCENTS PROJETS
 DE LOI FRANÇAIS (n°s 251 et suiv.) 196

CONCLUSION (n°s 268 et suiv.) 213

ANNEXES. — LOIS 221

Allemagne, Autriche, Danemark, Espa-
 gne, Etats-Unis, Finlande, Grèce, Hon-
 grie, Japon, Pays-Bas, Pologne, Suisse,

Tchécoslovaquie, U. R. S. S., Yougoslavie.

PROJETS DE LOI 244

Allemagne, France, Italie, Suède, Tchécoslovaquie.

DIVERS 252

France (conditions de brevetabilité). —

Etats-Unis (Jurisprudence). — Luxem-

bourg (Avis de la Chambre). — C. C.

T. I. (Classification des inventions). —

• Projets de convention et vœux.

BIBLIOGRAPHIE 275

DOCUMENTS COMMUNIQUEES PAR 282

